



Commission Bancaire de l'UMOA

RAPPORT ANNUEL
2022





Commission Bancaire de l'UMOA

RAPPORT ANNUEL
2022





SOMMAIRE

3 -	SOMMAIRE DETAILLE	36 -	Chapitre 3
9 -	MOT DU PRESIDENT		ACTES ET MESURES
10 -	MEMBRES DU COLLEGE DE SUPERVISION AU 31 DECEMBRE 2022		3.1. EVOLUTION DANS LA COMPOSITION DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE
12 -	MEMBRES DU COLLEGE DE RESOLUTION AU 31 DECEMBRE 2022		3.2. MESURES ADMINISTRATIVES
13 -	PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'ANNEE 2022		3.3. MISE A JOUR DE LA LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES D'IMPORTANCE SYSTEMIQUE
14 -	CHIFFRES CLES EN 2022		3.4. SANCTIONS DISCIPLINAIRES ET PECUNIAIRES
	A. Etablissements de crédit et compagnies financières		3.5. AVIS AUX MINISTRES CHARGES DES FINANCES
	B. Systèmes Financiers Décentralisés de grande taille		3.6. AUTRES MESURES
	C. Etablissements de Monnaie Electronique	42 -	Chapitre 4
18 -	SIGLES ET ABREVIATIONS		ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION
19 -	RESUME DU RAPPORT		4.1. ACTIONS DE COOPERATION
22 -	Chapitre 1^{er}		4.2. ACTIONS DE FORMATION
	PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA	48 -	Chapitre 5
	1.1. ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE		ACTIVITES ET SURVEILLANCE DES ASSUJETTIS
	1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL		5.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER
32 -	Chapitre 2		5.2. SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES COMPAGNIES FINANCIERES
	CADRE REGLEMENTAIRE REGISSANT L'ACTIVITE DES ASSUJETTIS AU CONTROLE DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA		5.3. SITUATION DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DE GRANDE TAILLE
	2.1. PRINCIPAUX TEXTES REGISSANT L'ACTIVITE DES ASSUJETTIS		5.4. SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE ELECTRONIQUE
	2.2. NOUVEAUX TEXTES ENTRES EN VIGUEUR EN 2022	115 -	ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Evolution du nombre de réclamations par catégorie	31
Tableau n°2 : Evolution du nombre de réclamations par pays	31
Tableau n°3 : Nombre d'établissements de crédit agréés au 31 décembre 2022	51
Tableau n°4 : Indicateurs caractéristiques des établissements de crédit en activité	52
Tableau n°5 : Répartition des établissements de crédit en activité par groupes homogènes	55
Tableau n°6 : Evolution des quartiles de 2021 à 2022	56
Tableau n°7 : Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total de bilan	56
Tableau n°8 : Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total des dépôts	57
Tableau n°9 : Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total des crédits	58
Tableau n°10 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA	59
Tableau n°11 : Principales zones géographiques des groupes bancaires exerçant dans l'UMOA	61
Tableau n°12 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité	64
Tableau n°13 : Evolution de l'indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN des pays de l'UMOA	65
Tableau n°14 : Situation résumée de l'activité des établissements de crédit	72
Tableau n°15 : Ratios caractéristiques des établissements de crédit	73
Tableau n°16 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio minimal de solvabilité	74
Tableau n°17 : Ratio minimal de solvabilité des établissements de crédit par pays et UMOA	75
Tableau n°18 : Ratio de levier par pays et UMOA	76
Tableau n°19 : Coefficient de liquidité par pays et UMOA	77
Tableau n°20 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	78
Tableau n°21 : Répartition des EBIS nationaux	80
Tableau n°22 : Part des EBIS nationaux dans le système bancaire de l'UMOA, par indicateur et par pays	81
Tableau n°23 : Répartition des EBIS nationaux selon le ratio minimal de solvabilité	82
Tableau n°24 : Nombre d'EBIS nationaux conformes au dispositif prudentiel	84
Tableau n°25 : Répartition des compagnies financières	86
Tableau n°26 : Principaux indicateurs des compagnies financières	86
Tableau n°27 : Poids des EBIS régionaux dans l'activité des compagnies financières par indicateur dans l'UMOA	88
Tableau n°28 : Répartition des compagnies financières selon le seuil du ratio de solvabilité	89
Tableau n°29 : Nombre de compagnies financières conformes au dispositif prudentiel	91

Tableau n°30 : Nombre de SFD relevant de l'article 44	94
Tableau n°31 : Evolution des principales statistiques des SFD relevant de l'article 44	94
Tableau n°32 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44	100
Tableau n°33 : Résultat des SFD relevant de l'article 44	101
Tableau n°34 : Indicateurs financiers des SFD relevant de l'article 44	101
Tableau n°35 : Répartition des SFD de grande taille selon le seuil de la norme de capitalisation	102
Tableau n°36 : Ratio de capitalisation des SFD de grande taille par pays	102
Tableau n°37 : Nombre de SFD relevant de l'article 44 conformes au dispositif prudentiel par pays	105
Tableau n°38 : Nombre d'EME agréés	108
Tableau n°39 : Réseau de distribution des EME	110
Tableau n°40 : Situation prudentielle des EME	112

Liste des graphiques

Graphique n°1 : Répartition des effectifs du SGCB par type d'activité	25
Graphique n°2 : Ventilation des dossiers d'agrément et d'autorisation préalables traités	26
Graphique n°3 : Evolution du nombre de dérogations à la condition de nationalité	27
Graphique n°4 : Evolution du nombre d'audiences et séances de travail accordées aux dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires	28
Graphique n°5 : Nombre d'établissements vérifiés par catégorie d'assujettis	29
Graphique n°6 : Répartition des établissements vérifiés par type de contrôle et d'assujettis	30
Graphique n°7 : Evolution du nombre d'injonctions	38
Graphique n°8 : Evolution de la structure de l'actionnariat des établissements de crédit	51
Graphique n°9 : Parts de marché des places bancaires de l'UMOA	53
Graphique n°10 : Evolution du nombre de GAB et de guichets des établissements de crédit de l'UMOA	53
Graphique n°11 : Evolution des comptes bancaires détenus dans les livres des établissements de crédit	54
Graphique n°12 : Evolution des effectifs du personnel des établissements de crédit de l'UMOA	54
Graphique n°13 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine	60
Graphique n°14 : Evolution du total de bilan des établissements de crédit et du PIB de l'UMOA	62
Graphique n°15 : Evolution des emplois des établissements de crédit	62
Graphique n°16 : Evolution des crédits à la clientèle selon la maturité	63
Graphique n°17 : Evolution du poids des titres de placement dans les emplois et le total de bilan des établissements de crédit	64
Graphique n°18 : Evolution de l'Indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN des pays de l'UMOA	65
Graphique n°19 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes des établissements de crédit	66
Graphique n°20 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit	66
Graphique n°21 : Evolution des ressources des établissements de crédit	67
Graphique n°22 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit et de l'encours de refinancement de la BCEAO	68
Graphique n°23 : Evolution du poids du refinancement dans les dépôts et dans le total de bilan	68
Graphique n°24 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire des établissements de crédit	69
Graphique n°25 : Evolution du résultat net global des établissements de crédit	70

Graphique n°26 : Evolution du résultat net global par pays de l'UMOA	70
Graphique n°27 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire	71
Graphique n°28 : Ratio de solvabilité des établissements de crédit en fonction des risques pondérés	75
Graphique n°29 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	79
Graphique n°30 : Proportion des EBIS nationaux conformes au dispositif prudentiel	85
Graphique n°31 : Activités et résultats des compagnies financières	87
Graphique n°32 : Evolution du PNB et du Résultat des compagnies financières	87
Graphique n°33 : Evolution du PNB et du Résultat des EBIS régionaux	88
Graphique n°34 : Proportion des compagnies financières conformes au dispositif prudentiel	92
Graphique n°35 : Evolution des emplois des SFD de grande taille	95
Graphique n°36 : Analyse de la structure des crédits des SFD de grande taille	96
Graphique n°37 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD de grande taille	96
Graphique n°38 : Evolution des ressources des SFD de grande taille	97
Graphique n°39 : Evolution de la trésorerie des SFD de grande taille	98
Graphique n°40 : Evolution du PNF des SFD de grande taille	98
Graphique n°41 : Ratio de capitalisation des SFD de grande taille en fonction des actifs	102
Graphique n°42 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel	106
Graphique n°43 : Evolution du chiffre d'affaires des EME	108
Graphique n°44 : Répartition de l'encours de la monnaie électronique par pays	109
Graphique n°45 : Nombre de comptes ouverts par les EME	109
Graphique n°46 : Evolution des transactions effectuées par les EME	110
Graphique n°47 : Proportion des indicateurs de services financiers	111

Liste des encadrés

Encadré n°1 : Risque climatique et supervision bancaire	34
Encadré n°2 : Le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres comme outil de gestion des risques au sein des banques de l'UMOA	46
Encadré n°3 : Cybersécurité - enjeux et leviers pour le secteur bancaire de l'UMOA	113

LE PRESIDENT



Jean-Claude Kassi BROU

Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA



Les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ont maintenu, en 2022, leur dynamisme économique, malgré une conjoncture internationale difficile et la persistance des problèmes sécuritaires, notamment dans les pays du Sahel. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la zone a progressé de 5,6% contre 6,1% en 2021.

Toutefois, le taux d'inflation est ressorti à 7,4% contre 3,6% un an auparavant. Aussi, pour atténuer les pressions inflationnistes, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a-t-il procédé à trois (3) relèvements de 25 points de base des taux directeurs de l'Institut d'Emission.

Dans ce contexte, le secteur bancaire de l'UMOA est demeuré résilient et a poursuivi son développement par un financement accru des économies des pays membres. En effet, au plan prudentiel, la solidité du système bancaire et des systèmes financiers décentralisés de grande taille s'est confirmée, les ratios de solvabilité étant ressortis à des niveaux

supérieurs à ceux de 2021 ainsi qu'aux normes minimales en vigueur. Toutefois à l'instar des années précédentes, les établissements de crédit ont recouru au refinancement de la Banque Centrale pour faire face à leur déficit de trésorerie qui s'est davantage accentué.

En matière de contrôle, la Commission Bancaire a continué à assurer la solidité et la sécurité du système bancaire. En outre, elle a accordé une importance toute particulière à la maîtrise des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme (LBC/FT). Pour ce faire, l'organe de supervision et de résolution des crises s'est doté d'une cartographie des risques y afférents et spécifiques aux établissements soumis à son contrôle, tenant compte des résultats des évaluations nationales des risques réalisées dans les Etats membres. Il a également accru le nombre de ses contrôles thématiques sur la LBC/FT et prononcé des sanctions disciplinaires et pécuniaires à l'encontre d'établissements dont les dispositifs mis en place ont été jugés défaillants. Ces actions ont visé le renforcement du degré de conformité et de l'efficience du cadre de supervision des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Dans le domaine de la prévention des crises, la Commission Bancaire a poursuivi la validation des plans préventifs de redressement des Etablissements Bancaires d'Importance Systémique (EBIS) ainsi que l'élaboration et l'adoption des plans de résolution y afférents. La mise en œuvre du mécanisme de résolution vise à atténuer les conséquences d'éventuelles défaillances bancaires et assurer la protection subséquente des déposants.

En outre, des actions ont été entreprises pour renforcer le cadre d'exercice des établissements de crédit et relever la conformité du cadre réglementaire. A ce titre, l'année 2023 devrait consacrer la révision de certains volets de la réglementation prudentielle ainsi que l'aboutissement des travaux de révision de plusieurs textes législatifs et réglementaires. A cet égard, il peut être mentionné notamment les lois uniformes portant réglementation bancaire et des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA, celle relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive (LBC/FT/FP) ainsi que la Convention régissant la Commission Bancaire et son Annexe.

Face aux incertitudes de l'environnement économique et financier, les établissements assujettis sont appelés à une plus grande culture du risque, mais également au renforcement de leurs fonds propres, afin d'accroître leurs capacités d'intervention et d'absorption des éventuels chocs. La consolidation de leur résilience est à ce prix.

COLLEGE DE SUPERVISION

(au 31 décembre 2022)

PRÉSIDENT



M. Jean-Claude Kassi BROU
Gouverneur de la BCEAO

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

BENIN



M. Clément Yaovi AZIAGNIKOUDA
Directeur des Affaires Monétaires et Financières
au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin



M. Epiphane ADJOVI
Economiste

BURKINA



Célestin Santéré SANON
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
au Ministère de l'Economie des Finances
et du Développement du Burkina



M. Moussa Jean Christophe MILOGO
Juriste

CÔTE D'IVOIRE



M. Konan Jacques ASSAHORE
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
au Ministère de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire



Mme Kra Aménan Pélagie TEHOVA épouse N'DRI
Maître de Conférences, Agrégée de Droit Public

GUINEE-BISSAU



Mme Maria Bona Ganó Só
Directrice Générale de la Supervision des Activités Financières
et Assurances au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau



M. Numna Gorky MENDES DE MEDINA
Juriste

MEMBRES REPRESENTANT
LES ETATSMEMBRES NOMMES PAR
LE CONSEIL DES MINISTRES

MALI

**M. Boubacar BEN BOUILLE**

Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique
au Ministère de l'Economie et des Finances du Mali

**M. Boubacar TOURE**

Auditeur financier et comptable

NIGER

**M. Ibrahim SOFO MAGAGI**

Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne
au Ministère des Finances du Niger

**M. Zouladaïni MALAM GATA**

Inspecteur des Finances

SENEGAL

**M. Moussa TOURE**

Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère
des Finances et du Budget du Sénégal

**M. Amadou Sadickh DIOP**

Economiste

TOGO

**M. Elonyo EMEGNIMO**

Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité
Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo

**M. Afanou Kodjo Théophile LOCOH**

Administrateur de sociétés

SECRETARIAT GENERAL

**M. Antoine TRAORE**

Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

COLLEGE DE RESOLUTION

(au 31 décembre 2022)

12

COLLEGE DE RESOLUTION

PRÉSIDENT



M. Jean-Claude Kassi BROU
Gouverneur de la BCEAO

Représentant au Collège de Supervision de l'Etat assurant la Présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA



M. Elonyo EMEGNIMO
Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo

Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA)



M. Habib SOUMANA
Directeur du FGDR-UMOA

Membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA



M. Akuété SANTOS
Professeur Agrégé de Droit

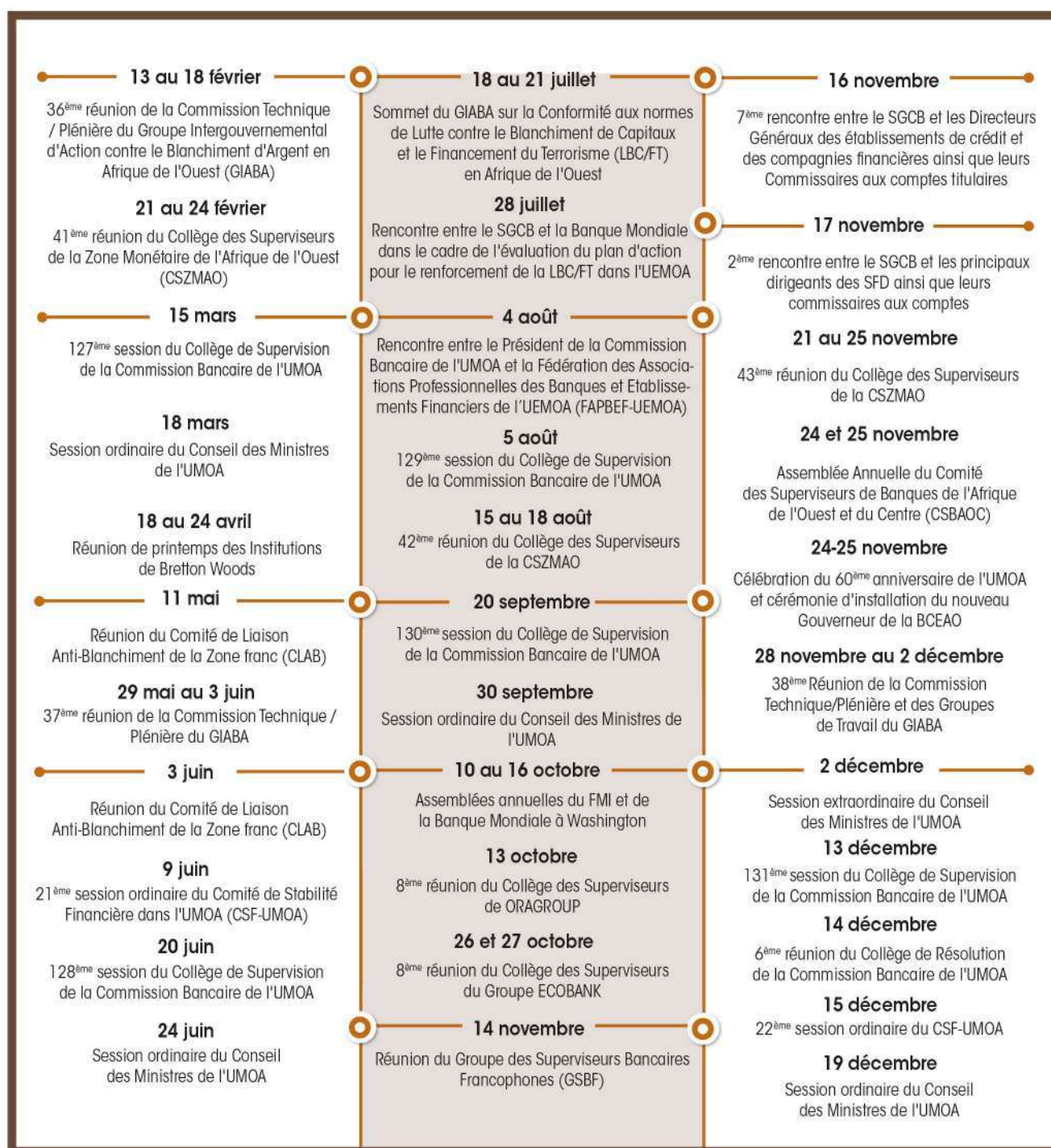
SECRETARIAT GENERAL



M. Antoine TRAORE
Secrétaire Général de la Commission Bancaire

NB : Lorsqu'un établissement assujéti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant au Collège de Supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'ANNEE 2022



CHIFFRES CLES EN 2022

A. ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET COMPAGNIES FINANCIERES

A.1. Evolution du paysage bancaire de l'UMOA

UMOA	2020	2021	2022	Variation relative 2022/2021
Etablissements de crédit agréés (a+b)	152	155	157	1,3%
Banques (a)	131	132	133	0,8%
dont succursales	21	22	22	4,8%
Etablissements financiers à caractère bancaire (b)	21	23	24	4,3%
dont succursales	4	4	5	25%
Etablissements de crédit en activité (*)	149	154	155	0,6%
Etablissements de crédit à capitaux majoritairement publics	19	20	23	15,0%
EBIS nationaux	22	26	28	7,7%
RESEAU BANCAIRE				
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	3 660	3 964	4 857	22,5%
Guichets Automatiques de Banque (GAB)	3 671	3 532	3 680	4,2%
Effectif du personnel du système bancaire	31 862	35 317	36 928	4,6%
Nombre de comptes de la clientèle	14 515 152	18 272 955	19 670 761	7,6%
GROUPES BANCAIRES ET COMPAGNIES FINANCIERES				
Groupes bancaires en activité dans l'UMOA	32	34	34	0%
Compagnies financières en activité dans l'UMOA	17	19	19	0%
dont Compagnies financières holding	13	15	15	0%
Compagnies financières holding intermédiaires	4	4	4	0%
EBIS régionaux	6	6	6	0%

(*) Y compris les succursales

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.2. Indicateurs d'activités des établissements de crédit

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Total bilan	47 268,9	54 957,8	64 306,7	17,0%
Crédits	24 555,3	27 454,0	32 881,9	19,8%
Autres emplois	16 579,7	19 278,9	23 416,0	21,5%
Dépôts et emprunts	32 672,3	38 906,2	43 849,7	12,7%
Capitaux propres et ressources assimilées	4 103,0	4 711,4	5 493,0	16,6%
Autres ressources	1 509,2	1 654,4	1 999,2	20,8%
Produit net bancaire	2 349,9	2 610,6	2 981,5	14,2%
Résultat brut d'exploitation	924,9	1 134,6	1 324,9	16,8%
Résultat net	477,2	734,4	921,8	25,5%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.3. Ratios caractéristiques des établissements de crédit

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Taux brut de dégradation du portefeuille	11,6%	10,6%	8,4%	-2,2
Taux net de dégradation du portefeuille	4,3%	4,1%	2,9%	-1,2
Taux de provisionnement des créances en souffrance	66,1%	63,5%	67,0%	3,5
Marge globale	5,2%	4,8%	4,8%	0,0
Coefficient de rentabilité (ROE)	11,6%	15,6%	16,8%	1,2
Taux de rentabilité des actifs (ROA)	1,0%	1,3%	1,4%	0,1
Coefficient net d'exploitation	65,1%	61,6%	59,3%	-2,4

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.4. Principaux indicateurs prudentiels de solvabilité des établissements de crédit

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Fonds propres effectifs (FPE)	3 284,0	3 697,4	4 334,6	17,2%
Actifs pondérés par les risques (APR)	26 473,5	29 361,8	32 624,5	11,1%
Ratio de solvabilité total	12,4%	12,6%	13,3%	0,7
Normes ($\geq$)	10,375%	10,375%	11,25%	-
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	6,4%	6,4%	6,3%	-0,1

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.5. Indicateurs d'activités des compagnies financières

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Total Bilan	32 621,8	43 760,8	50 898,9	16,3%
Prêts et créances à la clientèle	14 394,1	19 187,7	23 007,7	19,9%
Dettes à l'égard de la clientèle	21 894,8	30 300,7	34 938,2	15,3%
Capitaux propres	2 491,8	3 419,0	3 878,8	13,4%
Produit net bancaire	1 884,2	2 276,7	2 770,3	21,7%
Résultat net	197,2	555,3	529,1	-4,7%
dont Part Groupe	93,4	417,6	373,0	-10,7%
Intérêts minoritaires	103,8	137,7	156,2	13,4%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.6. Principaux indicateurs prudentiels de solvabilité des compagnies financières

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Fonds propres effectifs	2 302,8	2 859,0	1 952,2	-31,7%
Actifs pondérés par les risques	18 913,1	22 256,3	16 066,0	-27,8%
Ratio de solvabilité	12,2%	12,8%	12,2%	-0,6
Normes ($\geq$)	10,375%	10,375%	11,25%	-
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	7,0%	6,4%	3,5%	-2,9

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B. SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES DE GRANDE TAILLE

B.1. Evolution du paysage des SFD relevant de l'article 44

UMOA	2020	2021	2022	Variation relative 2022/2021
SFD supervisés par la Commission Bancaire	188	213	236	13,5%
• Réseaux et Institutions Unitaires	84	92	104	15,6%
- Sociétés	27	30	39	30,0%
- Associations	8	12	10	-16,7%
- Réseaux	24	22	23	-4,2%
- IMCEC non affiliées	25	28	32	23,1%
• Caisses de base affiliées à un réseau	104	121	132	11,9%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B.2. Indicateurs financiers d'activité des SFD relevant de l'article 44

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Total bilan	2 564,2	2 814,3	3 220,3	14,4%
Crédits à la clientèle	1 342,0	1 548,4	1 750,2	13,0%
Autres emplois	358,5	336,0	464,4	38,2%
Dépôts et emprunts	1 247,7	1 499,3	1 627,7	8,6%
Fonds propres nets	440,0	477,7	503,7	5,4%
Autres ressources	170,9	129,5	239,3	84,8%
Produit net financier	247,5	274,2	318,7	16,2%
Résultat net	8,0	23,1	36,0	55,9%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B.3. Indicateurs caractéristiques des SFD relevant de l'article 44

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Taux brut de dégradation du portefeuille	12,0%	6,4%	5,8%	-0,6
Taux net de dégradation du portefeuille	10,4%	4,7%	4,0%	-0,7
Taux de provisionnement des créances en souffrance	14,6%	26,9%	31,4%	4,5
Marge bénéficiaire	0,01%	4,0%	6,3%	2,3
Coefficient d'exploitation	83,5%	82,4%	77,9%	-4,6

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B.4. Principaux indicateurs prudentiels des SFD relevant de l'article 44

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Fonds propres (en milliards de FCFA)	389,2	447,6	437,8	-2,2%
Risques portés (en milliards de FCFA)	1 770,8	2 116,8	2 302,5	8,8%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	19,6%	15,5%	15,8%	0,3
Ratio de liquidité ($\geq 100\%$)	100%	107,1%	103,9%	-3,2

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

C. ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

C.1. Evolution du paysage des EME

UMOA	2020	2021	2022	Variation relative 2022/2021
Etablissements de monnaie électronique agréés	12	13	15	15,4%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

C.2. Indicateurs d'activités des EME

UMOA	2020	2021	2022 (*)	Variation relative 2022/2021
Nombre de comptes ouverts	74 573 261	78 568 620	118 069 093	50,3%
Nombre de comptes actifs	31 228 843	32 503 475	46 529 525	43,2%
Nombre de comptes inactifs (**)	43 344 418	46 065 145	71 539 568	55,3%
Nombre de transactions effectuées	3 368 390 898	3 953 857 100	5 378 869 775	36,0%
Valeur des transactions effectuées (en milliards de FCFA)	28 916,9	44 260,7	69 796,4	57,7%
Nombre de points de services (GAB, TPE, etc.)	693 197	787 778	1 001 684	27,2%
Nombre de points de services actifs	463 301	555 591	707 325	27,3%

(*) Données provisoires

(**) Comptes sans transaction au cours des 90 derniers jours

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

C.3. Principaux indicateurs prudentiels des EME

UMOA	2020	2021	2022	Variation relative 2022/2021
Ratio de couverture ($\geq 3\%$)	23,8%	7,5%	4,7%	-2,8
Ratio d'équivalence ($\geq 100\%$)	82,8%	98,5%	92,6%	-5,9
Ratio de placement ($\leq 25\%$)	16,9%	46,7%	26,6%	-20,1

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRI	: Banque des Règlements Internationaux
CBCB	: Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CLAB	: Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc
COVID-19	: Maladie à coronavirus 2019
CSBA	: Communauté des Superviseurs Bancaires Africains
CSBF	: Commission de Supervision Bancaire et Financière
CSF-UMOA	: Comité de Stabilité Financière dans l'Union Monétaire Ouest Africaine
EBIS	: Etablissements Bancaires d'Importance Systémique
EME	: Etablissement de Monnaie Electronique
FAPBEF-UEMOA	: Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FGDR-UMOA	: Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA
FMI	: Fonds Monétaire International
GAB	: Guichet Automatique de Banque
GIABA	: Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
GSBF	: Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones
ICAAP	: Internal Capital Adequacy Assessment Process
IFSB	: Islamic Financial Services Board
IMCEC	: Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit
LBC/FT	: Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
NGFS	: Network for Greening the Financial System
PCB	: Plan Comptable Bancaire de l'UMOA
PDP	: Point de pourcentage
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIEAFP	: Processus Interne d'Evaluation de l'Adéquation des Fonds Propres
PNB	: Produit Net Bancaire
PNF	: Produit Net Financier
PSPER	: Processus de Surveillance Prudentielle et d'Evaluation des Risques
RDM	: Reste du monde
RCSFD	: Référentiel Comptable Spécifique des SFD de l'UMOA
SADC	: Communauté de Développement d'Afrique Australe
SFD	: Système Financier Décentralisé
SGCB	: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SNEC-UMOA	: Système de Notation des Etablissements de Crédit de l'UMOA
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
ZMAO	: Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

En 2022, l'activité de supervision a été marquée par la tenue de six (6) sessions ordinaires de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), soit cinq (5) réunions du Collège de Supervision et une (1) au titre du Collège de Résolution.

Dans le cadre de la concertation permanente avec la profession bancaire, l'Autorité de supervision a organisé, le 17 novembre 2022, sa deuxième rencontre avec les Directeurs Généraux des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de grande taille. Elle a également tenu sa rencontre annuelle avec les Directeurs Généraux ainsi que les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit et des compagnies financières, qui en était à sa septième édition. Par ailleurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) a accordé 92 audiences à des dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires contre 48 en 2021.

Dans le domaine de la supervision transfrontalière des groupes bancaires installés dans l'UMOA, le SGCB a conduit les huitièmes réunions des Collèges de Superviseurs de Oragroup et du groupe Ecobank. Ces rencontres annuelles ont permis d'échanger sur les activités et les profils de risques des entités desdits groupes.

Par ailleurs, le SGCB a pris part à six (6) réunions, par visioconférence, de Collèges de Superviseurs de groupes bancaires étrangers dont les filiales sont en activité dans l'Union.

En outre, l'Autorité de supervision de l'UMOA a mené 77 missions de vérification en 2022, soit un taux de réalisation de 100%. Ces contrôles ont concerné 43 établissements de crédit, 1 établissement de crédit maison-mère, 2 compagnies financières, 3 établissements de monnaie électronique et 28 SFD de grande taille.

Le SGCB a également contribué aux travaux menés dans le cadre de la préparation des 21^{ème} et 22^{ème} sessions ordinaires du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA).

Concernant la situation des établissements supervisés par la Commission Bancaire de l'UMOA, il convient de relever que le système bancaire a évolué dans un contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale. Le PIB réel de l'Union a progressé de 5,6% en 2022, après 6,1% en 2021.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UMOA a augmenté de 2 unités pour s'établir à 157 à fin 2022, tandis que celui des groupes bancaires et des compagnies financières sont demeurés constants respectivement à 34 et 19 entités.

Le réseau bancaire de l'Union a poursuivi son extension. En effet, le système bancaire compte 3 680 guichets automatiques de banque, en hausse de 148 unités (+4,2%) par rapport à 2021. Cette même tendance a été observée s'agissant notamment de l'évolution du nombre de comptes de la clientèle, de l'effectif du personnel ainsi que du nombre d'agences, de bureaux et de points de vente, avec des augmentations respectives de 7,6%, 4,6% et 22,5%.

En constante progression, le total de bilan des établissements de crédit en activité est ressorti à 64 306,7 milliards¹, en hausse de 17,0% par rapport à 2021.

Les emplois nets² se sont accrus de 20,5% pour atteindre 56 297,9 milliards. Ils sont composés notamment de 58,4% de crédits à la clientèle et 26,0% de titres de placement contre 58,7% et 26,5% en 2021. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont contractés en s'établissant respectivement à 8,4% et 2,9% en 2022 contre 10,6% et 4,1% un an plus tôt.

Les ressources mobilisées par le secteur bancaire se sont consolidées de 18,3% pour se fixer à 51 341,9 milliards. Elles sont constituées à hauteur de 85,4% de dépôts et emprunts de la clientèle, en hausse de 12,7%. En ce qui concerne les fonds propres nets, qui représentent 10,7% des ressources globales, ils ont été renforcés de 781,6 milliards, soit une progression de 16,6%.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 14,2% à 2 981,5 milliards en 2022. Quant au résultat brut d'exploitation, il se situe à 1 324,9 milliards, en hausse de 16,8% par rapport à 2021. Le résultat net provisoire, en atteignant 921,8 milliards, s'est accru de 25,5% comparativement à 2021. Le coefficient net d'exploitation s'est contracté en passant de 61,6% en 2021 à 59,3% en 2022.

Le ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit est ressorti à 13,3% en 2022, au-dessus de la norme minimale de 11,25% requise à fin 2022 et contre 12,6% en 2021.

1 - La monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire.

2 - Déduction faite des provisions

S'agissant des 28 EBIS nationaux recensés en 2022, ils affichent un total de bilan de 27 434 milliards représentant 42,7% de l'ensemble des actifs bancaires de l'UMOA. Leur nombre est en hausse de 23,8% par rapport à 2021.

L'encours des créances en souffrance brutes des EBIS nationaux a augmenté de 11 milliards (+0,9%) pour atteindre 1 254 milliards à fin décembre 2022. Le taux brut de dégradation du portefeuille des EBIS nationaux s'est établi à 8,3% à fin 2022 contre 10,2% en 2021, en amélioration de 1,9 point de pourcentage. Leur taux net s'est situé à 2,3% en 2022 contre 3,0% un an plus tôt.

Au nombre de 19 à fin 2022, les compagnies financières de l'UMOA ont enregistré un total de bilan de 50 898,9 milliards, en hausse de 16,3% en rythme annuel. Les prêts et créances ainsi que les dettes de ces établissements à l'égard de la clientèle ont progressé en 2022, respectivement de 19,9% et 15,3% par rapport à 2021, en s'établissant à 23 007,7 milliards et 34 938,2 milliards.

Le ratio moyen de solvabilité global des compagnies financières de l'Union se situe à 12,2% en 2022 contre 12,8% en 2021, en baisse de 0,6 point de pourcentage (pdp).

Les 6 EBIS régionaux, quant à eux, affichent un total de bilan de 37 307 milliards représentant 73,3% de l'ensemble des actifs des compagnies financières, en hausse de 11,7% par rapport à 2021. Leurs prêts et créances à la clientèle ainsi que leurs dettes à l'égard de la clientèle se situent respectivement à 16 614 milliards et 26 472 milliards, en accroissement, en rythme annuel, de 16,2% et 11,3%.

Le ratio moyen de solvabilité des EBIS régionaux est ressorti à 12,8% en 2022 contre 12,9% en 2021, en baisse de 0,1 pdp.

S'agissant du secteur de la microfinance, le nombre de SFD relevant de l'article 44 de la Loi portant réglementation des SFD (réseaux et institutions unitaires ainsi que les caisses de base affiliées à un réseau), supervisés par la Commission Bancaire, s'élève à 236 à fin 2022 contre 213 l'année précédente.

Ces institutions ont affiché un total de bilan de 3 220,3 milliards, en progression de 14,4% par rapport à fin 2021. Leurs emplois nets se sont accrus de 17,5%, pour atteindre 2 214,7 milliards à fin 2022. Quant aux ressources, elles ont augmenté de 12,5% pour se fixer à 2 370,7 milliards. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis respectivement à 5,8% et 4,0% à fin 2022, en amélioration de 0,6 et 0,7 pdp par rapport à 2021.

Le ratio moyen de capitalisation de ces SFD s'est accru à 15,8% en 2022 contre 15,5% en 2021, pour une norme minimale de 15%.

En ce qui concerne les établissements de monnaie électronique (EME), leur nombre a évolué de 15,4%, passant à 15 en 2022 contre 13 l'année précédente. Le nombre de comptes ouverts atteint 118,1 millions, dont 39,4% de comptes actifs contre 78,6 millions à fin 2021. Les transactions effectuées via la téléphonie mobile ont progressé de 57,7% au cours de la période sous revue, en se chiffrant à 69 796,4 milliards à fin 2022 contre 44 260,7 milliards un an plus tôt. Le nombre de transactions a enregistré une hausse annuelle de 36,0% en atteignant 5 378,9 millions d'opérations en 2022 contre 3 953,9 millions en 2021.

Les ratios de couverture, d'équivalence et de placement sont ressortis respectivement à 4,7%, 92,6% et 26,6% en 2022 contre 7,5%, 98,5% et 46,7% en 2021.

Chapitre I^{er}

PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



Siège de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)

1.1.

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

1.2.

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DU SECRETARIAT GENERAL

1.1. ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA

En vertu des dispositions de l'article 2 de l'Annexe à la Convention qui la régit, la Commission Bancaire de l'UMOA est chargée d'assurer la solidité et la sécurité du système bancaire de cette zone, à travers notamment le contrôle des établissements assujettis (établissements de crédit, compagnies financières, systèmes financiers décentralisés et établissements de monnaie électronique) et la résolution des crises bancaires. Elle veille à la protection des déposants et contribue au maintien de la stabilité du système financier régional.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Commission Bancaire est structurée autour de deux (2) instances décisionnelles, le Collège de Supervision et le Collège de Résolution.

24

◆ Le Collège de Supervision

Cette instance est chargée notamment du contrôle prudentiel des établissements assujettis, sur pièces et sur place.

Ses principales attributions sont de :

- donner des avis conformes aux demandes d'agrément, d'autorisations diverses ou de dérogations qui lui sont soumises ;
- s'assurer, en permanence, que les établissements assujettis se conforment aux dispositions légales et réglementaires régissant leurs activités ;
- procéder à la veille et à l'évaluation des événements qui peuvent avoir des conséquences négatives sur la solidité du système bancaire de l'Union ;
- veiller au respect, par les établissements assujettis, de leurs obligations professionnelles découlant des autres législations qui leur sont applicables ;
- prendre, en temps opportun, toutes mesures administratives ainsi que toutes sanctions disciplinaires ou pécuniaires visant à remédier aux problèmes de sécurité et de solidité d'un établissement assujetti ;
- gérer les relations avec les Autorités de supervision compétentes des pays d'accueil et d'origine des établissements assujettis.

Présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale, le Collège de Supervision est composé en outre de seize (16) autres membres, ci-après :

- un représentant désigné ou nommé par chaque Etat membre de l'UMOA, à savoir le Directeur du Trésor public ou le Responsable de la direction de tutelle des établissements de crédit ;
- des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale, en raison de leur compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées. Leur

nombre est égal à celui des membres désignés ou nommés par les Etats.

◆ Le Collège de Résolution

Ce Collège est notamment chargé :

- de contribuer à la préservation de la stabilité financière ;
- de s'assurer, en relation avec le Collège de Supervision, de la mise en œuvre des mesures de prévention de crise ;
- d'assurer la mise en œuvre des mesures de résolution de crise ;
- de veiller à la continuité des activités, des services et des opérations des établissements faisant l'objet d'une procédure de résolution ;
- d'éviter ou de limiter le recours au soutien financier public ;
- de veiller à la protection des intérêts des déposants et créanciers.

Il est présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale et comprend les trois (3) autres membres ci-après :

- le Représentant, au Collège de Supervision, de l'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA ;
- le Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA) ;
- un membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la BCEAO, en raison de sa compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Par ailleurs, lorsqu'un établissement assujetti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant au Collège de Supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

La Commission Bancaire de l'UMOA est présidée par le Gouverneur de la BCEAO. Elle se réunit aussi souvent que nécessaire, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers (1/3) de ses membres, au moins deux (2) fois l'an pour le Collège de Supervision et au moins une (1) fois l'an pour le Collège de Résolution. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

Les décisions de la Commission Bancaire de l'UMOA sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours, uniquement devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire de l'UMOA, des conclusions de ses travaux.

1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

1.2.1. Organisation du Secrétariat Général

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

L'organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB), en vigueur à fin 2022, s'articule autour des structures ci-après :

- **le Contrôle des Opérations**, placé sous l'autorité du Secrétaire Général, est chargé de vérifier quotidiennement la régularité des opérations du SGCB ;
- **la Direction de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques (DRCAJ)** assure le suivi du processus de résolution des crises, l'assistance juridique de l'ensemble des services du SGCB ;
- **la Direction des Etudes et des Relations Internationales (DERI)** est chargée des questions relatives à la réglementation et aux normes prudentielles applicables aux établissements assujettis. A ce titre, elle conduit des études afférentes à la stabilité du système bancaire de l'Union, instruit des dossiers de demande d'agrément, de déclarations d'intention et d'autorisation préalable et assure la gestion des relations avec les partenaires extérieurs. La structure coordonne, en outre, en relation avec les Directions concernées, la préparation et l'envoi des dossiers inscrits à l'ordre du jour des sessions de la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- **la Direction de la Surveillance Permanente (DSP)** est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles sur pièces de la situation individuelle des établissements assujettis, sur la base notamment d'un programme annuel retraçant les domaines et les périodicités pour des contrôles, enquêtes et tests de résistance. Elle assure, en outre,

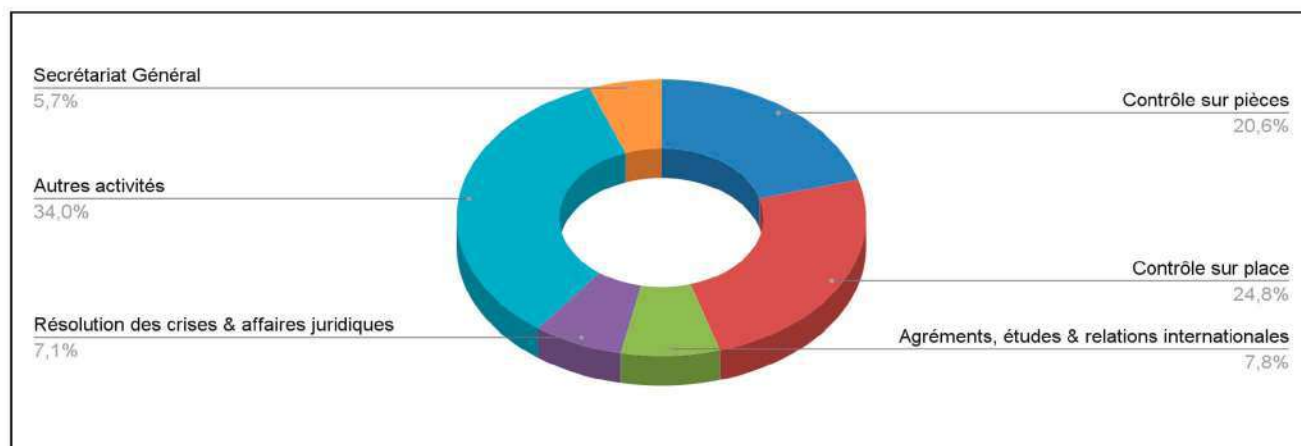
le suivi de la mise en œuvre des mesures administratives et des sanctions arrêtées par l'Autorité de supervision, en relation avec les Directions concernées ;

- **la Direction du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique (DCPECEME)** est chargée de la mise en œuvre du programme d'inspection. Organisée en Cabinet, elle est divisée en équipes de vérification conduites chacune par un Chef de mission d'inspection des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique ;
- **la Direction du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés (DCPSFD)** est chargée de la mise en œuvre du programme d'inspection des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)³ assujettis. Organisée en Cabinet, elle est divisée en équipes de vérification conduites chacune par un Chef de mission d'inspection des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- **la Direction des Moyens Généraux (DMG)** est chargée de la gestion des affaires administratives, des ressources humaines, de l'informatique, de la comptabilité et du budget.

Au terme de l'exercice 2022, l'effectif du Secrétariat Général s'est établi à 141 agents contre 137 à fin 2021. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général, les Secrétaires Généraux Adjoints (2) et le Conseiller du Secrétaire Général, de cinq (5) Directeurs, dix (10) Chefs de mission ayant rang de Directeur, quatre-vingt-onze (91) agents d'encadrement et trente-et-un (31) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

Les activités de supervision bancaire sont assurées par la DRCAJ, la DERI, la DSP, la DCPECEME et la DCPSFD. Ensemble, ces Directions totalisent 85 agents en 2022, soit 60,3% de l'effectif contre 58,4% en 2021.

Graphique n°1 : Répartition des effectifs du SGCB par type d'activité en 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3 - Les SFD sont des institutions de microfinance.

1.2.2. Activités du Secrétariat Général

Les activités du SGCB portent principalement sur l'instruction des dossiers d'agrément, d'autorisations préalables et de dérogation à la condition de nationalité, le contrôle sur pièces, le contrôle sur place ainsi que la résolution des crises bancaires et le contrôle des pratiques commerciales.

1.2.2.1. Agréments et autorisations préalables

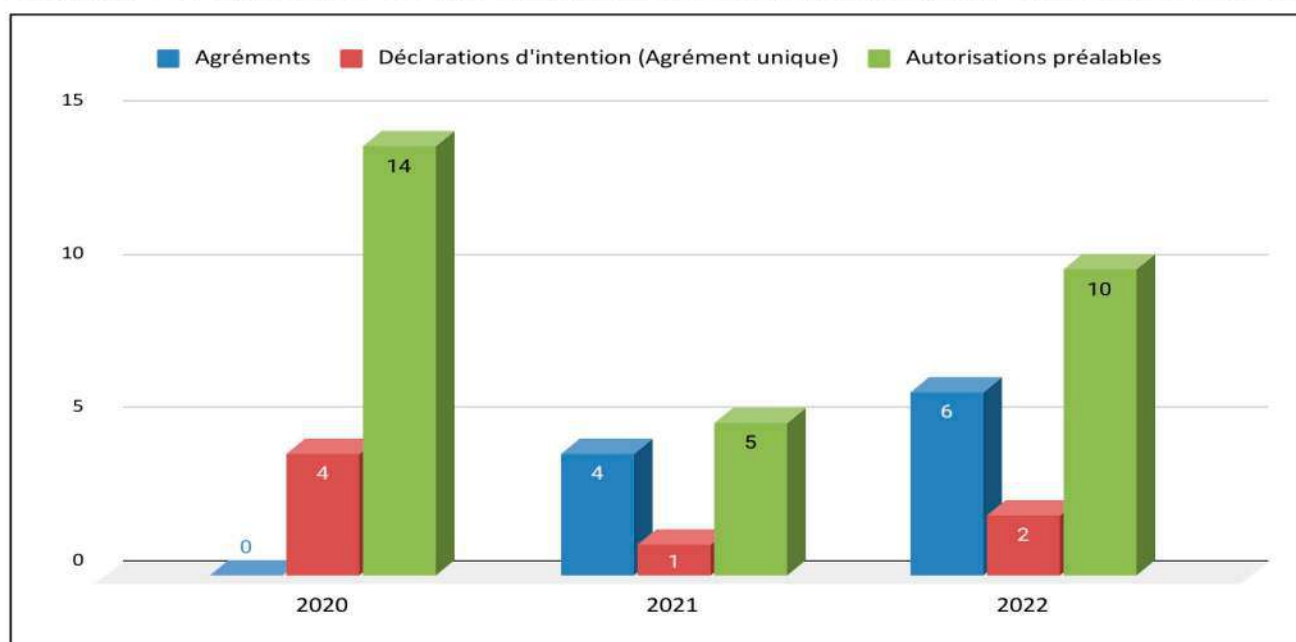
Les opérations visées concernent notamment :

- l'octroi et le retrait d'agrément ;
- la déclaration d'intention d'installation de succursales ou de filiales ;
- la prise ou cession de participations qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée, ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote dans l'établissement de crédit, ou d'abaisser cette participation au-dessous de ces seuils ;

- la modification de la forme juridique, de la dénomination sociale ou du nom commercial ;
- le transfert du siège social dans un autre Etat membre de l'UMOA ;
- la fusion par absorption, la création d'une société nouvelle ou la scission ;
- la dissolution anticipée ;
- la cession d'actifs de plus de 20% ;
- la mise en gérance ou la cessation d'activités ;
- l'extension des activités des établissements financiers à caractère bancaire ;
- l'ouverture d'une Branche islamique.

En 2022, 18 dossiers ont été traités au titre de cette activité, soit 6 demandes d'agrément, 10 requêtes portant sur des autorisations préalables et 2 déclarations d'intention d'installation de succursale dans le cadre de l'agrément unique.

Graphique n°2 : Ventilation des dossiers d'agréments et d'autorisations préalables traités entre 2020 et 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2.2. Dérogation à la condition de nationalité

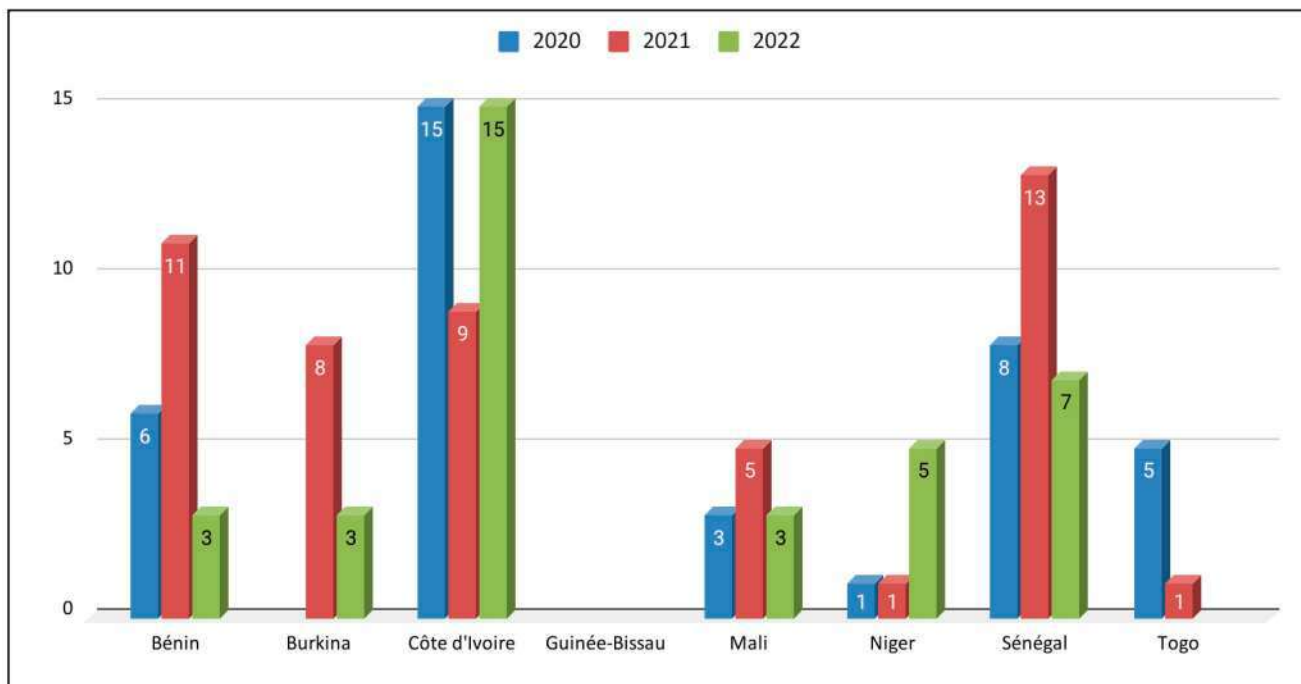
La dérogation est l'autorisation accordée par le Ministre chargé des Finances, après avis conforme de la Commission Bancaire, à une personne non-ressortissante de l'UMOA, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'administrateur ou de dirigeant, pour lesquelles la législation en vigueur impose que l'impétrant possède la nationalité d'un Etat membre de l'UMOA.

Par ailleurs, la dérogation à la condition de nationalité est requise lorsqu'il n'existe pas de convention d'établissement des ressortissants d'un Etat tiers avec

l'Etat d'implantation de l'établissement de crédit au sein duquel la personne étrangère doit exercer l'une au moins des fonctions précitées. Une fois obtenue, la dérogation permet à son bénéficiaire, en vertu du principe de la reconnaissance générale, d'exercer les fonctions de la même catégorie, dans le même établissement ou dans un établissement de crédit d'un autre Etat membre.

En 2022, trente-cinq (35) dérogations à la condition de nationalité ont été accordées aux assujettis contre quarante-cinq (45) en 2021, soit une baisse de 23 % en rythme annuel.

Graphique n°3 : Evolution du nombre de dérogations à la condition de nationalité de 2020 à 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2.3. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces ou surveillance permanente recouvre les activités de suivi individuel des établissements assujettis (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables et financières, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, notation, etc.).

Il s'appuie sur l'analyse de l'ensemble des états de reporting et rapports produits par les établissements assujettis. Il s'agit notamment des rapports périodiques ainsi que des états prudentiels, des données comptables et financières remises sur la plate-forme de reporting de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du PCB révisé, du Dispositif Prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières et du RCSFD.

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter une appréciation sur l'évolution de la situation individuelle des établissements assujettis. Par ailleurs, elles constituent une base pour la réalisation d'études

générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire ainsi que des activités de microfinance et d'émission de monnaie électronique dans l'UMOA.

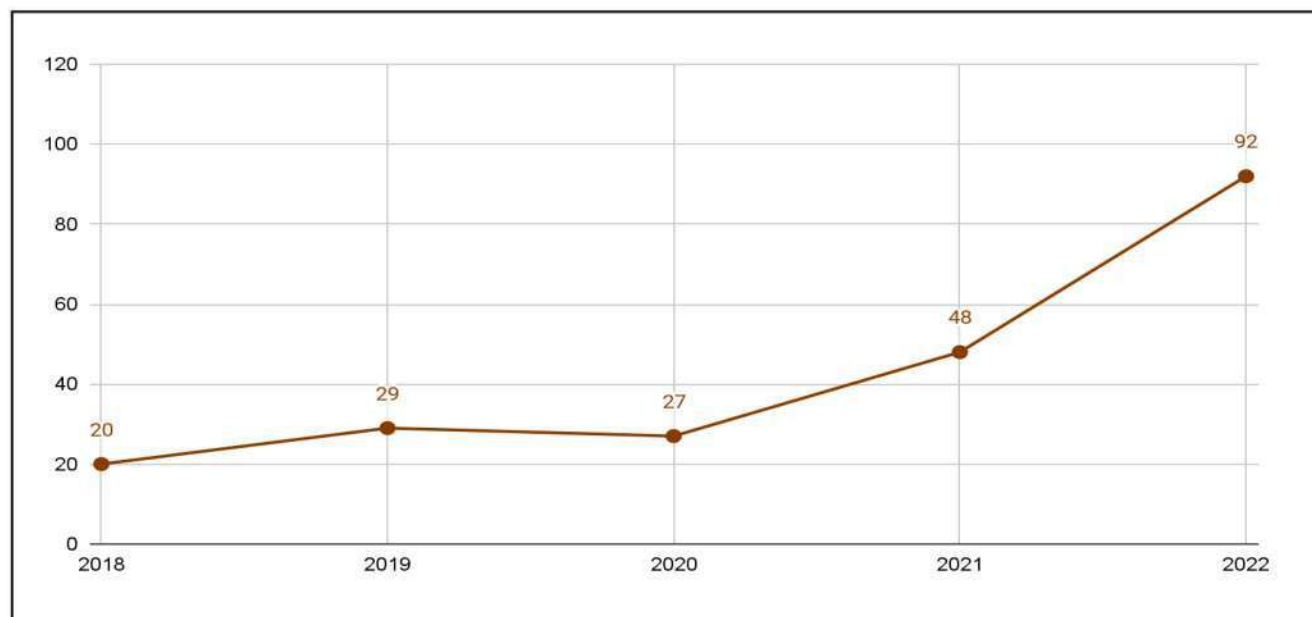
Le contrôle sur pièces permet de mettre en évidence les signes de vulnérabilité d'un établissement, qui pourraient favoriser une prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte, de prévention et d'orientation du contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses investigations.

Aussi, convient-il de relever la validation, lors des sessions d'août et de décembre 2022, des Plans Préventifs de Redressement de 8 EBIS.

Par ailleurs, le Secrétariat Général a procédé à la mise à jour de la notation interne des établissements de crédit au titre de l'exercice 2022.

Au titre de la concertation permanente avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé 92 audiences à des dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires contre 48 en 2021.

Graphique n°4 : Evolution du nombre d'audiences et séances de travail accordées aux dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires de 2018 à 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels les assujettis sont exposés ainsi que celle de leur environnement et leurs perspectives d'activités.

L'Autorité de supervision a organisé le 16 novembre 2022, la septième édition des rencontres annuelles avec, d'une part, les directeurs généraux et, d'autre part, les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit et des compagnies financières.

Le SGCB a également tenu, le 17 novembre 2022, sa deuxième rencontre avec, d'une part, les directeurs généraux et, d'autre part, les commissaires aux comptes des systèmes financiers décentralisés.

En sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, la Commission Bancaire a conduit les huitièmes réunions des Collèges de Superviseurs de Oragroup et du groupe Ecobank, respectivement le 13 octobre et le 26 octobre 2022. Ces assises, tenues par visioconférence, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

En outre, le SGCB a pris part à deux (2) Collèges de Superviseurs organisés par Central Bank of Nigeria (CBN) relatifs aux groupes UBA du 5 au 7 septembre 2022 et FBNBank du 8 au 9 septembre 2022. Il a aussi participé en 2022, à l'invitation de Bank Al-Maghrib, à trois (3) Collèges de Superviseurs de BMCE / Bank Of Africa (BOA), le 30 novembre, Attijariwafa bank, le 08 décembre et Banque Centrale Populaire (BCP), le 14 décembre.

1.2.2.4. Contrôle sur place

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme approuvé par le Président de la Commission Bancaire. Ce programme est élaboré

selon une démarche basée sur les risques, qui permet d'établir la liste d'établissements à contrôler. Les principaux critères pour le choix des assujettis à inscrire dans le programme de contrôle sont :

- le profil de risque, notamment le degré d'exposition aux principaux risques obtenu à partir du système de notation ;
- l'importance systémique des établissements ;
- les difficultés identifiées dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire ;
- l'ancienneté de la dernière vérification de la Commission Bancaire.

Les missions de vérification sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements assujettis, elles visent également à apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités monétaires et de contrôle, le respect de la réglementation prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements assujettis.

Ces contrôles couvrent notamment la gouvernance d'entreprise, les contrôles interne et externe, le respect des normes prudentielles et les choix stratégiques. Ils portent également sur la gestion du crédit et de l'épargne, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), les performances des systèmes d'information, l'efficacité de la gestion des risques ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées. Ils peuvent présenter un caractère global, spécifique ou thématique.

Les vérifications globales, dont celles ciblant l'examen des conditions de démarrage des activités des entités nouvellement agréées, visent à évaluer l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un assujetti. Quant aux vérifications spécifiques, elles ciblent des domaines de risques en vue de l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement assujetti ou d'un groupe d'établissements. S'agissant des contrôles thématiques, ils portent sur une problématique transversale commune à plusieurs établissements.

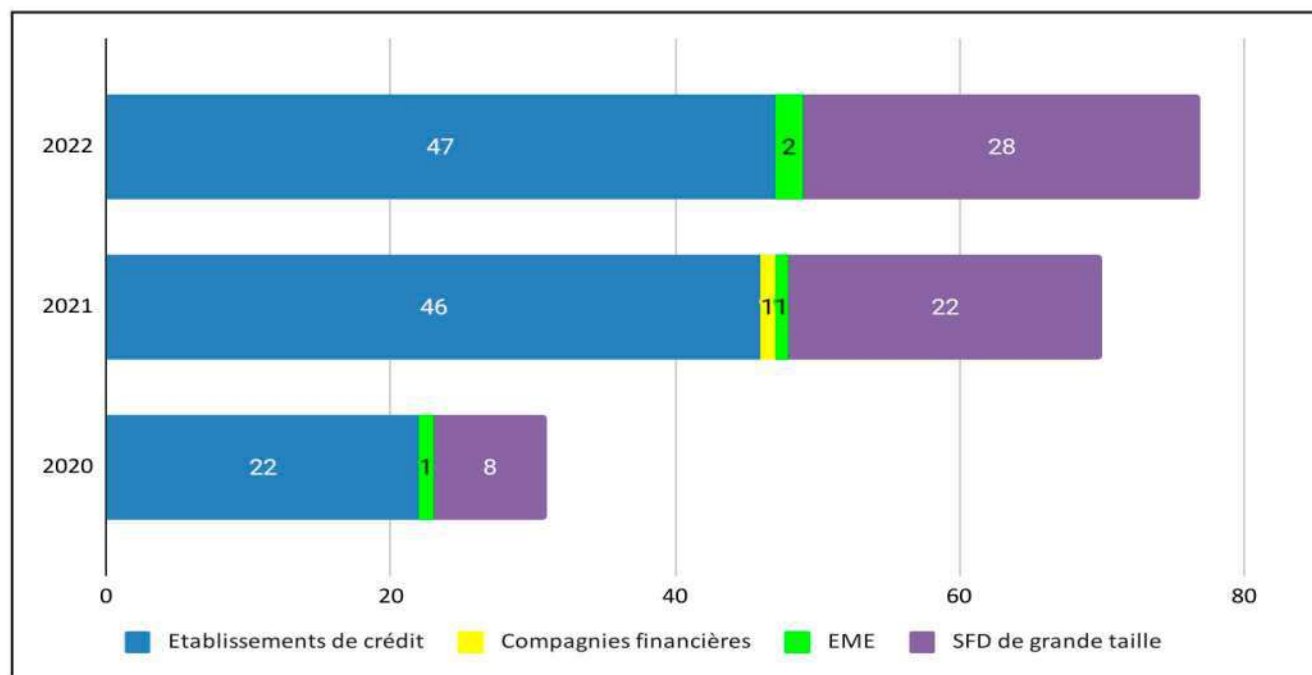
Par ailleurs, des diligences relatives au suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions

de vérification sont réalisées pour les établissements concernés.

Le programme de vérification de l'année 2022 portait sur un objectif de contrôle de 77 assujettis, soit 43 établissements de crédit, un (1) établissement de crédit maison-mère, deux (2) compagnies financières, 3 EME et 28 SFD de grande taille.

Au cours de l'année 2022, 77 assujettis ont été effectivement vérifiés, soit 47 établissements de crédit, dont un établissement de crédit-mère, 2 EME et 28 SFD de grande taille.

Graphique 5 : Nombre d'établissements vérifiés par catégorie d'assujettis sur la période 2020 à 2022



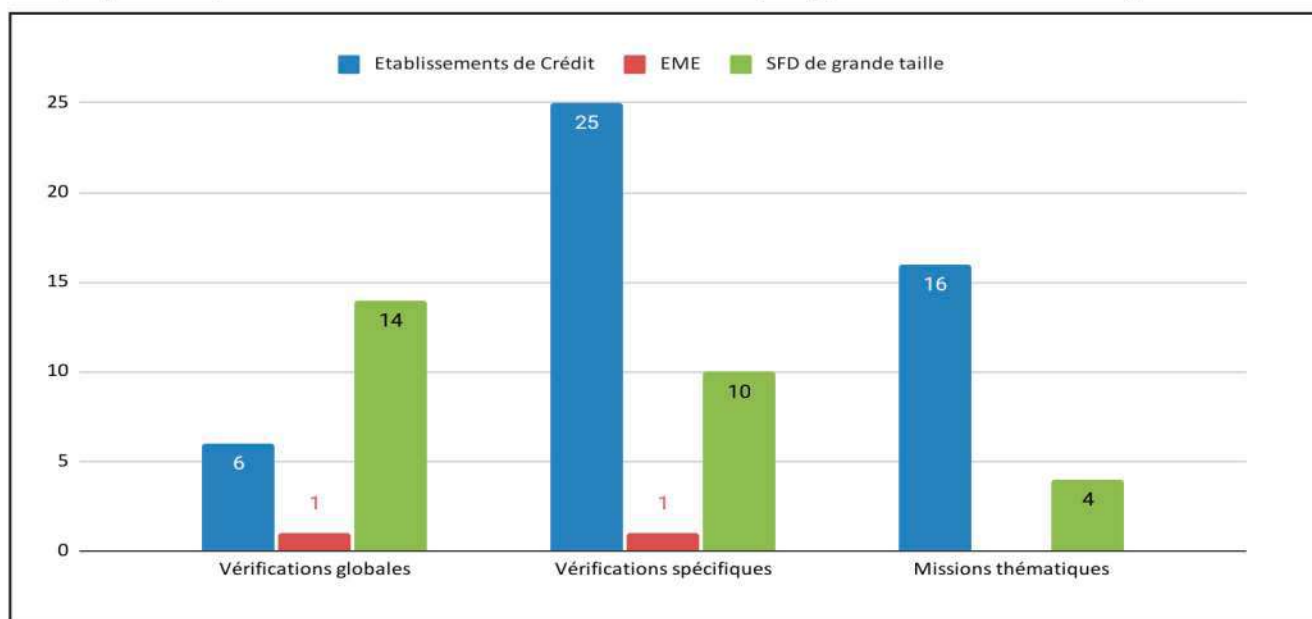
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les vérifications effectivement réalisées se répartissent comme suit :

- six (6) établissements de crédit, sur les conditions de démarrage des activités ;
- vingt-et-un (21) établissements de crédit, dont un établissement de crédit maison-mère, au titre des vérifications spécifiques ;
- quatre (4) établissements de crédit, dans le cadre de missions ponctuelles sur l'application des sanctions financières prises à l'encontre du Mali ;
- deux (2) EME, l'un à travers une vérification globale et l'autre par un contrôle spécifique ;

- seize (16) établissements de crédit au titre des missions thématiques, soit treize (13) sur la LBC/FT ainsi que trois (3) sur les risques de crédit et de concentration ;
- quatorze (14) SFD pour des vérifications globales ;
- dix (10) SFD au travers des vérifications spécifiques ;
- quatre (4) SFD au titre du contrôle thématique sur la LBC/FT.

Ainsi, le programme de vérification au titre de l'année 2022 portant sur 77 assujettis a intégralement été mis en œuvre.

Graphique 6 : Répartition des établissements vérifiés en 2022 par type de contrôles et d'assujettis

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2.5. Résolution des crises bancaires

En 2022, l'activité liée à la résolution des crises bancaires a été marquée par l'adoption, par le Collège de Résolution, des plans de résolution de deux (2) EBIS régionaux implantés en Côte d'Ivoire et de cinq (5) EBIS nationaux installés au Bénin (1), au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (1), au Niger (1) et au Sénégal (1).

Pour rappel, le plan de résolution d'un établissement prévoit les mesures que l'Autorité de Résolution pourrait prendre lorsqu'un assujetti est jugé non viable et sans perspective de retour à la viabilité.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le Collège de Résolution élabore les plans de résolution des EBIS sur la base notamment des plans préventifs de redressement et du jugement du Superviseur.

Dans le cadre de l'élaboration des plans de résolution, il a été tenu compte de la situation individuelle de chaque établissement pour identifier les mesures susceptibles d'être mises en œuvre, avec efficacité, en cas de résolution.

Le SGCB a également échangé avec les établissements concernés sur les stratégies de résolution envisagées à leur encontre, lors de séances

de travail tenues sous format virtuel compte tenu des contraintes sanitaires.

Sur la base des conclusions de ces échanges, le Collège de Résolution a validé les plans de résolution de sept (7) EBIS.

1.2.2.6. Contrôle des pratiques commerciales

La protection de la clientèle des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire, en général, et des déposants, en particulier, constitue l'une des principales missions de l'Autorité de contrôle bancaire de l'UMOA, aux termes de la réglementation les régissant. Dans ce cadre, depuis l'entrée en vigueur, le 18 septembre 2020, de la Circulaire n°002-2020/CB/C relative au traitement des réclamations des clients des établissements assujettis à son contrôle, il a été noté une appropriation croissante du dispositif par la clientèle.

En 2022, le SGCB a procédé au traitement de 56 réclamations de la clientèle des établissements assujettis contre 25 en 2021.

Parmi les dossiers reçus et traités par le SGCB, 32,1% ont trait aux virements et prélèvements, 14,3% aux opérations de crédit et 12,5% à la gestion de compte.

Tableau n°1 : Evolution du nombre de réclamations par catégorie

Type de réclamations	2020	2021	2022
Ouverture de compte	-	-	-
Fermeture de compte	-	1	5
Gestion de compte	1	2	7
Moyens de paiement	2	-	3
Virements et prélèvements	8	12	18
Dates de valeur appliquées	-	-	4
Frais liés aux services bancaires	-	3	1
Services bancaires à distance	1	-	-
Incident de paiement	-	-	1
Opérations de change	-	-	-
Opérations de crédit	5	2	8
Opérations avec l'étranger	-	-	-
Autres services bancaires	1	5	9
TOTAL	18	25	56

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les réclamations reçues par le SGCB en 2022 sont formulées à 71,4% par des personnes physiques contre 60% en 2021. La majorité des requêtes proviennent de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, soit respectivement 60,7% et 25% en 2022 contre 64% et 20% en 2021.

Tableau n°2 : Evolution du nombre de réclamations par pays

Pays	2020	2021	2022
Bénin	-	2	1
Burkina	-	1	2
Côte d'Ivoire	12	16	34
Guinée-Bissau	-	-	1
Mali	-	-	1
Niger	1	-	-
Sénégal	5	5	14
Togo	-	1	3
UMOA	18	25	56

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

En 2022, 25% des réclamations se sont dénouées en faveur des requérants contre 28% en 2021.

1.2.2.7. Autres activités

Au cours de l'année 2022, les autres activités du SGCB ont concerné la participation aux travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) et la tenue de rencontres avec la profession bancaire et de microfinance ainsi que les institutions financières internationales et sous-régionales.

Dans le cadre de la préparation des 21^{ème} et 22^{ème} sessions ordinaires du CSF-UMOA, le SGCB a participé aux travaux du Groupe d'Experts, qui ont porté notamment sur l'analyse des indicateurs de surveillance macroprudentielle, la cartographie des

risques du système financier ainsi que la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier.

Dans le cadre de la promotion des relations de coopération entre les superviseurs francophones, le Superviseur sous-régional a participé aux rencontres annuelles du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF). Ainsi, le SGCB a pris part à la réunion plénière du GSBF, tenue le 14 novembre 2022 à Casablanca (Maroc). En outre, l'Autorité de régulation a participé aux consultations annuelles du FMI, le 07 novembre 2022 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Chapitre 2

CADRE REGLEMENTAIRE REGISSANT L'ACTIVITE DES ASSUJETTIS AU CONTROLE DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



Photo de famille des membres du Collège de Supervision lors de la 129^{ème} Session de la Commission Bancaire (Abidjan, le 5 août 2022)

2.1.

PRINCIPAUX TEXTES REGISSANT L'ACTIVITE DES ASSUJETTIS

2.2.

NOUVEAUX TEXTES ENTRES EN VIGUEUR EN 2022

2.1. PRINCIPAUX TEXTES RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DES ASSUJETTIS

Outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, l'activité des établissements de crédit, des compagnies financières, des systèmes financiers décentralisés et des établissements de monnaie électronique est régie par les principaux textes juridiques ci-après :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire, y compris son annexe ;
- la Loi uniforme portant réglementation bancaire et ses instructions d'application ;
- la Loi uniforme portant réglementation des systèmes financiers décentralisés, son décret d'application et ses instructions ;
- la Loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que ses instructions d'application ;
- la Loi uniforme portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'UMOA et ses instructions d'application ;
- le Règlement n°09-2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières

extérieures des Etats membres de l'UEMOA et ses textes d'application ;

- le Règlement n°015-2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA et ses textes d'application ;
- le Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA et ses instructions d'application ;
- le Référentiel Comptable Spécifique des SFD de l'UMOA ;
- le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit de l'UMOA et aux compagnies financières de l'Union ;
- la Décision n°014/24/06/2016/CM/UEMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA ;
- les Circulaires de la Commission Bancaire ;
- l'Instruction régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- l'Instruction relative à la comptabilisation des opérations de monnaie électronique par les établissements émetteurs.

2.2. NOUVEAUX TEXTES ENTRES EN VIGUEUR EN 2022

Aucune disposition réglementaire n'a été prise en 2022, au titre des secteurs bancaire, des institutions de microfinance et de la monnaie électronique.

Encadré n°1 : Risque climatique et supervision bancaire

Le risque lié au changement climatique (ou risque climatique) peut être défini comme le risque auquel sont confrontées les entreprises et les organisations, résultant du réchauffement climatique et affectant les systèmes naturels et humains. A l'instar des autres risques, il inclut les notions de vulnérabilité et de perte potentielle.

Le changement climatique concerne tous les domaines d'activité et est susceptible d'affecter le système financier. Il est porteur notamment des risques ci-après :

- les risques physiques : la solvabilité de certaines catégories d'emprunteurs notamment ceux du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, pisciculture, etc.), peut être affectée par des phénomènes climatiques ;
- les risques de transition : l'ajustement vers une économie à faible émission de carbone, les avantages fiscaux et subventions à certains secteurs, la réduction des coûts d'accès aux énergies renouvelables et l'évolution des modes de consommation sont autant de modèles-économiques dits "bas-carbone" pouvant avoir des impacts financiers ;
- les risques de réputation : le financement de secteurs reconnus comme nocifs pour l'environnement (hydrocarbures, extraction de certains métaux, etc.) peut nuire à la réputation d'une institution financière. Pour ce faire, de plus en plus d'établissements décident, pour préserver leur image auprès du grand public, de se détourner ou de réduire les risques sur ces secteurs. Par ailleurs, la quête de la préservation de l'image peut se traduire par la sortie de certains investisseurs du capital d'institutions financières qui continuent de financer ou d'investir dans les secteurs susvisés.
- La transmission des risques climatiques vers la sphère financière peut être appréciée à l'aune des principaux risques bancaires "traditionnels", comme retracé dans le tableau suivant : risques physiques : la solvabilité

de certaines catégories d'emprunteurs notamment ceux du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, pisciculture, etc.), peut être affectée par des phénomènes climatiques ;

- les risques de transition : l'ajustement vers une économie à faible émission de carbone, les avantages fiscaux et subventions à certains secteurs, la réduction des coûts d'accès aux énergies renouvelables et l'évolution des modes de consommation sont autant de modèles-économiques dits "bas-carbone" pouvant avoir des impacts financiers ;
- les risques de réputation : le financement de secteurs reconnus comme nocifs pour l'environnement (hydrocarbures, extraction de certains métaux, etc.) peut nuire à la réputation d'une institution financière. Pour ce faire, de plus en plus d'établissements décident, pour préserver leur image auprès du grand public, de se détourner ou de réduire les risques sur ces secteurs. Par ailleurs, la quête de la préservation de l'image peut se traduire par la sortie de certains investisseurs du capital d'institutions financières qui continuent de financer ou d'investir dans les secteurs susvisés.

La transmission des risques climatiques vers la sphère financière peut être appréciée à l'aune des principaux risques bancaires "traditionnels", comme retracé dans le tableau suivant :

Risques bancaires "traditionnels"	Matérialisation du risque climatique
Risque de crédit	Augmentation du risque de crédit lorsque les facteurs de risque climatique réduisent la capacité des emprunteurs à rembourser et à assurer le service de la dette.
Risque de marché	Réduction de la valeur des actifs financiers, y compris la possibilité de déclencher des ajustements de prix importants, soudains et négatifs lorsque le risque climatique n'est pas encore intégré aux prix. Le risque climatique pourrait également entraîner une réduction de la corrélation entre les actifs ou une modification de la liquidité du marché pour certains actifs, ce qui compromettrait les hypothèses de gestion des risques.
Risque opérationnel	Augmentation du risque de conformité juridique associé aux investissements et aux entreprises sensibles au climat.
Risque de liquidité	Accès potentiellement réduit des banques à des sources de financement stables, si les conditions du marché évoluent. Les facteurs de risque climatique peuvent amener les clients et investisseurs des banques à retirer des dépôts et des lignes de crédit.
Risque de réputation	Augmentation du risque de réputation des banques en fonction de l'évolution du marché ou du sentiment des consommateurs.

Plusieurs instances de gouvernance du risque climatique ont été mises en place au plan international. Le Réseau des banques centrales et des superviseurs pour l'écologisation du système financier (*Network of Central Banks and Supervisors for Greening the Financial System, NGFS*) créé en 2017 en est une. Il vise à renforcer la coopération pour atteindre les objectifs de "l'Accord de Paris sur le climat" et à formuler des recommandations aux banques centrales dans le cadre de la gestion des risques liés au climat.

En vue d'une meilleure prise en charge de ce risque et de la limitation de son impact sur le secteur financier, le NGFS a émis les principales recommandations suivantes à l'endroit des régulateurs et des superviseurs :

- intégrer le risque climatique dans le suivi de la stabilité financière et la supervision microprudentielle ;
- intégrer la notion de durabilité dans son propre mécanisme de gestion des risques ;
- combler les lacunes actuelles en matière de collecte et d'exploitation de données ;
- sensibiliser les acteurs et renforcer leurs capacités ;
- s'aligner sur les objectifs des politiques publiques liées au climat ;
- s'inscrire dans une logique de coordination et de collaboration entre Autorités.

La BCEAO, qui tient le secrétariat de la Commission Bancaire de l'UMOA, a adhéré au NGFS en mars 2020. A ce titre, elle participe aux groupes de travail sur la supervision microprudentielle et sur l'impact macrofinancier du changement climatique. Au niveau du Secrétariat Général de la Commission Bancaire, les réflexions se poursuivent pour renforcer la prise de conscience par les établissements supervisés et l'intégration dans l'univers du risque climatique dans l'univers de leur gestion des risques.

Chapitre 3

ACTES ET MESURES



3.1.	3.2.	3.3.	3.4.	3.5.	3.6.
EVOLUTION DANS LA COMPOSITION DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE	MESURES ADMINISTRATIVES	MISE À JOUR DE LA LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES D'IMPORTANCE SYSTEMIQUE	SANCTIONS DISCIPLINAIRES ET PÉCUNIAIRES	AVIS AUX MINISTRES CHARGÉS DES FINANCES	AUTRES MESURES

3.1. EVOLUTION DANS LA COMPOSITION DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE

Au cours de l'année 2022, la Commission Bancaire de l'UMOA a tenu cinq (5) sessions ordinaires du Collège de Supervision et une (1) réunion ordinaire du Collège de Résolution, aux dates ci-après :

- **Au titre des sessions ordinaires du Collège de Supervision :**

- le 15 mars 2022 ;
- le 20 juin 2022 ;
- le 5 août 2022 ;
- le 20 septembre 2022 ;
- le 13 décembre 2022.

- **Concernant la réunion du Collège de Résolution :**
le 14 décembre 2022

Au titre des membres du Collège de Supervision représentant les Etats, il a été enregistré la désignation de Monsieur Elonyo EMEGNIMO, Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo, en qualité de Représentant de l'Etat Togolais.

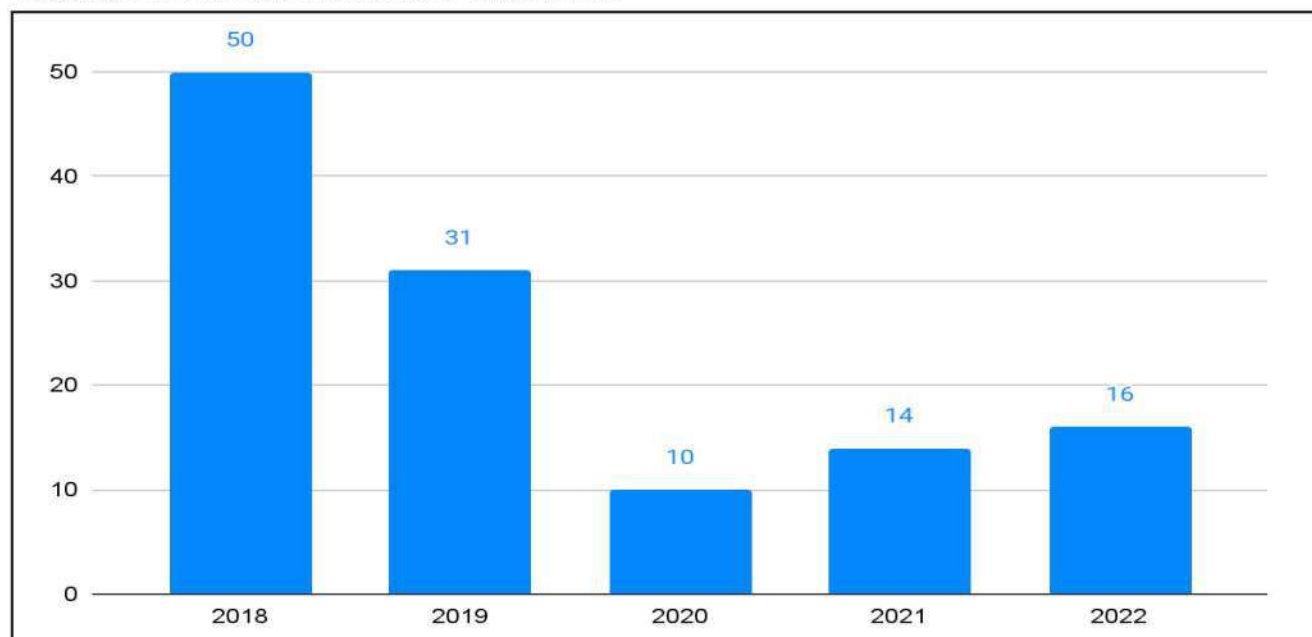
S'agissant des membres nommés par le Conseil des Ministres, le Collège de Supervision a enregistré l'arrivée de Madame Kra Aménan Pélagie THEOUA épouse N'DRI.

Au titre du Collège de Résolution, excepté la participation de Monsieur Elonyo EMEGNIMO, en qualité de Représentant au Collège de Supervision de l'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA, aucun changement n'a été opéré au sein dudit Collège.

3.2. MESURES ADMINISTRATIVES

En application des dispositions des articles 22 et 29 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire de l'UMOA a donné 16 injonctions au cours de l'exercice 2022 contre 14 en 2021.

Graphique n°7 : Evolution du nombre d'injonctions



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Elles ont été adressées à quinze (15) établissements de crédit, installés au Bénin (3), au Burkina (4), en Côte d'Ivoire (2), au Mali (3), au Niger (1), au Sénégal (1) et au Togo (1) ainsi qu'à un (1) SFD implanté au Sénégal.

D'une façon générale, ces injonctions visaient notamment à :

- corriger l'ensemble des insuffisances relevées à l'issue des vérifications ;

- mettre en conformité l'organe délibérant avec les prescriptions réglementaires relatives à la gouvernance des établissements de crédit, en vue d'assurer son fonctionnement harmonieux et efficace ;

- renforcer le dispositif de contrôle interne, pour le mettre aux normes avec les textes applicables ;

- assurer la mise en œuvre effective et intégrale des prescriptions relatives à la gestion des risques ;

- veiller au respect scrupuleux des exigences prévues par les dispositions légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- assurer le respect intégral des normes prudentielles en vigueur et, en particulier, la représentation du capital social minimum par les fonds propres de base.

La Commission Bancaire de l'UMOA a également donné une (1) mise en garde au dirigeant d'un SFD implanté au Sénégal, au regard de la gestion de l'institution dont la situation est marquée par le non-respect de nombreuses dispositions de la réglementation applicable aux systèmes financiers décentralisés.

3.3. MISE À JOUR DE LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES D'IMPORTANCE SYSTÉMIQUE⁴

La Commission Bancaire de l'UMOA a procédé en 2022 à la mise à jour de la liste des EBIS, qui s'est traduite par des retraits et de nouvelles inscriptions. Les retraits concernent quatre (4) banques installées au Burkina, au Mali, au Sénégal et au Togo. Au

Par ailleurs, le superviseur a donné des injonctions à des EBIS retirés de cette liste. Elles visaient à maintenir les comités spécialisés ainsi que les fonctions de contrôle requis par leur précédent statut, pour une durée d'un an, à compter de la notification de la décision de l'Autorité de supervision.

En outre, l'Instance de supervision a levé la surveillance rapprochée de deux (2) établissements de crédit établis au Niger et au Sénégal, en raison de la mise en œuvre satisfaisante des diligences requises par l'Autorité de contrôle.

titre des nouvelles inscriptions, six (6) banques installées au Bénin (1), en Côte d'Ivoire (1), au Mali (2), au Sénégal (1) et au Togo (1), ont fait leur entrée sur la liste des EBIS.

3.4. SANCTIONS DISCIPLINAIRES ET PÉCUNIAIRES

En vertu des dispositions des articles 31 et 32 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, l'Autorité de contrôle a pris, après avoir dûment convoqué et entendu les dirigeants d'établissements de crédit et de SFD installés dans l'UMOA, des sanctions disciplinaires réparties comme suit.

♦ Blâmes, à l'encontre de :

- sept (7) établissements de crédit implantés au Bénin (2), au Burkina (3), au Mali (1) et au Niger (1) ;
- deux (2) SFD installés au Burkina (1) et au Sénégal (1) ;
- un (1) dirigeant d'un établissement de crédit établi au Burkina.

♦ Avertissement :

- à une (1) banque implantée au Bénin ;
- au Président du Conseil d'Administration d'un (1) établissement de crédit installé au Burkina.

♦ Suspension et interdiction d'exercer

- interdiction d'exercer, pour une période de cinq (5) ans, à l'encontre d'un dirigeant d'un (1) SFD établi au Burkina ;
- suspension d'un dirigeant d'un (1) établissement de crédit implanté au Bénin.

♦ Sanctions pécuniaires

En vertu des dispositions de l'article 31.2 de l'Annexe à la Convention la régissant ainsi que des Instructions d'application des lois portant respectivement réglementation bancaire et des SFD, la Commission Bancaire de l'UMOA a pris, en sus de sanctions disciplinaires, neuf (9) sanctions pécuniaires à l'encontre :

- de huit (8) établissements de crédit, implantés respectivement au Bénin (3), au Burkina (3), au Mali (1) et au Niger (1) ;
- d'un (1) SFD du Sénégal (1).

⁴ - Sont considérés comme EBIS, les établissements dont la défaillance, en raison de leur taille, de leur complexité, du volume de leurs activités ou de leur interconnexion systémique, peut mettre en péril le système financier et l'activité économique de l'UMOA ou d'un Etat membre..

3.5. AVIS AUX MINISTRES CHARGÉS DES FINANCES

3.5.1. Avis simples

❖ Prorogation de durée du mandat d'Administrateur Provisoire

La Commission Bancaire de l'UMOA a émis trois (3) avis favorables pour la prorogation de la durée des mandats des Administrateurs Provisaires d'une banque installée au Togo (1) ainsi que d'un SFD implanté au Mali (2).

Ces prorogations visaient notamment à permettre aux assujettis concernés, en relation avec les Autorités nationales, de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leurs missions, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire ainsi que des articles 62 et 63 de la Loi portant réglementation des SFD.

❖ Prorogation de durée du mandat du Liquidateur

L'Autorité de contrôle a pris deux (2) avis favorables pour la prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur d'une (1) banque installée en Côte d'Ivoire ainsi que celle du mandat du Liquidateur d'un (1) SFD établi au Bénin, conformément à l'article 35 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, en vue notamment de leur permettre de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leurs missions.

3.5.2. Avis conformes

❖ Dérogations à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non ressortissants des Etats membres

Au cours de la période sous revue, la Commission Bancaire de l'UMOA a rendu les avis conformes, ci-après, à la suite des demandes introduites par des établissements de crédit, en faveur de personnes non ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des fonctions de direction ou d'administration :

- trente-cinq (35) avis conformes favorables, concernant vingt-deux (22) mandats d'administrateurs et treize (13) postes de dirigeants ;
- un (1) avis conforme défavorable relatif à des fonctions d'administrateur dans une banque au Sénégal.

Par ailleurs, l'Autorité communautaire de supervision a rapporté sa Décision portant avis conforme

favorable à la demande de dérogation à la condition de nationalité introduite par une banque du Bénin en faveur d'un de ses dirigeants, en raison de la déclaration sur l'honneur sciemment inexacte produite par l'intéressé dans la requête introduite en sa faveur.

❖ Agréments

Au cours de l'exercice 2022, la Commission Bancaire de l'UMOA a donné deux (2) avis conformes favorables à des demandes d'agrément en qualité de banque à deux (2) sociétés implantées au Burkina (1) et en Côte d'Ivoire (1).

La Commission Bancaire a également émis deux (2) avis conformes défavorables à des demandes d'agrément pour l'exercice d'activités d'établissement financier à caractère bancaire au Sénégal (1) et en Côte d'Ivoire (1).

❖ Modification de la structure de l'actionariat

En application des dispositions des articles 15, 16, 39 et 41 de la Loi portant réglementation bancaire, la Commission Bancaire de l'UMOA a émis cinq (5) avis conformes favorables aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionariat d'établissements de crédit installés au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (1), au Niger (1) et au Sénégal (2).

❖ Modification de la dénomination sociale

L'Autorité de contrôle a donné un (1) avis conforme favorable à une demande d'autorisation préalable pour la modification de la dénomination sociale d'une banque implantée au Burkina (1).

❖ Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes

La Commission Bancaire a émis un (1) avis conforme défavorable à une demande de dérogation à la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes soumise par une banque installée au Mali.

❖ Ouverture d'une branche islamique

La Commission Bancaire de l'UMOA a donné deux (2) avis conformes défavorables aux demandes d'autorisation préalable pour l'ouverture d'une branche islamique au sein de deux banques établies au Mali (1) et au Sénégal (1).

3.6. AUTRES MESURES

3.6.1. Approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

La Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de :

- quarante-huit (48) établissements de crédit au Bénin (6), au Burkina (9), en Côte d'Ivoire (10), au Mali (7), au Niger (4), au Sénégal (9) et au Togo (3) ;
- trois (3) compagnies financières, implantées au Burkina (2) et en Côte d'Ivoire (1) ;
- trente-et-un (31) SFD installés au Bénin (12), au Burkina (4), en Côte d'Ivoire (3), au Mali (2), au Niger (1), au Sénégal (7) et au Togo (2).

3.6.2. Autres décisions

Le Collège de Supervision a pris, au cours de l'année sous revue, les autres décisions suivantes :

- deux (2) sursis à statuer sur la demande d'agrément en qualité de banque introduite par une (1) entité de Côte d'Ivoire ;
- autorisation d'installation en Côte d'Ivoire d'une (1) succursale d'un établissement financier à caractère bancaire établi au Niger ;
- refus d'installation, au Sénégal, d'une (1) succursale d'une banque implantée en Côte d'Ivoire ;
- sursis à statuer dans le cadre de la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'une (1) banque établie au Sénégal (1) ;
- refus à une (1) banque installée au Mali, de l'exemption temporaire à l'application du ratio de division des risques ;
- refus de prorogation du délai relatif à la détention d'immobilisations hors exploitation acquises par réalisation de garanties, à la suite de demandes introduites par quatre (4) banques implantées au Sénégal (2) et au Togo (2) ;
- mise sous administration provisoire pour une période d'un (1) an, d'un (1) SFD du Burkina, en raison de la crise de gouvernance qui entrave la conduite de la gestion dans des conditions normales et des manquements constatés à l'issue de sa vérification par la Commission Bancaire ;
- convocations en audition, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, de onze (11) dirigeants d'établissements de crédit installés au Bénin (3), au Burkina (3), en Côte d'Ivoire (1), au Mali (1), au Niger (1) et au Sénégal (1) ainsi que de deux (2) SFD du Burkina (1) et du Sénégal (1). Par ailleurs, une convocation en audition a été adressée à l'ancien Président du Conseil d'Administration d'un SFD du Sénégal. Ces convocations ont été prises au regard des infractions à la réglementation en vigueur ou d'insuffisances constatées à l'issue de missions de vérification ;
- convocations des dirigeants d'une (1) banque établie en Côte d'Ivoire, en audition simple, eu égard à des manquements relevés à l'issue de vérifications sur les conditions de démarrage de ses activités ;
- inscription d'une entité subséquentement au retrait d'une autre de la liste des compagnies financières implantées en Côte d'Ivoire ;
- validation, au titre de l'année 2022, des plans préventifs de redressement de huit (8) EBIS dont 2 régionaux et 6 nationaux.



Chapitre 4

ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION



4.1.

ACTIONS DE COOPERATION

4.2.

ACTIONS DE FORMATION

4.1. ACTIONS DE COOPERATION

Les mutations du paysage bancaire de l'UMOA au cours de ces dernières années, marquées notamment par l'implantation de filiales de groupes bancaires transfrontaliers, ont induit de nouveaux défis en termes de supervision et de renforcement de la coopération avec les superviseurs homologues.

Par ailleurs, la fréquence des crises (économique, financière, bancaire ou monétaire) a fait émerger la nécessité de renforcer davantage cette coopération en vue de mieux appréhender les risques transfrontaliers.

4.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération en matière de résolution des crises bancaires des établissements transfrontaliers, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a participé à une réunion de travail avec Bank Al-Maghrib, par visioconférence, le 19 mai 2022.

Une rencontre de partage d'expériences a également eu lieu le 29 juin 2022, par visioconférence, avec le Secrétariat Général de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) de Madagascar, au titre de la coopération au sein du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF).

4.1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires

L'Autorité de contrôle a poursuivi le renforcement de ses relations de coopération avec les superviseurs et régulateurs étrangers, à la faveur de plusieurs réunions qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

A cet égard, la Commission Bancaire de l'UMOA a organisé, en sa qualité de superviseur d'origine, par visioconférence, les 8^{èmes} réunions du Collège des Superviseurs de Oragroup, le 13 octobre 2022 et du Collège des Superviseurs du groupe Ecobank, les 26 et 27 octobre 2022.

Par ailleurs, le SGCB a pris part à six (6) réunions, par visioconférence, de Collèges de Superviseurs de groupes bancaires étrangers dont les filiales sont implantées dans l'Union. Il s'agit de :

- la réunion du Collège universel des Superviseurs des filiales de Standard Chartered Bank, le 22 juillet 2022 ;
- la réunion du Collège des Superviseurs des filiales du groupe United Bank for Africa, du 05 au 07 septembre 2022 ;
- la réunion du Collège des Superviseurs des filiales du groupe First Bank of Nigeria Group (FBN), les 8 et 9 septembre 2022 ;

- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales du groupe BMCE/Bank Of Africa, le 30 novembre 2022 ;
- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales du groupe Attijariwafa bank (AWB), le 8 décembre 2022 ;
- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales du groupe Banque Centrale Populaire du Maroc (BCP), le 14 décembre 2022.

En outre, le SGCB a participé aux rencontres ci-après :

- la 17^{ème} réunion de haut niveau pour l'Afrique sur le renforcement des capacités en matière de supervision bancaire, organisée par l'Institut de la Stabilité Financière et le Comité de Bâle pour la Supervision Bancaire, par visioconférence, du 31 janvier au 1^{er} février 2022 ;
- la 7^{ème} réunion du Groupe de travail organisée par le Comité des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) sur la supervision transfrontalière, du 05 au 06 décembre 2022 ;
- la réunion plénière du GSBF, le 14 novembre 2022 par visioconférence.

4.1.3. Relations avec les autres organismes et institutions financières régionaux et internationaux

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part aux rencontres suivantes :

- 36^{ème} réunion de la Commission Technique et de la Plénière du GIABA, tenue par visioconférence, du 13 au 18 février 2022 ;
- 41^{ème} réunion statutaire du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), tenue par visioconférence, du 21 au 24 février 2022 ;
- rencontre de partage d'expériences entre le SGCB et le Consortium de cabinet DevPar Financial Consulting et CGA Europe au titre des réformes du cadre de gouvernance et opérationnel de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), tenue par visioconférence, le 22 mars 2022 ;
- réunion trimestrielle de suivi du Plan de coopération entre la BCEAO et la Banque de France, tenue par visioconférence, le 16 mai 2022 ;
- 37^{ème} réunion de la Commission Technique et de la Plénière du GIABA, du 29 mai au 03 juin 2022, à Saly Portudal (Sénégal) ;
- 42^{ème} réunion statutaire du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 15 au 18 août 2022, par visioconférence ;

- 34^{ème} séminaire annuel des superviseurs bancaires seniors issus des économies émergentes, du 24 au 28 octobre 2022 à Washington (Etats-Unis) ;
- 43^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 21 au 25 novembre 2022, à Cape Coast (Ghana) ;
- 20^{ème} assemblée annuelle du Comité des Superviseurs des Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC), tenue du 24 au 25 novembre 2022 à N'Djamena (Tchad) ;
- 38^{ème} réunion de la Commission Technique et de la Plénière du GIABA, du 28 novembre au 02 décembre 2022, à Saly Portudal (Sénégal) ;
- réunion trimestrielle de suivi du Plan de coopération entre la BCEAO et la Banque de France, tenue par visioconférence, le 12 décembre 2022.

4.2. ACTIONS DE FORMATION

A l'instar des années précédentes, le SGCB a mis l'accent sur le renforcement des capacités de ses agents, à travers l'organisation et la participation à des formations.

4.2.1. Formations et séminaires internes

Des actions de formation ont été organisées en collaboration avec des institutions partenaires sur les thématiques suivantes :

- contrôle du dispositif de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT), du 31 janvier au 04 février 2022 ;
- processus de révision du Système de Notation des Établissements de Crédit (SNEC-UMOA) et de mise en place d'un système de notation dédié aux compagnies financières de l'UMOA, du 04 au 08 juillet 2022 et du 29 septembre au 02 août 2022, organisée par le SGCB en liaison avec AFRITAC de l'Ouest ;
- analyse des Plans Préventifs de Redressement, du 18 au 20 octobre 2022.

4.2.2. Formations et séminaires externes

Les agents du SGCB ont participé à des formations et séminaires externes virtuels organisés par des organismes et institutions. Ces actions ont porté notamment sur :

- la modélisation financière à l'aide de Python, présentée par le Laboratoire d'ingénierie

financière de l'Université de Laval, le 04 février 2022 ;

- les éléments de base de la supervision bancaire, par Africa Training Institute, du 31 au 11 février 2022 ;
- l'expertise juridique et la résolution des crises, par l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI), du 07 au 09 février 2022 ;
- la restructuration et la résolution des crises, par le Fonds Monétaire International (FMI), du 14 au 25 mars 2022 ;
- la supervision bancaire des risques liés au climat et à l'environnement, par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et le réseau des Banques Centrales pour le verdissement du système financier (NGFS), du 18 mai au 30 juin 2022 ;
- la cybersécurité, à travers un webinaire entre la BCEAO et la BRI, tenu le 03 juin 2022 ;
- la méthodologie d'évaluation mutuelle appliquée par le Groupe d'Action Financière (GAFI), du 04 au 08 août 2022, à l'initiative du GAFI à Douala (Cameroun) ;
- les standards de l'organe Islamic Financial Services Board (IFSB), par l'IFSB ; du 29 août au 08 septembre 2022 ;
- la supervision et la réglementation bancaire, par la BRI et le FMI, du 15 septembre 2022 au 23 février 2023 ;
- la supervision de l'inclusion financière numérique, organisée conjointement par Toronto Center et Digital Frontiers Institute, du 19 septembre au 14 octobre 2022.
- la supervision basée sur les risques, organisée par la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA), du 22 au 26 novembre 2021.

Encadré n°2 : Le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres comme outil de gestion des risques au sein des banques de l'UMOA

Dans le but de renforcer la stabilité du secteur bancaire international, le Comité de Bâle pour le Contrôle Bancaire (CBCB) a introduit dès 2004, un nouvel accord dont le deuxième pilier porte sur la surveillance prudentielle de l'adéquation des fonds propres. Entre autres éléments, ce processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques (PSPER) repose sur un principe essentiel consistant, pour les établissements assujettis, à disposer d'un cadre leur permettant d'évaluer, d'une part, l'adéquation globale des fonds propres internes par rapport à leur profil de risque et, d'autre part, les stratégies à adopter en vue de maintenir leur niveau de fonds propres.

Dans le cadre de la transposition des normes bâloises au sein de l'UMOA, le nouveau Dispositif Prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières définit les principales attentes des autorités de régulation et de supervision relatives à la mise en place, par les établissements de crédit et les compagnies financières, d'un processus interne d'évaluation de l'adéquation de leurs fonds propres.

Ces attentes portent notamment sur :

- un dispositif de gouvernance des risques et des fonds propres robuste ;
- un dispositif de contrôle interne solide ;
- une évaluation saine de l'adéquation des fonds propres ;
- une planification efficace des fonds propres ;
- une évaluation exhaustive des risques ;
- la réalisation de simulations de crise ;
- la surveillance et la notification.

Au-delà des indicateurs prudentiels classiques, le PIEAFP (ou *Internal Capital Assessment Process, ICAAP*) représente un outil de gestion des risques, qui permet la couverture d'un large spectre d'éléments tels que le contrôle interne et la gouvernance. Aussi, répond-il au principe de proportionnalité à travers la possibilité qui est donnée aux entités assujetties de prendre en compte leur modèle d'affaires, leur taille, leur complexité et leurs anticipations du marché, dans la définition de leur outil.

Les constats effectués sur les places bancaires les plus avancées sur la question indiquent que l'opérationnalisation du PIEAFP au sein des établissements de crédit n'est pas sans difficulté. En effet, l'une des premières embûches concerne l'identification exhaustive de tous les risques véritablement matériels, y compris les risques émergents liés aux activités nouvelles ou aux modifications de l'environnement. Un autre défi serait en lien avec une quantification pertinente et réaliste des conséquences de tous les risques identifiés.

Sur ces difficultés, les autorités de régulation et de supervision préconisent la transparence, l'exhaustivité et l'objectivité des constats effectués par les assujettis sur les risques encourus. Au niveau de l'UMOA, les autorités de régulation et de supervision bancaires s'attèlent à édicter des textes d'application additionnels devant permettre l'opérationnalisation des orientations du dispositif prudentiel en vigueur depuis 2018.



Chapitre 5

ACTIVITES ET SURVEILLANCE DES ASSUJETTIS



Le Président (à droite) et le Secrétaire Général (à gauche) de la Commission Bancaire de l'UMOA lors de la tenue de la 129^{ème} session du Collège de Supervision (Abidjan, le 5 août 2022)

5.1.

**ENVIRONNEMENT
ECONOMIQUE
ET FINANCIER**

5.2.

**SITUATION DES
ETABLISSEMENTS
DE CREDIT ET DES
COMPAGNIES
FINANCIERES**

5.3.

**SITUATION
DES SFD
DE GRANDE
TAILLE**

5.4.

**SITUATION DES
ETABLISSEMENTS
DE MONNAIE
ELECTRONIQUE
AGREES (EME)**

5.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

L'environnement économique et financier international, en 2022, a été marqué par un ralentissement de l'activité économique mondiale, après la nette reprise enregistrée en 2021 qui a suivi la récession enregistrée en 2020 du fait de la COVID-19. Selon les estimations publiées en avril 2023 par le FMI, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,4% en 2022, après la progression de 6,3% en 2021. Cette décélération est liée notamment à une forte inflation, un durcissement des conditions de financement et aux répercussions négatives de la guerre en Ukraine.

Dans l'Union, le taux de croissance s'est établi à 5,9% en 2022 contre 6,1% en 2021, porté notamment par le secteur tertiaire, corrélativement à la bonne tenue des activités commerciales et des services. Quant au taux d'inflation, il est passé, en moyenne, de 3,6% en 2021 à 7,4% en 2022, en lien avec la baisse de la production céréalière, les difficultés d'approvisionnement des marchés, l'envolée des cours internationaux de certaines denrées alimentaires et la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

5.2. SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES COMPAGNIES FINANCIERES



- 157 établissements de crédit agréés, dont 2 en 2022
- 155 établissements de crédit en activité
- 28 EBS nationaux et 6 EBS régionaux
- 34 groupes bancaires, cumulant 73,5% des assujettis en activité
- Hausse de 17,0% du total bilan pour s'établir à 64 306,7 milliards
- Accroissement des crédits de 19,8% se situant à 32 881,9 milliards
- Augmentation de 12,7% des dépôts, à 43 849,7 milliards
- Progression de 1,3 point de pourcentage (pdp) du taux de rentabilité des fonds propres (ROE) qui atteint 16,8%
- Accroissement de 25,5% du résultat net provisoire à 921,8 milliards
- Baisse de 2,2 pdp du taux brut de dégradation du portefeuille, fixé à 8,4%
- Ratio de solvabilité de 13,3% en 2022 contre 12,6% un an plus tôt

5.2.1. Etablissements de crédit

5.2.1.1. Paysage des établissements de crédit

A fin décembre 2022, le système bancaire de l'Union comptait 157 établissements de crédit agréés contre 155 en décembre 2021. Cette évolution résulte de :

- l'agrément accordé à la Banque Postale du Burkina Faso ;
- l'autorisation accordée à Niger Transfert d'Argent (NITA) pour l'installation d'une succursale en Côte d'Ivoire, dans le cadre de l'agrément unique.

Les établissements de crédit agréés se répartissent en 133 banques, dont 22 succursales ainsi que 24 établissements financiers à caractère bancaire, dont 5 succursales.

Leur répartition, par pays et par catégorie, se présente comme suit :

Tableau n°3 : Nombre d'établissements de crédit agréés au 31 décembre 2022

Pays	Banques (a)	dont succursales de banque	Etablissements financiers à caractère bancaire (b)	dont succursales d'établissements financiers à caractère bancaire	TOTAL (a+b)
Bénin	14	2	1	-	15
Burkina	16	2	4	1	20
Côte d'Ivoire	28	2	3	2	31
Guinée-Bissau	6	3	-	-	6
Mali	14	1	3	1	17
Niger	14	4	6	-	20
Sénégal	27	5	4	1	31
Togo	14	3	3	-	17
Total	133	22	24	5	157

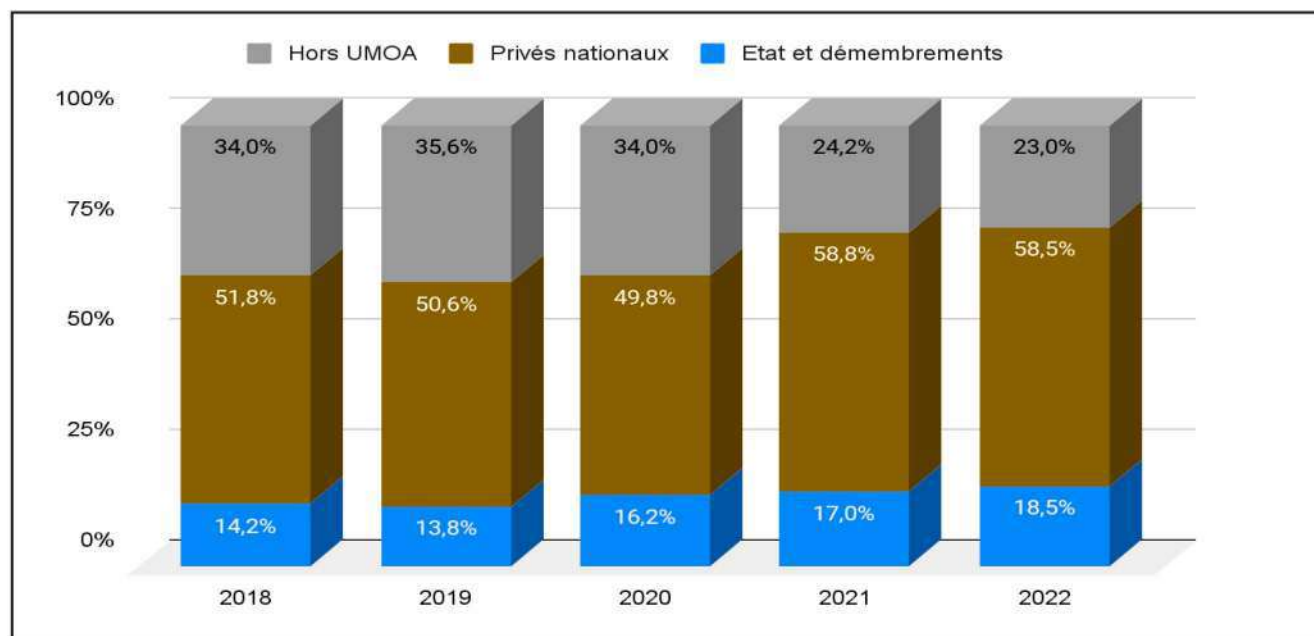
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2022, 155⁵ établissements de crédit, soit 132 banques et 23 établissements financiers à caractère bancaire, étaient en activité. A cette date, 28 banques étaient inscrites sur la liste des EBIS⁶ au plan national.

► Analyse de l'actionnariat des établissements de crédit

Entre 2018 et 2022, l'actionnariat des établissements de crédit de l'Union a connu une modification, à la faveur notamment de plusieurs mouvements enregistrés dans l'écosystème bancaire.

Graphique n°8 : Evolution de la structure de l'actionnariat des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les participations de l'actionnariat public (Etat et démembrements), sont passées de 251,8 milliards en 2018 à 451,6 milliards en 2022, soit une progression de 79,4% sur la période quinquennale. Cette hausse de 199,8 milliards porte, pour l'essentiel, sur des

opérations de rachat d'établissements ou d'entrée de nouveaux acteurs dans l'écosystème. En variation relative, la part de l'actionnariat public représente 18,5% de la capitalisation à fin 2022 contre 14,2% cinq ans plus tôt.

5 - A fin 2022, la Banque Postale du Burkina et NITA, succursale de Côte d'Ivoire n'avaient pas démarré leurs activités..

6 - Sont considérés comme EBIS, les établissements dont la défaillance, en raison de leur taille, de leur complexité, du volume de leurs activités ou de leur interconnexion systémique, peut mettre en péril le système financier et l'activité économique de l'UMOA ou d'un Etat membre."

Les privés nationaux (personnes physiques et morales ressortissantes de l'UMOA) détiennent une valeur de participation estimée à 1 430,5 milliards en 2022 contre 916,1 milliards en 2018, soit une progression quinquennale de 56,2%. Cette hausse de 514,4 milliards est principalement imputable à plusieurs opérations d'acquisitions ou de création d'établissements par des groupes bancaires implantées dans l'UMOA, dont Atlantic Financial Group, Vista Group, Groupe SUNU, Mansa Group et IB Holding. Cet actionnariat cumule 58,5% de la capitalisation du système à fin 2022 contre 51,8% cinq ans auparavant.

Quant à l'actionnariat étranger (Hors UMOA), il détient des participations valorisées à 565,1 milliards en 2022 contre 600,4 milliards en 2018. Cette baisse

de 35,3 milliards est essentiellement due à la sortie de l'écosystème du groupe bancaire Diamond Bank et au désengagement partiel de la Banque Islamique de Développement (BID), plus importants, que l'entrée sur le marché bancaire de Orange Bank. La part relative de cette catégorie d'actionnaires dans la capitalisation du système bancaire a également baissé, en revenant de 34,0% en 2018 à 23,0% en 2022.

► Principaux indicateurs des établissements de crédit

Sur la base des données reçues des 155 établissements de crédit en activité, la répartition des indicateurs caractéristiques du paysage bancaire se présente comme suit.

Tableau n°4 : Indicateurs caractéristiques des établissements de crédit en activité à fin 2022

Pays	Nombre d'établissements			Total bilan (milliards de FCFA)	Parts de marché (*)	Nombre			Effectifs
	Banques	Etabliss. financiers	Total			Guichets (**)	GAB (***)	Comptes bancaires	
Bénin	14	1	15	5 933,0	9,2%	208	308	2 414 034	2 764
Burkina	15	4	19	9 315,7	14,5%	359	554	3 135 260	4 046
Côte d'Ivoire	28	2	30	21 581,2	33,6%	664	935	6 331 550	9 999
Guinée-Bissau	6	0	6	489,8	0,8%	32	78	210 601	631
Mali	14	3	17	7 346,9	11,4%	458	461	2 297 126	3 980
Niger	14	6	20	2 631,1	4,1%	2 315	278	1 003 225	5 525
Sénégal	27	4	31	12 271,5	19,1%	550	711	2 920 268	6 810
Togo	14	3	17	4 737,4	7,4%	271	355	1 358 697	3 173
UMOA	132	23	155	64 306,7	100%	4 857	3 680	19 670 761	36 928

(*) Selon le total de bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

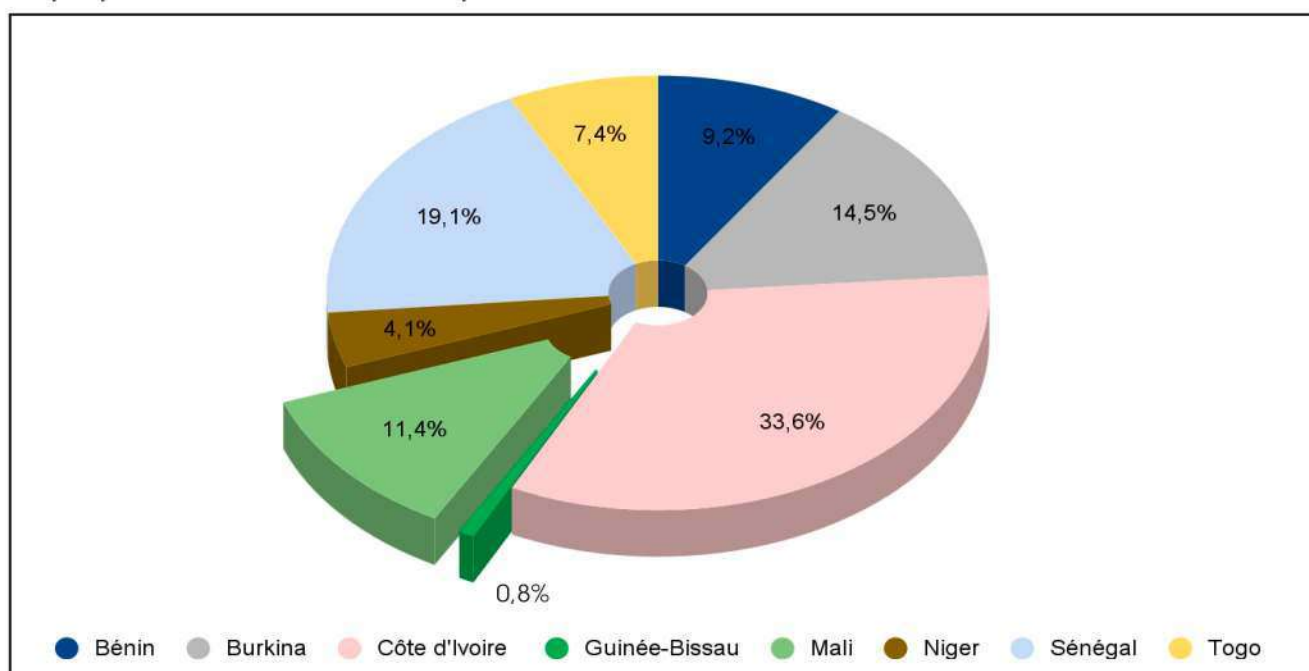
(***) Guichets Automatiques de Banque (GAB)

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'instar des années précédentes, l'activité bancaire de l'Union reste dominée à fin 2022 par les places bancaires de la Côte d'Ivoire (33,6%) et du Sénégal (19,1%), qui cumulent 52,7% de part de marché sur la

base du total des actifs. Elles sont suivies du Burkina (14,5%), du Mali (11,4%), du Bénin (9,2%), du Togo (7,4%), du Niger (4,1%) et de la Guinée-Bissau (0,8%).

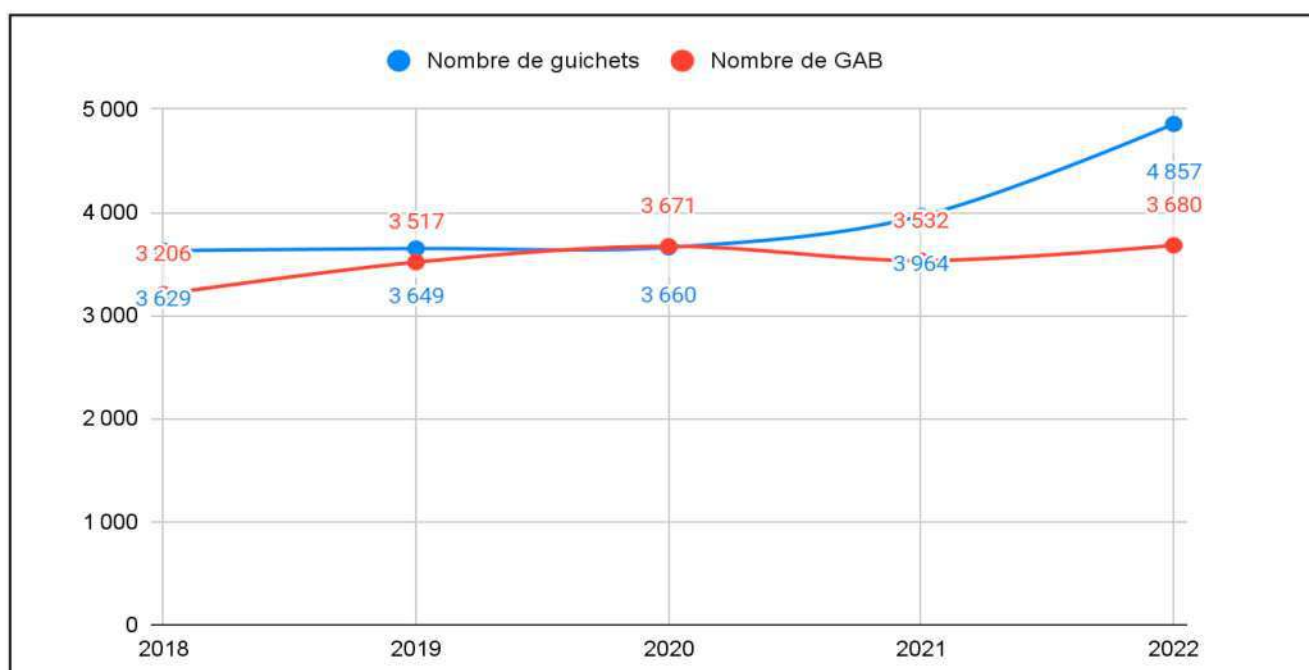
Graphique n°9 : Parts de marché des places bancaires de l'UMOA en 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le nombre d'implantations⁷ (agences et bureaux) a augmenté en rythme annuel de 893 unités en 2022, soit de 22,5%, pour atteindre 4 857. Quant aux GAB, leur effectif s'est accru de 148 unités en un an pour se fixer à 3 680, révélant une hausse de 4,2%.

Graphique n°10 : Evolution du nombre de GAB et de guichets des établissements de crédit de l'UMOA

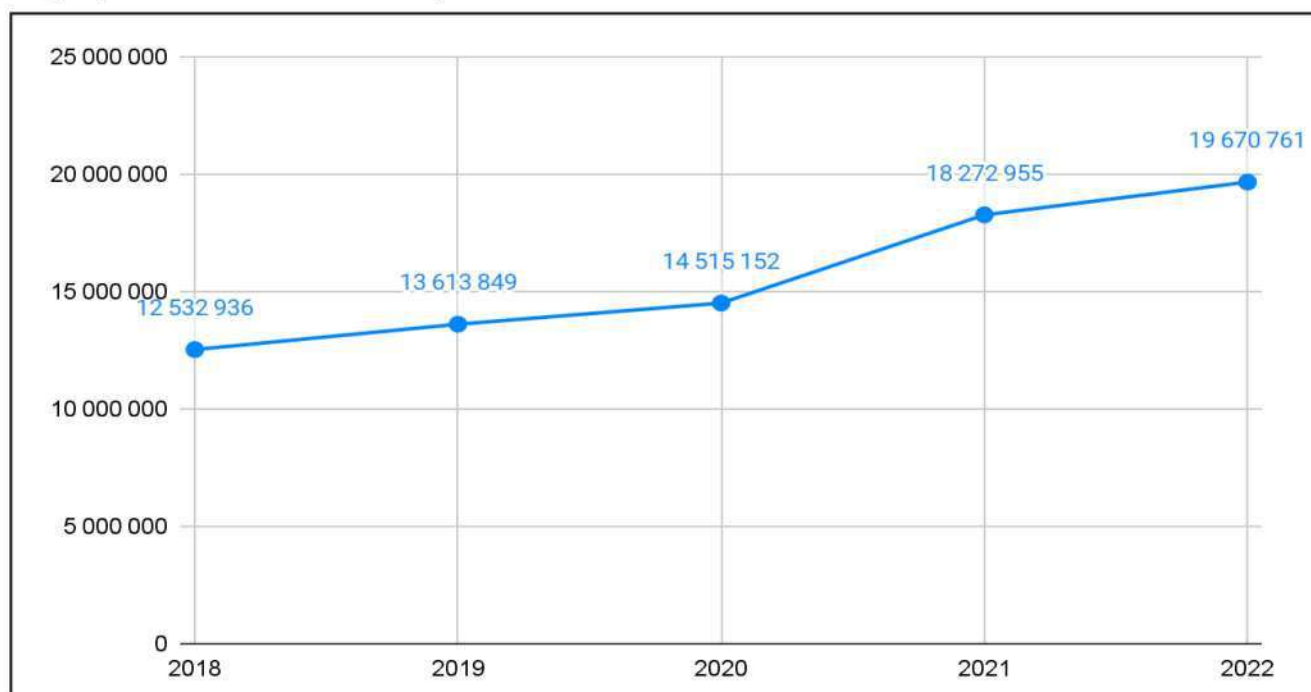


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le nombre de comptes bancaires dans les livres des établissements de crédit s'est également amélioré de 7,6% pour s'établir à 19 670 761 à fin décembre 2022. Cette tendance est reflétée au niveau de ses deux composantes que sont les comptes de particuliers et ceux des personnes morales, qui ont enregistré des hausses annuelles respectives de 6,9% et 18,5%, en affichant 18 221 904 et 1 448 857 unités.

7 - Ces implantations ne tiennent pas compte des points de services, dont 1 879 identifiés au Niger pour trois (3) établissements financiers à caractère bancaire de paiement spécialisés dans le transfert d'argent. Ils sont installés essentiellement dans les gares de transport.

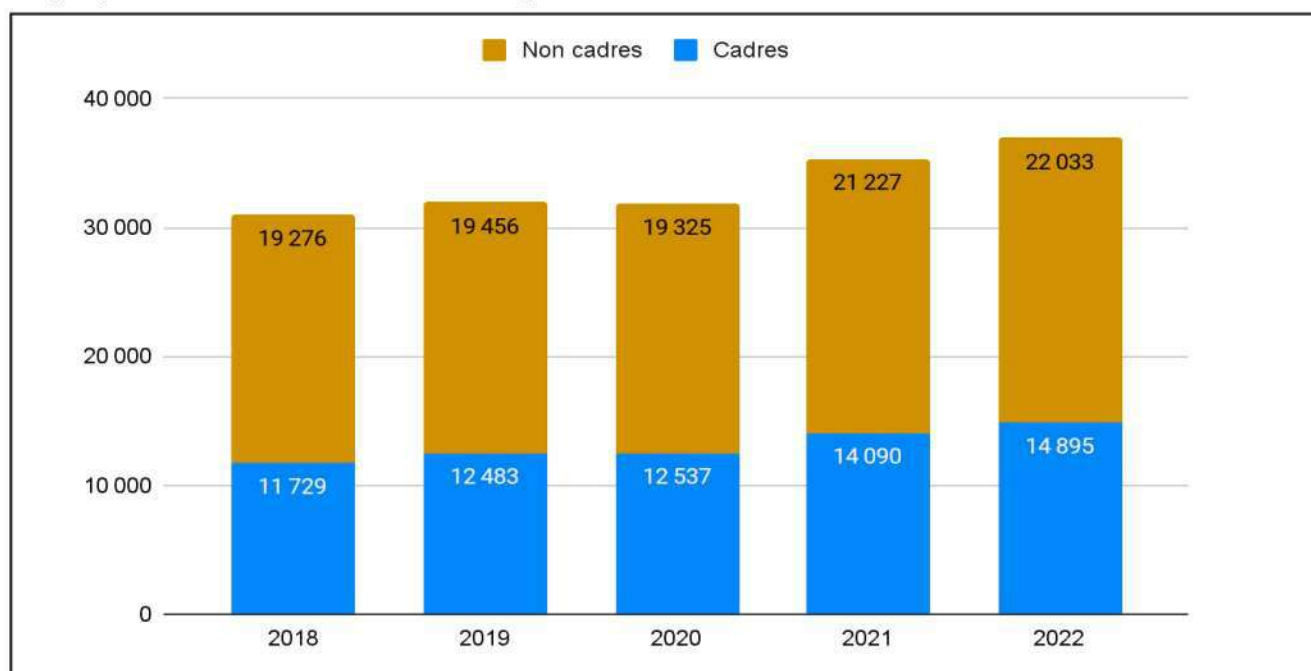
Graphique n°11 : Evolution des comptes bancaires détenus dans les livres des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2022, les effectifs du personnel du secteur bancaire ont connu une hausse de 1 611 postes (+4,6%) par rapport à fin 2021 pour ressortir à 36 928 agents, en liaison notamment avec l'expansion du réseau bancaire. L'effectif du personnel « cadres » représente 40,3% des emplois contre 39,9% en 2021.

Graphique n°12 : Evolution des effectifs du personnel des établissements de crédit de l'UMOA



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2022, le système bancaire recensait 65 banques internationales⁸ et 67 banques sous-régionales ainsi que 23 établissements financiers à caractère bancaire, dont 5 internationaux et 18 sous-régionaux.

8 - Aux termes de la Décision n°362-11-2016 du 18 novembre 2016 portant organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire en vigueur en 2022, il s'agit de banques dont les maisons-mères sont installées hors de l'UMOA.

Tableau n°5 : Répartition des établissements de crédit en activité par groupes homogènes

Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (%)	Guichets (**)	GAB (***)	Comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
Banques sous-régionales	5	7	13	5	7	8	14	8	67	52,7%	52,3%	53,6%	43,5%	42,7%
Banques internationales	9	8	15	1	7	6	13	6	65	46,1%	45,0%	46,4%	55,2%	46,1%
Etablissements financiers à caractère bancaire sous-régionaux	1	3	2	0	1	6	2	3	18	1,1%	0,7%	0%	1,3%	10,6%
Etablissements financiers à caractère bancaire internationaux	0	1	1	0	1	0	2	0	5	0,1%	2,0%	0%	0,0%	0,6%
Total	15	19	31	5	16	20	31	17	155	100%	100%	100%	100%	100%

(*) Selon le total de bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichets Automatiques de Banque (GAB)

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les banques sous-régionales détiennent 52,7% des actifs bancaires de l'Union. Cette proportion était de 51,6% en 2021. Elles concentrent 52,3% du réseau d'agences, disposent de 53,6% des GAB, totalisent 43,5% des comptes bancaires et emploient 42,7% des effectifs.

Les banques internationales cumulent 46,1% de parts de marché. Cette catégorie regroupe 45,0% des agences, 46,4% des GAB, 55,2% des comptes de la clientèle et 46,1% des effectifs.

Les établissements financiers à caractère bancaire sous-régionaux affichent 1,1% des actifs, 0,7% des guichets et 10,6% des effectifs.

L'activité des établissements financiers à caractère bancaire internationaux est le fait de 0,1% des actifs, 2,0% des guichets et 0,6% des effectifs.

► Distribution de l'effectif des établissements de crédit selon la taille

La distribution de l'effectif des établissements de crédit selon la taille a été réalisée par rapport au total de bilan, au total des dépôts et au total des crédits, en ayant recours aux quartiles.

Les quartiles sont les trois (3) valeurs d'une variable statistique, en l'occurrence le total du bilan, le total des dépôts ou le total des crédits,

rangée par ordre croissant, qui partage l'effectif d'une population en quatre (4) sous-ensembles égaux. Les bornes intérieures sont identifiées par les lettres abrégées Q1, Q2 et Q3.

- le 1^{er} quartile est la valeur de la variable statistique (total bilan, dépôts ou crédits) qui isole les 25% de l'effectif inférieur du total de bilan ou du total des dépôts (Q1) ;
- le 2^{ème} quartile est la donnée de la variable statistique qui isole les 50% de l'effectif inférieur du total de bilan, du total des dépôts ou du total des crédits (Q2). Il désigne le point médian de l'ensemble de données. Il est également appelé la médiane ;
- le 3^{ème} quartile est la donnée de la variable statistique qui isole les 75% de l'effectif inférieur du total de bilan, du total des dépôts ou du total des crédits (Q3).

L'analyse par quartiles fait ressortir qu'au 31 décembre 2022 :

- 25% de l'effectif des établissements de crédit avaient un total de bilan, un total des dépôts et un total des crédits inférieur respectivement à 91 035 millions, 45 454 millions et 35 580 millions ;

- 50% de l'effectif des établissements de crédit affichaient un total d'actifs, un total des dépôts et un total des crédits inférieur respectivement à 274 338 millions, 179 541 millions et 119 075 millions ;

- 25% de l'effectif des établissements de crédit présentaient un total de bilan, un total des dépôts et un total des crédits supérieur respectivement à 576 626 millions, 388 998 millions et 282 492 millions.

Tableau n°6 : Evolution des quartiles de 2021 à 2022

Quartile	Total de bilan (en millions de FCFA)		Total des dépôts (en millions de FCFA)		Total des crédits (en millions de FCFA)	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Q1	91 035	70 647	45 454	41 852	35 580	29 263
Q2	274 338	221 947	179 541	154 301	119 075	100 569
Q3	576 626	473 404	388 998	357 853	282 492	225 149

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les établissements de crédit qui ont un total de bilan inférieur au premier quartile (Q1 ou 91 035 millions) détiennent 2,0% des actifs, 4,6% des bureaux et agences, 1,2% des GAB et 1,8% des comptes bancaires. Ils emploient 10,9% des effectifs du système bancaire.

Ceux qui ont un total de bilan compris entre le premier (Q1) et le deuxième quartile (Q2 ou 274 338 millions) totalisent 10,4% des actifs. Cette catégorie concentre 16,9% des implantations, 14,8% des GAB, 15,5% des comptes de la clientèle et 14,3% des effectifs.

Les entités disposant d'un total de bilan compris entre le deuxième (Q2) et le troisième quartile

(Q3 ou 576 626 millions) cumulent 22,6% des actifs du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 23,4% des implantations, 20,5% des GAB, 19,1% des comptes de la clientèle et 20,6% des effectifs.

Quant aux établissements de crédit dont le total de bilan est supérieur au troisième quartile (Q3), ils disposent de 65,0% des actifs du système bancaire de l'UMOA. Ils couvrent 55,1% du réseau d'agences, 63,5% des GAB, 63,6% des comptes bancaires et 54,0% des effectifs.

Tableau n°7 : Répartition des établissements de crédit par quartile selon le total de bilan

Catégories	Nombre d'établissements par pays									Parts de marché	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
< Q1	4	3	3	4	3	8	9	4	38	2,0%	4,6%	1,2%	1,8%	10,9%
Compris Q1 et Q2	1	4	9	2	6	7	4	6	39	10,4%	16,9%	14,8%	15,5%	14,3%
Compris Q2 et Q3	6	7	6	0	3	3	10	4	39	22,6%	23,4%	20,5%	19,1%	20,6%
> Q3	4	5	13	0	4	2	8	3	39	65,0%	55,1%	63,5%	63,6%	54,0%
Total	15	19	31	6	16	20	31	17	155	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les établissements de crédit qui ont un total des dépôts inférieur au premier quartile (Q1 ou 45 454 millions) détiennent 4,8% des actifs, 4,8% des GAB, 8,0% des bureaux et agences et 10,1% des comptes bancaires. Ils emploient 15,1% des effectifs du système bancaire.

Quant à ceux qui ont un total des dépôts compris entre le premier (Q1) et le deuxième quartile (Q2 ou 179 541 millions), ils totalisent 20,7% des actifs. Cette catégorie concentre 25,1% des implantations, 22,1% des GAB, 15,6% des comptes de la clientèle et 21,7% des effectifs.

Les banques et établissements financiers à caractère bancaire disposant d'un total des dépôts compris entre le deuxième (Q2) et le troisième quartile (Q3 ou 388 998 millions), cumulent 28,4% des actifs. Ils regroupent 28,1% des implantations, 29,9% des GAB, 36,2% des comptes de la clientèle et 24,3% des effectifs.

Au niveau des entités qui ont un total des dépôts supérieur au troisième quartile (Q3), elles disposent de 46,1% des actifs du système bancaire, couvrent 38,8% du réseau d'agences, 43,2% des GAB, 38,1% des comptes bancaires et 38,9% des effectifs.

Tableau n°8 : Répartition des établissements de crédit par quartile selon le total des dépôts

Catégories	Nombre d'établissements par pays									Parts de marché	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
< Q1	4	3	4	4	3	8	9	4	38	4,8%	8,0%	4,8%	10,1%	15,1%
Compris Q1 et Q2	1	4	9	2	6	7	4	6	39	20,7%	25,1%	22,1%	15,6%	21,7%
Compris Q2 et Q3	6	7	6	0	3	3	10	4	39	28,4%	28,1%	29,9%	36,2%	24,3%
> Q3	4	5	13	0	4	2	8	3	39	46,1%	38,8%	43,2%	38,1%	38,9%
Total	15	19	31	6	16	20	31	17	155	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les établissements de crédit qui ont un total des crédits inférieur au premier quartile (Q1), soit 35 580 millions détiennent 6,8% des actifs, 13,0% des bureaux et agences, 9,2% des GAB et 13,0% des comptes bancaires. Ils emploient 18,8% des effectifs du système bancaire.

S'agissant de ceux qui ont un total des crédits compris entre le premier (Q1) et le deuxième quartile (Q2 ou 119 075 millions), ils totalisent 28,6% des actifs. Cette catégorie concentre 30,8% des implantations, 29,1% des GAB, 29,0% des comptes de la clientèle et 26,8% des effectifs.

Quant aux établissements dont le total des crédits est compris entre le deuxième (Q2) et le troisième quartile (Q3 ou 282 492 millions), ils cumulent 31,8% des actifs bancaires, regroupent 26,5% des implantations, 30,5% des GAB, 30,8% des comptes de la clientèle et 24,9% des effectifs.

Les entités avec un total des crédits supérieur au troisième quartile (Q3) et disposent de 32,8% des actifs du système bancaire couvrent 29,7% du réseau d'agences, 31,2% des GAB, 27,2% des comptes bancaires et 29,5% des effectifs.

Tableau n°9 : Répartition des établissements de crédit par quartile selon le total des crédits

Catégories	Nombre d'établissements par pays									Parts de marché	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
< Q1	4	3	4	2	3	8	8	6	38	6,8%	13,0%	9,2%	13,0%	18,8%
Compris Q1 et Q2	2	3	10	4	2	7	6	5	39	28,6%	30,8%	29,1%	29,0%	26,8%
Compris Q2 et Q3	4	9	5	0	9	2	6	4	39	31,8%	26,5%	30,5%	30,8%	24,9%
> Q3	5	4	12	0	2	3	11	2	39	32,8%	29,7%	31,2%	27,2%	29,5%
Total	15	19	31	6	16	20	31	17	155	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La distribution de l'effectif des établissements de crédit par rapport au total du bilan, au total des dépôts ou au total des crédits présente une dispersion croissante entre 2018 et 2022. En effet, par rapport au total de bilan, l'écart interquartile a progressé de 301,8 milliards en 2018 à 484,7 milliards en 2022, tandis que par rapport au total des dépôts, il a augmenté de 190,4 milliards en 2018 à 328,0 milliards en 2022. Relativement au total des crédits, l'écart interquartile a évolué de 161,0 milliards en 2018 à 243,5 milliards en 2022.

► Analyse de l'activité par groupe bancaire

⇒ Établissements affiliés à un groupe bancaire

Au 31 décembre 2022, 114 des 155 établissements de crédit en activité dans l'Union, soit 73,5%, étaient

affiliés à 34 groupes bancaires, à l'instar de 2021. Ces affiliés cumulent 85,2% des actifs bancaires, 81,4% des guichets, 83,6% des GAB, 83,9% des comptes bancaires de la clientèle, 75,1% des employés et 91,0% du résultat net global provisoire.

Le nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA, détenant chacun au moins 2% des actifs bancaires, s'est établi à 13 en 2022, tout comme en 2021. Constitués de 81 entités en activité, ces principaux groupes mobilisent 73,6% du total des bilans et 71,2% des guichets, contrôlent 76,6% des GAB, détiennent 73,4% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 63,4% des agents du système bancaire. Leur exploitation est à l'origine de 83,4% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Tableau n°10 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA

Rang	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison- mère	Nombre de filiales / succursales	Part de marché	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs	Part du résultat net global provisoire
1	Ecobank	Togo	8	10,0%	7,2%	14,5%	13,7%	7,3%	14,0%
2	Société Générale	France	5	9,1%	5,4%	9,0%	7,0%	7,2%	11,5%
3	CBI	Burkina	8	8,7%	5,2%	4,1%	3,6%	4,3%	11,4%
4	BOA	Maroc	7	7,4%	9,7%	8,2%	13,4%	8,3%	10,2%
5	ABI	Maroc	9	6,8%	7,5%	7,1%	8,3%	6,4%	5,5%
6	Attijariwafa bank	Maroc	9	6,0%	10,1%	7,5%	6,4%	8,0%	8,9%
7	Oragroup	Togo	8	6,0%	4,3%	6,3%	3,4%	4,6%	3,9%
8	NSIA	Côte d'Ivoire	4	5,2%	4,6%	4,4%	3,8%	4,7%	4,3%
9	UBA	Nigeria	5	3,6%	2,4%	2,9%	8,3%	2,8%	4,3%
10	BDM	Mali	6	3,5%	7,2%	3,7%	1,7%	2,4%	3,9%
11	BSIC	Libye	7	2,7%	4,4%	3,5%	1,7%	3,4%	1,5%
12	BNP Paribas	France	2	2,5%	2,5%	4,2%	1,9%	2,9%	2,1%
13	BGFIBANK	Gabon	3	2,3%	0,6%	1,1%	0,2%	1,0%	2,0%
TOTAL			81	73,6%	71,2%	76,6%	73,4%	63,4%	83,4%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les 21 autres groupes de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, sont, par ordre d'importance :

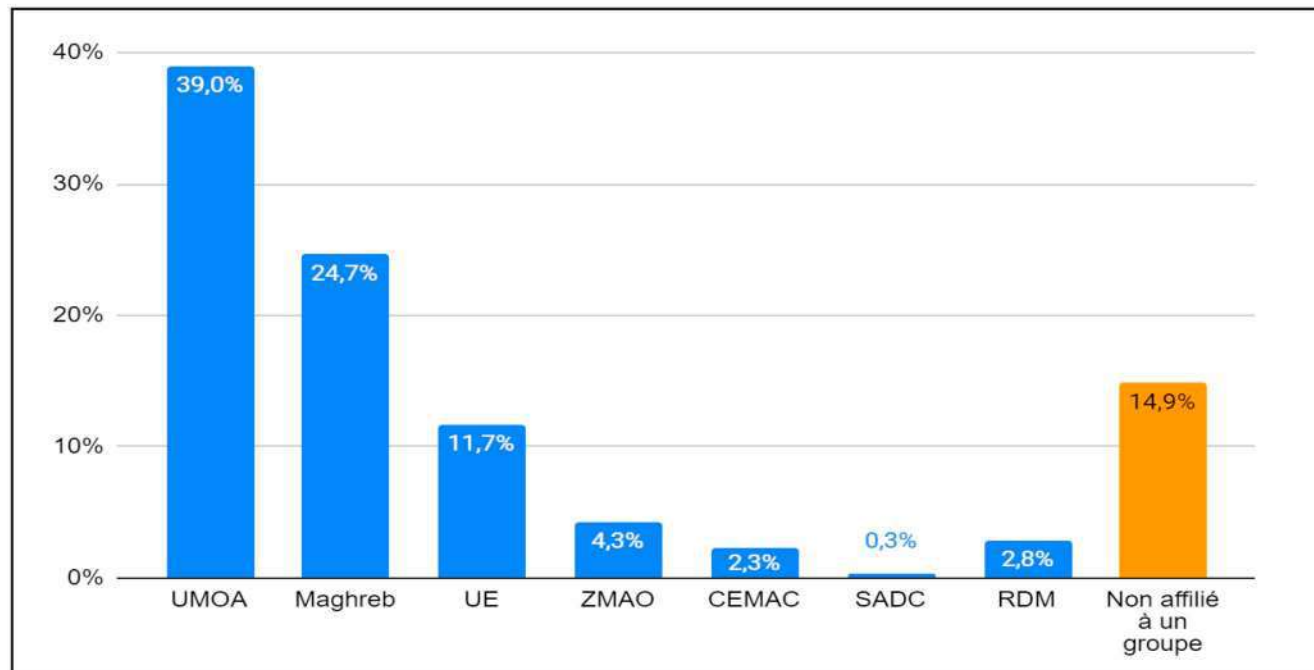
- Bridge Bank Group (2 établissements ; 1,6%) ;
- IB Holding (2 établissements ; 1,3%) ;
- Banque Islamique de Développement (1 établissement ; 1,1%) ;
- Libyan Foreign Bank (4 établissements ; 1,1%) ;
- Groupe BDK (2 établissements ; 1,0%) ;
- Citigroup (2 établissements ; 0,9%) ;
- Banque pour le Commerce et l'Industrie (2 établissements ; 0,6%) ;
- Vista Group (1 établissement ; 0,5%) ;
- Mansa Financial Group (1 établissement ; 0,5%) ;
- First Bank of Nigeria (1 établissement ; 0,5%) ;
- Standard Chartered Bank (1 établissement ; 0,4%) ;
- AFG Holding (1 établissement ; 0,4%) ;
- Afriland First Group (2 établissements ; 0,3%) ;
- Standard Bank (1 établissement ; 0,3%) ;
- SUNU Investment Holding (1 établissement ; 0,3%) ;
- Guaranty Trust Bank (1 établissement ; 0,2%) ;
- Orange Abidjan Participations (1 établissement ; 0,2%) ;
- African Lease Group (1 établissement ; 0,2%) ;
- TLG Finance (4 établissements ; 0,1%) ;
- Crédit Libanais (1 établissement ; 0,1%) ;
- African Guarantee Fund (1 établissement ; 0,1%) ;

Ces 21 groupes contrôlent 34 établissements de crédit de l'Union, totalisent 11,6% des actifs, 10,3% des implantations et 7,0% des GAB. Ils mobilisent 10,5% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 11,7% des effectifs. Leur contribution au résultat net global du système bancaire de l'Union se situe à 7,7% au 31 décembre 2022.

5.2.1.1.2.2. Groupes bancaires par zone géographique

Les 34 groupes bancaires, en activité dans l'UMOA à fin 2022, proviennent de l'UMOA, du Maghreb, de l'Union Européenne (UE), de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC), de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) et du Reste du monde (RDM).

Graphique n°13 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les **groupes bancaires de l'UMOA**⁹, à savoir les établissements de crédit dont les maisons-mères sont originaires de l'Union, sont au nombre de 13. Ces entités, qui totalisent 39,0% de part de marché sur la base du total des actifs, détiennent 45 unités, 33,5% des agences et 36,4% des GAB, emploient 28,3% des effectifs, concentrent 28,2% des comptes bancaires de la clientèle et 36,7% des dépôts. Elles portent 36,5% des crédits à la clientèle et réalisent 41,2% du résultat net global provisoire.

Avec une part des actifs de 24,7%, les 7 **groupes bancaires du Maghreb**¹⁰ présents dans l'Union disposent de 42 entités, concentrent 34,3% du réseau d'agences, 27,8% des GAB et emploient 29,9% des effectifs. Ils détiennent 30,7% des comptes

de la clientèle, 25,8% des dépôts et sont à l'origine de 25,5% des crédits octroyés. A fin décembre 2022, ces institutions contribuent à hauteur de 27,1% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le secteur bancaire.

L'activité de ces groupes est dominée par ceux en provenance du Maroc, avec 25 assujettis affiliés à 3 groupes, qui figurent dans le top 6 du classement des plus importants de l'UMOA. Ces établissements concentrent 20,2% de part de marché, 22,0% des dépôts, 21,0% des crédits octroyés à la clientèle et 24,6% du résultat net global provisoire. Elles représentent 27,3% des implantations, 22,9% des GAB, 28,1% des comptes bancaires et 22,7% des effectifs.

9 - Burkina (CBI, Vista Group) - Côte d'Ivoire (AFG Holding, Bridge Bank Group, Mansa Financial Group, NSIA, SIH) - Mali (BDM) - Sénégal (Groupe BDK) - Togo (African Lease Group, Ecobank, IB Holding, Oragroup).

10 - Libye (BSIC, LFB) - Maroc (ABI, Attijariwafa bank, BMCE/BOA) - Mauritanie (BCI) - Tunisie (TLG Finance).

Tableau n°11 : Principales zones géographiques des groupes bancaires exerçant dans l'UMOA

Zone géographique	Nbre de groupes	Nombre d'établiss.	Part de marché (en termes de Bilan)	Part des guichets	Part de GAB	Part des comptes bancaires	Part des effectifs	Part des dépôts	Part des crédits	Part des résultats
UMOA	13	45	39,0%	33,5%	36,4%	28,2%	28,3%	36,7%	36,5%	41,2%
MAGHREB	7	42	24,7%	34,3%	27,8%	30,7%	29,9%	25,8%	25,5%	27,1%
UE	3	8	11,7%	7,9%	13,2%	14,6%	10,3%	13,6%	13,8%	12,9%
ZMAO	3	7	4,3%	2,8%	3,1%	9,2%	3,8%	4,2%	2,5%	5,5%
CEMAC	1	3	2,3%	0,6%	1,1%	0,2%	1,0%	2,0%	2,5%	2,0%
SADC	2	2	0,3%	0,1%	0%	0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
RDM	5	7	2,8%	2,2%	2,0%	1,7%	1,1%	3,1%	2,9%	2,1%
UMOA	34	114	85,2%	81,4%	83,6%	83,9%	75,1%	85,6%	84,0%	91,0%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les 3 **groupes bancaires de l'Union européenne**¹¹ d'origine française, avec 8 filiales, représentent 11,7% des actifs, 7,9% du réseau d'agences, 13,2% des GAB, 14,6% des comptes de la clientèle et 10,3% des effectifs. Ils mobilisent 13,6% des dépôts et sont à l'origine de 13,8% des crédits accordés à la clientèle. Ceux-ci ont enregistré 12,9% du résultat net provisoire du secteur bancaire.

Avec une part de marché de 4,3%, les **groupes bancaires de la ZMAO**¹², au nombre de 3, proviennent exclusivement du Nigeria. Leurs 7 unités bancaires en activité détiennent 2,8% du réseau d'agences, 3,1% des GAB, 9,2% des comptes bancaires et 3,8% des effectifs du personnel. Elles mobilisent 4,2% des dépôts et octroient 2,5% des crédits à la clientèle dans l'Union. L'apport au résultat net global du système bancaire est estimé à 5,5%.

Le seul **groupe bancaire originaire de la CEMAC**¹³, avec 3 entités bancaires, détient 0,6% du réseau d'agences, 1,1% des GAB, 0,2% des comptes bancaires et 1,0% des effectifs du personnel, mobilise 2,0% des dépôts et est à l'origine de 2,5% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 2,3% du total des bilans de l'Union. La part de ce groupe dans le résultat net global provisoire de l'Union est estimée à 2,0%.

Les 2 **groupes bancaires de la SADC**¹⁴, avec 2 établissements de crédit qui détiennent 0,1% du réseau d'agences et 0,1% des effectifs du personnel, mobilisent 0,2% des dépôts et sont à l'origine de 0,3% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 0,3% du total des bilans de l'Union. Le résultat net global provisoire de ces groupes représente 0,3% de celui de l'Union.

Les **groupes bancaires du RDM**¹⁵ sont au nombre de 5, avec 2,8% de parts de marché, 7 établissements, 2,2% du réseau d'agences, 2,0% des GAB, 1,7% des comptes bancaires et 1,1% des effectifs. Ces institutions représentent 3,1% des dépôts et 2,9% des crédits à la clientèle. Elles ont contribué à hauteur de 2,1% à la formation du résultat net global provisoire.

5.2.1.2. Activités et rentabilité des établissements de crédit

► Total du bilan

Le total du bilan des établissements de crédit de l'UMOA a progressé, en rythme annuel, de 9 348,9 milliards (+17,0%) pour atteindre 64 306,7 milliards au 31 décembre 2022.

11 - France (Société Générale, BNP Paribas, Orange Abidjan Participations).

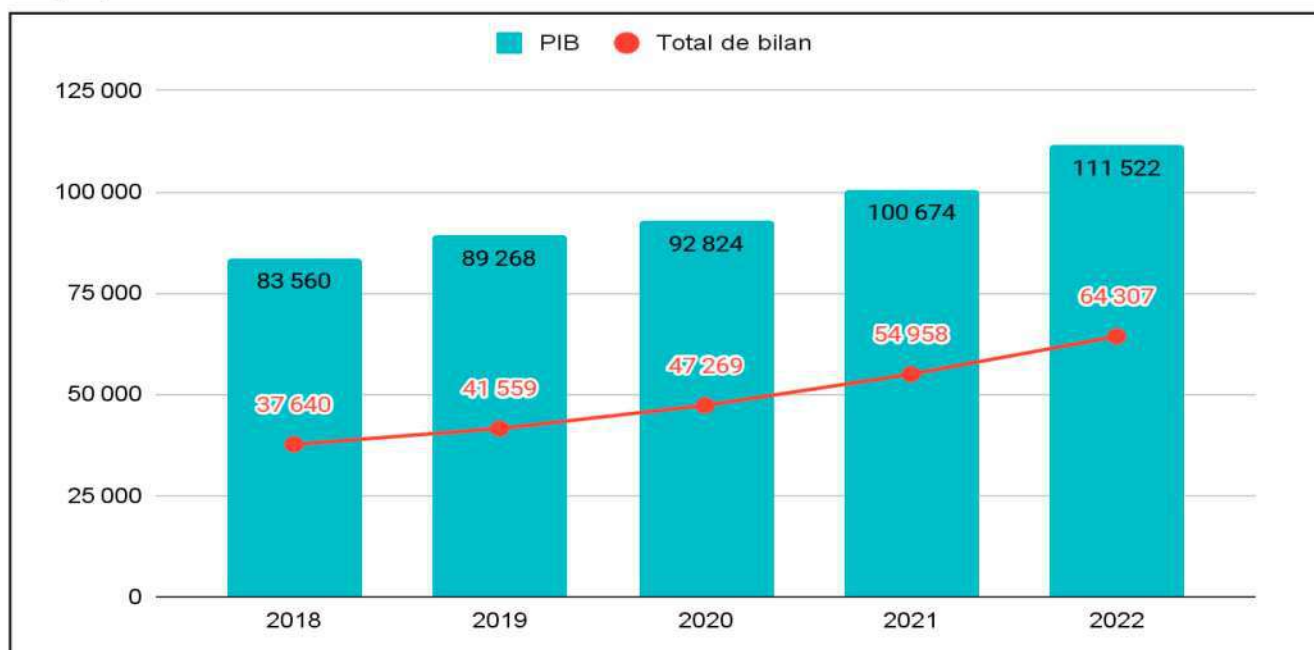
12 - Nigeria (First Bank, GTBank, UBA).

13 - Gabon (BGFIBank).

14 - Afrique du Sud (Standard Bank) - Île Maurice (African Guarantee Fund, dont le siège opérationnel est au Kenya).

15 - Arabie Saoudite (Banque Islamique de Développement) - Etats-Unis (Citigroup) - Liban (Crédit Libanais) - Suisse (Afriland First Group) - Royaume-Uni (Standard Chartered Bank)

Graphique n°14 : Evolution du total de bilan et du PIB de l'UMOA



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA & BCEAO

La tendance à la hausse du total des actifs a été observée sur toutes les places bancaires de l'UMOA. Par ordre d'importance, elle concerne la Côte d'Ivoire (+3 020 milliards ; +16,3%), le Sénégal (+2 149 milliards ; +21,2%), le Burkina (+1 295 milliards ; +16,1%), le Mali (+975 milliards ; +15,3%), le Togo (+787 milliards ; +19,9%), le Bénin (+651,3 milliards ; +12,3%), le Niger (+371 milliards ; +16,4%) et la Guinée-Bissau (+102 milliards ; +26,2%).

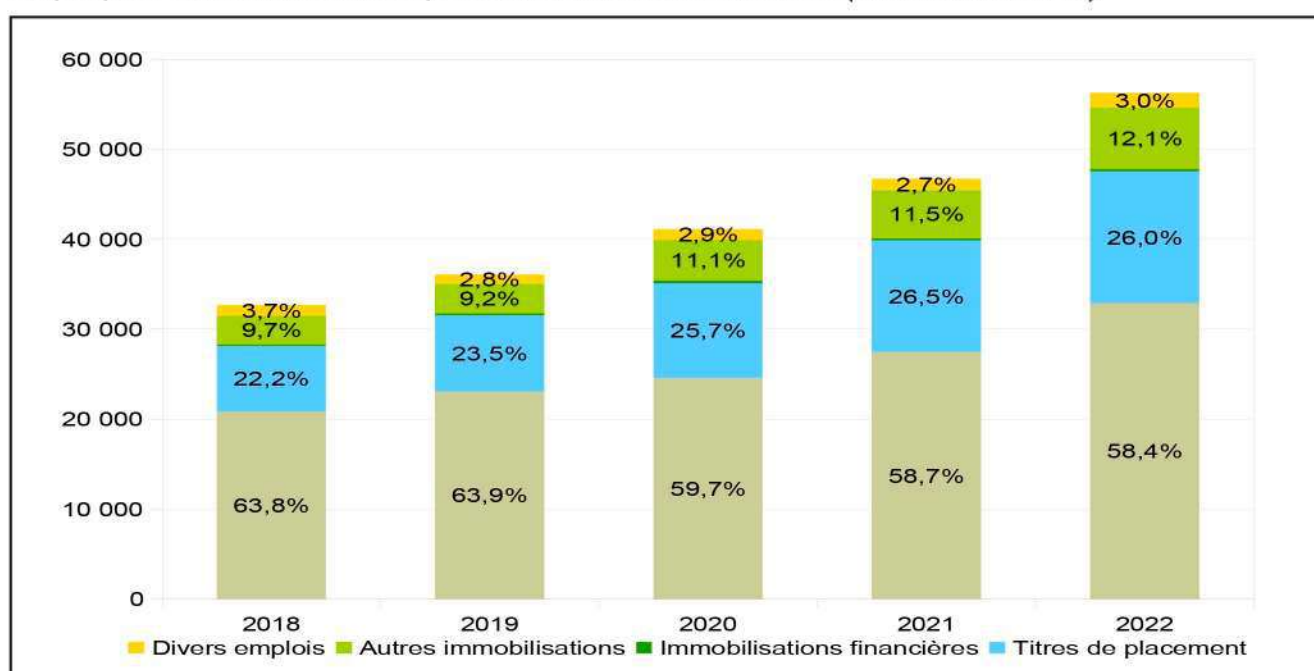
► Emplois

Les emplois du système bancaire se sont établis à 56 297,9 milliards à fin 2022, en progression de 20,5%

sur l'année, en lien avec la hausse des crédits à la clientèle et des titres de placement. Cette évolution résulte de la reprise des activités économiques post-covid 19 dans l'Union et des efforts des établissements de crédit dans l'accompagnement de cette dynamique, à travers l'accroissement du financement des Etats via les émissions de bons et obligations.

A l'instar des années précédentes, la structure des emplois reste dominée par les crédits à la clientèle (58,4%) et les titres de placement (26,0%). Les parts des immobilisations financières, des autres immobilisations et divers emplois se situent respectivement à 0,5%, 12,1% et 3,0%.

Graphique n°15 : Evolution des emplois des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



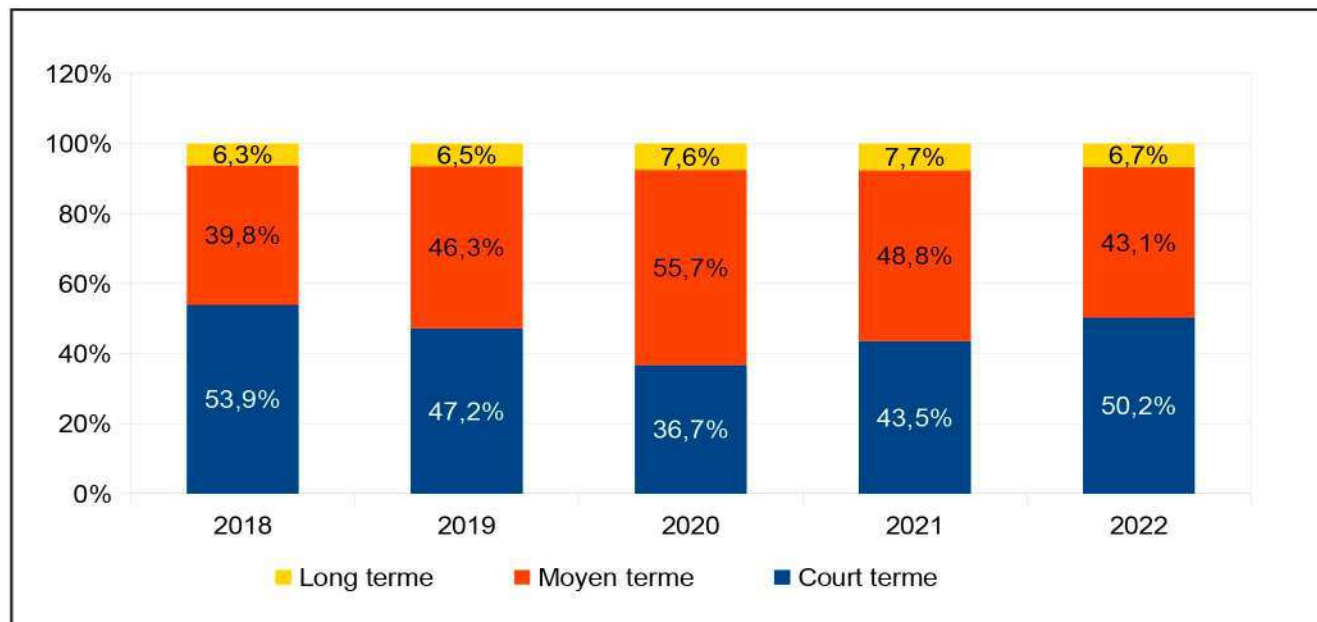
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 19,8% l'an, pour atteindre 32 881,9 milliards à fin 2022, après une progression de 11,8% en 2021.

Sa structure par maturité¹⁶ est caractérisée par une prépondérance des prêts à court terme qui

représentent 50,2% du total des crédits à fin décembre 2022. Quant aux crédits à moyen terme et à long terme, ils ont constitué respectivement 43,1% et 6,7% de l'encours total en 2022.

Graphique n°16 : Evolution des crédits à la clientèle selon la maturité



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à court terme s'élèvent à 16 029,1 milliards, en croissance de 23,9% en rythme annuel contre une hausse de 1,9% en 2021.

Les crédits à moyen terme se chiffrent à 13 761,1 milliards, en hausse de 19,2%, en rythme annuel contre 28,6% un an plus tôt.

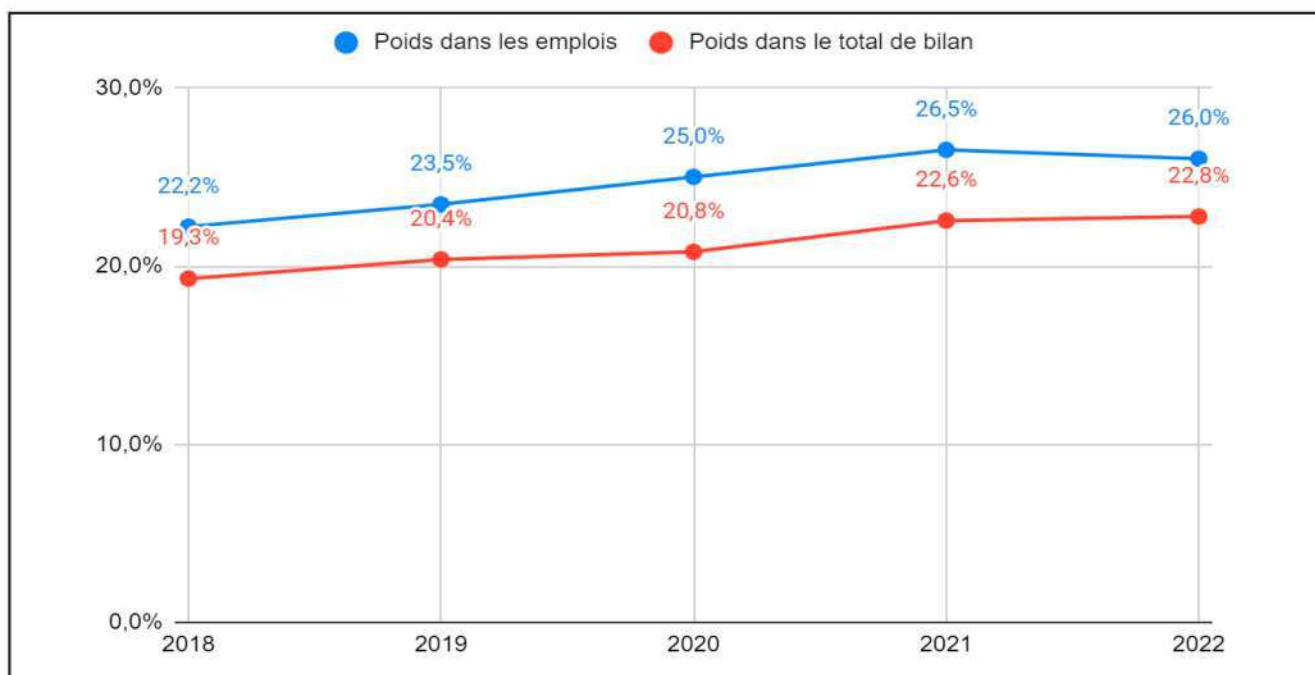
Les crédits à long terme, ressortis à 2 128,4 milliards, enregistrent une progression de 15,9% en 2022 contre une progression de 17,6% en 2021.

Les titres de placement déclarés dans les bilans des établissements de crédit, représentant 26,0% des emplois, se sont chiffrés à 14 656,7 milliards à fin 2022, en augmentation de 2 255,9 milliards (+18,2%) sur l'année, en lien avec des émissions de titres publics¹⁷ (Obligation de relance, Bon de relance) par les Etats dans le cadre des mesures de relance post-COVID-19. Le poids des titres de placement dans les emplois s'est accru de 22,2% en 2018 à 26,5% en 2021, avant de légèrement se replier à 26% en 2022. Quant à la proportion dans le total des actifs du système bancaire, elle a régulièrement progressé de 19,3% en 2018 à 22,8% en 2022.

16 - Les crédits à court terme sont les engagements de la clientèle d'une maturité inférieure à 2 ans, ceux à moyen terme de 2 à 10 ans et ceux à long terme au-delà de 10 ans.

17 - Selon le rapport annuel de la BCEAO, le volume des émissions de titres publics s'est établi à 4 407 milliards en 2022.

Graphique n°17 : Evolution du poids des titres de placement dans les emplois et le total de bilan des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les immobilisations financières sont évaluées à 306,9 milliards à fin 2022, en hausse de 47,6 milliards (+18,4%).

Les autres immobilisations¹⁷ s'établissent à 6 790,8 milliards à fin 2022, en progression, en variation annuelle, de 1 425,3 milliards (+26,6%).

Quant aux divers emplois, ils se sont accrus de 408,3 milliards (+32,6%) sur l'année pour se situer à 1 661,6 milliards à fin décembre 2022.

L'évolution de la répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit, telle que retracée dans la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit.

Tableau n°12 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité

Secteurs d'activité	2018	2019	2020	2021	2022
Agriculture, sylviculture et pêche	5%	3%	3%	3%	4%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	16%	14%	14%	12%	12%
Electricité, gaz et eau	6%	5%	5%	6%	7%
Bâtiments et travaux publics	10%	10%	10%	10%	9%
Commerces, restaurants et hôtels	28%	28%	28%	28%	29%
Transports, entrepôts et communications	10%	11%	11%	10%	9%
Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises	7%	7%	8%	9%	7%
Services à la collectivité et services sociaux	16%	20%	19%	20%	21%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Source : BCEAO

A fin décembre 2022, l'évolution de l'indice de concentration HERFINDAHL-HIRSCHMANN (IHH)¹⁸, sur la base des crédits à la clientèle, est retracée dans le tableau suivant :

18 - Plus l'IHH d'un marché est élevé, plus l'indicateur est concentré entre un petit nombre d'acteurs revêtant ainsi des risques de situations d'oligopoles. On distingue 3 situations : IHH < 1 000 (secteur peu concentré) ; 1 000 < IHH < 2 000 (zone intermédiaire, secteur moyennement concentré) ; IHH > 2 000 (secteur concentré, zone de risques importants).

Tableau n°13 : Evolution de l'indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN des pays de l'UMOA

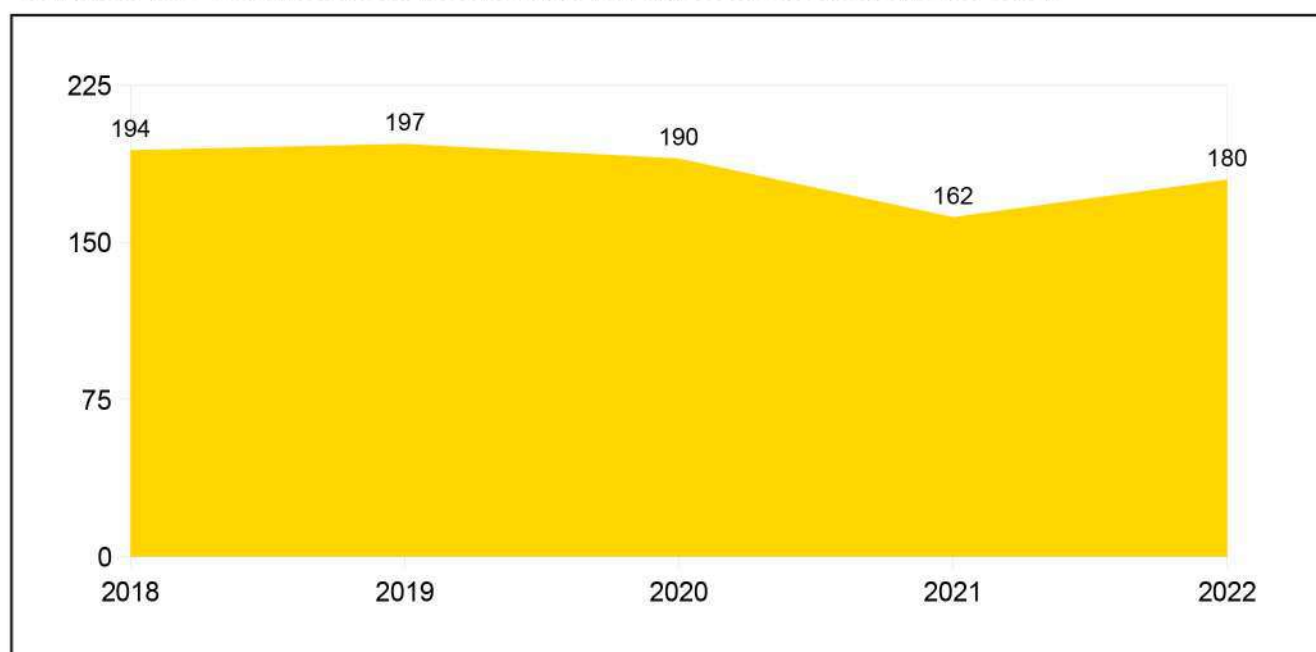
Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	1 344	1 275	1 261	1 016	1 059
Burkina	1 261	1 225	1 245	1 139	1 112
Côte d'Ivoire	891	954	869	750	859
Guinée- Bissau	2 199	2 162	2 074	2 086	1 811
Mali	1 044	1 104	1 156	1 115	1 254
Niger	1 354	1 269	1 174	1 107	1 220
Sénégal	751	779	718	621	656
Togo	1 342	1 248	1 225	1 001	1 187
UMOA	194	197	190	162	180

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

L'analyse des résultats révèle que la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les pays de l'Union dont la concentration du crédit est faible, contrairement à la Guinée-Bissau où elle est forte depuis 2018. Le niveau de concentration demeure moyen dans les autres pays de l'Union.

Au cours de la période sous revue, l'indice a connu une tendance baissière dans la plupart des pays de l'UMOA. Cette situation résulte, notamment de l'entrée sur les places bancaires de nouveaux établissements au fil des années.

Graphique n°18 : Evolution de l'indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN des pays de l'UMOA



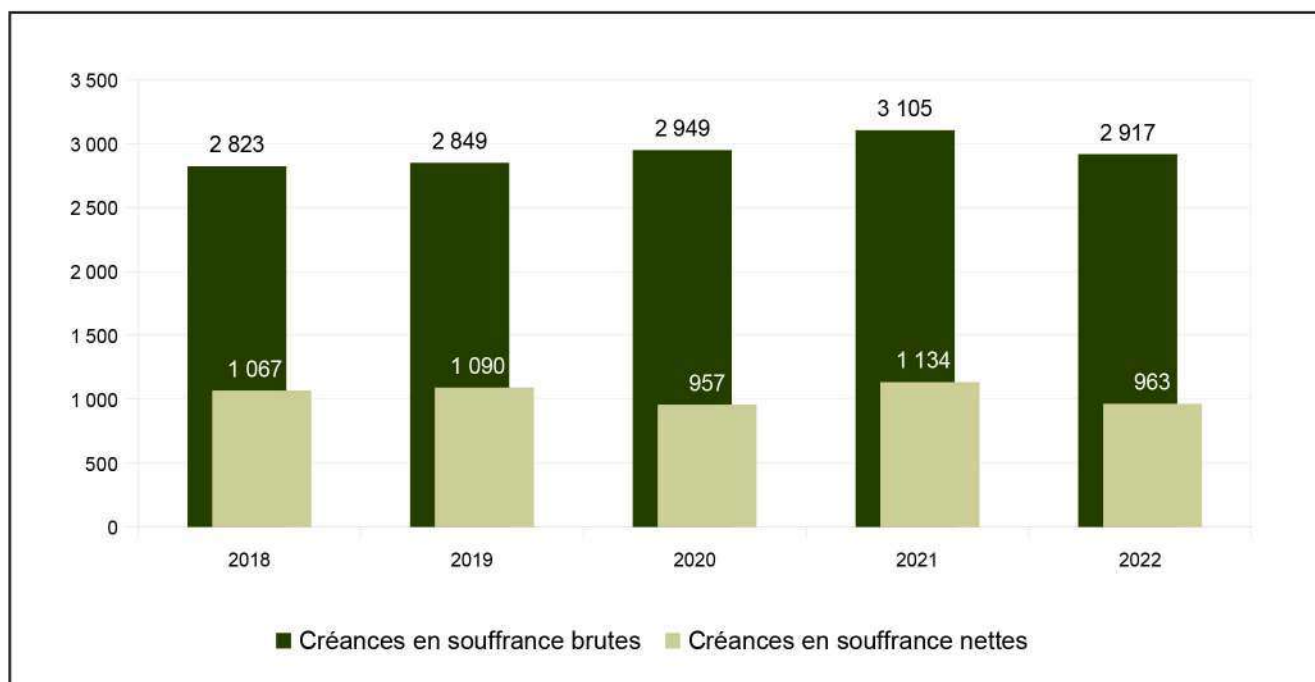
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

► Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes a baissé de 187,1 milliards (-6,0%) pour se situer à 2 917,5 milliards à fin décembre 2022 contre 3 104,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution est principalement portée par les créances douteuses et litigieuses, où une contraction de 193,7 milliards (-7,2%) a été observée, à la faveur d'un taux de provisionnement en amélioration.

Sur la base des provisions constituées à hauteur de 1 954,2 milliards, les créances en souffrance nettes du système bancaire ressortent à 963,3 milliards à fin 2022, soit une baisse de 170,3 milliards (-15,0%) d'une année à l'autre.

Graphique n°19 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes des établissements de crédit
(en milliards de FCFA)



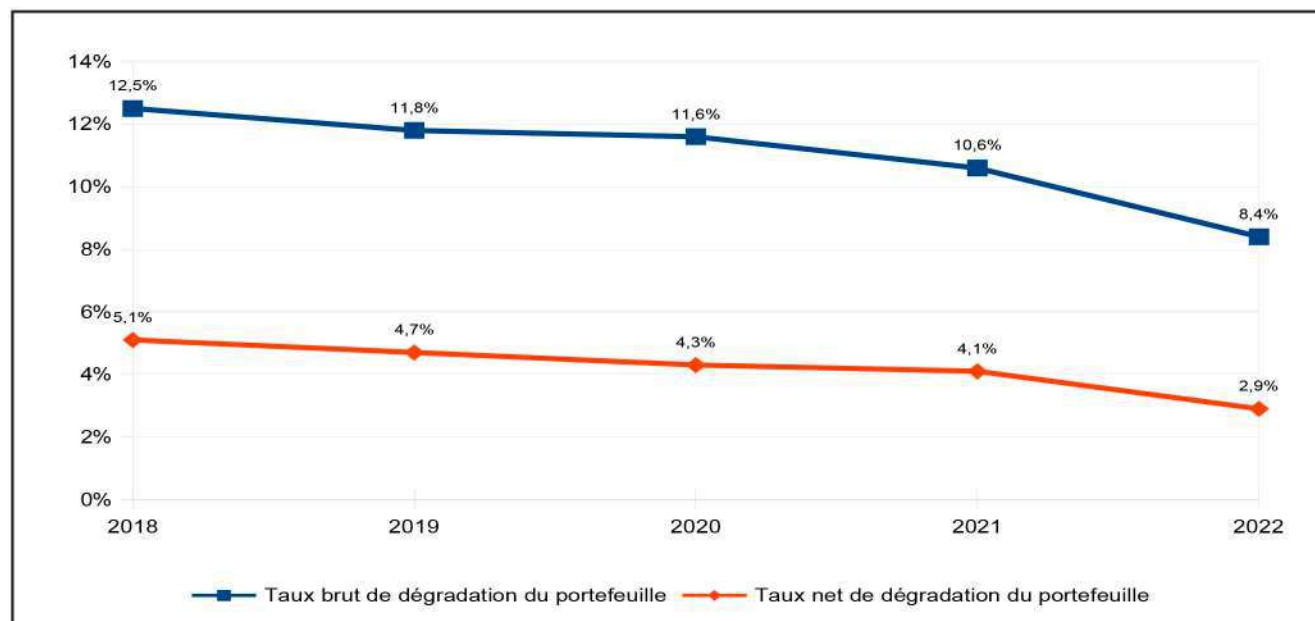
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Ainsi, le taux brut de dégradation du portefeuille de l'UMOA s'est amélioré, de 2,2 pdp, pour ressortir à 8,4% à fin décembre 2022 contre 10,6% en 2021. Cette orientation favorable est le résultat d'une hausse¹⁹ de 5 427,9 milliards (+19,8%) des crédits à la clientèle couplée à une baisse de 187,1 milliards (-6,0%) des créances en souffrance²⁰ entre 2021 et 2022. Le taux

net s'est également contracté de 1,2 pdp, en se fixant à 2,9% en 2022 contre 4,1% un an plus tôt.

Pour sa part, le taux de provisionnement s'est situé à 67,0% à fin décembre 2022, en hausse de 3,5 pdp, comparativement à la même période de l'année précédente.

Graphique n°20 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

19 - Toutes les places bancaires de l'Union ont enregistré des hausses des crédits à la clientèle : Bénin (645,3 mds; +32,4%), Burkina (864,9 mds; +22,6%), Côte d'Ivoire (1 406,8 mds; +14,5%), Guinée-Bissau (74,7 mds; +50,2%), Mali (583,4 mds; +17,9%), Niger (181,5 mds; +14,6%), Sénégal (1 158,6 mds; 20,4%), Togo (512,8 mds; 31,8%).

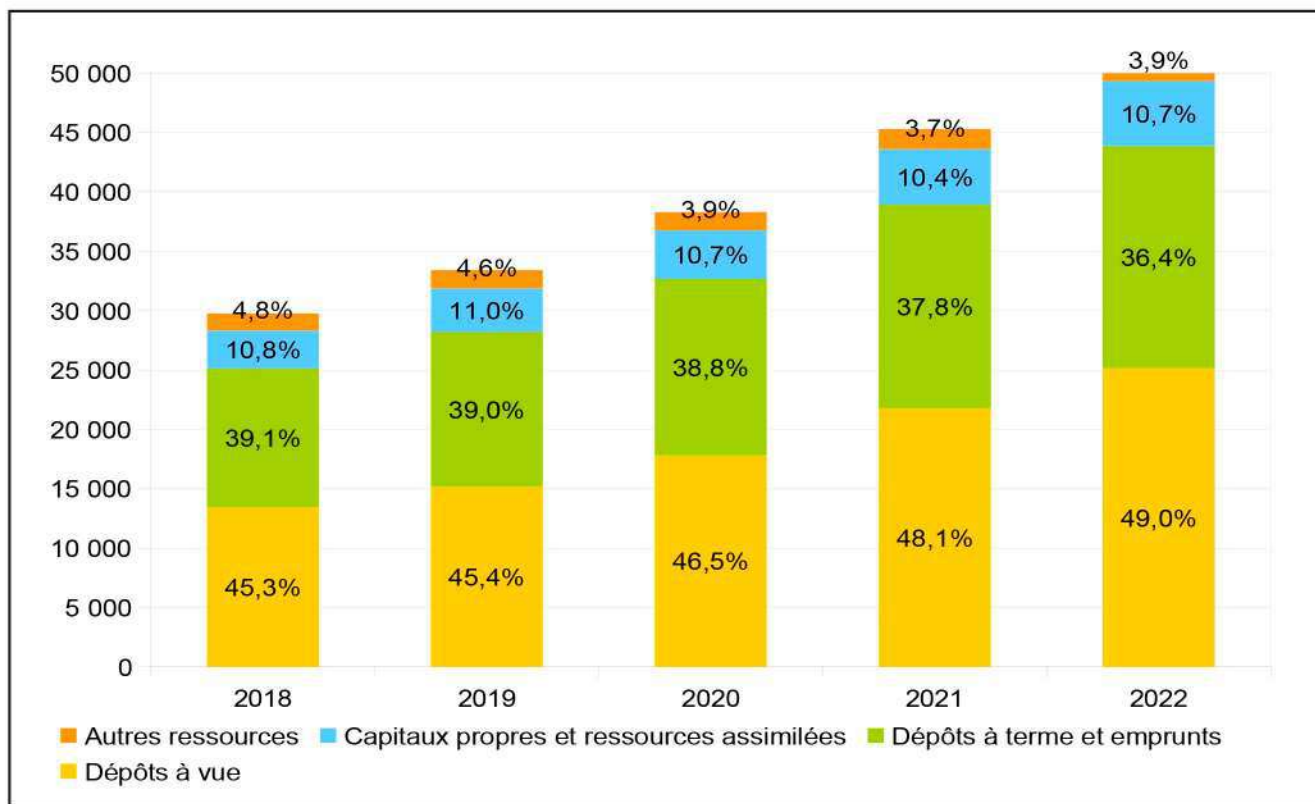
20 - Les créances en souffrance ont baissé sur sept (7) places bancaires : Bénin (-70,9 mds; -26,5%), Burkina (-25,3 mds; -8,3%), Côte d'Ivoire (-23,9 mds; -2,6%), Guinée-Bissau (-12,1 mds; -38,9%), Niger (-8,6 mds; -3,2%), Sénégal (-45,0 mds; -6,1%), Togo (-21,2 mds; -10,5%).

► Ressources

Les ressources se sont consolidées de 13,4%, en glissement annuel pour se chiffrer à 51 341,9 milliards à fin 2022, à la faveur d'une meilleure collecte

des dépôts et du renforcement des fonds propres. Elles se décomposent en dépôts et emprunts, en fonds propres nets et autres ressources²¹, dans les proportions respectives de 85,4%, 10,7% et 3,9%.

Graphique n°21 : Evolution des ressources des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les **dépôts et emprunts** ont progressé de 4 943,5 milliards (12,7%) sur douze mois en ressortant à 43 849,7 milliards à fin 2022. Ils sont composés de dépôts à vue (25 156,4 milliards ; 57,4%) et de dépôts à terme et emprunts (18 693,3 milliards ; 42,6%), qui ont augmenté respectivement de 15,5% et 9,1% au cours de la période sous revue.

Les **capitaux propres et ressources assimilées** du système bancaire ont enregistré une hausse de 781,6 milliards (+16,6%), en passant de 4 711,4 milliards en 2021 à 5 493,0 milliards un an plus tard. Ils sont composés de capital et réserves (5 153,4 milliards ; 93,8%) et des autres capitaux propres²² (339,6 milliards ; 6,2%). Ces deux composantes ont progressé respectivement de +16,5% et de +18,0% entre 2021 et 2022.

Les **autres ressources** (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières,

comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges) se sont accrues de 344,8 milliards (+20,8%), en glissement annuel, pour se fixer à 1 999,2 milliards à fin 2022.

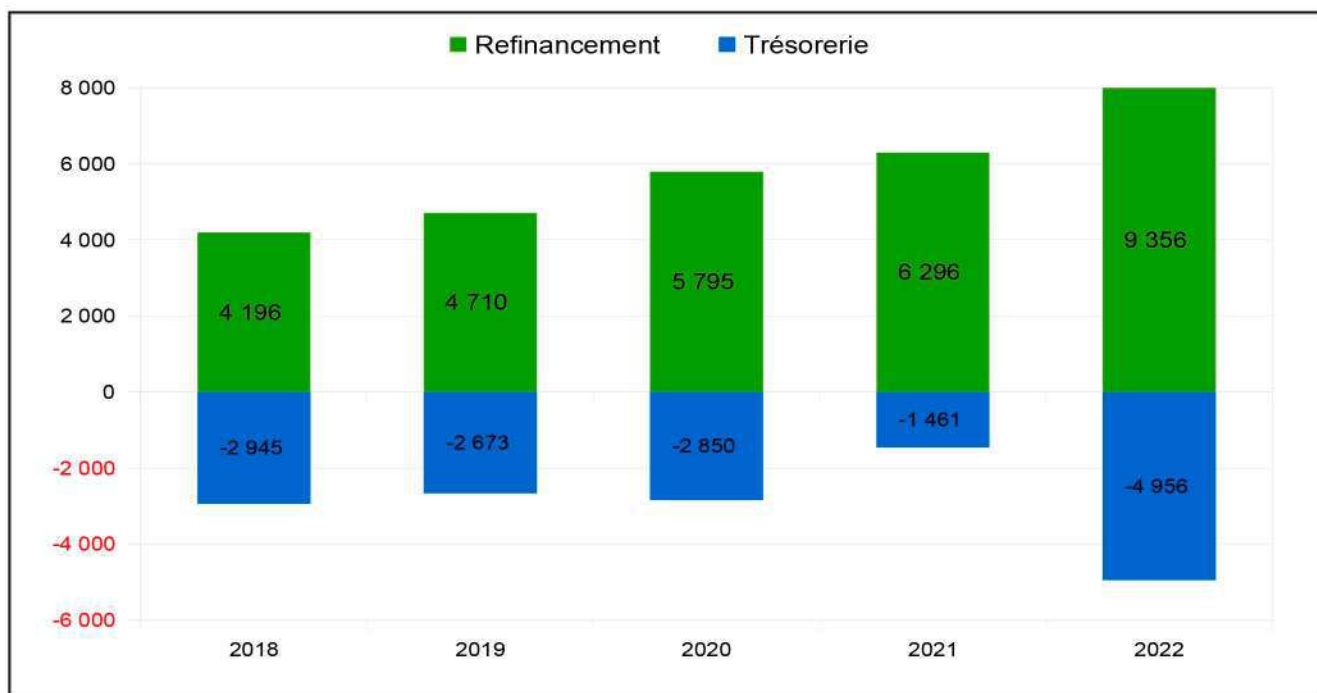
► Trésorerie

La progression plus rapide du niveau des emplois bancaires (+9 565,0 milliards, +20,5%) comparativement aux ressources (+6 070,0 milliards, +13,4%) a été à l'origine de la hausse de 3 495,1 milliards (+239,2%) du déficit structurel de trésorerie des établissements de crédit à fin 2022. Pour faire face à ce déficit, les établissements de crédit ont bénéficié notamment des interventions aux guichets de refinancement de la Banque Centrale, avec un encours du refinancement évalué à 9 355,9 milliards au 31 décembre 2022.

21 - Les autres ressources sont constituées de versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille, de titres de transaction au passif, d'instruments conditionnels vendus, de comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres, de compte de liaison au passif, de créditeurs divers, de provisions, de comptes d'attente et de régularisation créditeurs et de versements restant à effectuer sur immobilisations financières.

22 - Ils sont composés des provisions réglementées, des dettes subordonnées, des comptes bloqués d'actionnaires et des écarts de réévaluation.

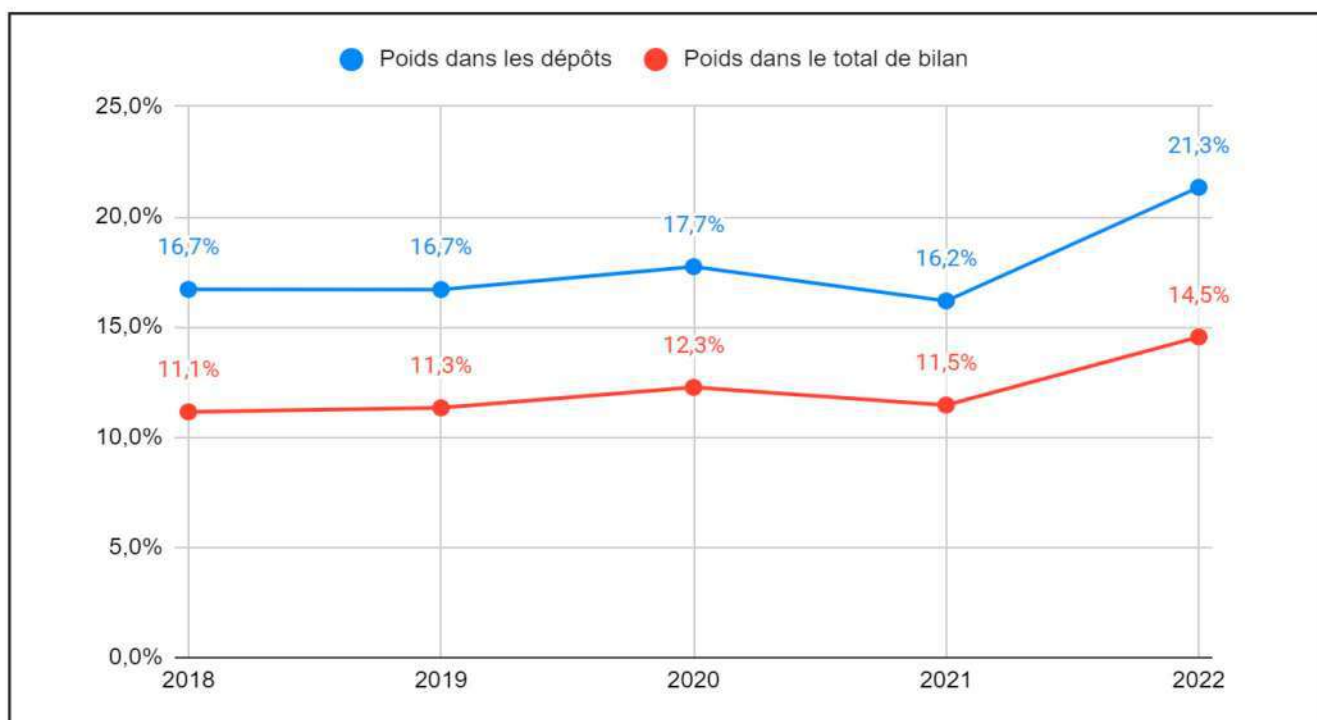
Graphique n°22 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit et de l'encours de refinancement auprès de la BCEAO (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le poids du refinancement dans les dépôts a atteint 21,3% en 2022 contre 16,2% en 2021 et 16,7% en 2018. Dans le total de bilan, il représente 14,5% en 2022 contre 11,5% un an plus tôt et 11,1% cinq ans plus tôt.

Graphique n°23 : Evolution du poids du refinancement dans les dépôts et dans le total de bilan



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

► Résultats

Le PNB de l'Union s'est chiffré à 2 981,5 milliards en 2022, en hausse de 14,2% par rapport à 2021. Il est principalement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et de ceux relatifs aux opérations sur titres et diverses, qui en représentent respectivement 61,7% et 33,6% contre 61,2% et 31,8% en 2021.

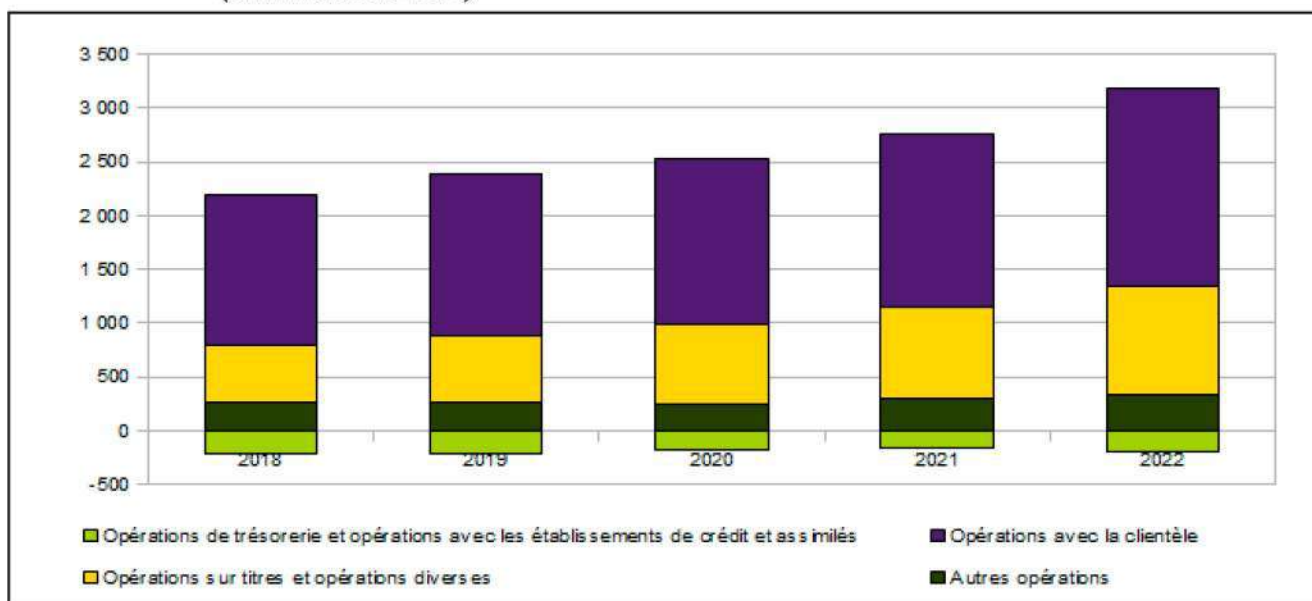
Les produits nets des opérations avec la clientèle ont progressé de 15,0% pour s'établir à 1 838,5 milliards en 2022 contre 1 598,9 milliards en 2021, soit une augmentation de 239,6 milliards.

Les produits nets des opérations sur titres et diverses dégagent une augmentation de 16,6% pour atteindre 1 002,9 milliards en 2022 contre 860,3 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 142,6 milliards.

Le résultat des opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés est ressorti déficitaire de 203,2 milliards en 2022 contre un déficit de 156,8 milliards un an plus tôt, en dégradation de 46,4 milliards (+29,6%).

S'agissant des revenus des autres opérations (change, prestations de services financiers et divers), ils se sont accrus de 46,1 milliards, soit 15,9%, en évoluant de 289,6 milliards en 2021 à 335,7 milliards en 2022.

Graphique n°24 : Évolution et décomposition du Produit Net Bancaire des établissements de crédit
(en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tirant profit de la croissance du PNB, le produit global d'exploitation a augmenté de 12,8% en passant de 2 740,8 milliards en 2021 à 3 091,1 milliards en 2022.

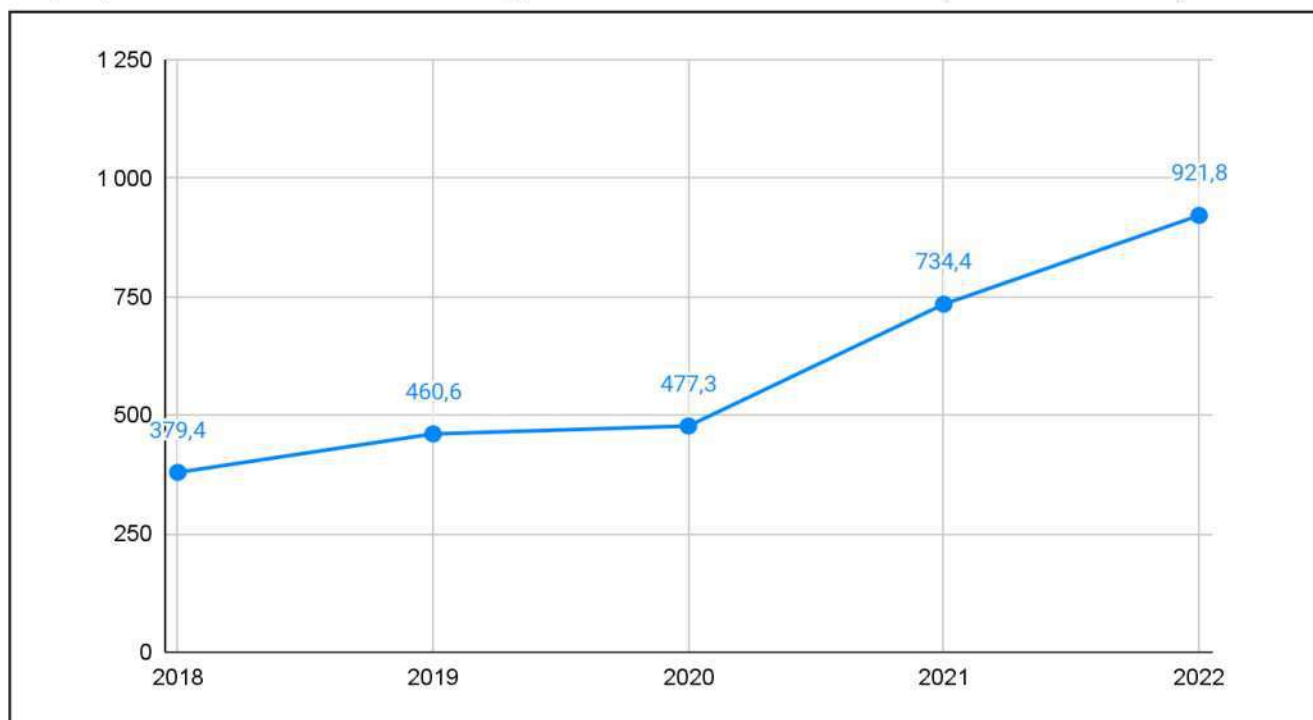
Le résultat brut d'exploitation a suivi la même tendance en se consolidant de 16,8% pour atteindre 1 324,9 milliards, en dépit d'une hausse de 8,6% des frais généraux.

Le résultat d'exploitation tenant compte du coût du risque s'est établi à 1 020,7 milliards à la fin de l'exercice 2022 contre 808,8 milliards un an plus tôt, soit une progression de 26,2%.

L'effort net de provisionnement s'est contracté à titre provisoire de 5,9 pdp pour se fixer à 23,7% à fin 2022 contre 29,6% en 2021.

L'activité bancaire dans l'UMOA est demeurée rentable, avec un résultat net global provisoire qui s'est accru de 25,5%, en se chiffrant à 921,8 milliards à fin 2022 contre 734,4 milliards à titre définitif en 2021. Il est ressorti bénéficiaire sur toutes les places bancaires de l'Union.

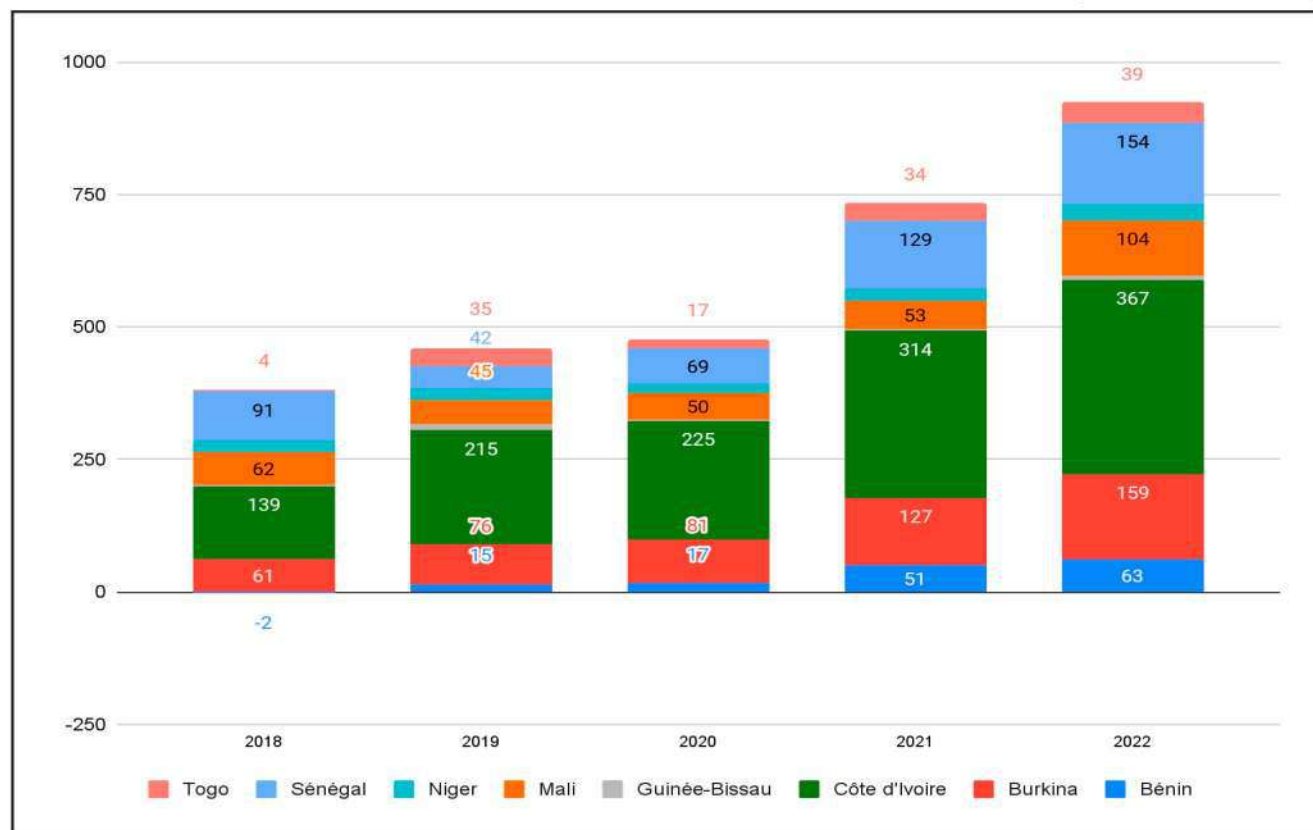
Graphique n°25 : Evolution du résultat net global des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le résultat net global est chiffré, par ordre d'importance, à 366,8 milliards en Côte d'Ivoire, 158,6 milliards au Burkina, 153,9 milliards au Sénégal, 104,4 milliards au Mali, 62,9 milliards au Bénin, 38,5 milliards au Togo, 28,6 milliards au Niger et 8,2 milliards en Guinée-Bissau.

Graphique n°26 : Evolution entre 2018 et 2022 du résultat net global par pays de l'UMOA (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

► Principaux ratios d'exploitation

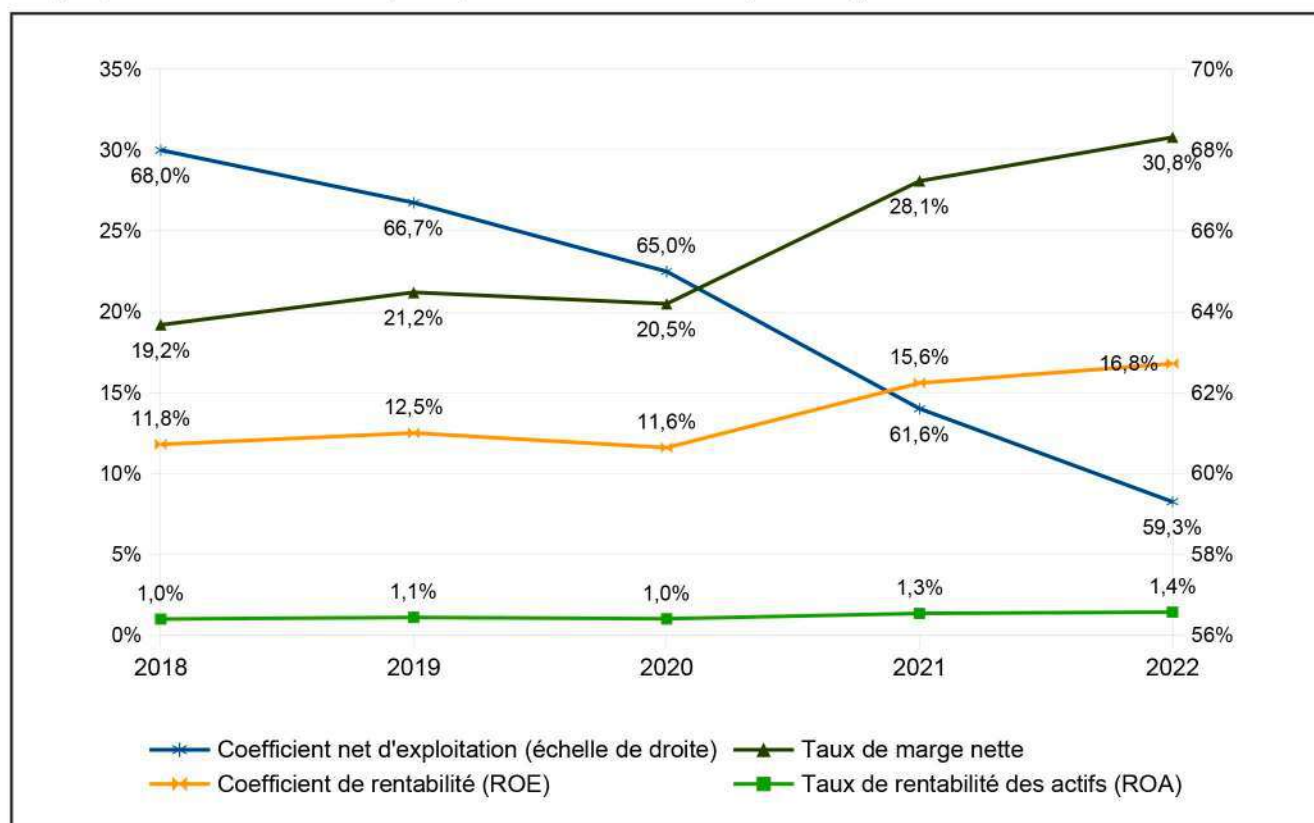
Le **coefficient net d'exploitation**, mesurant le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux, s'est contracté de 2,4 pdp, en glissement annuel, en passant de 61,6% en 2021 à 59,3% en 2022.

Le **taux de marge nette**, qui mesure la profitabilité en rapportant le résultat net au PNB, a augmenté de 2,8 pdp, pour atteindre 30,8% au 31 décembre 2022 contre 28,1% un an plus tôt.

Le **coefficient de rentabilité (ROE)**²³, qui renseigne sur le rendement des capitaux propres par rapport au résultat net, a progressé de 1,2 pdp en se hissant à 16,8% à fin 2022 contre 15,6% en 2021.

Le **taux de rentabilité des actifs (ROA)**²⁴, qui détermine le rapport entre le résultat net et le total des actifs, ressort à 1,4% au terme de l'exercice sous revue contre 1,3% un an auparavant.

Graphique n°27 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

23 - Return on Equity (ROE)

24 - Return on Assets (ROA)

Tableau n°14 : Situation résumée de l'activité des établissements de crédit (Montants en millions de FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	Variation (2022/2021)
EMPLOIS NETS (1+2)	41 135 023	46 732 878	56 297 909	20,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	24 555 348	27 453 986	32 881 902	19,8%
a) Crédits à court terme	13 195 110	12 939 016	16 029 144	23,9%
b) Crédits à moyen terme	9 075 270	11 544 473	13 761 083	19,2%
c) Crédits à long terme	1 007 447	1 518 904	1 775 180	16,9%
d) Opérations de location financement	231 239	317 986	353 192	11,1%
e) Crédits en souffrance	1 046 283	1 133 607	963 304	-15,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	16 579 675	19 278 893	23 416 007	21,5%
a) Titres de placement	10 569 859	12 400 814	14 656 681	18,2%
b) Immobilisations financières	281 150	259 224	306 852	18,4%
c) Autres immobilisations	4 548 546	5 365 545	6 790 841	26,6%
d) Divers	1 180 121	1 253 309	1 661 633	32,6%
RESSOURCES (1+2+3)	38 284 601	45 271 923	51 341 890	13,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	32 672 315	38 906 180	43 849 688	12,7%
a) A vue	17 811 400	21 775 751	25 156 403	15,5%
b) A terme	14 860 915	17 130 430	18 693 284	9,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	4 103 043	4 711 370	5 493 011	16,6%
a) Capital, dotations & réserves	3 816 266	4 423 596	5 153 376	16,5%
b) Autres	286 777	287 774	339 635	18,0%
3. AUTRES RESSOURCES	1 509 243	1 654 372	1 999 191	20,8%
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	-2 850 421	-1 460 956	-4 956 019	-239,2%
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-188 019	-156 754	-203 194	-29,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 529 294	1 598 924	1 838 490	15,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	740 352	860 342	1 002 942	16,6%
OPERATIONS DIVERSES	248 667	289 629	335 706	15,9%
DEDUCTION DES INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	24 227	18 462	7 587	-58,9%
1. PRODUIT NET BANCAIRE	2 330 294	2 610 603	2 981 531	14,2%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	102 064	130 197	109 596	-15,8%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	2 432 358	2 740 800	3 091 127	12,8%
FRAIS GENERAUX	-1 360 409	-1 455 563	-1 580 598	-8,6%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-152 052	-150 686	-185 621	-23,2%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	919 897	1 134 551	1 324 908	16,8%
DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	-408 104	-340 226	-317 806	6,6%
REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	22 494	14 425	13 627	-5,5%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	534 287	808 750	1 020 729	26,2%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	28 895	38 793	35 773	-7,8%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-85 888	-113 192	-134 683	-19,0%
5. RESULTAT	477 294	734 352	921 818	25,5%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau n°15 : Ratios caractéristiques des établissements de crédit

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	Variation (2022/2021)
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	11,6%	10,6%	8,4%	-2,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,3%	4,1%	2,9%	-1,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	66,1%	63,5%	67,0%	3,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX <i>Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes</i>	73,4%	70,5%	74,3%	3,8
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,1%	4,8%	4,8%	0
CCEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,0%	61,6%	59,3%	-2,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	43,3%	29,6%	23,7%	-5,9
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	20,5%	28,1%	30,9%	2,8
CCEFFICIENT DE RENTABILITE (Rentabilité des fonds propres) <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,6%	15,6%	16,8%	1,2
RENTABILITE DES ACTIFS <i>Résultat net / Total des actifs</i>	1,0%	1,3%	1,4%	0,1

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.2.1.3. Situation prudentielle des établissements de crédit

La situation prudentielle du système bancaire de l'Union, sur la base des données provisoires au 31 décembre 2022, présentée ci-après porte sur 125 assujettis²⁵, soit 110 banques et 15 établissements financiers à caractère bancaire.

► Normes de fonds propres

♦ Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base (T1)

Cette norme exige des établissements de crédit de l'UMOA qu'ils détiennent, à tout moment, des fonds propres de base (T1) au moins égaux au capital social minimum de 10 milliards pour les banques et 3 milliards pour les établissements financiers à caractère bancaire, fixé par le Conseil des Ministres de l'UMOA ou au montant indiqué dans la décision d'agrément.

Cent-douze (112) établissements de crédit sont conformes à ces seuils, soit 89,6% des assujettis concernés contre 84,7% au 31 décembre 2021. Ils totalisent 91,6% des actifs et 96,6% des risques pondérés du système bancaire contre 105 assujettis pour 90,9% et 94,9% en 2021.

♦ Ratio minimal (CET1)²⁶

Ce ratio mesure le rapport entre les fonds propres de base durs et les risques pondérés. Le seuil réglementaire est fixé, pour l'année 2022, à 7,50% contre 6,875% en 2021. Les fonds propres de base

durs représentent les fonds propres de meilleure qualité qui sont suffisamment stables pour absorber les pertes et permettre la continuité d'exploitation de l'établissement.

Cent-dix-sept (117) établissements de crédit, soit 93,6%, respectent cette norme. Ces assujettis totalisent 92,6% des actifs et 97,5% des risques pondérés du système bancaire contre 111 établissements de crédit en 2021 pour 91,2% et 94,7%.

♦ Ratio minimal (T1)²⁷

Cette norme, mesurée par les fonds propres de base (CET1) auxquels s'ajoutent les fonds propres de base additionnels (ou autres éléments de T1) rapportés aux risques pondérés, est fixée, pour l'année 2022, à 8,50%, contre 7,875% en 2021.

Ce ratio est respecté par 114 établissements de crédit, soit 91,2% des assujettis concernés qui totalisent 90,8% des actifs et 95,3% des risques pondérés du système bancaire contre 110 établissements de crédit pour 90,3% et 93,1% en 2021.

♦ Ratio de solvabilité total

Cet indicateur est déterminé par les fonds propres effectifs²⁸ rapportés aux risques pondérés, le seuil de cet indicateur est fixé pour l'année 2022, à 11,25% contre 10,375% en 2021.

Au 31 décembre 2022, les fonds propres effectifs et les risques pondérés se sont établis respectivement à 4 383,5 milliards et 32 944,9 milliards contre 3 697,4 milliards et 29 361,8 milliards en 2021.

Tableau n°16 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio minimal de solvabilité

Tranches	Nombre d'établissements de crédit	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
≥ 11,25%	114	91,3%	95,2%
dont ≥ 11,5% ²⁹	113	90,8%	95,5%
< 11,25%	11	8,7%	4,8%
TOTAL	125	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, 114 établissements de crédit respectaient la norme de solvabilité à fin décembre 2022. Ces assujettis totalisent 91,3% des actifs bancaires et 95,2% des risques pondérés contre 108 établissements de crédit pour 89,3% et 91,5% en 2021.

25 - La situation prudentielle des succursales est incluse dans les déclarations des filiales correspondantes.

26 - CET1 : Common Equity Tier one ou Fonds propres de base durs

27 - (T1) : Tier One ou Fonds Propres de Base 28 - Return on Assets (ROA)

28 - Les fonds propres utilisés pour le calcul du ratio de solvabilité total sont les fonds propres effectifs obtenus par la somme des fonds propres de base (T1) et les fonds propres complémentaires (T2).

29 - Ratio cible au terme de la période transitoire du dispositif prudentiel en 2023

A fin décembre 2022, le ratio de solvabilité total est ressorti à 13,3% dans l'Union, au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 11,25% pour 2022 et à 11,5% au terme de la période transitoire du dispositif prudentiel.

Par pays, il se présente comme suit :

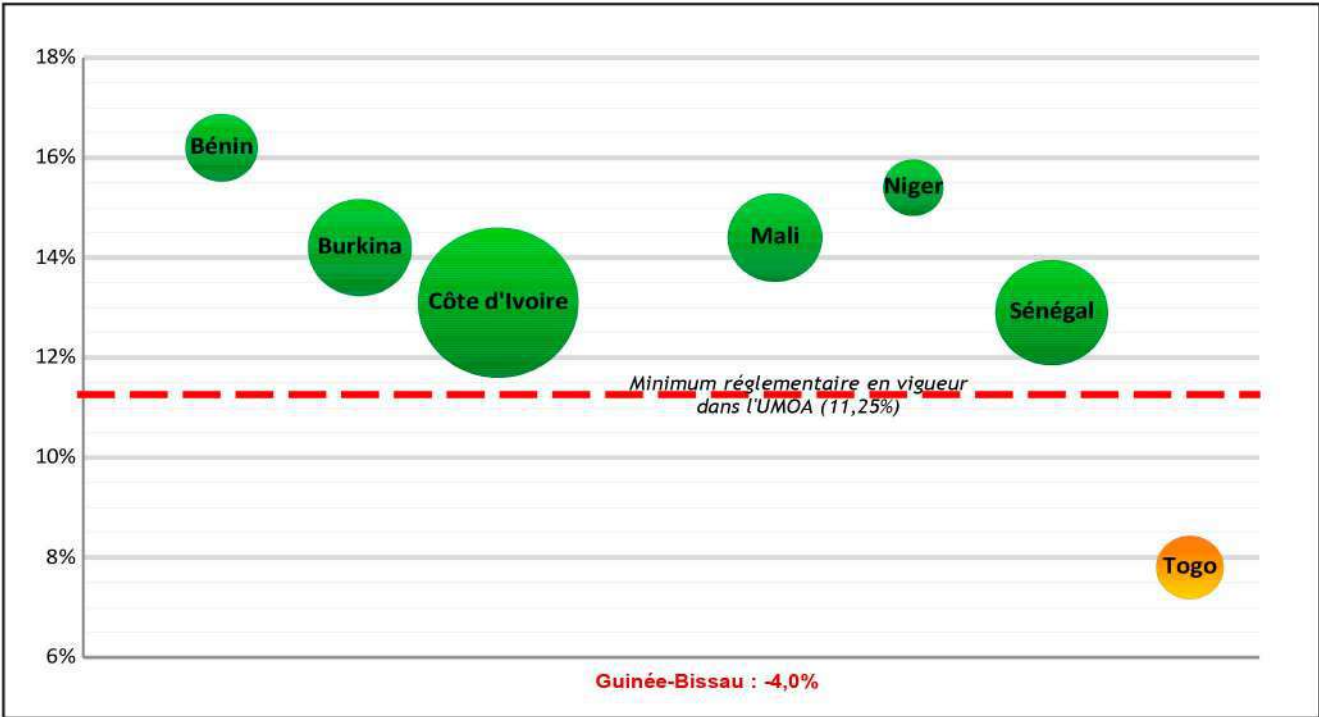
Tableau n°17 : Ratio minimal de solvabilité des établissements de crédit par pays et UMOA

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
16,2%	14,2%	13,1%	-4,0%	14,4%	15,4%	12,9%	7,8%	13,3%

(*) Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est lié à la situation prudentielle d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important sur la place bancaire nationale.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique n°28 : Ratio de solvabilité des établissements de crédit en fonction des risques pondérés



La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés.
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

♦ Norme de division des risques

La norme de division des risques, mesurée par le total des actifs pondérés en fonction des risques sur un client ou un groupe de clients liés rapportés aux fonds propres de base (T1), est retenue, pour 2022, à 35% au plus contre 45% en 2021. Elle mesure le risque de concentration sur la clientèle ou encore les « grands risques »³⁰.

Au 31 décembre 2022, 85 établissements de crédit, soit 73,3% des assujettis, concentrant 70,6% des actifs et 74,9% des risques pondérés, respectent la norme de division des risques contre 76 établissements de crédit qui pesaient 69,3% et 71,0% en 2021.

♦ Ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif de maîtriser la croissance du bilan d'un établissement, au regard de ses fonds propres et de limiter l'accumulation de l'effet de levier dans le secteur bancaire. Il est mesuré par les fonds propres de base (T1) rapportés à l'exposition totale (bilan et hors-bilan). La norme minimale est fixée à 3%.

Au 31 décembre 2022, l'exposition totale est évaluée à 65 354,0 milliards. Il en résulte un ratio de levier de 6,3% contre 6,4% en 2021. Cent-treize (113) établissements de crédit, détenant 90,4% des actifs et 94,9% des risques pondérés, respectent la norme de levier contre 108 établissements de crédit pour 89,0% et 93,9% en 2021.

30 - La notion de « grand risque » représente un client ou un groupe de clients liés dont la somme de ses actifs pondérés en fonction du risque de crédit atteint au moins 10% des fonds propres de base (T1) d'un établissement.

Tableau n°18 : Ratio de levier par pays et UMOA

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
5,4%	6,9%	6,5%	-2,0%	7,6%	8,8%	6,2%	2,7%	6,3%

(*) Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est en rapport avec la situation prudentielle d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important dans le système bancaire national.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

► Autres normes prudentielles

♦ Limites individuelle et globale sur les participations dans des entités commerciales

Au 31 décembre 2022, 115 établissements de crédit sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital de ces entreprises. Ils représentent 89,3% des actifs et 94,4% des risques pondérés contre 104 établissements de crédit pour 82,6% et 87,7% en 2021.

De même, 115 établissements de crédit respectent la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base (T1) de l'établissement. Ils représentent 92,3% des actifs et 97,1% des risques pondérés contre 112 établissements de crédit pour 91,5% et 95,8% en 2021.

En outre, 125 établissements de crédit respectent la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement. Ils représentent 94,8% des actifs et 100% des risques pondérés contre 123 établissements de crédit pour 95,1% des actifs et 100% en 2021.

♦ Limite sur les immobilisations hors exploitation

A fin 2022, 101 établissements de crédit, dont l'activité représente 82,4% des actifs et 86,8% des risques pondérés, respectent la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base (T1) contre 94 établissements de crédit pour 79,1% et 82,0% en 2021.

♦ Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations

Au 31 décembre 2022, 114 assujettis, concentrant 91,6% des actifs et 96,5% des risques pondérés, respectent la norme limitant le total des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base (T1) contre 110 établissements de crédit pour 91,0% et 95,3% en 2021.

♦ Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Cent-dix (110) établissements de crédit, détenant 90,0% des actifs et 94,1% des risques pondérés, respectent la norme, qui limite le cumul des prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel à 20% des fonds propres effectifs contre 104 établissements de crédit pour 86,4% et 89,5% en 2021.

♦ Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

Au terme de la période sous revue, 105 entités, représentant 82,9% des actifs et 89,3% des risques pondérés, sont conformes à cette exigence contre 95 établissements de crédit pour 79,1% et 83,3% en 2021.

♦ Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques de liquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des établissements de crédit des disponibilités ou des emplois, dont la durée résiduelle n'excède pas trois (3) mois, suffisants pour couvrir, à concurrence d'au moins 50% leurs exigences de même maturité.

Au 31 décembre 2022, 110 établissements de crédit, concentrant 85,7% des actifs et 91,1% des risques pondérés, satisfaisaient à cette exigence contre 102 établissements de crédit pour 84,7% et 89,8% en 2021. Concernant les établissements financiers à caractère bancaire, ce ratio s'applique uniquement à ceux qui reçoivent des fonds du public.

Tableau n°19 : Coefficient de liquidité par pays et UMOA

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
113,4%	111,0%	105,1%	113,5%	105,1%	102,5%	106,8%	107,8%	107,3%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A fin 2022, le coefficient de liquidité est ressorti à 107,3% contre 109,1% un an plus tôt.

Il convient de préciser que le dispositif prudentiel, entré en vigueur en janvier 2018, prévoit un ratio de liquidité à court terme (RLCT) et un ratio de liquidité à long terme (RLLT).

Ces ratios seront mis en œuvre progressivement sur la base des dispositions transitoires prises par le régulateur.

► **Synthèse de la situation prudentielle des établissements de crédit**

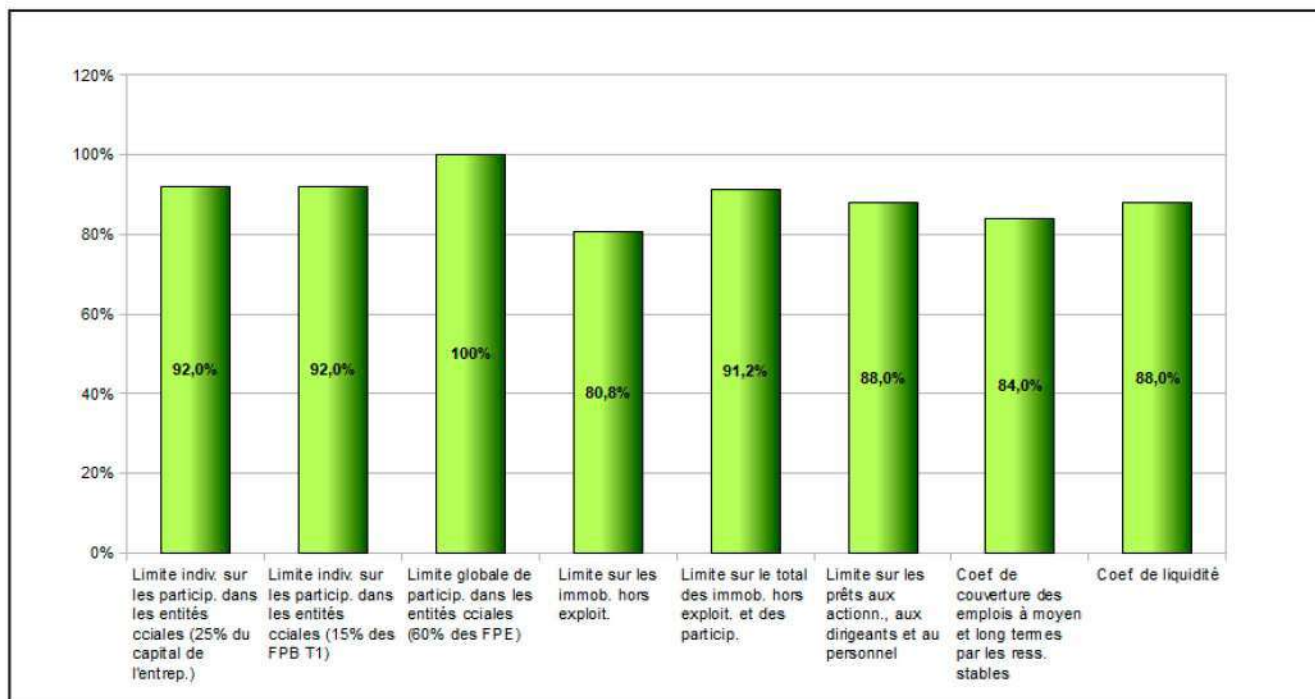
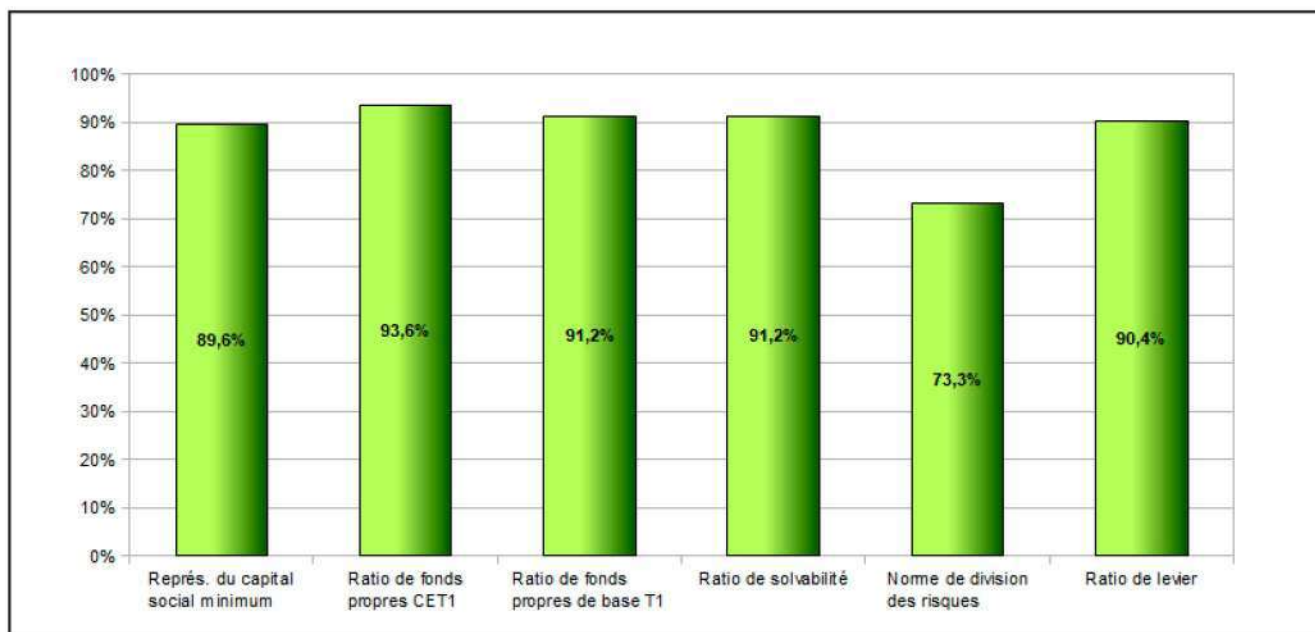
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les établissements de crédit en activité dans l'Union à fin décembre 2022.

Tableau n°20 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel au 31 décembre 2022

	Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base T1	Normes de solvabilité			Norme de division des risques	Ratio de levier	Autres normes prudentielles							
		Ratio de fonds propres (CET1)	Ratio de fonds propres de base (T1)	Ratio de solvabilité total			Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (25% capital de l'entrep.)	Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (15% des fonds propres de base (T1))	Limite globale de particip. dans les entités comm. (60% des fonds propres effectifs)	Limite sur les immob. hors exploitation	Limite sur le total des immob. hors exploit. et particip.	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants, et au pers.	Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables	Coefficient de liquidité (≥ 50%)
Bénin (13)	12	13	11	12	10	11	13	13	13	11	12	13	11	11
Burkina (16)	16	16	16	15	13	15	16	16	16	15	16	16	15	15
Côte d'Ivoire (27)	25	25	25	25	18	25	25	25	27	25	25	25	24	23
Guinée-Bissau (3)	2	2	2	2	1	2	2	2	3	1	2	2	2	3
Mali (15)	14	15	14	14	9	14	15	15	15	9	14	14	15	15
Niger (12)	11	12	12	12	9	12	12	11	12	9	12	11	7	7
Sénégal (25)	21	23	23	23	16	24	22	22	25	21	23	19	20	23
Togo (14)	11	11	11	11	9	10	11	11	14	10	10	10	11	13
UMOA (125)	112	117	114	114	85	113	115	115	125	101	114	110	105	110

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique n°29 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel au 31 décembre 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.2.1.4. Activités et rentabilité des EBIS nationaux

Les 28 EBIS nationaux, représentant 42,7% de l'ensemble des actifs bancaires de l'UMOA, affichent un total de bilan de 27 433,8 milliards, en hausse de 23,8% par rapport à 2021.

Tableau n°21 : Répartition des EBIS nationaux à fin 2022

Pays	Nombre d'EBIS	Total bilan (millions FCFA)	Part de marché local	Poids de marché dans l'Union	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs
Bénin	4	2 611,8	44,0%	4,1%	116	186	1 841 652	1 517
Burkina	3	4 414,7	47,4%	6,9%	148	247	1 502 042	1 700
Côte d'Ivoire	4	8 126,1	37,7%	12,6%	206	256	1 746 372	2 985
Guinée-Bissau	2	203,8	41,6%	0,3%	20	56	114 978	302
Mali	4	4 283,7	58,3%	6,7%	264	307	1 386 170	1 808
Niger	3	1 221,0	46,4%	1,9%	52	31	585 727	900
Sénégal	4	4 046,3	33,0%	6,3%	176	295	981 125	2 596
Togo	4	2 526,5	53,3%	3,9%	116	217	712 239	1 148
UMOA	28	27 433,8	42,7%	42,7%	1 098	1 595	8 870 305	12 956

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les EBIS nationaux concentrent 22,6% des guichets, contrôlent 43,3% des GAB, détiennent 45,1% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 34,5% des effectifs du système bancaire de l'UMOA.

Leurs ressources et emplois représentent respectivement 43,7% et 43,1% de ceux du système bancaire de l'UMOA. Ces EBIS nationaux constituent 43,5% des dépôts et 43,0% des crédits du système bancaire de l'UMOA. Ils contribuent à hauteur de 53,2% au résultat net global provisoire de l'UMOA.

Au 31 décembre 2022, l'encours des créances en souffrance brutes des EBIS nationaux a baissé de 35,8 milliards (-2,8%). Il s'est établi à 1 254,4 milliards à fin décembre 2022 contre 1 290,1 milliards un an plus tôt. Il représente 43,0% de l'encours des créances en souffrance brutes du système bancaire de l'UMOA.

En tenant compte des provisions opérées à hauteur de 934,0 milliards, en hausse de 6,2 milliards (+0,7%) et représentant 47,8% de la constitution des provisions au niveau de l'Union, les créances en souffrance nettes des EBIS nationaux ressortent à 320,4 milliards au

terme de la période sous revue contre 337,6 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 17,1 milliards (-5,1%).

Le taux brut de dégradation du portefeuille des EBIS nationaux s'est établi à 8,3% à fin 2022 contre 10,1% un an plus tôt, en amélioration de 1,9 pdp. Leur taux net s'est situé à 2,3% en 2022 contre 3,1% un an plus tôt.

Le taux de provisionnement affiche 74,5% à fin décembre 2022, en progression de 1,6 pdp comparativement à la même période de l'année précédente.

Le déficit de trésorerie des EBIS nationaux s'est accentué en passant de -67,1 milliards au 31 décembre 2021 à -1 793,9 milliards à fin 2022.

Le résultat net global provisoire des EBIS s'est accru de 43,8%, en se chiffrant à 490,1 milliards à fin 2022 contre 340,8 milliards en 2021. Ainsi, en 2022, les 28 EBIS nationaux ont réalisé 53,2% du bénéfice net provisoire du système bancaire de l'UMOA.

Tableau n°22 : Part des EBIS nationaux dans le système bancaire de l'UMOA, par indicateur et par pays à fin 2022

Pays	Emplois	Crédits	Ressources	Dépôts	Résultat net provisoire
Bénin	43,5%	45,1%	45,0%	44,6%	49,0%
Burkina	47,1%	46,8%	48,8%	49,5%	59,7%
Côte d'Ivoire	38,2%	39,1%	38,6%	38,1%	43,7%
Guinée-Bissau	39,5%	42,5%	51,1%	56,6%	54,7%
Mali	58,2%	59,3%	60,0%	59,4%	81,8%
Niger	47,2%	44,8%	47,2%	48,6%	73,0%
Sénégal	32,9%	32,8%	34,6%	34,2%	48,2%
Togo	56,2%	55,6%	55,4%	56,6%	50,7%
UMOA	43,1%	43,0%	43,7%	43,5%	53,2%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le coefficient net d'exploitation des EBIS a baissé de 4,6 pdp, en glissement annuel, en passant de 56,4% en 2021 à 51,8% en 2022.

Le taux de marge nette a augmenté de 5,1 pdp, pour atteindre 35,2% au 31 décembre 2022 contre 30,1% un an plus tôt.

Le coefficient de rentabilité (ROE) a progressé de 1,5 pdp en se hissant à 19,3% à fin 2022 contre 17,8% en 2021.

Le taux de rentabilité des actifs (ROA) est ressorti à 1,8% au terme de l'exercice sous revue contre 1,5% en 2021, en amélioration de 0,3 pdp.

5.2.1.5. Situation prudentielle des EBIS nationaux

► Normes de fonds propres

♦ Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base (T1)

Vingt-six (26) EBIS nationaux sont conformes aux seuils de la représentation du capital social minimum par les fonds propres de base (T1), soit 92,9% de ces assujettis contre 23 représentant 88,5% au 31 décembre 2021.

♦ Ratio de fonds propres de base durs (CET1)

Vingt-cinq (25) EBIS nationaux, soit 89,3%, respectent le ratio de fonds propres de base durs CET1 contre 22 assujettis, soit 84,6%, en 2021.

Cinq (5) EBIS régionaux sur 6 sont conformes à cette norme contre la totalité de ces entités en 2021.

♦ Ratio de fonds propres de base (T1)

Le ratio de fonds de base (T1) est respecté par 24 EBIS nationaux, soit 85,7% de ces assujettis contre 22, soit 84,6%, en 2021.

Cinq (5) EBIS régionaux sont conformes à cette norme, contre à l'ensemble de ces assujettis en 2021.

♦ Ratio de solvabilité total

Au 31 décembre 2022, les fonds propres effectifs et les risques pondérés des EBIS nationaux se sont établis respectivement à 2 052,4 milliards et 16 057,9 milliards contre 1 496,8 milliards et 12 907,3 milliards en 2021.

Tableau n°23 : Répartition des EBIS nationaux selon le ratio minimal de solvabilité

Tranches	Nombre d'EBIS nationaux	Proportion
≥ 11,25%	25	89,3%
dont ≥ 11,5%	25	89,3%
< 11,25%	3	10,7%
TOTAL	28	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Vingt-cinq (25) respectent la norme de solvabilité à fin décembre 2022 contre 22 en 2021.

A fin décembre 2022, le ratio de solvabilité total des EBIS nationaux est ressorti à 12,8% contre 11,6% en 2021, au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 11,25% pour 2022 et à la limite de 11,5% au terme de la période transitoire du dispositif prudentiel.

Le ratio de solvabilité des EBIS régionaux s'est établi à 12,8% contre 12,9% en 2021, soit au-delà de la norme de 12,5% qui serait requise au terme de la période transitoire d'application du coussin systémique pour ces entités (11,5% + 1% de surcharge). La norme de solvabilité est respectée par 5 EBIS régionaux contre 6 de ces assujettis en 2021.

♦ Norme de division des risques

Au 31 décembre 2022, 17 EBIS nationaux, soit 60,7% des assujettis respectent la norme de division des risques contre 18 en 2021 représentant 69,2% des établissements.

Cinq (5) EBIS régionaux sont conformes à la norme de division des risques, comme en 2021.

♦ Ratio de levier

A fin 2022, l'exposition totale des EBIS nationaux est évaluée à 30 898,3 milliards. Il en résulte un ratio de levier de 6,3% contre 6,1% en 2021. Vingt-quatre (24) EBIS nationaux, soit 85,7%, respectent la norme de levier contre 22, soit 84,6%, en 2021.

Cinq (5) EBIS régionaux sont conformes à cette norme contre l'ensemble de ces entités en 2021.

► Autres normes prudentielles

♦ Limites individuelle et globale sur les participations dans des entités commerciales

Au 31 décembre 2022, 24 EBIS nationaux, soit 85,7% de ces entités, sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital de ces entreprises contre 19 en 2021. Cette norme est respectée par 5 EBIS régionaux.

En revanche, 25 EBIS nationaux, 89,3% de ces assujettis, respectent la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base (T1) de l'établissement contre 22 EBIS nationaux, soit 84,6%, en 2021. L'ensemble des EBIS régionaux respecte cette limite.

En outre, l'ensemble des EBIS nationaux respectent la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement tout comme en 2021. S'agissant des EBIS régionaux, 2 de ces entités respectent cette limite.

♦ Limite sur les immobilisations hors exploitation

A fin 2022, 21 EBIS nationaux, soit 75,0% de ces assujettis, respectent la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base (T1) contre 20, soit 76,9% en 2021.

L'ensemble des EBIS régionaux respecte cette limite au 31 décembre 2022.

♦ Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations

Au 31 décembre 2022, 25 assujettis, soit 89,3% de cette catégorie d'établissements, respectent la norme limitant le total des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base (T1) contre 23, soit 88,5%, en 2021.

L'ensemble des EBS régionaux est conforme à cette norme, tout comme en 2021.

♦ Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Vingt-quatre (24) EBS nationaux, soit 85,7% de ces entités, respectent la norme, qui limite le cumul des prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel à 20% des fonds propres effectifs contre 20 assujettis, soit 76,9%, en 2021.

Cinq (5) EBS régionaux sont conformes à cette norme contre l'ensemble de ces entités en 2021.

♦ Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables

Au terme de la période sous revue, 22 entités, représentant 78,6% des assujettis, sont conformes à la norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés, par des ressources stables contre 19 assujettis, soit 73,1%, en 2021.

Deux (2) EBS régionaux respectent cette norme au terme de la période sous revue contre 4 en 2021.

♦ Coefficient de liquidité

Au 31 décembre 2022, 24 EBS nationaux, soit 85,7% de ces entités, satisfont au coefficient de liquidité contre 22 établissements, soit 84,6%, en 2021.

Deux (2) EBS régionaux respectent cette norme au terme de la période sous revue contre 4 en 2021.

► Synthèse de la situation prudentielle des EBS nationaux

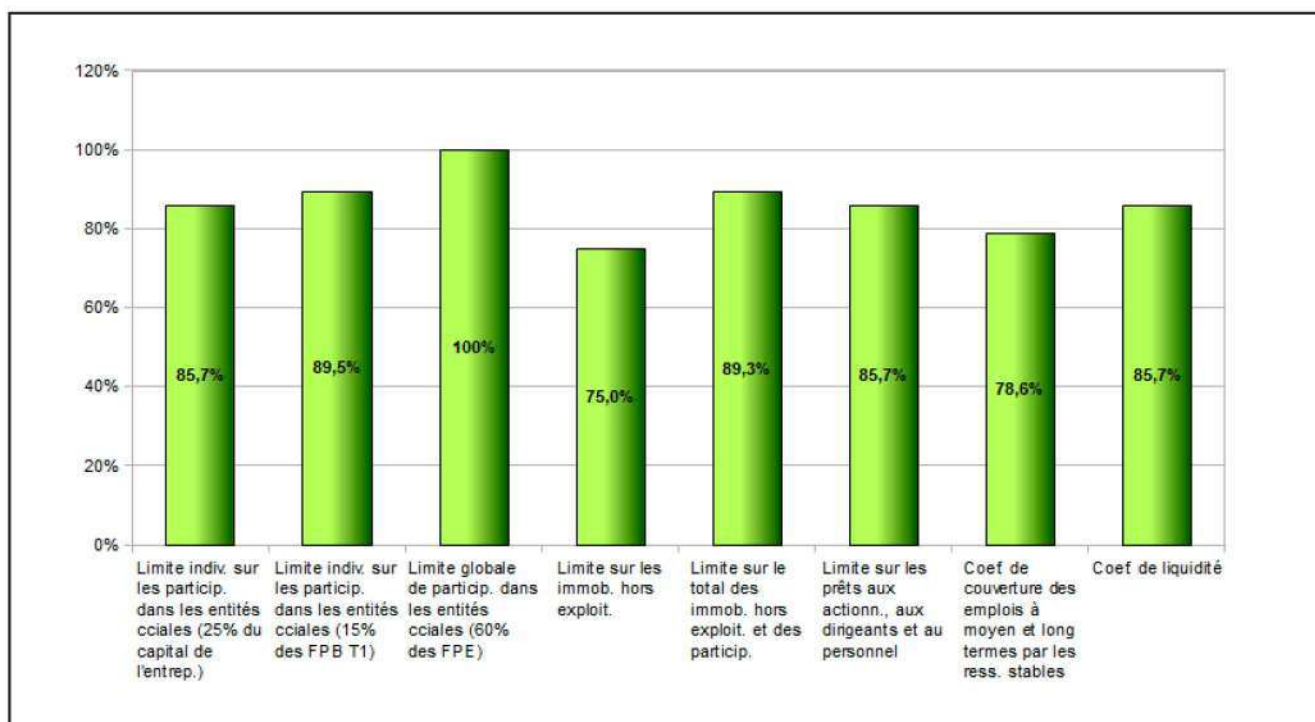
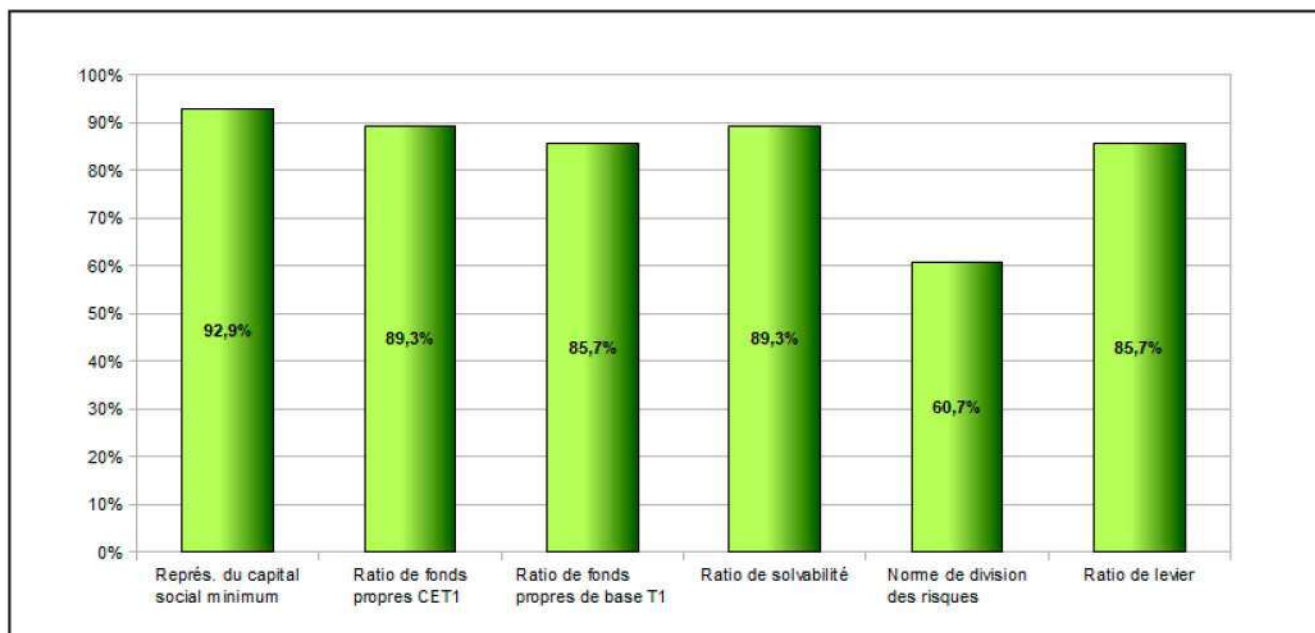
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les EBS nationaux à fin décembre 2022.

Tableau n°24 : Nombre d'EBIS nationaux conformes au dispositif prudentiel au 31 décembre 2022

	Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base T1	Normes de solvabilité			Norme de division des risques	Ratio de levier	Autres normes prudentielles							
		Ratio de fonds propres (CET1)	Ratio de fonds propres de base (T1)	Ratio de solvabilité total			Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (25% capital de l'entrep.)	Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (15% des fonds propres de base (T1))	Limite globale de particip. dans les entités comm. (60% des fonds propres effectifs)	Limite sur les immob. hors exploitation	Limite sur le total des immob. hors exploit. et particip.	Limite sur les prêts aux actionnaires, s. aux dirigeants, et au pers.	Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables	Coefficient de liquidité (≥ 50%)
	4	4	3	4	3	3	4	4	4	3	4	4	3	3
Bénin (4)														
Burkina (3)	3	3	3	3	3	3	2	3	3	3	3	3	3	3
	4	4	4	4	3	4	4	4	4	4	4	4	3	4
Côte d'Ivoire (4)														
1	1	1	1	1	0	1	1	1	2	1	1	1	1	2
Guinée-Bissau (2)														
4	4	4	4	4	2	4	4	4	4	2	4	4	4	4
Mali (4)														
	3	3	3	3	2	3	3	3	3	3	3	3	1	1
Niger (3)														
4	4	3	3	3	2	3	3	3	4	2	3	2	3	3
Sénégal (4)														
3	3	3	3	3	2	3	3	3	4	3	3	3	4	4
Togo (4)														
26	25	24	25	25	17	24	24	25	28	21	25	24	22	24
UNMOA (28)														

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique n°30 : Proportion des EBIS nationaux conformes au dispositif prudentiel au 31 décembre 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.2.2. Compagnies financières

5.2.2.1. Paysage des compagnies financières

Au 31 décembre 2022, l'Union comptait 19 compagnies financières, à l'instar de 2021. Elles sont réparties comme suit.

Tableau n°25 : Nombre de compagnies financières

Pays	Compagnies financières holding	Compagnies financières holding intermédiaires	Total
Bénin	-	-	-
Burkina	2	-	2
Côte d'Ivoire	7	3	10
Guinée-Bissau	-	-	-
Mali	-	-	-
Niger	-	-	-
Sénégal	2	1	3
Togo	4	-	4
UMOA	15	4	19

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.2.2.2. Activités et rentabilité des compagnies financières

Les activités et résultats des compagnies financières au 31 décembre 2022 ont été analysés sur la base des déclarations de 17 assujettis³¹, représentant 89,5% de la population cible.

Sur la base des données consolidées des compagnies financières, ces entités ont affiché un total du bilan de 50 898,9 milliards à fin 2022, en hausse de 16,3% par rapport à 2021.

Tableau n°26 : Principaux indicateurs des compagnies financières à fin décembre 2022 (en milliards de FCFA)

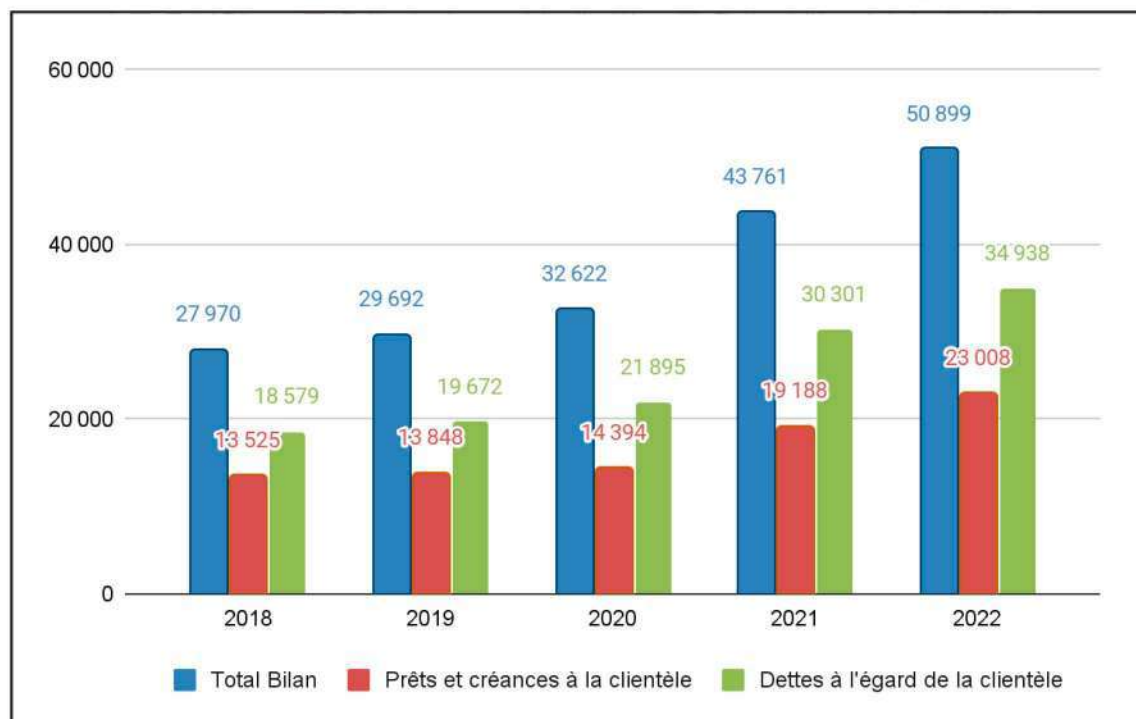
Pays	Total du bilan		Prêts et créances		Dettes		Produit Net Bancaire		Résultat	
	Niveau	%	Niveau	%	Niveau	%	Niveau	%	Niveau	%
Burkina	6 875,4	13,5%	3 294,3	14,3%	4 242,4	12,1%	306,6	11,1%	78,6	14,9%
Côte d'Ivoire	18 482,7	36,3%	9 199,1	40,0%	12 889,8	36,9%	975,4	35,2%	187,1	35,4%
Sénégal	2 420,9	4,8%	1 212,2	5,3%	1 460,2	4,2%	105,4	3,8%	19,7	3,7%
Togo	23 119,9	45,4%	9 302,1	40,4%	16 345,9	46,8%	1 383,0	49,9%	243,7	46,1%
UMOA	50 898,9	100%	23 007,7	100%	34 938,2	100%	2 770,3	100%	529,1	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les prêts et créances à la clientèle de ces entités se sont établies à 23 007,7 milliards à fin 2022, en progression annuelle de 19,9%. Les dettes à l'égard de la clientèle, quant à elles, se sont accrues de 15,3% pour se chiffrer à 34 938,2 milliards au 31 décembre 2022.

31 - Standard Holdings Côte d'Ivoire et Tamweel Africa Holding n'ont pas transmis leurs déclarations au 31 décembre 2022. Le poids en termes de total de bilan dans l'UMOA, des filiales détenues par ces entités, représente 1,4%.

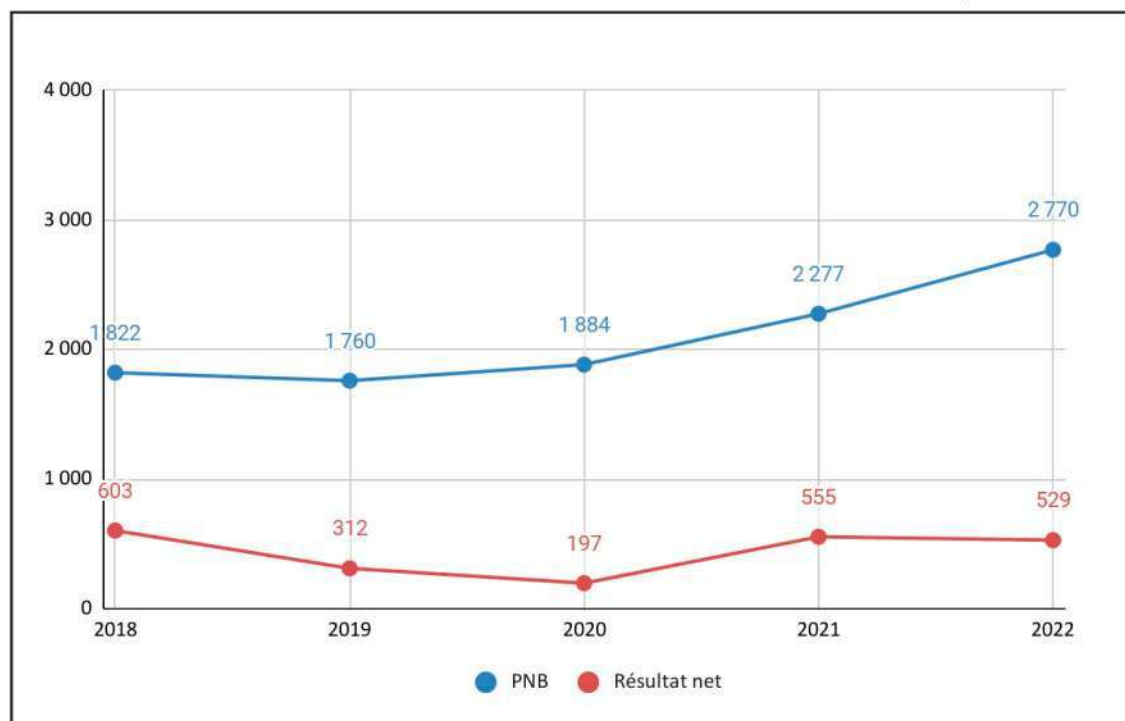
Graphique n°31 : Activités des compagnies financières (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le PNB est ressorti à 2 770,3 milliards contre 2 276,7 milliards un an plus tôt, en hausse de 21,7%. Le résultat net provisoire des compagnies financières a baissé de 4,7% en affichant 529,1 milliards contre 555,3 milliards en 2021.

Graphique n°32 : Evolution du PNB et du Résultat des compagnies financières (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.2.2.3. Activités et rentabilité des EBIS régionaux

Sur les compagnies financières opérant dans l'UMOA, six (6) sont des EBIS régionaux, comme en 2021. Au cours de la période sous revue, ces EBIS régionaux affichent un total de bilan de 37 306,7 milliards, en hausse de 11,7% par rapport à 2021 et représentant 73,3% de l'ensemble des actifs des compagnies

financières contre 76,3% en 2021. Pour leur part, les prêts et créances à la clientèle ainsi que les dettes à l'égard de la clientèle se situent respectivement à 16 614,0 milliards et 26 471,6 milliards, en accroissement, en rythme annuel, de 16,2% et 11,3%. Ils représentent respectivement 72,2% et 75,8% de ceux de l'ensemble des compagnies financières contre 74,5% et 78,5% en 2021.

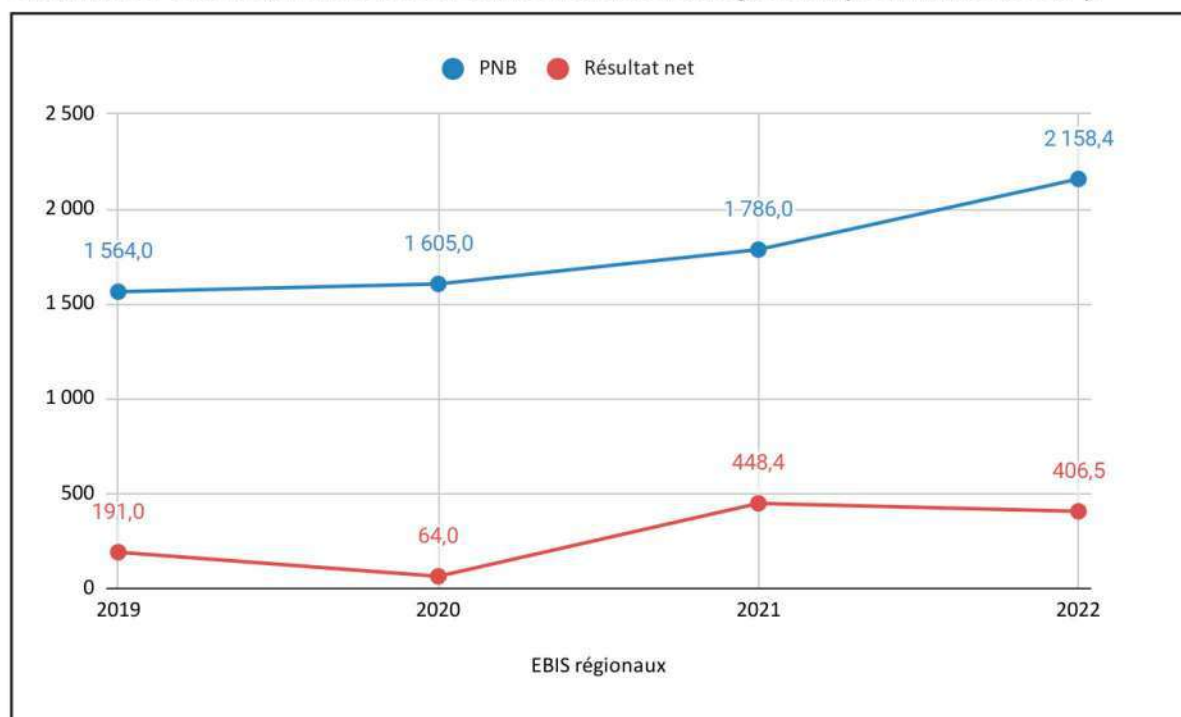
Tableau n°27 : Poids des EBIS régionaux dans l'activité des compagnies financières par indicateur dans l'UMOA

EBIS régionaux	2019	2020	2021	2022
Total Bilan	86,8%	81,0%	76,3%	73,3%
Prêts et créances à la clientèle	83,4%	77,3%	74,5%	72,2%
Dettes à l'égard de la clientèle	87,1%	82,7%	78,5%	75,8%
Produit net bancaire	88,9%	85,2%	78,4%	77,9%
Résultat net	85,4%	67,6%	80,8%	76,8%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les EBIS régionaux ont réalisé un résultat net global provisoire de 406,5 milliards contre 448,4 milliards en 2021, en baisse de 9,3% l'an. Cet excédent représente 76,8% de celui de l'ensemble des compagnies financières contre 80,8% un an plus tôt.

Graphique n°33 : Evolution du PNB et du Résultat des EBIS régionaux (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.2.2.4. Situation prudentielle des compagnies financières

Sur la base des données prudentielles provisoires reçues de 17 compagnies financières déclarantes à la clôture de l'exercice 2022, la situation prudentielle se présente comme suit.

5.2.2.4.1. Normes de fonds propres

♦ Ratio de fonds propres de base durs (CET1)

Ce ratio est respecté par 14 compagnies financières, soit 82,4% des entités déclarantes contre 93,3% en 2021. Elles représentent 86,6% des actifs et 78,6% des risques pondérés.

♦ Ratio de fonds propres de base (T1)

Cette norme est respectée par 12 compagnies financières, soit 70,6% des entités déclarantes contre 80,0% en 2021. Ces entités conformes totalisent 85,4% des actifs et 77,6% des risques pondérés.

♦ Ratio de solvabilité total

Au 31 décembre 2022, les fonds propres effectifs et les risques pondérés des compagnies financières se sont établis respectivement à 1 952,2 milliards et 16 066,0 milliards.

Tableau n°28 : Répartition des compagnies financières selon le seuil du ratio de solvabilité

Tranches	Nombre de compagnies financières	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
≥ 11,25%	13	85,9%	78,1%
< 11,25%	4	14,1%	21,9%
TOTAL	17	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Treize (13) compagnies financières, soit 76,5% des assujettis contre 86,7% en 2021, respectent la principale norme de solvabilité fixée à 11,25% pour l'année 2022. Ces entités totalisent 85,9% des actifs bancaires et 78,1% des risques pondérés.

A la même date, le ratio de solvabilité total est ressorti à 12,2% contre 12,8% en 2021.

♦ Norme de division des risques

La norme de division des risques, qui mesure la concentration des grands risques, est respectée par 15 compagnies financières, soit 88,2% des assujettis contre 80,0% en 2021.

♦ Ratio de levier

Le ratio de levier, mesuré par les fonds propres de base (T1) rapportés à l'exposition totale (bilan et hors-bilan) et dont la norme minimale est fixée à 3%, est respecté par 12 compagnies financières, soit 70,6% des déclarants, représentant 85,4% des actifs et 77,6% des risques pondérés.

L'exposition totale des compagnies financières est estimée à 48 425,5 milliards, induisant un ratio de levier de 3,5% contre 37 571,6 milliards pour un ratio de 6,4% en 2021.

L'exposition totale des EBI régionaux est évaluée à 37 563,5 milliards, induisant un ratio de levier de 3,2% contre 29 902,0 milliards pour 6,4% en 2021.

5.2.2.4.2. Autres normes prudentielles

♦ Limite individuelle et globale sur les participations dans les entités commerciales

Au 31 décembre 2022, 16 compagnies financières, qui représentent 90,1% des actifs et 83,8% des risques pondérés contre 13 en 2021, sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital des entreprises. L'ensemble des compagnies financières contre 14 en 2021, sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base (T1) de l'établissement.

Dix (10) compagnies financières, contrairement à l'ensemble de ces entités respectent la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement. Elles représentent 71,2% des actifs et 64,7% des risques pondérés.

♦ Limite sur les immobilisations hors exploitation

A fin 2022, l'ensemble des compagnies financières déclarantes, tout en compte en 2021, respecte la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base.

❖ **Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations**

Au 31 décembre 2022, l'ensemble des assujettis contre 13 en 2021, respectent la norme limitant le total des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base (T1).

❖ **Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel**

En 2022, 16 compagnies financières, représentant 90,1% des actifs et 83,8% des risques pondérés, respectent la norme qui limite le cumul des prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel à 20% des fonds propres effectifs.

❖ **Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables**

Au 31 décembre 2022, 7 compagnies financières, représentant 24,4% des actifs et 40,1% des risques pondérés, sont conformes à cette exigence.

❖ **Coefficient de liquidité**

Au 31 décembre 2022, 9 compagnies financières, concentrant 56,3% des actifs et 56,3% des risques pondérés, satisfaisaient à cette exigence.

5.2.2.4.3. Synthèse de la situation prudentielle des compagnies financières

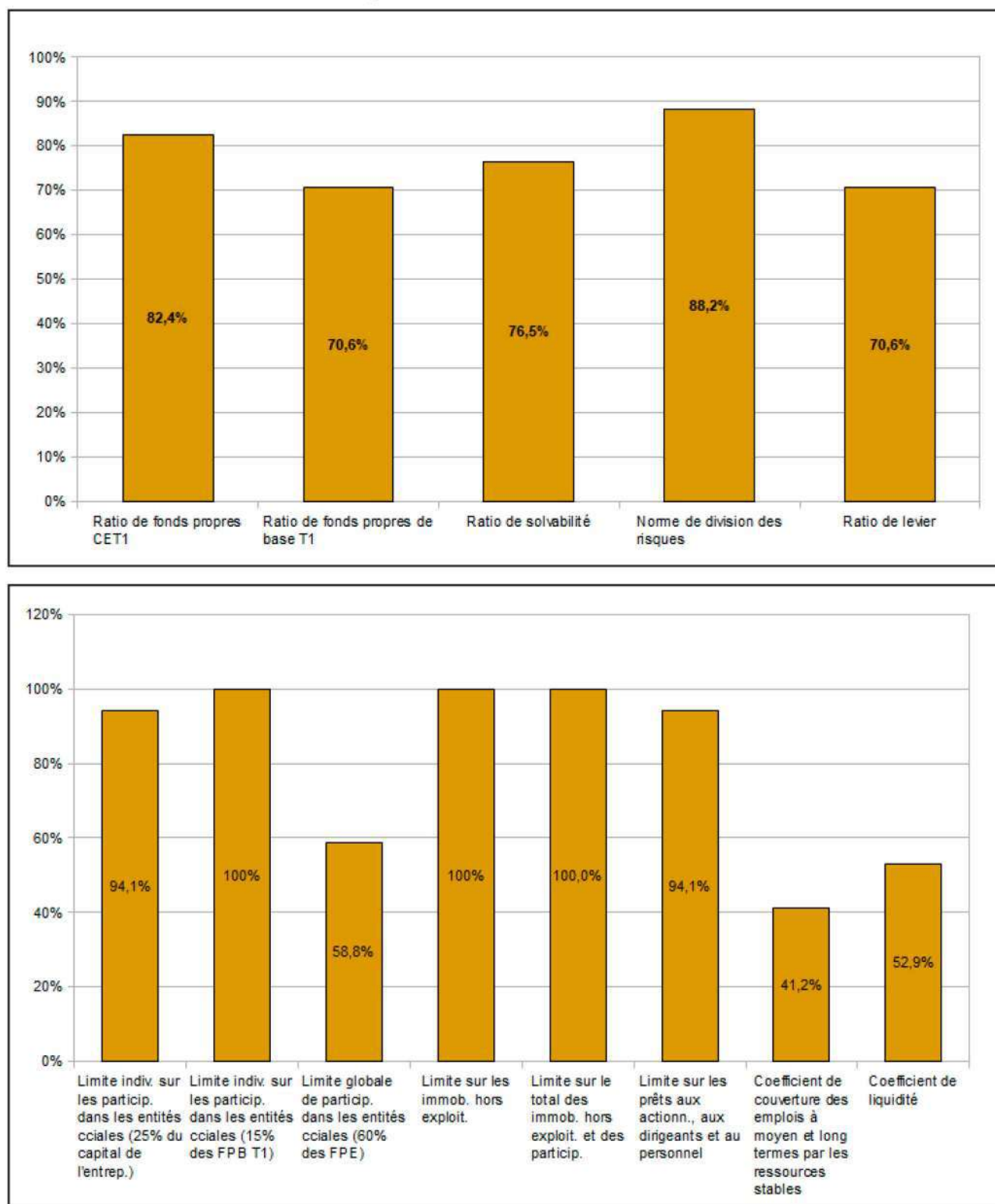
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les compagnies financières en activité dans l'Union à fin décembre 2022.

Tableau n°29 : Nombre de compagnies financières conformes au dispositif prudentiel au 31 décembre 2022

	Normes de solvabilité			Norme de division des risques	Ratio de levier	Autres normes prudentielles						
	Ratio de fonds propres (CET1)	Ratio de fonds propres de base (T1)	Ratio de solvabilité total			Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (25% capital de l'entrep.)	Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (15% des fonds propres de base (T1))	Limite globale de particip. dans les entités comm. (60% des fonds propres effectifs)	Limite sur les immob. hors exploit. et des particip.	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants, et au pers.	Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables	Coefficient de liquidité
Bénin (0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina (2)	2	2	2	2	2	2	1	1	2	2	1	2
Côte d'Ivoire (9)	9	7	8	8	7	8	9	6	9	8	4	5
Guinée-Bissau (0)	0	0	0									
Mali (0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Niger (0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sénégal (2)	1	1	1	1	1	2	1	1	2	2	1	0
Togo (4)	2	2	2	4	2	4	2	2	4	4	1	2
UMOA (17)	14	12	13	15	12	16	17	10	17	16	7	9

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique n°34 : Proportion des compagnies financières conformes au dispositif prudentiel



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.3. SITUATION DES SFD DE GRANDE TAILLE



- 236 Systèmes Financiers Décentralisés de grande taille dans l'UMOA, soit une augmentation annuelle de 23 unités
- Hausse de 14,4% du total bilan pour s'établir à 3 220,3 milliards
- Accroissement des crédits de 13,0% pour se situer à 1 750,2 milliards
- Augmentation de 8,6% des dépôts, à 1 627,7 milliards
- Progression de 55,9% du résultat net provisoire à 36,0 milliards
- Amélioration de 1,8% du taux de rentabilité des fonds propres (ROE) qui atteint 5,0%
- Amélioration de 0,6 pdp de la qualité du portefeuille ressortie à 5,8% à fin 2022
- Contraction du ratio de capitalisation ressorti à 15,6% en 2022 contre 17,0% un an plus tôt

5.3.1. Paysage des systèmes financiers décentralisés

L'activité de microfinance est régie par la Loi uniforme portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD) et ses textes d'application.

Selon les dispositions de l'article 44 de cette loi et celles de l'Instruction n°007-06-2010 du 14 juin 2010 de la BCEAO relative aux modalités de contrôle et de sanction des SFD par la Banque Centrale et la Commission Bancaire, l'Institut d'émission et l'organe communautaire de supervision bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout SFD, dont le niveau d'activités atteint un seuil de 2 milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de 2 exercices consécutifs. Les autres SFD n'ayant pas atteint ce seuil d'activité sont supervisés par les Ministères chargés des Finances.

Sur la base des données comptables reçues au titre des 2 derniers exercices, à savoir 2020 et 2021, le nombre de SFD relevant de l'article 44 (SFD de grande taille) a augmenté de 23 unités pour s'établir à 236 institutions de microfinance à fin décembre 2022.

L'écosystème des SFD de grande taille est composé de 104 réseaux et institutions unitaires et 132 caisses de base affiliées à un réseau. Les réseaux et institutions unitaires englobent les sociétés, les associations, les unions et les Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit (IMCEC) non affiliées.

La répartition des SFD relevant de l'article 44, par pays, se présente comme suit :

Tableau n°30 : Nombre de SFD relevant de l'article 44

Pays	Réseaux et Institutions Unitaires					Caisses de base affiliées à un réseau (f)	Total (e+f)
	Sociétés (a)	Associations (b)	Réseaux (c)	MCEC non affiliées (d)	Total (e = a+b+c+d)		
Bénin	3	5	3	2	13	14	27
Burkina	10	1	3	6	20	25	45
Côte d'Ivoire	10	0	3	3	17	22	39
Mali	-	-	-	-	-	-	-
Niger	4	3	5	5	12	8	20
Sénégal	4	0	0	0	4	0	4
Togo	6	0	5	4	14	52	66
UMOA	2	1	5	5	24	11	35
UMOA	39	10	24	23	104	132	236

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.3.2. Activités et résultats des SFD article 44

Les données financières et statistiques analysées proviennent de 226 SFD³², soit 95,8% des institutions de grande taille.

A fin 2022, ces établissements ont affiché un total de bilan de 3 220,3 milliards, en augmentation de 14,4% par rapport à fin 2021. Cette évolution a été observée dans tous les pays de l'UMOA recensant des SFD de grande taille.

Tableau n°31 : Evolution des principales statistiques des SFD relevant de l'article 44

PAYS	2022				2021			
	Total bilan (milliards de FCFA)	Poids dans l'Union	Nombre de comptes	Effectifs	Total bilan (milliards de FCFA)	Poids dans l'Union	Nombre de comptes	Effectifs
Bénin	388,1	12,1%	2 542 577	3 558	258,8	9,2%	2 111 624	3 178
Burkina	601,6	18,7%	1 300 347	3 774	555,8	19,7%	1 164 757	3 342
Côte d'Ivoire	740,3	23,0%	3 581 653	4 829	658,0	23,4%	2 138 430	4 300
Mali	262,7	8,2%	1 261 147	2 568	243,3	8,6%	1 214 710	2 430
Niger	14,7	0,5%	58 807	233	15,8	0,6%	57 264	251
Sénégal	877,6	27,3%	4 056 725	4 184	787,7	28,0%	3 824 539	3 698
Togo	335,3	10,4%	2 230 428	3 556	294,8	10,5%	2 080 199	3 280
UMOA	3 220,3	100%	15 031 679	22 702	2 814,3	100%	12 591 523	20 479

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

32 - Dix (10) SFD de grande taille opérant au Burkina (3), au Niger (1), au Sénégal (1) et au Togo (5), n'ont pas fourni de déclarations au 31 décembre 2022, eu égard à leur récente inscription sur la liste des SFD relevant de l'article 44.

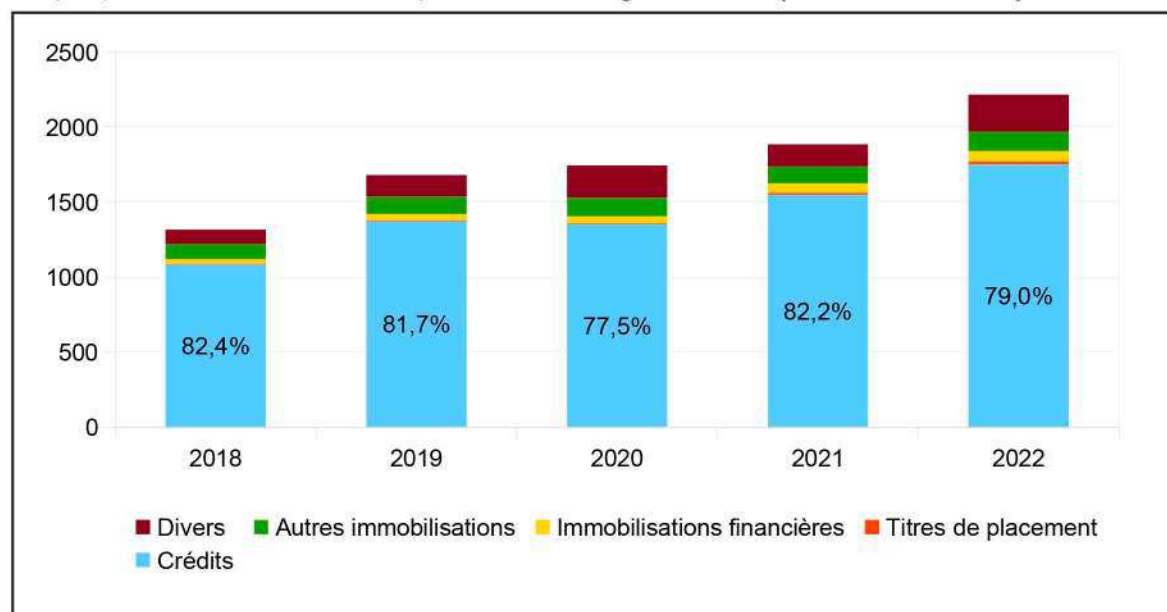
Au 31 décembre 2022, les effectifs du personnel des SFD de l'article 44 ont progressé de 2 223 unités (+10,9%) par rapport à fin 2021 pour ressortir à 22 702 agents. L'effectif du personnel « cadres » concentre 10,6% des agents.

Le nombre de comptes dans les livres des SFD de grande taille, a enregistré une hausse de 2 440 156 unités (+19,4%) pour s'établir à 15 031 679 à fin 2022. Les comptes de particuliers se sont accrus de 19,7%, pour atteindre 13 464 874. Ceux détenus par les personnes morales s'élèvent à 1 566 805, soit une variation annuelle de 16,4%.

5.3.2.1. Emplois

Les emplois des SFD relevant de l'article 44 ont progressé, en variation annuelle, de 17,5% pour atteindre 2 214,7 milliards à fin 2022. Les crédits à la clientèle en représentent 79,0% contre 82,2% en 2021. Les immobilisations financières concentrent 3,2% des emplois en 2022 contre 3,3% un an plus tôt. Quant aux autres emplois (titres de placement, autres immobilisations et divers emplois), leur part ressort à 17,8% contre 14,5% en 2021.

Graphique n°35 : Evolution des emplois des SFD de grande taille (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle se sont consolidés de 13,0%, en rythme annuel, pour s'établir à 1 750,2 milliards à fin 2022 contre 1 548,4 milliards en 2021. Ils sont composés des crédits à court terme³³, des crédits à moyen terme, des crédits à long terme, des créances en souffrance.

Les crédits à court terme chiffrés à 833,3 milliards (47,6% du total des crédits), ont enregistré une hausse annuelle de 16,9%. Ceux à moyen terme représentant 33,6% de l'encours des crédits, s'élèvent à 588,1 milliards à fin 2022, en progression de 13,7% d'une année à l'autre. Les crédits à long terme se sont établis à 258,1 milliards à fin 2022, soit 14,7% de l'ensemble des crédits. Ils ont crû de 5,3% en rythme annuel.

Les créances en souffrance nettes, établies à 70,8 milliards contre 73,5 milliards un an plus tôt, enregistrent une contraction de 3,7%.

Les titres de placement sont évalués à 17,8 milliards à fin 2022 contre 13,1 milliards en 2021, en hausse de 35,5% sur la période.

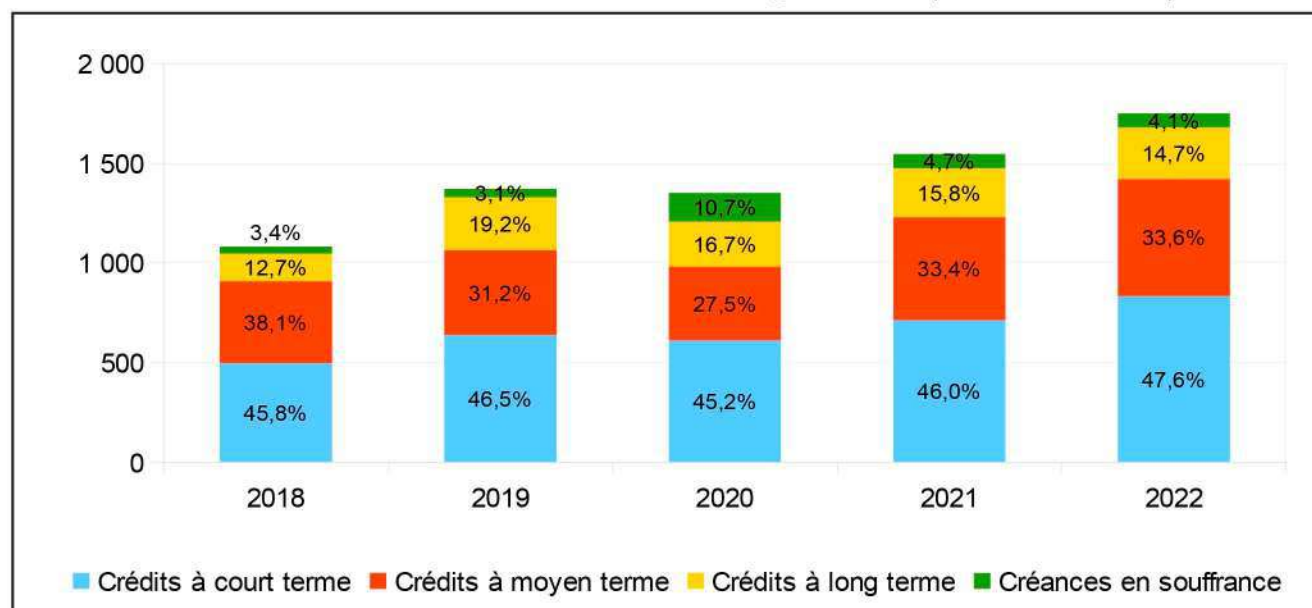
Les immobilisations financières ont progressé de 13,0% sur une année, en atteignant 71,3 milliards en 2022 contre 63,1 milliards en 2021.

Les autres immobilisations se sont accrues de 14,6%, en glissement annuel, pour se situer à 129,9 milliards en 2022 contre 113,4 milliards un an auparavant.

Quant aux divers emplois (créances rattachées, comptes de stocks, débiteurs divers, comptes d'ordre et divers, etc.), leur encours s'est renforcé de 67,7% en 2022, en se chiffrant à 245,5 milliards.

33 - Les crédits à court terme sont les engagements de la clientèle des SFD sur une période allant de 0 à 12 mois, ceux à moyen terme couvrent une période de 1 à 3 ans et ceux à long terme sont d'une durée supérieure à 3 ans.

Graphique n°36 : Analyse de la structure des crédits des SFD de grande taille (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

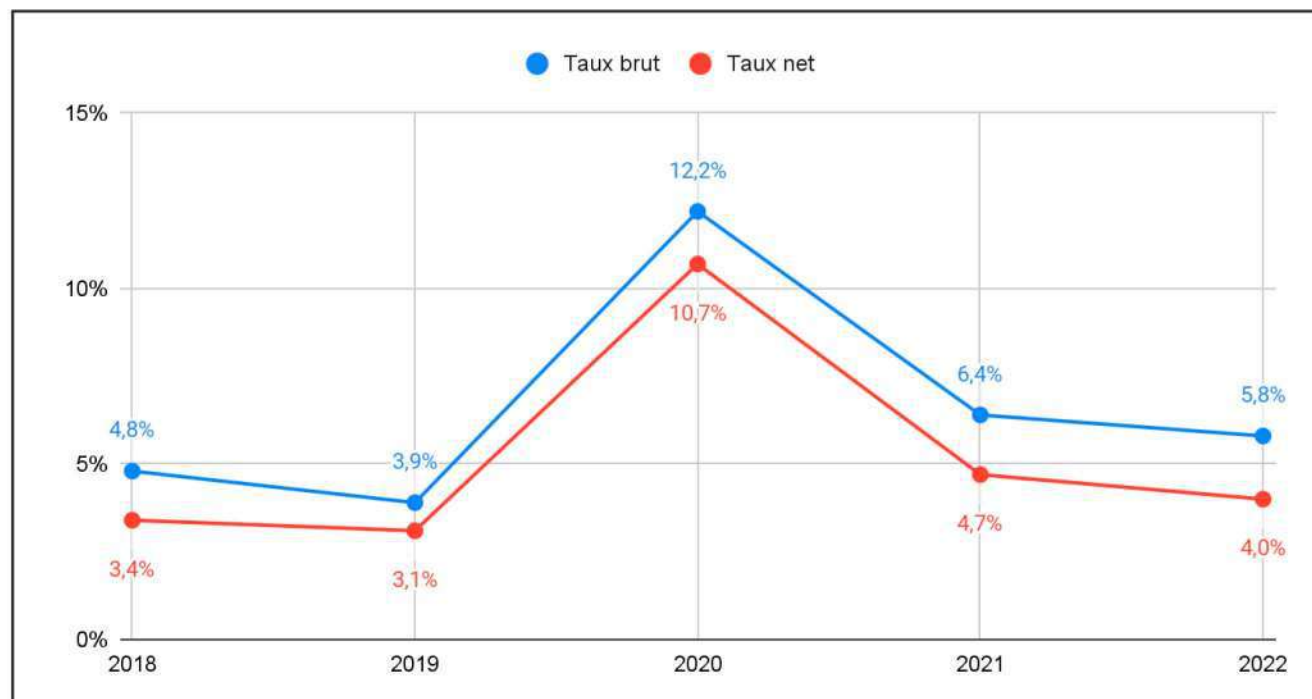
5.3.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes des SFD relevant de l'article 44 s'est accru de 3,4%, en variation annuelle, pour se fixer à 103,9 milliards à fin 2022 contre 100,5 milliards un an plus tôt.

Le taux de provisionnement des créances en souffrance s'est renforcé en ressortant à 31,4% contre 26,9% au terme de l'exercice 2021.

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis respectivement à 5,8% et 4,0% à fin 2022, soit une amélioration de 0,6 et 0,7 pdp par rapport à 2021.

Graphique n°37 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD de grande taille



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.3.2.3. Ressources

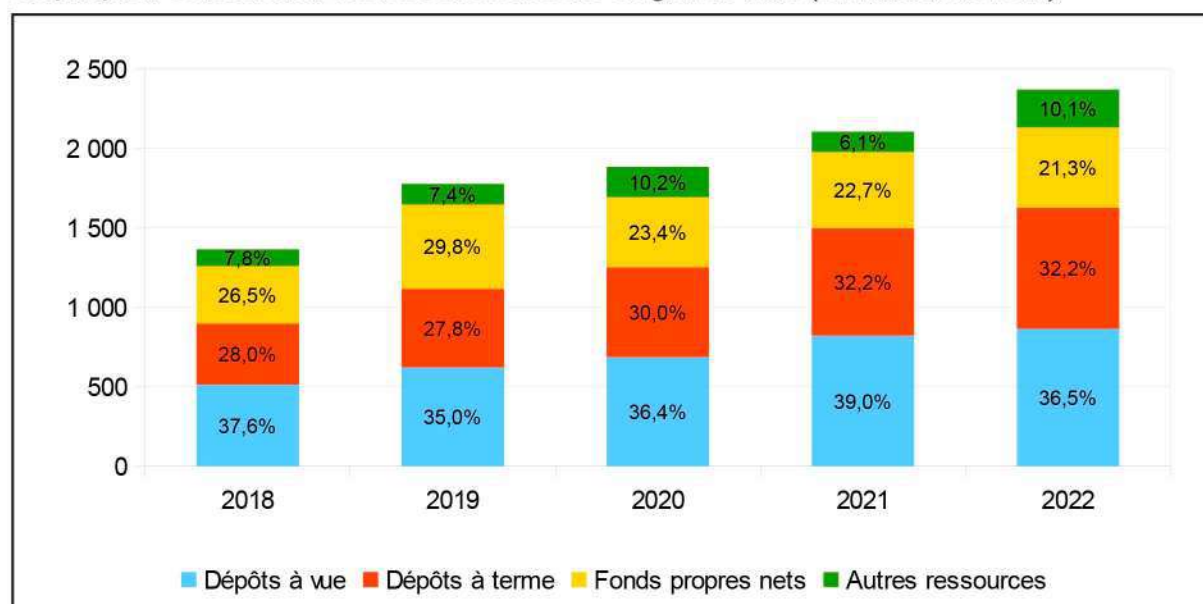
Les ressources mobilisées par les SFD relevant de l'article 44 ont progressé de 12,5%, en glissement annuel, pour atteindre 2 370,6 milliards au 31 décembre 2022. Elles sont composées des dépôts et emprunts (68,7% contre 71,2% en 2021), des fonds propres nets (21,2% contre 22,7% en 2021) et des autres ressources (10,1% contre 6,1% en 2021).

Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse, en rythme annuel, de 8,6% à fin 2022, pour ressortir à 1 627,7 milliards. Ils sont constitués, pour l'essentiel, des dépôts à vue et à terme, dans des proportions respectives de 53,1% et 46,9% contre 54,8% et 45,2% en 2021.

Les fonds propres nets des SFD relevant de l'article 44 ont augmenté de 5,4% en rythme annuel pour s'établir à 503,7 milliards contre 477,7 milliards à fin 2021.

Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles ont crû de 84,8% sur l'année pour se fixer à 239,3 milliards à fin décembre 2022.

Graphique n°38 : Evolution des ressources des SFD de grande taille (en milliards de FCFA)

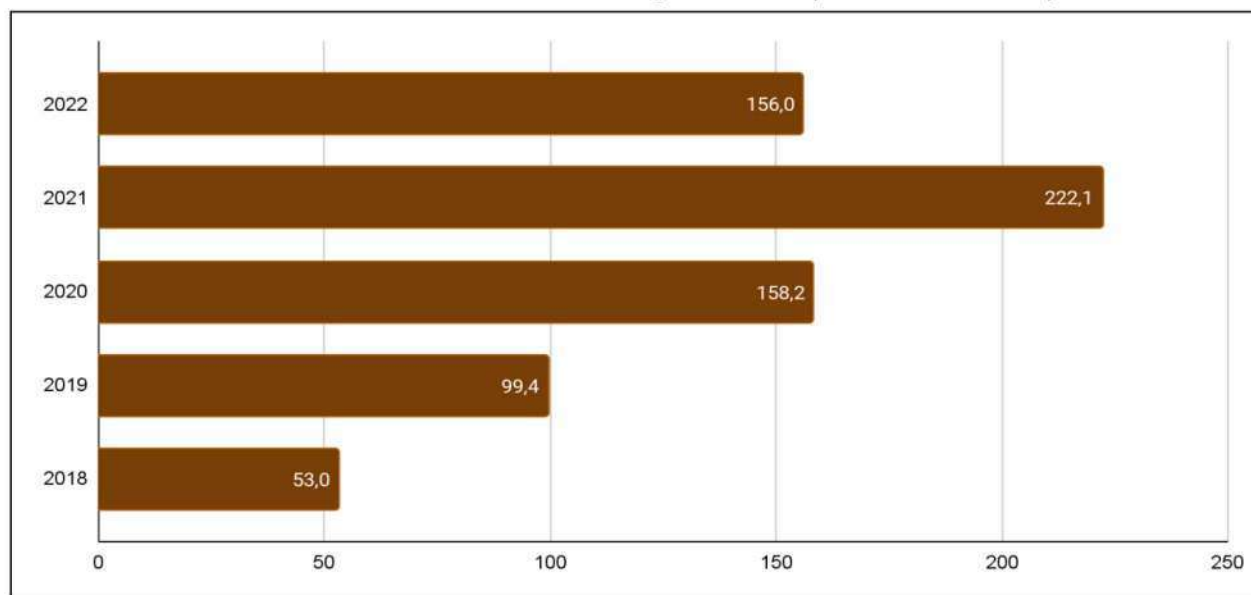


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.3.2.4. Trésorerie

La trésorerie des SFD relevant de l'article 44 est demeurée excédentaire de 156,0 milliards à fin 2022 contre 222,1 milliards un an plus tôt, révélant toutefois une contraction de 29,8%. Cette tendance résulte d'une progression des emplois (+17,5%) plus importante que celle des ressources (+12,5%).

Graphique n°39 : Evolution de la trésorerie des SFD de grande taille (en milliards de FCFA)



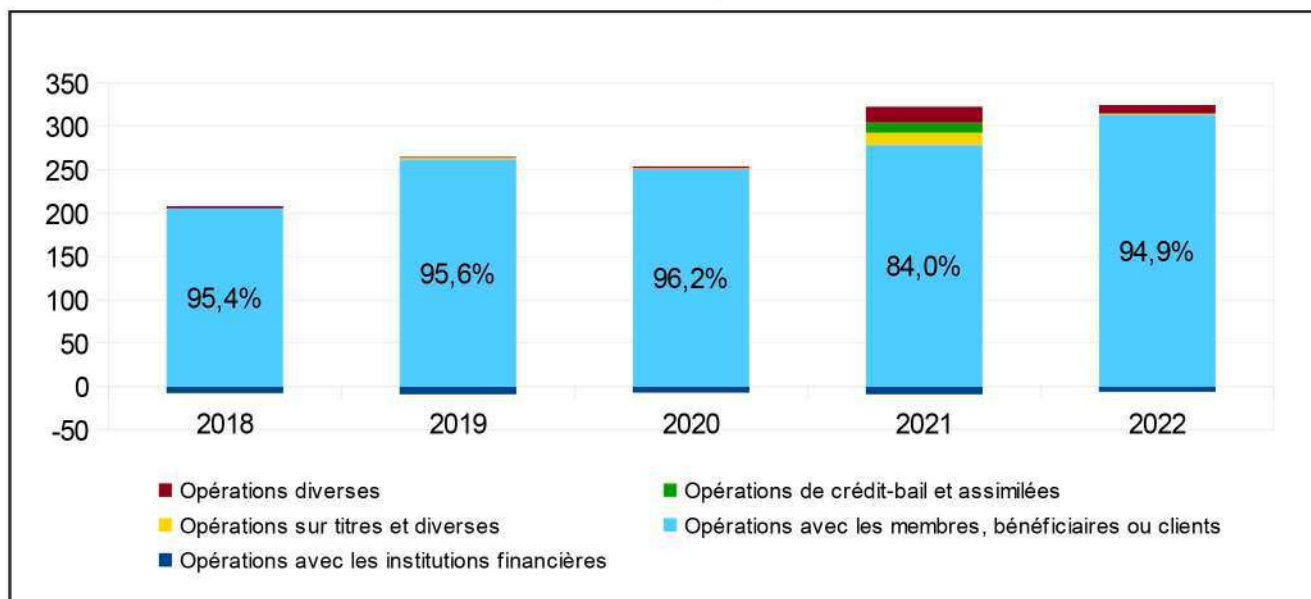
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.3.2.5. Résultats

Au 31 décembre 2022, le Produit Net Financier (PNF) des SFD relevant de l'article 44 s'est établi à 318,7 milliards, en hausse annuelle de 16,2%.

Il est composé à 94,9% des opérations avec les membres, les bénéficiaires et/ou les clients contre 84,0% un an plus tôt.

Graphique n°40 : Evolution du PNF des SFD de grande taille (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La progression du PNF a induit une hausse annuelle de 10,8% du produit global d'exploitation évalué à 344,0 milliards en 2022 contre 310,3 milliards un an plus tôt.

Le résultat brut d'exploitation, en ressortant à 77,0 milliards, a également augmenté de 19,4%, en liaison avec la hausse du PNF et 9,8% des frais généraux, ressortis à 248,2 milliards.

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 50,3 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 26,7 milliards à la fin de l'exercice 2022 contre 15,8 milliards un an plus tôt.

Pour sa part, le résultat net a affiché une hausse de 55,9% en ressortant provisoirement à 36,0 milliards contre 23,1 milliards à titre définitif au terme de l'exercice 2021, dans un contexte de reprise économique post-COVID 19.

5.3.2.6. Principaux ratios financiers

Les charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit ont diminué de 2,0 pdp, en glissement annuel, pour se situer à 26,6% en 2022 contre 28,6%, pour une norme maximale de 35%.

Le ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédit s'est contracté de 0,7 pdp, en glissement annuel à 14,1% en 2022 contre 14,8% un an plus tôt, pour un plafond de 15% pour les structures de crédit direct et de 20% pour les structures d'épargne et de crédit.

Le ratio des charges de personnel s'est stabilisé à 6,8% en 2022 tout comme en 2021, pour un plafond de 5% pour les structures de crédit direct et 10% pour les structures d'épargne et de crédit.

La rentabilité des fonds propres ressort à 5,0% en 2022 contre 3,2% à fin 2021, pour une norme minimale de 15%. Elle est calculée en rapportant le résultat d'exploitation hors subvention aux fonds propres moyens au cours de la période.

Le rendement sur actifs est ressorti à 0,8% en 2022 contre 0,6% à fin 2021, pour une norme minimale de 3%.

L'autosuffisance opérationnelle a progressé de 2,5 pdp, en glissement annuel, pour se fixer à 91,0% en 2022 contre 88,5% en 2021, pour une norme minimale de 130%.

La marge bénéficiaire, qui mesure la part du résultat d'exploitation dégagée sur le montant total des produits d'exploitation, a affiché une hausse de 2,3 pdp entre 2021 et 2022, en passant de 4,0% à 6,3%, pour une norme minimale de 20%.

Le coefficient d'exploitation, qui renseigne sur le niveau d'absorption du PNF par les frais généraux, a baissé de 4,6 pdp, en glissement annuel, pour un niveau de 77,9% en 2022 contre 82,4%, pour un plafond de 40% pour les structures de crédit direct et 60% pour les structures d'épargne et de crédit.

Le taux de rendement des actifs a affiché 14,3% en 2022 contre 14,1% un an plus tôt, soit une hausse de 0,2 pdp, pour une norme minimale de 15%. Ce ratio met en rapport le montant des intérêts ainsi que les commissions perçus sur les actifs productifs de la période.

Le ratio de liquidité de l'actif a diminué de 2,9 pdp, en rythme annuel, pour se situer à 29,2% en 2022 contre 32,1% en 2021, pour une norme minimale de 2% pour les structures de crédit direct et 5% pour les structures d'épargne et de crédit.

Tableau n°32 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44

(En millions de FCFA)

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	Variation 2022-2021
EMPLOIS NETS (1+2)	1 700 449	1 884 411	2 214 671	17,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 341 977	1 548 437	1 750 225	13,0%
a) Crédits à court terme	615 935	712 495	833 252	16,9%
b) Crédits à moyen terme	368 673	517 324	588 112	13,7%
c) Crédits à long terme	217 377	245 152	258 084	5,3%
d) Opérations de crédit-bail	13	12	18	47,3%
e) Crédits en souffrance	139 979	73 454	70 758	-3,7%
. Crédits immobilisés	103 612	29 550	21 947	-25,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	21 996	26 079	27 363	4,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	10 497	12 448	11 953	-4,0%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	3 875	5 378	9 495	76,6%
(provisions)	24 014	27 076	32 437	19,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	358 472	335 974	464 446	38,2%
a) Titres de placement	7 267	13 141	17 802	35,5%
b) Immobilisations financières	45 331	63 092	71 301	13,0%
c) Autres immobilisations	120 818	113 367	129 882	14,6%
d) Divers	185 056	146 374	245 462	67,7%
RESSOURCES (1+2+3)	1 858 611	2 106 484	2 370 743	12,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 247 697	1 499 342	1 627 824	8,6%
a) A vue	695 835	821 030	864 918	5,3%
b) A terme	551 862	678 313	762 906	12,5%
dépôts à terme et bons de caisse	214 703	281 086	310 702	10,5%
comptes d'épargne à régime spécial	150 585	174 859	196 900	12,6%
autres	186 574	222 368	255 304	14,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	440 020	477 684	503 666	5,4%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	288 372	299 090	326 392	9,1%
dont 15% du résultat (si positif)	4 092	5 388	7 846	45,6%
b) Autres	151 648	178 594	177 274	-0,7%
3. AUTRES RESSOURCES	170 894	129 458	239 253	84,8%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	158 162	222 073	155 971	-29,8%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau n°33 : Résultat des SFD relevant de l'article 44 (en millions de FCFA)

RESULTAT	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	Variation 2022-2021
PRODUITS FINANCIERS	305 875	343 829	388 052	12,9%
CHARGES FINANCIERES	58 411	69 640	69 323	-0,5%
1. PRODUIT NET FINANCIER	247 464	274 189	318 729	16,2%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	26 279	36 156	25 222	-30,2%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	273 743	310 345	343 951	10,8%
FRAIS GENERAUX	206 728	226 037	248 249	9,8%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	16 370	19 793	18 692	-5,6%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	50 645	64 515	77 010	19,4%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	50 599	48 743	50 266	3,1%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	45	15 772	26 744	69,6%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	10 675	9 289	12 435	33,9%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-372	123	774	528,1%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 387	2 112	3 988	88,8%
5. RESULTAT NET	7 962	23 072	35 964	55,9%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau n°34 : Indicateurs financiers des SFD relevant de l'article 44

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	Variation 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	12,0%	6,4%	5,8%	-0,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	10,4%	4,7%	4,0%	-0,7
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	14,6%	26,9%	31,4%	4,5
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	30,7%	28,6%	26,6%	-2,0
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDIT <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	14,9%	14,8%	14,1%	-0,7
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	7,1%	6,8%	6,8%	0
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (> 15%) <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	2,2%	3,2%	5,0%	1,8
RENDEMENT SUR ACTIFS <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,5%	0,6%	0,8%	0,2
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	80,3%	88,5%	91,0%	2,5
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	7,7%	4,0%	6,3%	2,3
Coefficient D'EXPLOITATION (< 40%) <i>Frais généraux / PNF</i>	83,5%	82,4%	77,9%	-4,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%) <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	14,8%	14,1%	14,3%	0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	30,4%	32,1%	29,2%	-2,9

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.3.3. Situation prudentielle des systèmes financiers décentralisés

La situation prudentielle présentée ci-après porte sur les données provisoires de 226 SFD relevant de l'article 44, pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

5.3.3.1. Normes prudentielles

• Norme de capitalisation

La norme de capitalisation, déterminée par le ratio des fonds propres sur le total de l'actif, vise à garantir

un minimum de solvabilité à l'institution, au regard de ses engagements. Le seuil est fixé au minimum à 15%.

Les fonds propres des SFD de l'article 44 se sont établis à 437,8 milliards à fin 2022. Les risques portés par ces institutions se sont, quant à eux, chiffrés à 2 302,5 milliards. Ainsi, la norme de capitalisation est ressortie à 15,8% contre 15,5% un an plus tôt.

Tableau n°35 : Répartition des SFD de grande taille selon le seuil de la norme de capitalisation

Tranches	Nombre de SFD	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques portés
≥ 15%	130	65,9%	69,2%
< 15%	96	34,1%	30,8%
TOTAL	226	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Par pays, le ratio de capitalisation se présente comme suit :

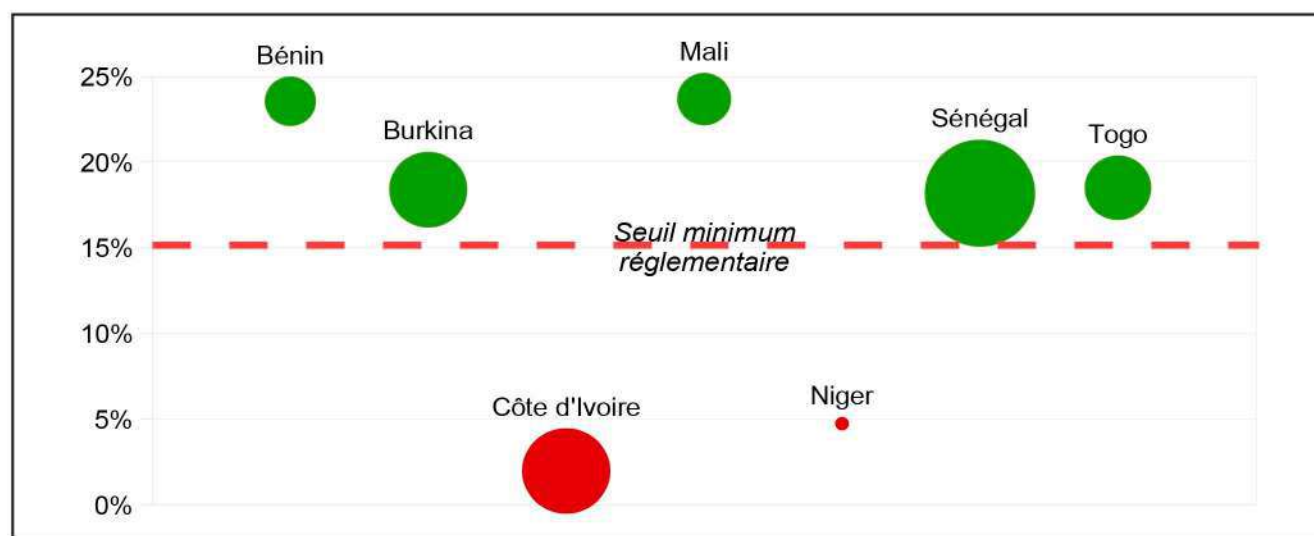
Tableau n°36 : Ratio de capitalisation des SFD de grande taille par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
23,5%	18,4%	2,0%	-	23,7%	4,7%	18,2%	18,5%	15,8%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, 130 SFD relevant de l'article 44 respectent cette norme, soit 57,5% contre 53,2% en 2021. Ils totalisent 65,9% des actifs bancaires contre 60,1% un an plus tôt.

Graphique n°41 : Ratio de capitalisation des SFD de grande taille en fonction des actifs



La taille de la boule exprime le volume relatif des risques portés

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

• Limitation des risques

Les risques auxquels est exposé un SFD de grande taille ne peuvent excéder le double de ses ressources internes et externes. La norme à respecter est de 200% maximum.

Deux-cent-vingt-trois (223) SFD relevant de l'article 44, représentant 97,3% des actifs, sont en règle vis-à-vis du ratio au 31 décembre 2022 contre 201 pour 98,9% un an plus tôt.

• Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

En vue d'éviter une transformation excessive des ressources à vue et/ou à court terme en emplois à moyen et long termes, les SFD de grande taille doivent financer l'ensemble de leurs actifs immobilisés ainsi que leurs autres emplois à moyen et long termes par des ressources stables. La norme à respecter est fixée à 100% minimum.

Pour le calcul du ratio, la durée résiduelle, ou durée restant à courir, prise en compte est de plus de douze (12) mois.

Au terme de la période sous revue, 134 SFD relevant de l'article 44, représentant 66,6% des actifs, sont conformes à cette exigence contre 128 pour 67,3% en 2021.

• Limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées

Dans le souci de prévenir le risque de concentration des prêts et des engagements par signature en faveur des dirigeants et du personnel des SFD de grande taille, la proportion de ressources pouvant leur être dédiée a été fixée, en conformité avec les dispositions de l'article 35 de la Loi portant réglementation des SFD, par le ratio de « *limitation des prêts et engagements par signature aux dirigeants et au personnel* » à 10% des fonds propres.

Ce ratio a également pour objectif de contrôler l'utilisation des crédits accordés aux dirigeants.

Le nombre d'établissements relevant de l'article 44 respectant cette norme est ressorti à 172 à fin décembre 2022 contre 162 en 2021. Ils concentrent 86,9% des actifs contre 89,8% en 2021.

• Limitation des risques pris sur une seule signature

Les risques pris sur une seule signature sont limités à 10% des fonds propres. Ils se définissent comme étant l'encours des prêts accordés ainsi que les engagements de financement et de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients.

Par une seule signature, il faut entendre par toute personne physique ou morale agissant en son nom propre et/ou pour le compte d'une autre structure dont il détient directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle, notamment un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, tels que définis dans le référentiel comptable spécifique des SFD.

Cent-quatre-vingt-douze (192) SFD relevant de l'article 44, représentant 89,2% des actifs, sont conformes à cette exigence contre 178 concentrant 91,7% des actifs en 2021.

• Coefficient de liquidité

La norme de liquidité mesure la capacité de l'institution à faire face à son passif exigible, c'est-à-dire à honorer ses engagements à court terme (3 mois au maximum) avec ses ressources à court terme, à savoir ses valeurs réalisables et disponibles.

Pour l'appréciation du coefficient de liquidité, trois (3) cas sont à distinguer :

- pour les IMCEC non affiliées et les autres SFD qui collectent des dépôts (associations, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée), la norme à respecter est fixée à 100% minimum ;
- pour les IMCEC affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum ;
- pour les autres SFD qui ne collectent pas de dépôts, la norme à respecter est fixée à 60% minimum.

Le nombre d'établissements relevant de l'article 44 respectant cette norme pour la première catégorie (minimum fixé à 100%) est ressorti à 53 à fin décembre 2022 contre 44 en 2021. Ils totalisent 87,8% des actifs contre 85,2% un an plus tôt.

Le nombre d'établissements relevant de l'article 44 respectant cette norme pour la deuxième catégorie (minimum fixé à 80%) est ressorti à 84 à fin décembre 2022 contre 95 en 2021. Ils totalisent 71,6% des actifs contre 69,6% un an plus tôt.

• Limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit

Toute activité non comprise dans le champ des activités de collecte de l'épargne et des opérations de prêts prescrites aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la Loi portant réglementation des SFD, est considérée comme une opération autre que les activités d'épargne et de crédit.

La norme à respecter est de 5% maximum de l'ensemble des activités du SFD.

Ce ratio est respecté par 220 entités au 31 décembre 2022 contre 201 en 2021, représentant 95,7% des actifs contre 98,0% un an plus tôt.

- **Limitation des prises de participation**

Cette norme limite à 25% de leurs fonds propres, les participations que peuvent prendre les SFD de grande taille dans des sociétés.

Au terme de l'année 2022, 212 entités contre 193 en 2021, représentant 90,7% des actifs contre 92,1% en 2021, se conforment à cette exigence.

5.3.3.2. Synthèse de la situation prudentielle des SFD relevant de l'article 44

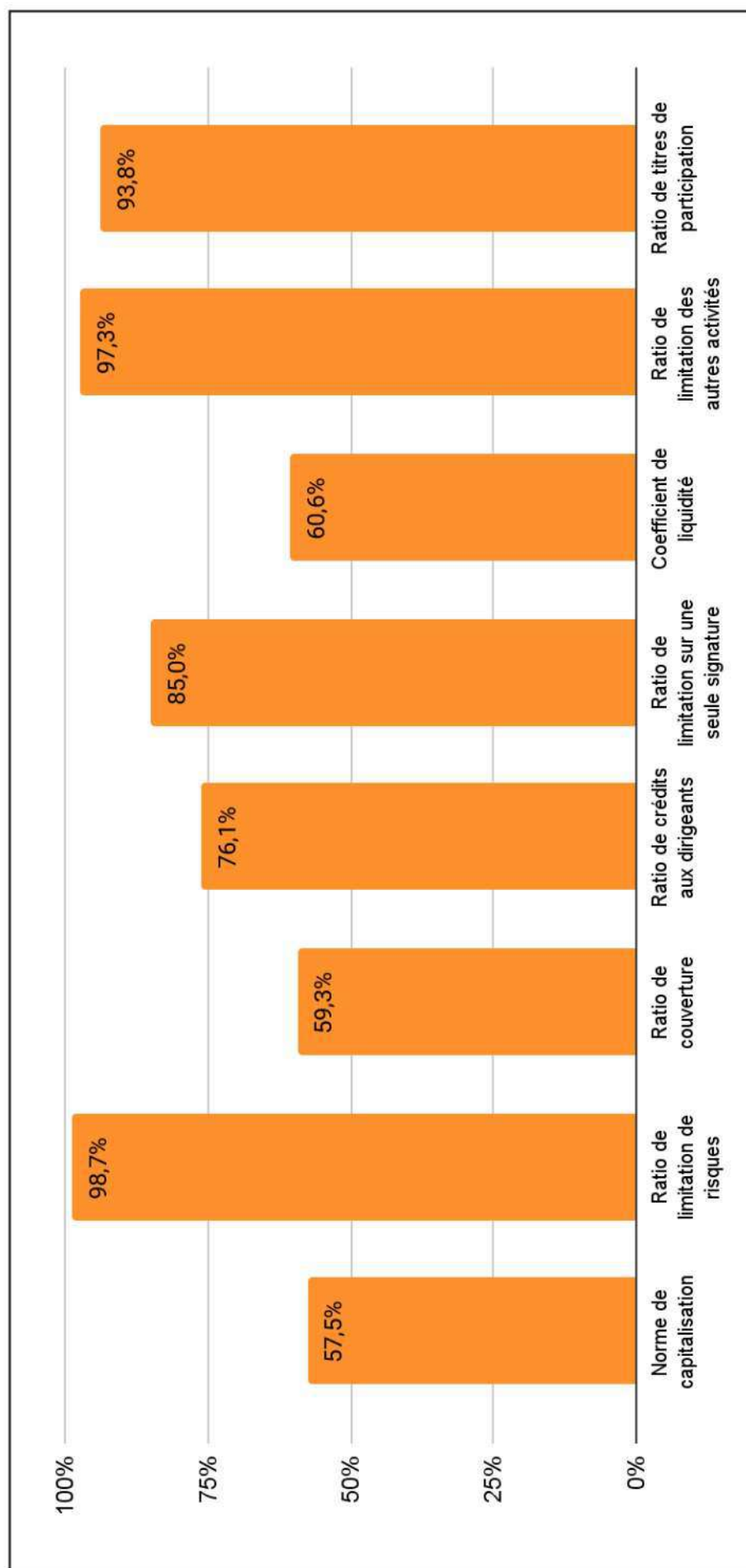
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les SFD relevant de l'article 44 à fin 2021.

Tableau n°37 : Nombre de SFD relevant de l'article 44 conformes au dispositif prudentiel par pays au 31 décembre 2022

Pays (Nombre de SFD de grande taille)	Capitalisation (≥ 15%)	Limitation des risques (≤ 200%)	Couv. des EMLT par des ressources stables (≥ 100%)	Prêts aux principaux actionnaires et dirigeants (≤ 10% FP)	Limitation sur une seule signature (≤ 10% FP)	Coefficient de liquidité		Limitation des autres activités (≤ 5%)	Limitation des prises de participations (≤ 25% FP)
						≥ 100%	≥ 80%		
Bénin (27)	16	25	18	22	25	9	3	25	24
Burkina (42)	30	41	28	24	33	10	9	40	40
Côte d'Ivoire (39)	10	39	10	35	34	10	8	38	39
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali (20)	18	20	15	19	18	7	10	19	19
Niger (3)	1	3	2	3	3	1	0	3	3
Sénégal (65)	35	65	52	43	54	6	50	65	57
Togo (30)	20	30	9	26	25	10	4	30	30
Nombre de SFD de grande taille : 226	130	223	134	172	192	53	84	220	212

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique n°42 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel au 31 décembre 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.4. SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES (EME)



- En 2022, 15 émetteurs de monnaie électronique, 25 banques et 1 SFD émettaient la monnaie électronique dans l'UMOA.
- L'encours de la monnaie électronique émise par les EME a progressé de 33,3% sur un an pour ressortir à 888,5 milliards en 2022.
- Le montant total des transactions via la téléphonie mobile a enregistré une hausse en rythme annuel de 57,7% pour ressortir à 69 796,4 milliards à fin 2022.
- Les transactions portaient notamment sur les rechargements de cash (33,0%), les retraits de cash (28,4%) et les transferts personne à personne (19,3%).
- Le chiffre d'affaires des EME s'est contracté de 23,6% en 2022, après une légère hausse de 1,3% une année plus tôt, pour s'établir à 212,4 milliards.
- Le résultat net provisoire des EME est ressorti déficitaire de 33,6 milliards à fin 2022 contre un bénéfice de 21,5 milliards en 2021.

L'activité d'émission de monnaie électronique, mesurée en termes d'encours et de transactions, continue de s'accroître dans l'Union, en lien avec l'attractivité des services financiers adossés à la téléphonie mobile et le taux de pénétration de cet outil de communication.

Au 31 décembre 2022, 41 établissements offrant de la monnaie électronique à leurs clients sont dénombrés dans l'Union contre 40 à fin 2021. Ces entités sont réparties en :

- 25 banques, en partenariat avec des opérateurs de télécommunication et des FinTech ;
- 15 établissements de monnaie électronique (EME) ;
- un (1) Système Financier Décentralisé (SFD).

En vertu de ses attributions, la Commission Bancaire de l'UMOA supervise les EME, contribuant ainsi à la protection des fonds de la clientèle et la promotion de l'inclusion financière.

5.4.1. Paysage des EME

Au 31 décembre 2022, l'écosystème des EME comptait 15 établissements agréés contre 13 un an plus tôt, soit une hausse de 2 unités résultant des évolutions ci-après :

- agréments accordés à trois (3) établissements : International Digital Money Bénin, Airtel Money Niger et Wave Digital Finance Sénégal ;
- retrait de l'agrément d'un (1) établissement en activité en Côte d'Ivoire, en l'occurrence Qash Services.

Les établissements sont répartis dans les pays de l'UMOA, comme ci-après :

Tableau n°38 : Nombre d'EME agréés en 2021 et 2022

Pays	2021	2022
Bénin	2	3
Burkina	1	1
Côte d'Ivoire	7	6
Guinée-Bissau	-	-
Mali	1	1
Niger	-	1
Sénégal	2	3
Togo	-	0
Total	13	15

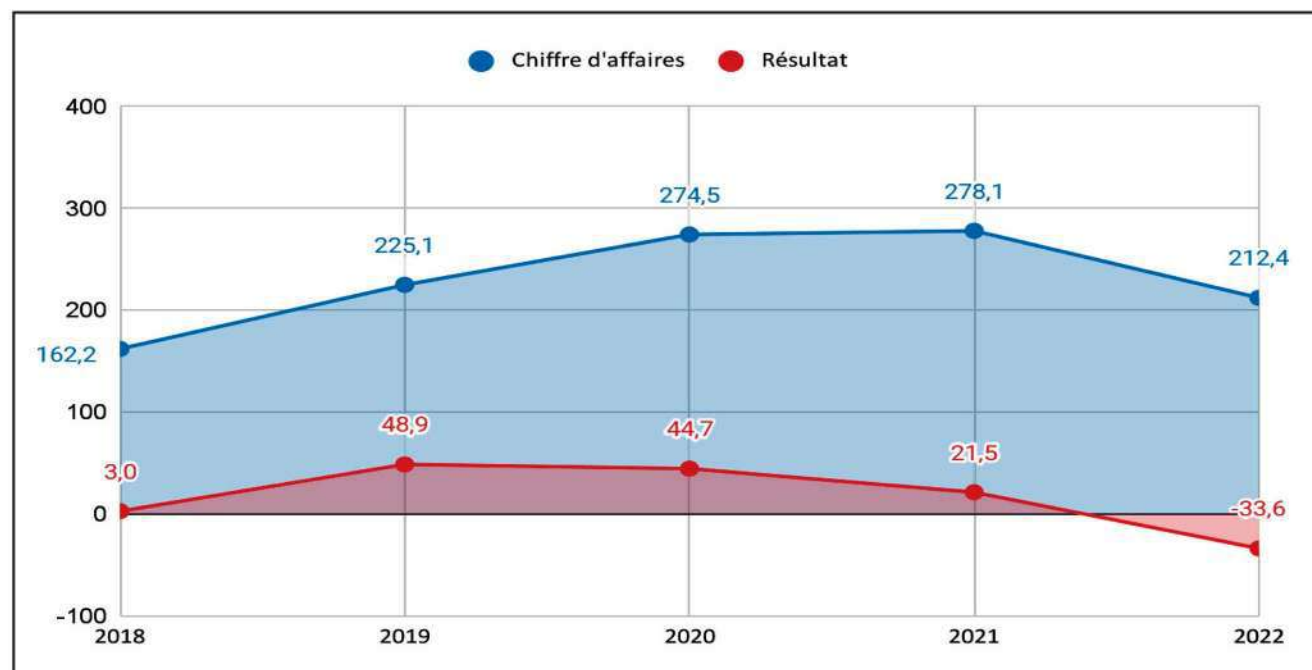
5.4.2. Activités des EME

Les données statistiques provisoires analysées concernent les 13 EME en activité sur les 15 agréés³⁴ au 31 décembre 2022.

Le chiffre d'affaires des EME s'est contracté de 23,6% en 2022, après une légère hausse de 1,3% une année plus tôt, pour s'établir à 212,4 milliards. Cette baisse est principalement liée à celle des tarifs des opérateurs historiques rendue possible par l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché.

Ainsi, en 2022, le résultat net provisoire enregistré par les EME est ressorti déficitaire de 33,6 milliards, après un bénéfice de 21,5 milliards un an plus tôt et de 44,7 milliards en 2020. Cette perte est principalement tirée par celles enregistrées par 8 établissements, cumulant 40,8% de part de marché, en termes d'encours de monnaie électronique.

Graphique n°43 : Evolution du chiffre d'affaires des EME de 2018 à 2022 (en milliards de FCFA)

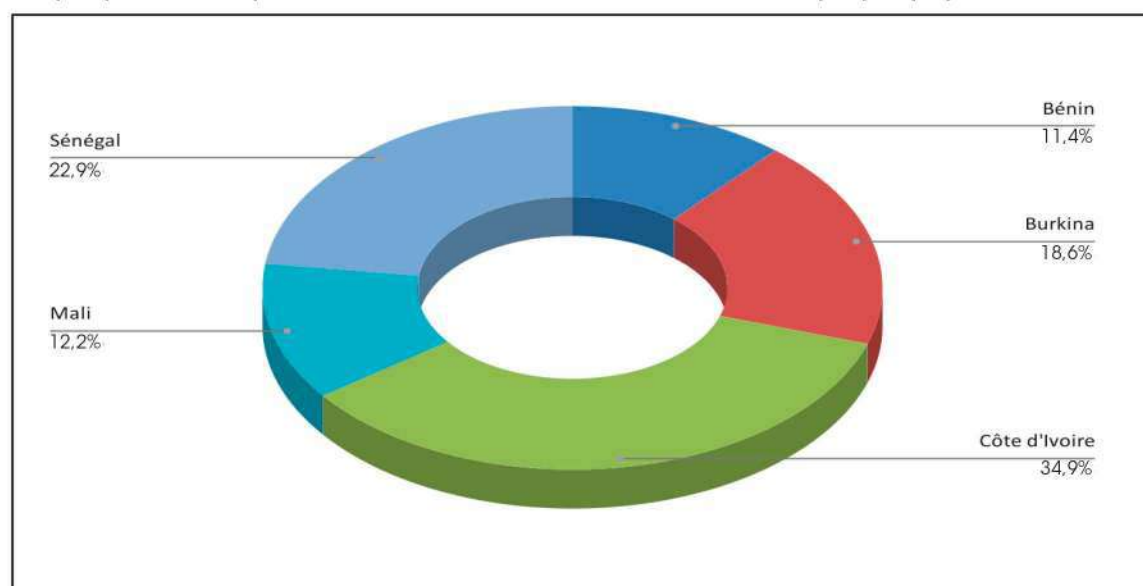


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

L'encours de la monnaie électronique émise par les EME a progressé de 33,3%, en ressortant à 888,5 milliards contre 666,5 milliards à titre définitif en 2021. Il est couvert par les fonds cantonnés par ces assujettis dans les comptes ouverts dans les livres des établissements de crédit de l'Union.

34 - Deux (2) EME agréés, en l'occurrence International Digital Money au Bénin et Airtel Money Niger n'avaient pas démarré leurs activités au 31 décembre 2022.

Graphique n°44 : Répartition de l'encours de la monnaie électronique par pays



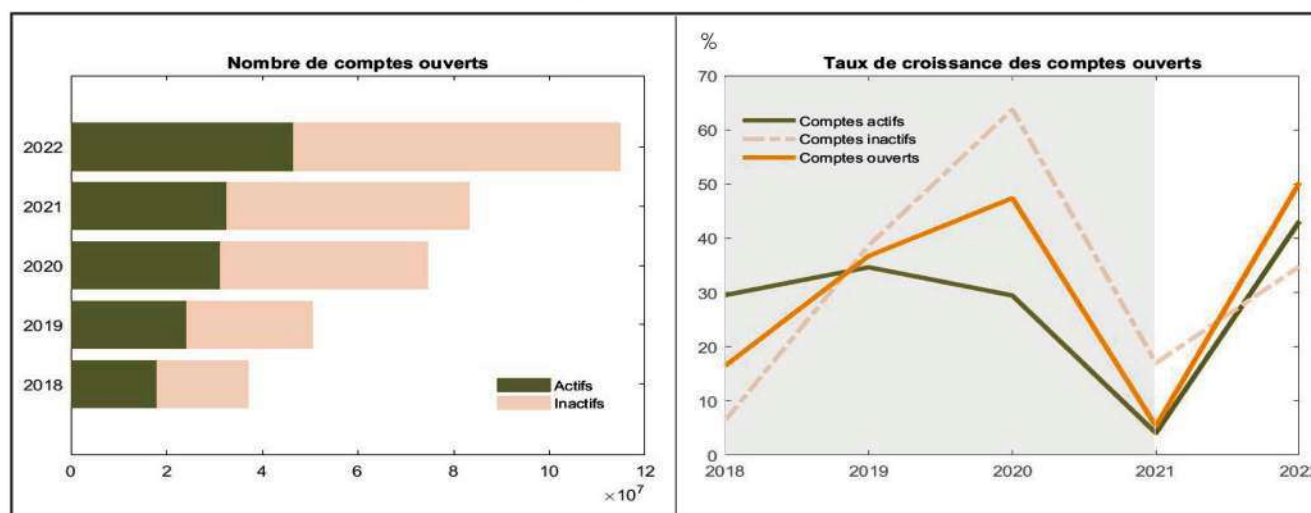
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.4.2.1. Indicateurs de volumétrie

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts auprès des EME s'est établi à 118,1 millions en 2022 contre 78,6 millions à fin 2021, soit une hausse en rythme annuel de 50,3% contre 5,4% un an plus tôt.

Les comptes actifs³⁵, au nombre de 46,5 millions, représentent 39,4% des comptes ouverts à fin 2022. Ils se sont accrus de 43,2% en 2022 contre 4,1% un an auparavant. Pour leur part, le nombre de comptes inactifs a atteint 71,5 millions, représentant 57,9% des comptes ouverts, en progression de 55,3% en 2022 contre 17,0% en 2021.

Graphique n°45 : Nombre de comptes ouverts par les EME au 31 décembre 2022



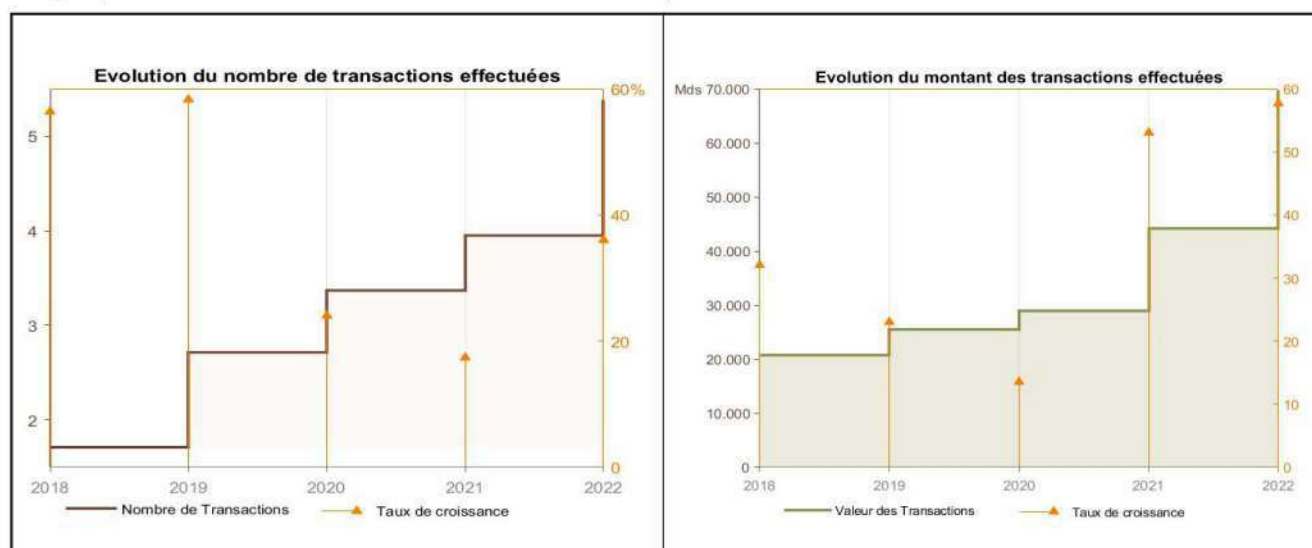
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le nombre de transactions a enregistré une hausse annuelle de 36,0%, en s'établissant à 5 378,9 millions d'opérations au cours de la période sous revue contre 3 953,9 millions opérations en 2021.

Les transactions via la téléphonie mobile effectuées par l'intermédiaire des EME ont progressé en valeur de 57,7% au cours de la période sous revue contre 53,1% en 2021, en ressortant à 69 796,4 milliards à fin 2022 contre 44 260,7 milliards un an plus tôt.

35 - Il s'agit des comptes sur lesquels au moins une transaction a été effectuée au cours des 90 derniers jours.

Graphique n°46 : Evolution des transactions effectuées par les EME au 31 décembre 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.4.2.2. Indicateurs de distribution

Le réseau de distribution des EME est constitué de 1 001 684 points de services au 31 décembre 2022, en augmentation de 27,3% contre 19,9% un an plus tôt. Il est constitué des Guichets Automatiques de Billets (GAB), de sous-distributeurs et d'agents distributeurs.

Tableau n°39 : Réseau de distribution des EME entre 2020 et 2022

Réseaux	2020	2021	2022
GAB (a)	78	78	75
Sous-distributeurs (b)	373 622	579 416	855 297
Agents distributeurs (c)	319 287	208 284	146 312
Total des points de services (a+b+c)	693 197	787 778	1 001 684
Points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	463 301	555 591	707 325

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

5.4.2.3. Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile

Les opérations de rechargement³⁶ de porte-monnaie électronique, de retrait cash, de transferts de personne à personne et de rechargement téléphonique, demeurent prépondérantes. Celles-ci représentent en volume et en valeur, respectivement 89,8% et 84,3% des transactions totales en 2022 contre 92,6% et 83,4% l'année précédente.

Le nombre de transferts transfrontaliers réalisés entre les pays de l'Union a progressé, en variation annuelle de 17,1% en 2022 contre 26,0% en 2021,

pour se situer à 44 328 239. Le montant de ces opérations a augmenté de 11,7%, en passant de 2 155,9 milliards en 2021 à 2 408,5 milliards un an plus tard.

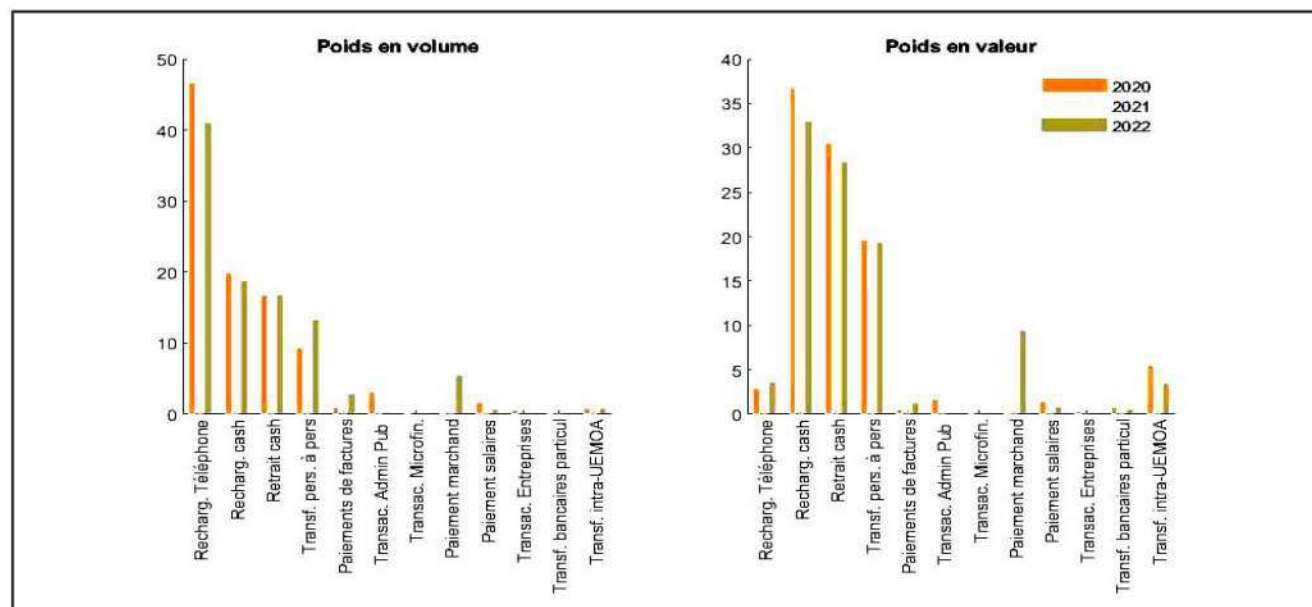
Au cours de la période sous revue, les paiements effectués à partir des porte-monnaies électroniques concernent, par ordre d'importance, les opérations de :

- rechargement cash (23 036,1 milliards ; 33,0%) ;
- retrait cash (19 831,4 milliards ; 28,4%) ;
- transfert personne à personne (13 467,8 milliards ; 19,3%) ;

36 - Dépôt d'une somme d'argent sur le porte-monnaie électronique

- paiement marchand (6 596,8 milliards ; 9,5%) ;
- rechargement téléphonique (2 511,3 milliards ; 3,6%) ;
- transfert intra-UEMOA (2 408,5 milliards ; 3,5%) ;
- paiement de factures (854,7 milliards ; 1,2%) ;
- paiement de salaires (568,9 milliards ; 0,8%) ;
- transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (393,7 milliards ; 0,6%) ;
- transactions avec les administrations publiques (110,0 milliards ; 0,2%) ;
- transferts entre entreprises (17,3 milliards ; 0,02%)

Graphique n°47 : Proportion des indicateurs de services financiers au 31 décembre 2022



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UEMOA

5.4.3. Situation prudentielle des EME en activité

La situation prudentielle des EME se présente comme suit à fin décembre 2022, sur la base des données provisoires reçues des 13 établissements en activité.

5.4.3.1. Normes prudentielles

Ratio de couverture

Ce ratio requiert de chaque EME, la couverture, par ses capitaux propres, à hauteur d'au moins 3,0% de l'encours de la monnaie électronique. Il s'est établi à 4,7% et est respecté par 9 des 13 EME.

Ratio d'équivalence

Le ratio d'équivalence met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique

et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique. Cet indicateur, dont la norme minimale est de 100%, se situe à 92,6% en 2022 contre 98,5% en 2021. Sept (7) des 13 EME sont conformes à ce ratio.

Ratio de placement

Cette norme limite à 25% la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique. Il ressort à 26,6% et est respecté par huit (8) des 13 EME.

5.4.3.2. Synthèse de la situation prudentielle

Le tableau, ci-après, donne un aperçu du respect du dispositif prudentiel par les EME en activité, au 31 décembre 2022.

Tableau n° 40 : Situation prudentielle des EME au 31 décembre 2022

Pays	Nombre d'EME respectant la norme		
	Ratio de couverture (≥ 3%)	Ratio d'équivalence (≥ 100%)	Ratio de placement (≤ 25%)
Bénin (2)	1	1	1
Burkina (1)	0	1	1
Côte d'Ivoire (6)	5	2	5
Guinée-Bissau (0)	-	-	-
Mali (1)	0	1	0
Niger (0)	-	-	-
Sénégal (3)	3	2	1
Togo (0)	-	-	-
Total (13)	9	7	8
Proportion (%)	69,2%	53,8%	61,5%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

ENCADRE n°3 : Cybersécurité - enjeux et leviers pour le secteur bancaire de l'UMOA

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a accéléré le processus de "digitalisation" dans le secteur bancaire de l'UMOA (systèmes de règlement, services de paiement, etc.), avec pour conséquence un accroissement du risque opérationnel en lien avec les cyber-attaques. Face à cette situation, les établissements doivent intégrer des solutions de cybersécurité.

Selon l'étude "Global Banking Fraud Survey 2019" réalisée par le cabinet de conseil, d'audit et d'expertise comptable KPMG, plus de 60% des établissements bancaires de par le monde signalent une hausse des volumes de fraudes informatiques et plus de 50% constatent une augmentation de la valeur des malversations informatiques du fait de l'omniprésence des technologies de l'information. L'agence de notation financière Moody's confirme cette tendance en s'appuyant sur les chiffres issus du rapport du bureau d'études spécialisé VMware Carbon Black. Ainsi, entre février et avril 2020, le nombre de fraudes informatiques contre les institutions financières a triplé (+238%) suite au développement du télétravail imposé par la pandémie. De même, les tentatives de vol de données personnelles ont été multipliées par 9.

Aussi, faudrait-il identifier les menaces liées à la cybersécurité dans les banques.

Les banques sont confrontées à différents types d'attaques, notamment l'hameçonnage (phishing) et les fraudes ou négligences d'employés internes. Ces menaces, quand elles deviennent effectives, peuvent induire des pertes et entachent de façon significative la crédibilité des banques auprès de leurs clients. Par conséquent, il paraît opportun pour le secteur bancaire d'appréhender la cybersécurité à travers 3 enjeux majeurs que sont la protection des données clients, la prévention des pertes financières et la protection de la réputation des banques.

Dans l'UMOA, les attaques les plus courantes, qui jusque-là étaient limitées à des « fake mails », conçus pour dérober des renseignements personnels dans le but d'usurper l'identité des employés de la banque et de commettre des forfaits, ont connu une grande évolution. A cet égard, les banques de la zone se doivent d'élaborer un arsenal de mesures pour détecter et combler les failles dans leur système d'information afin de prévenir les cyberattaques.

La maîtrise de la cybersécurité par les banques de l'UMOA passe par plusieurs défis à relever en matière de sécurité informatique. Il s'agira de trouver le juste équilibre entre utilité et sécurité, ensuite d'anticiper pour gérer efficacement les risques de cyberattaques et de s'adapter aux évolutions constantes des menaces. Pour ce faire, les banques devront miser sur les bons outils et les technologies de pointe, sensibiliser les clients à la cybersécurité et aux risques, puis trouver et attirer les meilleurs experts dans le domaine.

Par ailleurs, en sus des dispositions en matière de gestion du risque opérationnel contenues dans la Circulaire n°04-2017-CB-C relative à la gestion des risques dans les établissements de crédit et compagnies financières de l'UMOA, des directives sont en cours d'élaboration en matière de dispositif de cybersécurité à mettre en place au sein des établissements.



ANNEXES

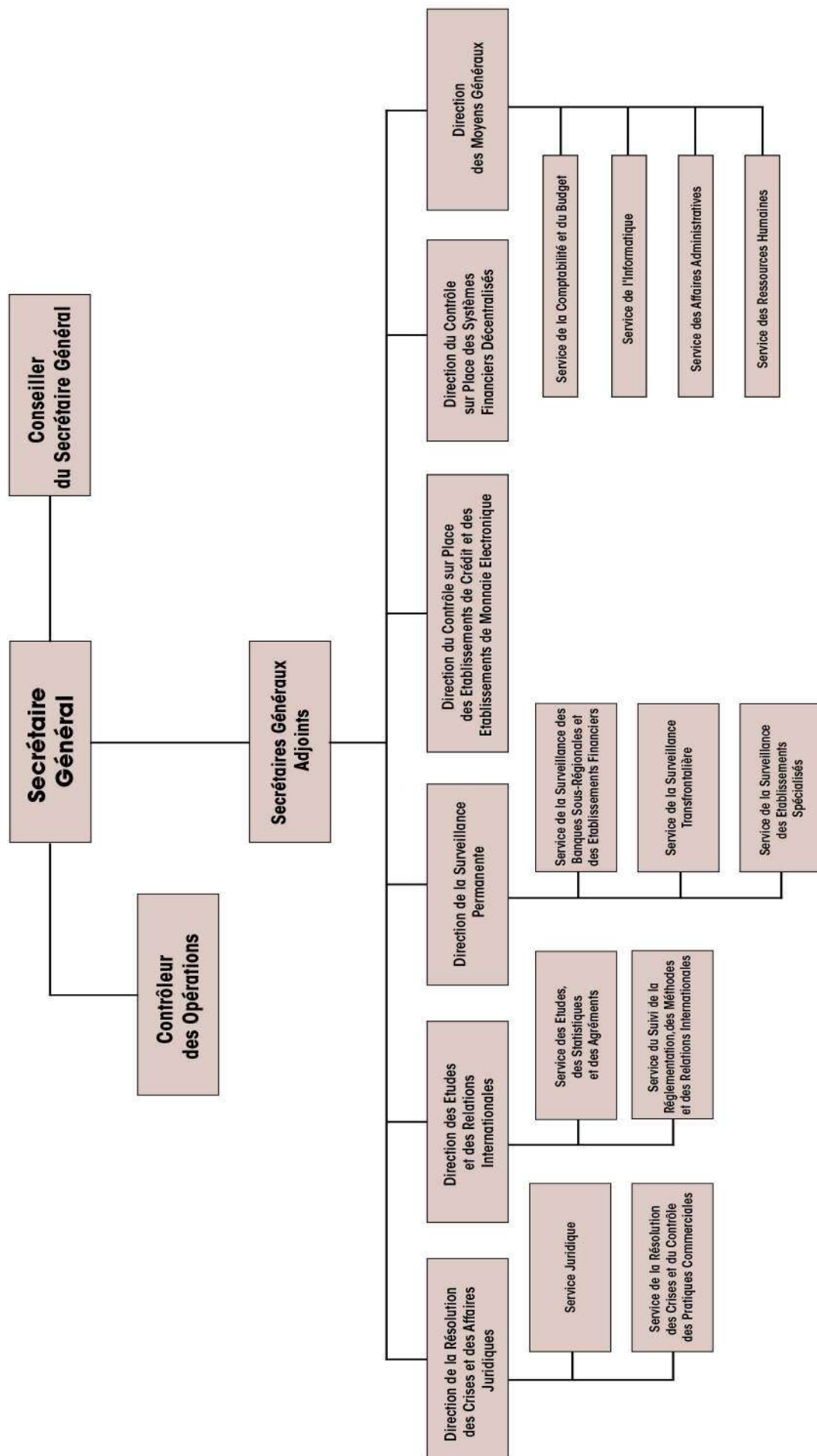
LISTE DES ANNEXES

- I - ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2022**
- II - STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES COMPAGNIES FINANCIERES**
- III - STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44**
- IV - STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES**

ANNEXE I

ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2022

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA**Secrétaire Général**

Monsieur Antoine TRAORE

Secrétaire Général Adjoint

Monsieur Adjoumani KOUAKOU

Secrétaire Général Adjoint

Monsieur Monsieur Habib THIAM

Conseiller du Secrétaire Général

Monsieur Megbegnon Thierry TOFFA

Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques

Madame Fatou Sy ANTWI-GYAMPEM MANGANE

Directeur des Etudes et des Relations Internationales

Monsieur Babacar FALL

Directeur de la Surveillance Permanente

Monsieur Josephate ZOLA

Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit

et des Etablissements de Monnaie Electronique Monsieur Malick DIARRA

Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés

Monsieur Kalidou Assane THIAM

Directeur des Moyens Généraux

(Vacant)

ANNEXE II

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES COMPAGNIES FINANCIERES

ANNEXE II.1

II.1.1 - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

II.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

Banques (132) (En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	- Société Générale Côte d'Ivoire	3 353 830	1	2 685 322	1	2 159 209	1
Burkina	- Coris Bank International	2 128 295	2	1 348 264	3	1 096 631	3
Côte d'Ivoire	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire	2 048 623	3	1 511 009	2	958 345	6
Côte d'Ivoire	- Ecobank Côte d'Ivoire	1 900 500	4	1 269 609	6	898 865	7
Côte d'Ivoire	- NSIA Banque Côte d'Ivoire	1 895 135	5	1 220 886	7	1 129 214	2
Côte d'Ivoire	- Banque Nationale d'Investissement	1 601 363	6	1 347 068	4	767 098	10
Mali	- Banque Malienne de Solidarité	1 510 862	7	815 140	12	968 579	4
Côte d'Ivoire	- Société Ivoirienne de Banque	1 499 497	8	1 271 199	5	964 690	5
Sénégal	- Société Générale Sénégal	1 341 114	9	1 061 761	9	818 851	9
Sénégal	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank	1 338 259	10	1 102 891	8	871 980	8
Mali	- Banque de Développement du Mali	1 314 459	11	880 093	10	597 894	12
Burkina	- Bank Of Africa Burkina Faso	1 163 300	12	875 498	11	642 663	11
Burkina	- Ecobank Burkina	1 123 098	13	763 153	14	456 610	21
Côte d'Ivoire	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	1 055 584	14	620 530	20	482 610	15
Bénin	- Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce	999 796	15	671 850	15	409 775	24
Sénégal	- Ecobank Sénégal	964 431	16	616 550	21	387 513	25
Togo	- Orabank Togo	940 749	17	558 780	24	468 725	19
Côte d'Ivoire	- BGFIBank Côte d'Ivoire	934 043	18	557 979	25	520 995	14
Côte d'Ivoire	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	926 252	19	805 335	13	478 323	18
Côte d'Ivoire	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	908 425	20	666 109	16	450 296	22
Bénin	- Bank Of Africa Bénin	906 699	21	648 845	17	386 298	26
Côte d'Ivoire	- Bank Of Africa Côte d'Ivoire	841 638	22	645 407	18	383 377	27
Sénégal	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	831 857	23	626 670	19	467 105	20
Côte d'Ivoire	- Orabank Côte d'Ivoire	823 144	24	496 980	30	316 804	31
Mali	- Banque Nationale de Développement Agricole	777 042	25	477 730	32	480 403	17
Burkina	- Société Générale Burkina Faso	770 773	26	539 917	27	481 194	16
Sénégal	- Banque Islamique du Sénégal	738 790	27	505 976	29	569 749	13
Bénin	- Coris Bank International Bénin	717 954	28	402 077	38	302 833	34
Sénégal	- Bank Of Africa Sénégal	702 687	29	545 980	26	359 471	28
Côte d'Ivoire	- United Bank for Africa Côte d'Ivoire	689 680	30	485 998	31	216 350	48
Mali	- Ecobank Mali	681 297	31	569 753	22	230 247	46
Bénin	- Ecobank Bénin	673 603	32	475 730	33	293 223	36
Sénégal	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	664 102	33	563 490	23	326 958	30
Burkina	- United Bank for Africa Burkina	655 051	34	426 375	34	188 938	57
Togo	- Ecobank Togo	626 905	35	514 245	28	245 746	43
Bénin	- NSIA Banque Bénin	623 378	36	353 236	40	313 584	32
Sénégal	- Banque de l'Habitat du Sénégal	585 048	37	418 937	36	419 742	23
Mali	- Bank Of Africa Mali	576 751	38	425 026	35	268 945	40
Sénégal	- Coris Bank International Sénégal	576 584	39	321 339	45	292 714	37
Togo	- Coris Bank International Togo	541 199	40	288 567	48	214 173	49

(En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Niger	- Société Nigérienne de Banque	534 198	41	350 653	41	341 363	29
Sénégal	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal	510 593	42	336 902	43	280 695	39
Sénégal	- Banque Atlantique Sénégal	491 984	43	346 955	42	306 199	33
Burkina	- Banque Commerciale du Burkina	474 285	44	284 702	49	243 850	44
Sénégal	- United Bank for Africa Sénégal	457 045	45	256 812	53	119 127	76
Burkina	- Banque Atlantique Burkina Faso	453 687	46	296 341	46	252 202	41
Mali	- Banque Internationale pour le Mali	444 326	47	334 904	44	153 047	67
Burkina	- Banque De l'Union Burkina Faso	428 579	48	275 158	51	211 824	50
Togo	- IB Bank Togo	417 635	49	409 235	37	252 077	42
Burkina	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	414 450	50	236 819	58	189 402	56
Bénin	- Orabank Bénin	408 163	51	243 012	57	196 031	54
Sénégal	- Banque Nationale pour le Développement Economique	402 481	52	181 336	74	166 531	62
Sénégal	- La Banque Agricole	401 894	53	296 111	47	298 512	35
Togo	- Union Togolaise de Banque	401 130	54	384 638	39	287 881	38
Burkina	- International Business Bank	387 827	55	208 584	65	231 427	45
Bénin	- United Bank for Africa Bénin	385 364	56	279 486	50	97 635	89
Côte d'Ivoire	- Banque De l'Union Côte d'Ivoire	381 989	57	224 645	62	207 147	52
Mali	- Coris Bank International Mali	377 549	58	166 696	79	179 010	59
Niger	- Bank Of Africa Niger	359 772	59	247 616	56	193 158	55
Sénégal	- Banque de Dakar	354 424	60	231 450	61	208 972	51
Burkina	- Vista Bank	349 046	61	253 893	54	224 625	47
Côte d'Ivoire	- Mansa Bank	333 176	62	108 752	92	91 124	93
Mali	- Banque Atlantique Mali	331 038	63	231 716	60	169 841	61
Niger	- Ecobank Niger	326 983	64	195 434	68	103 504	86
Côte d'Ivoire	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire	316 506	65	178 409	78	119 022	77
Sénégal	- FBNBank	308 060	66	251 111	55	116 357	79
Togo	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo	307 110	67	179 822	76	78 211	100
Mali	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	303 262	68	181 255	75	181 104	58
Côte d'Ivoire	- Citibank Côte d'Ivoire	300 331	69	259 758	52	137 539	71
Togo	- Banque Atlantique Togo	300 083	70	202 099	67	149 563	69
Côte d'Ivoire	- Banque d'Abidjan	299 498	71	205 503	66	166 140	63
Bénin	- BGFIBank Bénin	296 389	72	214 949	63	150 282	68
Bénin	- Société Générale Bénin	296 356	73	192 685	69	205 964	53
Burkina	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Burkina	292 671	74	182 509	73	115 067	80
Sénégal	- Crédit Du Sénégal	285 111	75	182 680	72	178 816	60
Sénégal	- Citibank Sénégal	279 237	76	232 104	59	106 858	85
Bénin	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Bénin	269 440	77	153 350	80	110 544	82
Bénin	- Banque Atlantique Bénin	269 180	78	187 841	71	130 694	72
Niger	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	255 454	79	179 260	77	109 226	83
Burkina	- Wendkuni Bank International	251 757	80	144 424	81	127 112	74
Mali	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Mali	239 430	81	130 825	86	162 267	64
Côte d'Ivoire	- Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire	235 375	82	209 429	64	31 942	114
Mali	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	228 407	83	131 290	85	129 194	73
Burkina	- Banque Agricole Du Faso	224 679	84	113 413	89	125 110	75

(En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Mali	- Banque Commerciale du Sahel	221 210	85	83 171	105	158 423	66
Sénégal	- BGFIBank Sénégal	220 072	86	100 377	97	139 350	70
Sénégal	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Sénégal	208 002	87	142 308	82	118 845	78
Togo	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Togo	207 229	88	108 895	91	86 019	96
Niger	- Banque Agricole du Niger	200 316	89	95 983	100	158 805	65
Togo	- Bank Of Africa Togo	196 266	90	113 527	88	94 533	91
Côte d'Ivoire	- Stanbic Bank	192 845	91	80 170	106	112 969	81
Togo	- SUNU Bank	190 904	92	106 180	94	91 190	92
Togo	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	187 768	93	111 553	90	90 460	94
Niger	- Coris Bank International, Succursale du Niger	179 122	94	98 238	99	109 199	84
Côte d'Ivoire	- Versus Bank	177 189	95	142 231	83	88 645	95
Niger	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Niger	175 326	96	98 449	98	97 232	90
Niger	- Banque Atlantique Niger	174 403	97	108 577	93	101 912	87
Mali	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	163 001	98	105 345	95	100 542	88
Niger	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	160 255	99	120 262	87	75 987	101
Côte d'Ivoire	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	159 954	100	89 930	101	19 080	121
Sénégal	- Banque Régionale de Marchés	157 559	101	134 844	84	85 343	97
Côte d'Ivoire	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire	150 157	102	102 932	96	75 639	102
Côte d'Ivoire	- Banque Populaire de Côte d'Ivoire	128 208	103	191 329	70	78 506	99
Guinée-Bissau	- Ecobank Guinée-Bissau	111 902	104	58 981	111	42 528	109
Côte d'Ivoire	- Orange Bank Africa	111 755	105	83 783	104	39 891	112
Niger	- Banque Islamique du Niger	110 570	106	68 934	107	83 161	98
Côte d'Ivoire	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	105 091	107	87 831	103	59 510	105
Mali	- United Bank for Africa Mali	103 878	108	60 838	109	50 217	108
Guinée-Bissau	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de la Guinée-Bissau	100 954	109	42 472	114	39 900	111
Côte d'Ivoire	- Banque Malienne de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	99 465	110	60 004	110	74 034	103
Sénégal	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	93 376	111	64 540	108	57 285	106
Guinée-Bissau	- Banco da Africa Ocidental	91 881	112	87 922	102	52 476	107
Guinée-Bissau	- Banco Da União	88 498	113	29 518	119	40 010	110
Burkina	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale au Burkina	79 681	114	48 189	112	63 879	104
Sénégal	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale au Sénégal	68 629	115	42 168	115	23 828	118
Sénégal	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	66 141	116	16 352	123	26 329	117
Togo	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo	65 222	117	46 448	113	26 588	116
Sénégal	- Crédit International	58 041	118	38 381	117	21 673	120
Sénégal	- La Banque Outarde	55 973	119	39 654	116	36 793	113
Guinée-Bissau	- Coris Bank International Sénégal, Succursale de la Guinée-Bissau	49 587	120	17 964	121	31 594	115
Guinée-Bissau	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	47 006	121	22 623	120	16 895	123
Bénin	- CCEI Bank Bénin	44 819	122	17 817	122	12 595	125
Niger	- Banque de l'Habitat du Niger	39 380	123	31 077	118	23 381	119
Niger	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Niger	27 732	124	16 204	124	14 842	124
Niger	- Banque Commerciale du Niger	25 353	125	8 003	129	10 599	126
Bénin	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Bénin	20 330	126	6 306	130	17 770	122
Côte d'Ivoire	- Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	19 595	127	10 948	125	171	132
Niger	- Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	16 197	128	9 415	128	270	131
Bénin	- Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	14 744	129	10 624	126	8 473	127
Togo	- Société InterAfricaine de Banque	8 896	130	10 203	127	3 946	128
Sénégal	- Banque de Développement du Mali, Succursale du Sénégal	7 610	131	2 490	131	1 865	129
Togo	- Banque de Développement du Mali, Succursale du Togo	5 010	132	2 077	132	931	130

Total	63 524 853		43 651 937		32 687 029	
--------------	-------------------	--	-------------------	--	-------------------	--

(*) Données provisoires

ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE (23)

(En millions de FCFA)

ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	201 957	1	57 968	1	3 240	10
Togo	- African Lease Togo	107 604	2	35 788	2	30 821	3
Côte d'Ivoire	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alos Finance Côte d'Ivoire	67 543	3	27 594	3	47 266	1
Burkina	- Fidelis Finance Burkina Faso	60 111	4	4 079	8	29 251	4
Mali	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	55 906	5	22 211	4	6 131	8
Sénégal	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	55 141	6	6 323	7	31 019	2
Burkina	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	38 224	7	19 172	5	-	-
Togo	- African Guaranteed Fund pour les petites et moyennes entreprises	31 775	8	-	-	54	14
Sénégal	- La Financière de l'Afrique de l'Ouest	31 725	9	88	19	1 064	12
Côte d'Ivoire	- Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	24 831	10	2 938	9	21 084	5
Burkina	- Société Bukinabé de Crédit Automobile	16 613	11	6 936	6	11 338	6
Niger	- AL-IZZA Transfert d'Argent International	15 527	12	610	18	-	-
Niger	- Niger Transfert d'Argent	10 717	13	2 273	12	377	13
Mali	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	10 702	14	2 879	-	52	15
Sénégal	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alos Finance, Succursale du Sénégal	9 827	15	1 027	15	7 398	7
Mali	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alos Finance, Succursale du Mali	7 743	16	856	17	4 192	9
Bénin	- Africaine des Garanties et du Cautionnement	6 835	17	2 006	13	-	-
Niger	- Bureau National d'Intermédiation Financière (BNIF AFUWA)	6 781	18	-	-	-	-
Niger	- Société Sahélienne de Financement	6 566	19	1 783	14	-	-
Sénégal	- WafaCash West Africa	5 695	20	-	-	-	-
Niger	- ZEYNA	4 176	21	894	16	-	-
Burkina	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alos Finance, Succursale du Burkina	3 577	22	2 292	11	1 586	11
Niger	- AMANA Transfert d'Argent et Finance	2 306	23	34	20	-	-

Total		781 882		197 751		194 873	
--------------	--	----------------	--	----------------	--	----------------	--

(*) Données provisoires

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	6 130 844	8 205 485	8 008 260	-2,4%
- Caisse	930 108	1 028 641	1 116 858	8,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	3 663 283	5 255 141	5 098 138	-3,0%
- Comptes de dépôts	407 375	524 141	572 691	9,3%
- Comptes de prêts	1 125 148	1 382 236	1 213 908	-12,2%
- Valeurs non imputées	466	11 504	2 614	-77,3%
- Créances en souffrance	7 641	7 417	8 393	13,2%
- Dépréciations	-3 178	3 595	4 341	20,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	24 555 348	27 453 986	32 881 902	19,8%
Comptes ordinaires débiteurs	2 567 086	2 617 154	3 225 247	23,2%
Crédits à terme	20 899 040	23 680 256	28 653 767	21,0%
dont - Crédits à court terme	5 906 442	10 298 893	12 764 313	23,9%
(dont Affacturage)	14 834	94 380	126 564	34,1%
- Crédits à moyen terme	8 974 138	11 544 473	13 761 083	19,2%
- Crédits à long terme	1 002 007	1 518 904	1 775 180	16,9%
- Crédits de location financement	231 239	317 986	353 192	11,1%
Valeurs non imputées	42 939	22 969	39 584	72,3%
Créances en souffrance (montant Brut)	3 082 810	3 104 575	2 917 480	-6,0%
dont - Créances restructurées	268 536	418 743	425 326	1,6%
- Créances douteuses et litigieuses	1 900 727	2 685 832	2 492 154	-7,2%
Dépréciations	2 036 528	1 970 968	1 954 176	-0,9%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-27 182	78 234	102 293	30,8%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-1 427 185	1 892 734	1 851 882	-2,2%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	14 632 992	17 272 627	21 269 310	23,1%
- Titres de transaction (y compris titres prêts)	201 652	328 434	344 152	4,8%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêts)	10 569 736	12 400 814	14 656 681	18,2%
- Titres d'investissement (y compris titres prêts)	2 717 531	3 308 828	4 638 642	40,2%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	27 905	37 453	56 176	50,0%
- Comptes de liaison	8 526	17 028	19 894	16,8%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	9 718	8 414	6 827	-18,9%
- Débiteurs divers	453 246	465 961	584 082	25,4%
- Comptes d'attente et de régularisation	680 724	724 993	994 653	37,2%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	21 208	26 526	33 489	26,3%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-57 254	45 824	65 289	42,5%
VALEURS IMMOBILISÉES	1 946 682	2 007 504	2 146 697	6,9%
- Prêts subordonnés	12 512	7 672	13 404	74,7%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêts)	94 289	86 145	86 457	0,4%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêts)	99 065	82 522	109 977	33,3%
- Dotations succursales	76 189	86 107	100 469	16,7%
- Dépôts et cautionnements	48 150	59 717	63 079	5,6%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	1 617 383	1 688 563	1 776 766	5,2%
dont immobilisations encours	124 781	218 918	186 265	-14,9%
(incorporelles)	19 368	36 819	31 139	-15,4%
immobilisations d'exploitation	599 002	583 980	566 900	-2,9%
(incorporelles)	65 516	77 540	71 725	-7,5%
immobilisations hors exploitation	203 455	201 431	161 761	-19,7%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	277 197	259 157	271 878	4,9%
(incorporelles)	2 484	523	2 798	435,0%
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	216	335	252	-24,8%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	1 121	3 556	3 707	4,2%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	3 000	18 237	566	-96,9%
TOTAL DE L'ACTIF	47 268 867	54 957 840	64 306 735	17,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	8 981 264	9 664 383	12 964 279	34,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	938 201	959 080	1 268 231	32,2%
- Comptes de dépôts	318 574	387 946	415 526	7,1%
- Comptes d'emprunts	7 718 862	8 299 934	11 266 958	35,7%
- Autres sommes dues	5 627	17 423	13 563	-22,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	32 532 828	38 786 582	43 746 218	12,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	17 440 844	21 281 519	24 628 949	15,7%
- Dépôts à terme reçus	7 743 632	9 182 628	9 610 737	4,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	5 415 948	6 006 289	6 634 050	10,5%
- Dépôts de garantie reçus	1 217 686	1 446 949	1 855 082	28,2%
- Autres dépôts	231 480	256 591	369 982	44,2%
- Bons de caisse	52 249	64 825	40 830	-37,0%
- Comptes d'affacturage	2 852	3 088	1 717	-44,4%
- Emprunts à la clientèle	60 427	53 550	79 134	47,8%
- Autres sommes dues	367 711	491 144	525 737	7,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 648 325	1 774 049	2 102 587	18,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	76	42	44	4,8%
- Titres de transaction passif	42 604	28 424	83 907	195,2%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	9 600	-
- Obligations	124 077	105 765	77 304	-26,9%
- Autres dettes constituées par des titres	15 413	13 833	16 566	19,8%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	35	117	3 096	2546,6%
- Compte de liaison (Passif)	857	14 591	8 157	-44,1%
- Créiteurs divers	343 588	418 678	478 576	14,3%
- Provisions	267 678	285 192	298 157	4,5%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	853 997	907 409	1 127 180	24,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	406	212	74	-65,1%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	406	212	74	-65,1%
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	4 106 043	4 732 362	5 493 577	16,1%
- Provisions réglementées	5 530	5 468	4 934	-9,8%
- Dettes subordonnées	193 651	188 481	220 373	16,9%
- Comptes bloqués d'actionnaires	25 765	31 993	51 606	61,3%
- Primes liées au capital	210 878	214 007	228 047	6,6%
- Ecart de réévaluation	61 832	61 832	62 722	1,4%
- Capital social	2 042 479	2 193 281	2 351 678	7,2%
- Capital non appelé	0	18 114	0	-100%
- Dotations	111 288	105 191	118 191	12,4%
- Réserves	1 154 997	1 260 657	1 422 656	12,9%
- Report à nouveau	-177 578	-81 013	111 552	237,7%
- Résultat de l'exercice	477 203	734 351	921 818	25,5%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	47 268 867	54 957 589	64 306 735	17,0%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	1 954 612	2 612 104	2 858 483	9,4%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	9 384 648	7 033 993	8 286 463	17,8%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	218 912	143 660	331 762	130,9%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	27 321	558 620	661 246	18,4%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	14 445	6 684	11 517	72,3%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	698 207	767 635	1 213 540	58,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	76 174	74 633	70 525	-5,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	41 135 023	46 732 878	56 297 909	20,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	24 555 348	27 453 986	32 881 902	19,8%
a) Crédits à court terme	13 301 682	12 939 016	16 029 144	23,9%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 567 086	2 617 154	3 225 247	23,2%
<i>Autres crédits à court terme</i>	10 734 596	10 321 862	12 803 896	24,0%
b) Crédits à moyen terme	8 974 138	11 544 473	13 761 083	19,2%
c) Crédits à long terme	1 002 007	1 518 904	1 775 180	16,9%
d) Crédits de location financement	231 239	317 986	353 192	11,1%
e) Crédits en souffrance	1 046 283	1 133 607	963 304	-15,0%
<i>Créances restructurées</i>	241 354	340 509	323 033	-5,1%
<i>dépréciations</i>	27 182	78 234	102 293	30,8%
<i>Créances douteuses & litigieuses</i>	473 542	793 098	640 272	-19,3%
<i>dépréciations</i>	1 427 185	1 892 734	1 851 882	-2,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	16 579 675	19 278 893	23 416 007	21,5%
a) Titres de transaction	201 652	328 434	344 152	4,8%
b) Titres de placement	10 569 736	12 400 814	14 656 681	18,2%
c) Titres d'investissement	2 717 531	3 308 828	4 638 642	40,2%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-36 046	-19 298	-31 799	-64,8%
f) Immobilisations financières	281 150	259 224	306 852	18,4%
g) Autres immobilisations	1 665 533	1 747 581	1 839 845	5,3%
h) Divers	1 180 120	1 253 309	1 661 633	32,6%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	38 284 602	45 271 923	51 341 890	13,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	32 672 318	38 906 180	43 849 688	12,7%
a) A vue	17 811 406	21 775 751	25 156 403	15,5%
b) A terme	14 860 912	17 130 430	18 693 284	9,1%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	7 795 880	9 247 453	9 651 566	4,4%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	5 415 948	6 006 289	6 634 050	10,5%
<i>autres</i>	1 649 083	1 876 687	2 407 668	28,3%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	4 103 043	4 711 370	5 493 011	16,6%
a) Capital, dotations & réserves	3 816 266	4 423 596	5 153 376	16,5%
b) Autres	286 777	287 774	339 635	18,0%
3. AUTRES RESSOURCES	1 509 241	1 654 372	1 999 191	20,8%
<i>dont Titres de transaction</i>	42 604	28 424	83 907	195,2%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-2 850 420	-1 460 956	-4 956 019	-239,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	2 850 420	1 460 956	4 956 019	239,2%
1. DISPONIBILITES	-939 826	-1 034 997	-1 123 685	-8,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 790 246	2 495 953	6 079 704	143,6%
<i>emplois</i>	-5 191 018	-7 168 430	-6 884 575	4,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-7 641	-7 417	-8 393	-13,2%
<i>ressources</i>	8 981 264	9 664 383	12 964 279	34,1%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	5 708 742	5 680 681	9 966 276	75,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	69 565	78 648	95 121	20,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	2 188 468	2 345 374	2 667 671	13,7%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	783 677	913 152	1 054 639	15,5%
+Produits sur opérations de change	2 503 777	2 137 076	5 909 092	176,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	88 194	100 824	117 438	16,5%
+Produits sur prestations de services financiers	70 887	86 095	105 070	22,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	25 589	33 937	30 872	-9,0%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	22 409	14 425	13 627	-5,5%
2. CHARGES BANCAIRES	3 358 888	3 070 077	6 984 745	127,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	260 003	234 164	295 118	26,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	649 291	745 822	826 499	10,8%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	32 911	36 389	51 467	41,4%
-Charges sur fonds propres et assimilés	10 597	10 395	10 304	-0,9%
-Charges sur opérations de change	2 348 842	1 976 558	5 719 654	189,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	3 174	2 963	4 691	58,3%
-Charges sur prestations de services financiers	37 605	43 816	56 630	29,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	16 223	19 971	20 384	2,1%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	2 349 855	2 610 603	2 981 531	14,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	102 555	130 197	109 596	-15,8%
+Produits sur valeurs immobilisées	32 314	51 364	39 060	-24,0%
+Produits divers d'exploitation	65 262	87 916	72 351	-17,7%
+Production immobilisée	6 069	845	559	-33,8%
-Charges sur valeurs immobilisées	1 089	9 927	2 373	-76,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	2 452 410	2 740 800	3 091 127	12,8%
6. FRAIS GENERAUX	1 374 334	1 455 563	1 580 598	8,6%
-Frais de personnel	600 740	630 500	681 568	8,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	82 358	82 819	91 529	10,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	691 235	742 244	807 500	8,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	153 207	150 686	185 621	23,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	156 036	153 673	186 911	21,6%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	2 829	2 987	1 289	-56,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	924 870	1 134 551	1 324 908	16,8%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	412 717	340 226	317 806	-6,6%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	959 417	1 053 843	1 021 863	-3,0%
+Dotations aux provisions réglementées	3 300	6 410	3 957	-38,3%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	546 091	713 769	703 348	-1,5%
-Reprises de provisions réglementées	3 909	6 259	4 666	-25,5%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	22 494	14 425	13 627	-5,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	534 646	808 750	1 020 729	26,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	28 953	38 793	35 773	-7,8%
+Subventions d'exploitation	127	1 710	509	-70,2%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	1 476	1 334	1 216	-8,8%
+Récupération sur créances amorties	27 350	35 749	34 048	-4,8%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	86 397	113 192	134 683	19,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	477 203	734 352	921 818	25,5%
+Bénéfices	584 284	803 388	976 949	21,6%
-Pertes	107 081	69 036	55 130	-20,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	11,6%	10,6%	8,4%	-2,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,3%	4,1%	2,9%	-1,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	66,1%	63,5%	67,0%	3,5
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,2%	2,0%	2,0%	0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,4%	6,8%	6,8%	0
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,2%	4,8%	4,8%	0
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,1%	61,6%	59,3%	-2,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	43,6%	29,6%	23,7%	-5,9
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	20,3%	28,1%	30,9%	2,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,6%	15,6%	16,8%	1,2
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,0%	1,3%	1,4%	0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	43,1	41,2	42,1	2,2%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	29,0	32,1	35,3	9,9%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	2 163 132	2 274 833	2 447 230	7,6%
REPARTITION DU CAPITAL	2 163 132	2 274 833	2 447 230	7,6%
Nationaux	784 286	961 063	1 079 133	12,3%
Etat	350 619	385 847	451 593	17,0%
Privés	433 667	575 217	627 540	9,1%
Non-nationaux	1 378 847	1 313 770	1 368 097	4,1%
dont UMOA	642 729	763 345	803 004	5,2%
TOTAL DU BILAN	47 268 867	54 957 840	64 306 735	17,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	3 660	3 964	4 857	893
Périodiques	684	76	355	279
Permanents	2 976	3 888	4 502	614
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	3 671	3 532	3 680	148
EFFECTIFS	31 862	35 317	37 540	2 223
Employés	19 325	21 227	22 490	1 263
dont Etrangers	223	267	299	32
Cadres	12 537	14 090	15 050	960
dont Etrangers	470	583	673	90
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	14 515 152	18 272 955	19 670 761	1 397 806
Personnes physiques	13 535 943	17 050 013	18 221 904	1 171 891
dont Etrangers	247 495	302 863	234 412	-68 451
Personnes morales	979 209	1 222 942	1 448 856	225 914
dont Etrangers	12 007	15 069	14 845	-223
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	148	154	152	-2

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	3 092 048	3 465 726	4 096 131	18,2%
Fonds propres de base T1	3 017 991	3 476 332	4 065 079	16,9%
Fonds propres effectifs (FPE)	3 283 993	3 697 364	4 334 569	17,2%
Actifs pondérés des risques (APR)	26 473 488	29 361 849	32 624 534	11,1%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	11,7%	11,8%	12,6%	0,8
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	6,250%	6,875%	7,500%	
- Ratio de fonds propres de base	11,4%	11,8%	12,5%	0,6
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	7,250%	7,875%	8,500%	
- Ratio moyen de solvabilité total	12,4%	12,6%	13,3%	0,7
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	9,500%	10,375%	11,250%	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	6,4%	6,4%	6,3%	-0,1
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,3%	0,7%	0,7%	0
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,7%	0,4%	0,7%	0,3
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	9,5%	8,6%	8,2%	-0,4
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	28,4%	25,7%		-
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	16,6%	12,0%	11,6%	-0,4
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	89,7%	96,2%	98,1%	1,9
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	105,8%	109,1%	107,3%	-1,8

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE II.2-1 : BENIN

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2022

Annexe II.2-1 a

BENIN

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX						
	Banques (14)			337 440	83 580	31 250	222 610	5 926 214	208	2 414 034	591	2 144	2 735
B0185Q	- Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce	B.I.I.C	20/11/2014	82 514	82 514	0	0	999 796	15	38 794	32	173	205
B0061F	- Bank Of Africa Bénin	BOA-BENIN	13/10/1989	20 281	0	8 784	11 498	906 699	50	605 412	83	516	599
B0212V	- Coris Bank International – Bénin	-	18/02/2019	15 500	0	0	15 500	717 954	13	27 642	60	86	146
B0062G	- Ecobank Bénin	ECOBANK	13/10/1989	10 000	0	2 041	7 959	673 603	29	977 701	66	229	295
B0099X	- NSIA Banque Bénin	-	16/07/2001	30 450	0	599	29 851	623 378	21	180 625	87	287	374
B0058C	- Orabank Bénin	-	25/11/1988	18 310	404	32	17 874	408 163	16	77 914	70	179	249
B0067M	- United Bank for Africa – Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	19 800	662	2 022	16 916	385 364	15	249 779	10	180	190
B0157K	- BGFIBank Bénin	-	23/04/2010	22 000	0	8 386	13 614	296 389	8	25 858	22	110	132
B0104C	- Société Générale Bénin	-	27/05/2002	37 000	0	1 999	35 001	296 356	9	39 541	48	86	134
B0107F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce – Bénin	BSIC-BENIN	30/08/2002	27 398	0	0	27 398	269 440	12	68 103	48	116	164
B0115P	- Banque Atlantique Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	28 000	0	7 388	20 612	269 180	13	104 406	36	97	133
B0184P	- CCEI Bank Bénin	-	16/07/2014	26 386	0	0	26 386	44 819	4	10 479	18	55	73
B0177G	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Bénin	-	06/09/2013	0	0	0	0	20 330	1	1 113	7	10	17
B0199F	- Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	-	13/12/2016	0	0	0	0	14 744	2	6 667	4	20	24
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (1)			3 000	0	2 800	200	6 835	0	0	9	20	29
B0216Z	- Africaine des Garanties et du Cautionnement	AFGC	04/11/2019	3 000	0	2 800	200	6 835	0	0	9	20	29
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			340 440	83 580	34 050	222 810	5 933 049	208	2 414 034	600	2 164	2 764

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	512 491	704 721	359 537	-49,0%
- Caisse	62 941	76 681	60 436	-21,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	276 232	368 978	224 013	-39,3%
- Comptes de dépôts	21 063	22 857	23 102	1,1%
- Comptes de prêts	152 023	226 992	51 955	-77,1%
- Valeurs non imputées	231	9 213	31	-99,7%
- Créances en souffrance	1	1	1	0%
- Dépréciations	-1	1	1	0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 820 627	1 990 418	2 635 701	32,4%
Comptes ordinaires débiteurs	73 314	93 725	95 266	1,6%
Crédits à terme	1 633 608	1 803 367	2 486 530	37,9%
dont - Crédits à court terme	326 594	313 040	498 844	59,4%
(dont Affacturage)	0	0	0	-
- Crédits à moyen terme	1 060 880	1 379 288	1 835 357	33,1%
- Crédits à long terme	98 219	108 642	146 572	34,9%
- Crédits de location financement	949	2 398	5 757	140,1%
Valeurs non imputées	12	271	27	-90,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	329 229	267 843	196 970	-26,5%
dont - Créances restructurées	40 221	25 687	23 634	-8,0%
- Créances douteuses et litigieuses	232 855	242 156	173 337	-28,4%
Dépréciations	215 536	174 788	143 092	-18,1%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-1 269	1 869	2 282	22,1%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-148 679	172 919	140 810	-18,6%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 709 894	2 364 259	2 719 010	15,0%
- Titres de transaction (y compris titres prêts)	6 666	6 683	19 940	198,4%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêts)	1 157 021	1 742 398	2 058 354	18,1%
- Titres d'investissement (y compris titres prêts)	480 180	521 912	569 638	9,1%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	916	1 715	804	-53,1%
- Comptes de liaison	77	109	23	-78,9%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 060	924	235	-74,6%
- Débiteurs divers	27 960	27 593	17 837	-35,4%
- Comptes d'attente et de régularisation	36 231	63 201	52 404	-17,1%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	1 441	1 854	2 277	22,8%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-1 657	2 130	2 502	17,5%
VALEURS IMMOBILISÉES	204 206	222 397	218 801	-1,6%
- Prêts subordonnés	229	238	248	4,2%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêts)	27 747	24 892	24 677	-0,9%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêts)	3 393	10 577	10 695	1,1%
- Dotations succursales	7 680	7 680	7 680	0,0%
- Dépôts et cautionnements	2 484	2 441	2 581	5,7%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	162 673	176 569	172 920	-2,1%
dont immobilisations encours	18 496	23 175	23 848	2,9%
(incorporelles)	2 870	4 378	5 104	16,6%
immobilisations d'exploitation	87 492	45 099	43 945	-2,6%
(incorporelles)	7 994	6 256	7 650	22,3%
immobilisations hors exploitation	23 633	11 237	10 676	-5,0%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	48 324	48 671	43 249	-11,1%
(incorporelles)	0	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	4 247 218	5 281 794	5 933 049	12,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	984 945	1 375 432	1 494 397	8,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	106 587	116 049	114 817	-1,1%
- Comptes de dépôts	25 845	33 417	29 407	-12,0%
- Comptes d'emprunts	852 507	1 225 863	1 350 110	10,1%
- Autres sommes dues	6	103	62	-39,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 839 276	3 408 171	3 859 813	13,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 283 245	1 663 070	1 923 573	15,7%
- Dépôts à terme reçus	1 063 850	1 186 925	1 367 347	15,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	375 207	395 758	405 034	2,3%
- Dépôts de garantie reçus	41 944	47 581	78 165	64,3%
- Autres dépôts	29 485	34 856	39 274	12,7%
- Bons de caisse	0	0	0	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	45 545	79 981	46 420	-42,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	83 592	104 895	126 709	20,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	38	42	44	4,8%
- Titres de transaction passif	0	0	14 514	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	0	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	0	29	9	-69,0%
- Créditeurs divers	18 380	22 219	22 379	0,7%
- Provisions	14 053	16 473	20 971	27,3%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	51 121	66 132	68 792	4,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32	35	37	5,7%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	32	35	37	5,7%
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	339 373	393 261	452 093	15,0%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Dettes subordonnées	21 712	28 475	32 476	14,1%
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	2 500	-
- Primes liées au capital	2 347	2 347	2 347	0,0%
- Ecart de réévaluation	1 729	1 729	1 729	0,0%
- Capital social	329 902	325 339	340 439	4,6%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	8 000	8 000	8 000	0,0%
- Réserves	73 449	80 200	89 497	11,6%
- Report à nouveau	-114 466	-103 722	-87 758	15,4%
- Résultat de l'exercice	16 699	50 893	62 863	23,5%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	4 247 218	5 281 794	5 933 049	12,3%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	171 912	254 443	247 085	-2,9%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	887 352	830 141	1 063 001	28,1%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	27 526	48 723	77,0%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	10 955	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	2 750	2 750	2 750	0,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 332	1 539	1 395	-9,4%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 734 727	4 577 073	5 573 512	21,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 820 627	1 990 418	2 635 701	32,4%
a) Crédits à court terme	546 886	407 036	594 137	46,0%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	73 314	93 725	95 266	1,6%
<i>Autres crédits à court terme</i>	473 572	313 311	498 871	59,2%
b) Crédits à moyen terme	1 060 880	1 379 288	1 835 357	33,1%
c) Crédits à long terme	98 219	108 642	146 572	34,9%
d) Crédits de location financement	949	2 398	5 757	140,1%
e) Crédits en souffrance	113 693	93 054	53 879	-42,1%
<i>Créances restructurées</i>	38 952	23 818	21 352	-10,4%
<i>dépréciations</i>	1 269	1 869	2 282	22,1%
<i>Créances douteuses & litigieuses</i>	84 176	69 236	32 527	-53,0%
<i>dépréciations</i>	148 679	172 919	140 810	-18,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 914 100	2 586 655	2 937 811	13,6%
a) Titres de transaction	6 666	6 683	19 940	198,4%
b) Titres de placement	1 157 021	1 742 398	2 058 354	18,1%
c) Titres d'investissement	480 180	521 912	569 638	9,1%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-216	-276	-225	18,5%
f) Immobilisations financières	39 049	43 387	43 300	-0,2%
g) Autres immobilisations	165 157	179 010	175 501	-2,0%
h) Divers	66 244	93 541	71 303	-23,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	3 262 273	3 906 362	4 438 652	13,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 839 276	3 408 171	3 859 813	13,3%
a) A vue	1 328 790	1 743 051	1 969 992	13,0%
b) A terme	1 510 486	1 665 120	1 889 821	13,5%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	1 063 850	1 186 925	1 367 347	15,2%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	375 207	395 758	405 034	2,3%
<i>autres</i>	71 429	82 438	117 439	42,5%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	339 373	393 261	452 093	15,0%
a) Capital, dotations & réserves	315 932	363 058	415 388	14,4%
b) Autres	23 441	30 204	36 705	21,5%
3. AUTRES RESSOURCES	83 624	104 930	126 746	20,8%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	14 514	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-472 454	-670 711	-1 134 860	-69,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	472 454	670 711	1 134 860	69,2%
1. DISPONIBILITES	-64 001	-77 605	-60 671	21,8%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	536 456	748 315	1 195 531	59,8%
<i>emplois</i>	-448 489	-627 116	-298 866	52,3%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-1	-1	-1	0%
<i>ressources</i>	984 945	1 375 432	1 494 397	8,6%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	512 918	595 300	762 030	28,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	4 655	3 428	3 964	15,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	177 936	161 588	179 161	10,9%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	108 313	128 070	141 762	10,7%
+Produits sur opérations de change	214 354	291 096	421 968	45,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	6 079	6 228	6 954	11,7%
+Produits sur prestations de services financiers	5 302	7 726	9 410	21,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	997	739	983	33,1%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	4 817	3 575	2 172	-39,3%
2. CHARGES BANCAIRES	327 499	404 002	543 807	34,6%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	29 376	22 273	29 609	32,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	88 221	93 384	90 033	-3,6%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	1 331	2 825	5 581	97,6%
-Charges sur fonds propres et assimilés	1 334	1 626	1 551	-4,6%
-Charges sur opérations de change	202 289	278 598	410 103	47,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	277	270	463	71,5%
-Charges sur prestations de services financiers	4 345	4 819	6 344	31,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	405	208	123	-40,9%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	185 420	191 298	218 223	14,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	12 334	7 084	6 505	-8,2%
+Produits sur valeurs immobilisées	1 060	1 075	1 134	5,4%
+Produits divers d'exploitation	8 291	6 009	5 371	-10,6%
+Production immobilisée	2 983	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	0	0	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	197 753	198 383	224 728	13,3%
6. FRAIS GENERAUX	126 158	117 962	129 999	10,2%
-Frais de personnel	52 538	49 504	52 498	6,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	6 188	5 083	8 424	65,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	67 432	63 374	69 078	9,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	14 432	13 689	14 196	3,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	14 587	13 797	14 375	4,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	155	108	179	66,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	57 163	66 732	80 532	20,7%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	46 543	20 130	22 555	12,0%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	115 036	81 018	108 648	34,1%
+Dotations aux provisions réglementées	128	0	0	-
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	68 621	60 888	86 093	41,4%
-Reprises de provisions réglementées	0	0	0	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	4 817	3 575	2 172	-39,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	15 438	50 176	60 149	19,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	5 745	5 386	5 228	-2,9%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	5 745	5 386	5 228	-2,9%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	4 485	4 669	2 513	-46,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	16 699	50 893	62 863	23,5%
+Bénéfices	33 710	57 016	66 739	17,1%
-Pertes	17 011	6 123	3 876	-36,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,2%	12,4%	7,1%	-5,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,2%	4,7%	2,0%	-2,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	65,5%	65,3%	72,6%	7,3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,1%	2,4%	2,2%	-0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,8%	6,1%	6,1%	0,0
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	4,8%	3,7%	3,9%	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	75,9%	68,9%	66,2%	-2,7
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	75,1%	28,6%	27,3%	-1,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	9,0%	26,6%	28,8%	2,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	4,9%	12,9%	13,9%	1,0
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,4%	1,0%	1,1%	0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	41,5	42,3	47,0	11,3%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	18,8	23,9	29,1	21,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	329 902	330 339	345 439	4,6%
REPARTITION DU CAPITAL	329 902	330 339	345 439	4,6%
Nationaux	117 207	117 711	117 630	-0,1%
<i>Etat</i>	83 778	83 580	83 580	0,0%
<i>Privés</i>	33 429	34 131	34 050	-0,2%
Non-nationaux	212 696	212 628	227 809	7,1%
<i>dont UMOA</i>	129 024	132 190	152 790	15,6%
TOTAL DU BILAN	4 247 218	5 281 794	5 933 049	12,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	227	209	208	-1
Périodiques	2	1	0	-1
Permanents	225	208	208	0
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	348	318	308	-10
EFFECTIFS	3 043	2 791	2 764	-27
Employés	2 432	2 218	2 164	-54
<i>dont Etrangers</i>	17	25	21	-4
Cadres	611	573	600	27
<i>dont Etrangers</i>	46	37	37	0
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	2 229 675	2 337 297	2 414 034	76 737
Personnes physiques	2 126 769	2 227 105	2 307 795	80 690
<i>dont Etrangers</i>	47 493	48 781	42 569	-6 212
Personnes morales	102 906	110 192	106 239	-3 953
<i>dont Etrangers</i>	1 753	2 262	2 320	58
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	15	15	15	0

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	298 920	303 678	367 994	21,2%
Fonds propres de base T1	271 995	303 678	367 994	21,2%
Fonds propres effectifs (FPE)	288 939	324 757	391 037	20,4%
Actifs pondérés des risques (APR)	1 988 764	2 390 430	2 414 242	1,0%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	15,0%	12,7%	15,2%	2,5
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	6,250%	6,875%	7,500%	
- Ratio de fonds propres de base	13,7%	12,7%	15,2%	2,5
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	7,250%	7,875%	8,500%	
- Ratio moyen de solvabilité total	14,5%	13,6%	16,2%	2,6
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	9,500%	10,375%	11,250%	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	5,7%	5,4%	5,4%	0
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,3%	0,2%	0,1%	-0,1
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	2,9%	0,4%	0,5%	0,1
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	11,9%	7,9%	5,5%	-2,4
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	31,5%	24,6%	15,2%	-9,4
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	9,9%	8,7%	6,7%	-2,0
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	112,3%	144,0%	146,1%	2,1
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	111,6%	126,5%	113,4%	-13,1

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-2 : BURKINA

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2022

Annexe II.2-2 a

BURKINA

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES	NON-NATIONAUX						
	BANQUES (15)			214 419	36 787	90 160	87 472	9 197 179	349	3 135 260	1 249	2 713	3 962
C0148V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	32 000	1 871	30 129	0	2 128 295	61	473 450	56	637	693
C0084A	- Bank Of Africa Burkina Faso	BOA-BURKINA	30/10/1997	22 000	0	9 460	12 540	1 163 300	53	536 714	69	497	566
C0083Z	- Ecobank Burkina	ECOBANK	04/02/1997	12 850	398	2 398	10 054	1 123 098	34	491 878	95	346	441
C0074P	- Société Générale Burkina Faso	-	16/12/1974	12 800	1 920	3 378	7 502	770 773	17	167 363	283	2	285
C0022H	- United Bank for Africa – Burkina	UBA-BURKINA	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	14 960	665 051	27	409 900	39	354	393
C0056V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	10/08/1995	17 208	8 604	0	8 604	474 285	26	108 670	89	189	278
C0134E	- Banque Atlantique Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	12 247	2 249	2 514	7 484	453 687	25	606 351	121	107	228
C0179D	- Banque De l'Union Burkina Faso	BDU – BF	13/12/2013	10 931	200	1 799	8 932	428 579	21	40 593	23	67	90
C0171V	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	-	05/06/2013	0	0	0	0	414 450	12	53 463	35	115	150
C0139K	- International Business Bank Burkina	IB BANK BURKINA	11/10/2005	22 827	4 929	17 216	682	387 827	14	43 100	77	68	145
C0023J	- Vista Bank	-	16/12/1974	10 000	2 500	7 498	2	349 046	15	73 922	94	117	211
C0108B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Burkina	BSIC – BURKINA	06/09/2003	16 712	0	0	16 712	292 671	18	69 964	74	140	214
C0202D	- Wendkuri Bank International	WBI	26/10/2017	12 000	0	12 000	0	251 757	11	31 875	64	41	105
C0207J	- Banque Agricole Du Faso	BADF	16/04/2018	14 278	12 215	2 063	0	224 679	9	9 162	108	0	108
C0161J	- CBAO, Groupe Altijarwafa bank, Succursale au Burkina	-	22/06/2010	0	0	0	0	79 681	6	18 855	22	33	55
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			13 400	2 961	7 715	2 724	118 525	10	0	48	36	84
C0085B	- Fidelis Finance Burkina Faso	FIDELIS FINANCE BF	30/10/1997	6 200	886	2 630	2 684	60 111	3	0	7	26	33
C0146S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	3 200	235	2 965	0	38 224	2	0	17	2	19
C0021G	- Société Bukinabé de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	4 000	1 840	2 120	40	16 613	4	0	23	5	28
C0149W	- Société Africaine de Crédit Automobile – Allos Finance, Succursale du Burkina	-	21/06/2007	0	0	0	0	3 577	1	0	1	3	4
	TOTAL ETABLISSEMENTS (19)			227 819	39 747	97 876	90 196	9 315 704	359	3 135 260	1 297	2 749	4 046

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	813 289	1 130 273	1 001 388	-11,4%
- Caisse	94 544	115 976	138 081	19,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	440 340	697 745	523 811	-24,9%
- Comptes de dépôts	48 823	61 768	92 420	49,6%
- Comptes de prêts	229 661	254 431	247 058	-2,9%
- Valeurs non imputées	71	60	20	-66,7%
- Créances en souffrance	439	858	850	-0,9%
- Dépréciations	-589	565	852	50,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 298 540	3 827 770	4 692 709	22,6%
Comptes ordinaires débiteurs	224 477	215 583	396 936	84,1%
Crédits à terme	2 980 309	3 522 254	4 228 290	20,0%
dont - Crédits à court terme	649 231	1 196 582	1 510 251	26,2%
(dont Affacturage)	449	35 711	6 231	-82,6%
- Crédits à moyen terme	1 327 238	2 209 762	2 605 529	17,9%
- Crédits à long terme	77 797	89 094	87 808	-1,4%
- Crédits de location financement	23 579	26 815	24 702	-7,9%
Valeurs non imputées	2 184	2 885	10 796	274,2%
Créances en souffrance (montant Brut)	340 068	303 522	278 207	-8,3%
dont - Créances restructurées	37 343	85 292	89 235	4,6%
- Créances douteuses et litigieuses	197 447	218 231	188 972	-13,4%
Dépréciations	248 499	216 473	221 519	2,3%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-11 943	31 680	36 946	16,6%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-174 555	184 793	184 574	-0,1%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	2 269 805	2 841 360	3 384 791	19,1%
- Titres de transaction (y compris titres prêteurs)	0	0	0	-
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêteurs)	1 386 712	1 916 239	2 093 785	9,3%
- Titres d'investissement (y compris titres prêteurs)	759 143	787 088	1 035 104	31,5%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	4 616	4 025	30 651	661,5%
- Comptes de liaison	-185	21	22	4,7%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	672	168	243	44,6%
- Débiteurs divers	36 695	33 808	36 769	8,8%
- Comptes d'attente et de régularisation	82 238	100 004	188 219	88,2%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	1 160	60	26	-56,7%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-1 246	54	29	-46,9%
VALEURS IMMOBILISÉES	251 942	221 840	236 815	6,8%
- Prêts subordonnés	0	0	5 116	-
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêteurs)	52 868	22 749	22 898	0,7%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêteurs)	5 174	4 367	4 667	6,9%
- Dotations succursales	3 000	5 000	6 000	20,0%
- Dépôts et cautionnements	4 891	4 291	4 546	6,0%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	186 009	185 433	193 588	4,4%
dont immobilisations encours	7 447	14 095	26 719	89,6%
(incorporelles)	1 141	3 343	5 450	63,0%
immobilisations d'exploitation	72 257	60 764	60 168	-1,0%
(incorporelles)	6 939	5 457	6 791	24,5%
immobilisations hors exploitation	20 509	25 745	13 304	-48,3%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	47 023	43 808	53 350	21,8%
(incorporelles)	0	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	6 633 575	8 021 244	9 315 704	16,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 244 985	1 401 908	2 161 697	54,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	100 289	136 280	170 676	25,2%
- Comptes de dépôts	11 212	29 721	30 401	2,3%
- Comptes d'emprunts	1 133 483	1 235 899	1 960 618	58,6%
- Autres sommes dues	1	7	1	-85,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 551 414	5 677 040	6 027 676	6,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 034 187	2 724 860	2 784 712	2,2%
- Dépôts à terme reçus	1 557 596	1 776 695	1 909 025	7,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	736 576	875 036	963 496	10,1%
- Dépôts de garantie reçus	118 029	182 026	217 361	19,4%
- Autres dépôts	61 645	59 582	86 334	44,9%
- Bons de caisse	0	0	0	-
- Comptes d'affacturage	1 171	371	57	-84,6%
- Emprunts à la clientèle	12 170	12 925	13 027	0,8%
- Autres sommes dues	30 041	45 545	53 663	17,8%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	191 742	204 128	270 916	32,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	38	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	0	-100,0%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	2 043	2 043	2 043	0%
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	89	294	3 662	1146,9%
- Créiteurs divers	42 728	45 626	53 399	17,0%
- Provisions	24 964	30 178	37 457	24,1%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	121 881	125 987	174 355	38,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	0	-
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	645 434	738 169	855 415	15,9%
- Provisions réglementées	0	1 067	397	-62,8%
- Dettes subordonnées	26 572	26 531	27 979	5,5%
- Comptes bloqués d'actionnaires	22 520	29 311	29 305	0%
- Primes liées au capital	48 661	50 749	50 749	0%
- Ecart de réévaluation	1 574	1 574	1 573	-0,1%
- Capital social	221 599	229 319	234 819	2,4%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	10 509	5 509	5 509	0%
- Réserves	196 771	207 035	239 146	15,5%
- Report à nouveau	35 858	60 079	107 384	78,7%
- Résultat de l'exercice	81 369	126 995	158 554	24,9%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	6 633 575	8 021 244	9 315 704	16,1%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	148 385	333 438	503 142	50,9%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	764 183	940 996	1 159 750	23,2%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	2	249	4 184	1 580,3%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	55 206	36 756	26 369	-28,3%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	7 143	10 896	17 739	62,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	5 820 286	6 890 971	8 314 316	20,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	3 298 540	3 827 770	4 692 709	22,6%
a) Crédits à court terme	1 778 356	1 415 050	1 917 983	35,5%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	224 477	215 583	396 936	84,1%
<i>Autres crédits à court terme</i>	1 553 879	1 199 467	1 521 047	26,8%
b) Crédits à moyen terme	1 327 238	2 209 762	2 605 529	17,9%
c) Crédits à long terme	77 797	89 094	87 808	-1,4%
d) Crédits de location financement	23 579	26 815	24 702	-7,9%
e) Crédits en souffrance	91 569	87 049	56 688	-34,9%
<i>.Créances restructurées</i>	25 400	53 612	52 290	-2,5%
<i>dépréciations</i>	11 943	31 680	36 946	16,6%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	22 892	33 437	4 398	-86,8%
<i>dépréciations</i>	174 555	184 793	184 574	-0,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	2 521 747	3 063 200	3 621 606	18,2%
a) Titres de transaction	0	0	0	-
b) Titres de placement	1 386 712	1 916 239	2 093 785	9,3%
c) Titres d'investissement	759 143	787 088	1 035 104	31,5%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-86	6	-3	-147,8%
f) Immobilisations financières	61 042	32 116	38 681	20,4%
g) Autres immobilisations	190 900	189 724	198 134	4,4%
h) Divers	124 036	138 027	255 905	85,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	5 388 590	6 619 336	7 154 007	8,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	4 553 457	5 679 083	6 029 719	6,2%
a) A vue	2 065 399	2 770 776	2 838 432	2,4%
b) A terme	2 488 058	2 908 306	3 191 286	9,7%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	1 557 596	1 776 695	1 909 025	7,4%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	736 576	875 036	963 496	10,1%
<i>autres</i>	193 887	256 576	318 765	24,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	645 434	738 169	855 415	15,9%
a) Capital, dotations & réserves	594 767	679 686	796 161	17,1%
b) Autres	50 666	58 483	59 254	1,3%
3. AUTRES RESSOURCES	189 699	202 085	268 873	33,0%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	0	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-431 696	-271 635	-1 160 308	-327,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	431 696	271 635	1 160 308	327,2%
1. DISPONIBILITES	-95 216	-116 144	-138 324	-19,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	526 912	387 779	1 298 632	234,9%
<i>emplois</i>	-718 073	-1 014 129	-863 064	14,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-439	-858	-850	0,9%
<i>ressources</i>	1 244 985	1 401 908	2 161 697	54,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	850 742	1 071 631	2 403 820	124,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	6 701	6 620	6 886	4,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	289 584	311 859	375 483	20,4%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	127 187	155 761	179 206	15,1%
+Produits sur opérations de change	408 690	571 511	1 813 653	217,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	14 308	15 786	16 709	5,9%
+Produits sur prestations de services financiers	7 964	9 190	11 147	21,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 370	2 722	2 378	-12,6%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	5 162	1 818	1 642	-9,7%
2. CHARGES BANCAIRES	550 684	727 887	2 004 617	175,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	36 014	27 905	41 014	47,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	118 092	142 002	162 779	14,6%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	3 247	4 829	7 064	46,3%
-Charges sur fonds propres et assimilés	2 911	2 868	2 981	3,9%
-Charges sur opérations de change	385 125	544 114	1 783 966	227,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	287	354	481	35,9%
-Charges sur prestations de services financiers	4 200	5 214	5 597	7,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	755	601	734	22,1%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	300 058	343 744	399 203	16,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	11 553	10 048	11 284	12,3%
+Produits sur valeurs immobilisées	5 824	3 797	5 669	49,3%
+Produits divers d'exploitation	5 749	6 254	5 615	-10,2%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	21	2	0	-100%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	311 611	353 792	410 487	16,0%
6. FRAIS GENERAUX	150 643	155 742	180 733	16,0%
-Frais de personnel	62 043	62 905	69 430	10,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	8 572	7 304	8 762	20,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	80 028	85 533	102 541	19,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	16 618	16 018	17 783	11,0%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	16 629	16 018	17 794	11,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	11	0	11	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	144 349	182 032	211 970	16,4%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	60 489	45 716	35 976	-21,3%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	111 865	105 613	99 363	-5,9%
+Dotations aux provisions réglementées	0	1 067	0	-100%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	51 151	60 964	63 388	4,0%
-Reprises de provisions réglementées	226	0	0	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	5 162	1 818	1 642	-9,7%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	89 023	138 134	177 637	28,6%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	2 332	4 817	2 519	-47,7%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	676	534	378	-29,2%
+Récupération sur créances amorties	1 656	4 283	2 141	-50,0%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	9 986	15 956	21 601	35,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	81 369	126 995	158 554	24,9%
+Bénéfices	83 652	127 411	158 554	24,4%
-Pertes	2 283	416	0	-100%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,6%	7,5%	5,7%	-1,8
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,8%	2,3%	1,2%	-1,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	73,1%	71,3%	79,6%	8,3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,7%	2,4%	2,5%	0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,2%	6,4%	6,7%	0,3
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	4,5%	4,0%	4,2%	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	55,7%	50,0%	49,7%	-0,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	40,5%	24,9%	16,8%	-8,1
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	27,1%	36,9%	39,7%	2,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	12,6%	17,2%	18,5%	1,3
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,2%	1,6%	1,7%	0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	39,4	40,8	44,7	9,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	37,8	47,7	52,4	9,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	221 600	233 828	240 328	2,8%
REPARTITION DU CAPITAL	221 600	233 828	240 328	2,8%
Nationaux	130 210	137 622	137 623	0,0%
<i>Etat</i>	37 113	39 747	39 747	0%
<i>Privés</i>	93 097	97 875	97 876	0,0%
Non-nationaux	91 389	96 206	102 705	6,8%
<i>dont UMOA</i>	34 687	43 673	45 671	4,6%
TOTAL DU BILAN	6 633 575	8 021 244	9 315 704	16,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	324	342	359	17
Périodiques	19	2	3	1
Permanents	305	340	356	16
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	503	529	554	25
EFFECTIFS	3 823	3 817	4 046	229
Employés	2 429	2 520	2 749	229
<i>dont Etrangers</i>	12	16	14	-2
Cadres	1 394	1 297	1 297	0
<i>dont Etrangers</i>	22	26	25	-1
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	2 202 333	2 880 250	3 135 260	255 010
Personnes physiques	2 092 516	2 747 733	2 993 916	246 183
<i>dont Etrangers</i>	36 819	25 022	28 893	3 871
Personnes morales	109 817	132 517	141 344	8 827
<i>dont Etrangers</i>	915	899	657	-242
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	19	19	19	0

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	501 704	549 157	672 255	22,4%
Fonds propres de base T1	501 704	549 157	670 957	22,2%
Fonds propres effectifs (FPE)	554 392	595 468	705 686	18,5%
Actifs pondérés des risques (APR)	4 011 344	4 439 848	4 976 891	12,1%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	12,5%	12,4%	13,5%	1,1
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	<i>6,250%</i>	<i>6,875%</i>	<i>7,500%</i>	
- Ratio de fonds propres de base	12,5%	12,4%	13,5%	1,1
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	<i>7,250%</i>	<i>7,875%</i>	<i>8,500%</i>	
- Ratio moyen de solvabilité total	13,8%	13,4%	14,2%	0,8
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	<i>9,500%</i>	<i>10,375%</i>	<i>11,250%</i>	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	7,4%	6,6%	6,9%	0,3
D. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,3%	0,4%	0,3%	-0,1
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,5%	0,3%	0,3%	0,0
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	8,0%	10,6%	7,3%	-3,3
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	26,9%	29,0%	20,8%	-8,2
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	10,2%	12,0%	10,8%	-1,2
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	106,3%	103,8%	109,2%	5,4
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	117,7%	114,0%	111,0%	-3,0

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2022

COTE D'IVOIRE

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (b)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAUX						
A0008D	BANQUES (28)	-	01/09/1966	652 121	138 831	166 660	21 488 848	655	6 331 550	5 242	4 669	9 911
					0	3 755						
A0034G	- Société Générale Côte d'Ivoire	-	01/09/1966	15 556	0	3 755	21 488 848	655	6 331 550	5 242	4 669	9 911
A0059J	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	24 963	0	24 939	3 353 830	86	895 893	764	498	1 262
A0042Q	- Ecobank Côte d'Ivoire	ECOBANK	16/03/1989	27 525	0	5 011	2 048 623	71	400 238	405	445	850
A0092V	- NSIA Banque Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	24 735	0	24 735	1 900 500	37	425 116	434	248	682
A0007C	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	25 359	0	0	1 895 135	0	488 169	489	550	1 039
A0166A	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	10 000	500	0	1 601 363	50	359 617	200	484	684
A0162W	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	CB-I	26/09/2012	15 400	0	1 540	1 499 497	70	462 652	566	341	907
A0006B	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	23/05/2011	40 000	0	12 000	1 055 584	22	83 657	0	206	206
A0131M	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICI	01/09/1966	16 667	75	4 884	934 043	8	2 490	88	82	170
A0032E	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BBG CI	08/05/2006	12 500	0	12 500	908 425	16	17 150	206	88	294
A0121B	- Bank Of Africa Côte d'Ivoire	BOA-COTE D'IVOIRE	14/12/1995	20 000	0	18 749	841 638	39	329 296	288	196	484
A0150H	- Orabank Côte d'Ivoire	-	11/02/2005	69 444	0	0	823 144	12	25 125	100	91	191
A0180Q	- United Bank for Africa Côte d'Ivoire	UBA	14/05/2008	20 474	0	0	689 680	11	648 316	110	98	208
A0211Z	- Banque De l'Union Côte d'Ivoire	BDU-CI	13/12/2013	11 413	0	357	381 989	15	35 408	52	88	140
A0154M	- Mansa Bank	-	07/02/2019	15 708	0	9 468	333 176	1	2 314	41	12	53
A0118Y	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire	BSIC-COTE D'IVOIRE	04/06/2009	23 944	0	0	316 506	22	48 396	101	133	234
A0201N	- Citibank Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	10 000	0	2 857	300 331	1	313	45	3	48
A0097A	- Banque d'Abidjan	-	20/02/2017	28 000	0	0	299 498	20	22 456	93	168	261
A0198K	- Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire	-	01/02/2000	14 456	0	0	235 375	2	17 634	96	0	96
A0112R	- Stanbic Bank	STANBIC	21/07/2016	40 000	0	0	192 845	1	215	35	3	38
A0163X	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	10 000	10 000	0	177 189	5	13 948	77	84	161
A0106K	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	14 832	0	101	159 954	4	156 106	65	138	203
A0155N	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	05/09/2002	12 506	0	898	150 157	16	40 133	73	7	80
A0214C	- Banque Populaire de Côte d'Ivoire	BANQUE POPULAIRE	10/12/2009	53 000	53 000	0	128 208	85	390 434	269	292	561
A0068T	- Orange Bank Africa	-	25/07/2019	42 462	0	41 737	111 755	1	1 124 819	66	6	72
A0188Z	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	53 176	49 897	3 129	105 091	10	63 603	115	108	223
A0194F	- Banque Maillema de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	-	29/09/2014	0	0	0	99 465	10	14 650	28	82	110
	- Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	-	11/06/2015	0	0	0	19 595	0	399	5	9	14
A0001W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)	SAFCA ALIOS FINANCE	05/07/1996	3 248	0	1 303	92 374	9	0	30	58	88
					0	1 303	67 543	6	0	23	41	64
A0186X	- Fidélis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	-	29/09/2014	0	0	0	24 831	3	0	7	17	24
A0261D	- Niger Transfert d'Argent, Succursale de Côte d'Ivoire	-	13/12/2022	0	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ETABLISSEMENTS (31)				655 369	138 831	167 963	21 581 222	664	6 331 550	5 272	4 727	9 999

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 114 130	3 008 859	3 141 003	4,4%
- Caisse	339 426	357 906	390 360	9,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 425 749	2 213 222	2 269 418	2,5%
- Comptes de dépôts	73 029	89 879	120 729	34,3%
- Comptes de prêts	275 345	345 392	357 346	3,5%
- Valeurs non imputées	97	2 207	2 174	-1,5%
- Créances en souffrance	631	616	1 332	116,2%
- Dépréciations	-147	363	357	-1,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	8 708 526	9 689 051	11 095 885	14,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1 247 651	1 225 976	1 403 760	14,5%
Crédits à terme	7 144 697	8 137 030	9 409 205	15,6%
dont - Crédits à court terme	2 396 149	3 920 443	4 372 929	11,5%
(dont Affacturage)	7 083	20 018	38 206	90,9%
- Crédits à moyen terme	2 746 928	3 501 392	4 204 052	20,1%
- Crédits à long terme	257 352	517 776	621 593	20,1%
- Crédits de location financement	140 847	197 419	210 631	6,7%
Valeurs non imputées	11 397	5 178	4 284	-17,3%
Créances en souffrance (montant Brut)	860 548	931 684	907 789	-2,6%
dont - Créances restructurées	64 455	115 701	118 054	2,0%
- Créances douteuses et litigieuses	629 933	815 983	789 735	-3,2%
Dépréciations	555 767	610 817	629 153	3,0%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-1 933	14 771	15 158	2,6%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-407 486	596 046	613 995	3,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	4 734 933	5 339 990	6 736 187	26,1%
- Titres de transaction (y compris titres prêteurs)	132 643	105 765	157 309	48,7%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêteurs)	3 311 798	3 804 241	4 601 408	21,0%
- Titres d'investissement (y compris titres prêteurs)	813 849	964 636	1 354 597	40,4%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	7 197	10 109	7 603	-24,8%
- Comptes de liaison	5 037	9 675	15 640	61,7%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	980	952	1 484	55,9%
- Débiteurs divers	221 366	195 339	270 523	38,5%
- Comptes d'attente et de régularisation	249 027	250 926	335 705	33,8%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	4 474	4 286	3 314	-22,7%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-11 438	5 938	11 396	91,9%
VALEURS IMMOBILISÉES	476 216	504 865	608 146	20,5%
- Prêts subordonnés	9 585	4 161	3 952	-5,0%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêteurs)	6 145	6 101	6 598	8,2%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêteurs)	41 605	41 536	66 071	59,1%
- Dotations succursales	38 000	48 000	58 000	20,8%
- Dépôts et cautionnements	10 921	11 389	12 472	9,5%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	369 961	393 680	461 054	17,1%
dont immobilisations encours	41 750	115 365	62 579	-45,8%
(incorporelles)	6 878	18 206	2 245	-87,7%
immobilisations d'exploitation	204 315	233 997	238 266	1,8%
(incorporelles)	22 529	34 453	24 803	-28,0%
immobilisations hors exploitation	29 573	41 370	41 144	-0,5%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	23 641	42 377	54 831	29,4%
(incorporelles)	588	523	458	-12,4%
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	18 114	0	-100%
TOTAL DE L'ACTIF	16 033 805	18 560 880	21 581 222	16,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 570 895	2 451 010	3 460 076	41,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	297 397	269 645	347 047	28,7%
- Comptes de dépôts	43 593	48 550	45 315	-6,7%
- Comptes d'emprunts	2 227 856	2 128 853	3 064 663	44,0%
- Autres sommes dues	2 049	3 962	3 051	-23,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	11 617 703	13 985 312	15 629 491	11,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	6 771 060	8 232 754	9 525 052	15,7%
- Dépôts à terme reçus	2 219 546	2 738 601	2 727 054	-0,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 942 625	2 134 415	2 363 317	10,7%
- Dépôts de garantie reçus	468 939	613 270	696 841	13,6%
- Autres dépôts	86 718	82 506	107 973	30,9%
- Bons de caisse	24 709	28 690	30 670	6,9%
- Comptes d'affacturage	983	2 325	1 445	-37,9%
- Emprunts à la clientèle	356	271	14 737	5338,0%
- Autres sommes dues	102 765	152 481	162 401	6,5%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	533 674	520 768	644 028	23,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	17 000	10 001	14 901	49,0%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	10 026	6 793	3 560	-47,6%
- Autres dettes constituées par des titres	10 757	11 717	16 566	41,4%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	7	42	2 147	5013,1%
- Compte de liaison (Passif)	377	7 698	-6 494	-184,4%
- Créditeurs divers	121 422	131 914	153 884	16,7%
- Provisions	83 065	71 456	80 146	12,2%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	291 020	281 147	379 317	34,9%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	342	142	0	-100%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	342	142	0	-100%
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 311 190	1 603 648	1 847 627	15,2%
- Provisions réglementées	2 062	2 062	2 062	0,0%
- Dettes subordonnées	60 651	45 310	58 784	29,7%
- Comptes bloqués d'actionnaires	325	162	162	0%
- Primes liées au capital	98 482	98 949	98 949	0%
- Ecart de réévaluation	12 471	12 471	12 471	0%
- Capital social	533 141	603 334	658 957	9,2%
- Capital non appelé	0	18 114	0	-100%
- Dotations	8 588	5 000	6 000	20,0%
- Réserves	331 908	372 414	418 236	12,3%
- Report à nouveau	38 784	131 857	225 214	70,8%
- Résultat de l'exercice	224 779	313 975	366 793	16,8%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	16 033 805	18 560 880	21 581 222	16,3%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	647 649	917 244	825 603	-10,0%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	4 382 824	2 029 266	2 725 697	34,3%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	545	16 993	143 587	745,0%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	2 875	554 078	552 890	-0,2%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	3 662	344 628	488 384	41,7%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	15 134	9 612	10 327	7,4%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	13 919 674	15 533 907	18 440 219	18,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	8 708 526	9 689 051	11 095 885	14,5%
a) Crédits à court terme	5 258 618	5 151 597	5 780 973	12,2%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 247 651	1 225 976	1 403 760	14,5%
<i>Autres crédits à court terme</i>	4 010 967	3 925 621	4 377 213	11,5%
b) Crédits à moyen terme	2 746 928	3 501 392	4 204 052	20,1%
c) Crédits à long terme	257 352	517 776	621 593	20,1%
d) Crédits de location financement	140 847	197 419	210 631	6,7%
e) Crédits en souffrance	304 781	320 867	278 636	-13,2%
<i>.Créances restructurées</i>	62 522	100 930	102 896	1,9%
<i>dépréciations</i>	1 933	14 771	15 158	2,6%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	222 447	219 937	175 740	-20,1%
<i>dépréciations</i>	407 486	596 046	613 995	3,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	5 211 149	5 844 856	7 344 333	25,7%
a) Titres de transaction	132 643	105 765	157 309	48,7%
b) Titres de placement	3 311 798	3 804 241	4 601 408	21,0%
c) Titres d'investissement	813 849	964 636	1 354 597	40,4%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-6 964	-1 652	-8 082	-389,3%
f) Immobilisations financières	95 334	99 797	134 621	34,9%
g) Autres immobilisations	380 882	405 068	473 525	16,9%
h) Divers	483 606	467 000	630 956	35,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	13 462 909	16 091 755	18 121 146	12,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	11 638 486	14 003 822	15 649 617	11,8%
a) A vue	6 874 808	8 387 560	9 688 898	15,5%
b) A terme	4 763 677	5 616 262	5 960 719	6,1%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	2 244 255	2 767 291	2 757 724	-0,3%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	1 942 625	2 134 415	2 363 317	10,7%
<i>autres</i>	576 797	714 557	839 677	17,5%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	1 311 190	1 585 534	1 847 627	16,5%
a) Capital, dotations & réserves	1 235 682	1 525 529	1 774 148	16,3%
b) Autres	75 509	60 005	73 479	22,5%
3. AUTRES RESSOURCES	513 233	502 400	623 902	24,2%
<i>dont Titres de transaction</i>	17 000	10 001	14 901	49,0%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-456 765	557 849	-319 073	-157,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	456 765	-557 849	319 073	157,2%
1. DISPONIBILITES	-340 406	-358 859	-391 845	-9,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	797 171	-198 990	710 917	457,3%
<i>emplois</i>	-1 773 724	-2 650 000	-2 749 159	-3,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-631	-616	-1 332	-116%
<i>ressources</i>	2 570 895	2 451 010	3 460 076	41,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	1 466 445	1 541 033	2 248 827	45,9%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	14 852	14 795	17 143	15,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	751 953	833 637	942 736	13,1%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	232 198	268 512	309 507	15,3%
+Produits sur opérations de change	430 121	372 962	920 770	146,9%
+Produits sur opérations de hors-bilan	18 911	19 091	24 928	30,6%
+Produits sur prestations de services financiers	16 114	20 079	26 769	33,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	8 349	15 621	9 899	-36,6%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	6 396	3 664	2 925	-20,2%
2. CHARGES BANCAIRES	665 060	636 118	1 221 096	92,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	63 350	57 022	68 633	20,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	186 568	218 757	238 509	9,0%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	14 402	11 998	17 339	44,5%
-Charges sur fonds propres et assimilés	3 520	2 175	2 923	34,4%
-Charges sur opérations de change	383 823	328 830	870 486	164,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	885	922	1 527	65,5%
-Charges sur prestations de services financiers	8 378	10 018	15 250	52,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	4 156	6 396	6 429	0,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	801 386	904 914	1 027 730	13,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	54 622	80 564	61 679	-23,4%
+Produits sur valeurs immobilisées	22 272	28 004	27 818	-0,7%
+Produits divers d'exploitation	32 629	53 204	35 053	-34,1%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	278	644	1 193	85,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	856 008	985 478	1 089 409	10,5%
6. FRAIS GENERAUX	446 840	489 075	504 996	3,3%
-Frais de personnel	194 039	204 088	220 287	7,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	32 047	32 742	31 367	-4,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	220 754	252 244	253 343	0,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	53 578	50 400	53 788	6,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	53 600	51 493	54 019	4,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	22	1 092	231	-78,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	355 590	446 003	530 625	19,0%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURABLES	115 438	97 408	118 936	22,1%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	235 586	247 368	311 853	26,1%
+Dotations aux provisions réglementées	39	52	30	-42,3%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	120 175	149 000	190 461	27,8%
-Reprises de provisions réglementées	11	1 012	2 486	145,7%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	6 480	3 664	2 925	-20,2%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	246 632	352 259	414 614	17,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	7 425	2 382	5 041	111,7%
+Subventions d'exploitation	0	186	0	-100%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	7 425	2 196	5 041	129,6%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	29 279	40 666	52 863	30,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	224 779	313 975	366 793	16,8%
+Bénéfices	247 956	348 768	388 899	11,5%
-Pertes	23 177	34 793	22 106	-36,5%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,3%	9,0%	7,7%	-1,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,5%	3,3%	2,5%	-0,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	64,6%	65,6%	69,3%	3,7
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,8%	1,7%	1,6%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,1%	6,7%	6,7%	0,0
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,3%	5,0%	5,1%	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	62,4%	59,7%	54,4%	-5,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	31,9%	21,7%	22,3%	0,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	28,0%	34,7%	35,7%	1,0
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	17,1%	19,8%	19,9%	0,1
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	1,4%	1,7%	1,7%	0,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	52,5	50,1	50,5	0,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	41,8	45,7	53,1	16,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	533 141	604 846	661 469	9,4%
REPARTITION DU CAPITAL	533 141	604 846	661 469	9,4%
Nationaux	247 958	315 779	356 893	13,0%
<i>Etat</i>	92 431	122 202	141 831	16,1%
<i>Privés</i>	155 527	193 577	215 062	11,1%
Non-nationaux	285 183	289 067	304 575	5,4%
<i>dont UMOA</i>	131 288	154 864	154 864	0,0%
TOTAL DU BILAN	16 033 805	18 560 880	21 581 222	16,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	730	649	664	15
Périodiques	17	28	28	0
Permanents	713	621	636	15
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	1 145	1 034	935	-99
EFFECTIFS	8 509	9 769	9 999	230
Employés	4 629	4 823	4 727	-96
<i>dont Etrangers</i>	56	64	74	10
Cadres	3 880	4 946	5 272	326
<i>dont Etrangers</i>	121	213	242	29
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	3 707 745	5 698 003	6 331 550	633 547
Personnes physiques	3 529 510	5 480 864	6 054 921	574 057
<i>dont Etrangers</i>	58 420	47 988	55 145	7 157
Personnes morales	178 235	217 139	276 629	59 490
<i>dont Etrangers</i>	1 428	1 234	684	-550
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	30	30	30	0

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	1 003 557	1 233 968	1 508 578	22,3%
Fonds propres de base T1	982 446	1 240 160	1 508 011	21,6%
Fonds propres effectifs (FPE)	1 049 106	1 278 793	1 567 167	22,6%
Actifs pondérés des risques (APR)	9 054 661	10 063 541	11 928 649	18,5%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	11,1%	12,3%	12,6%	0,3
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	<i>6,250%</i>	<i>6,875%</i>	<i>7,500%</i>	
- Ratio de fonds propres de base	10,9%	12,3%	12,6%	0,3
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	<i>7,250%</i>	<i>7,875%</i>	<i>8,500%</i>	
- Ratio moyen de solvabilité total	11,6%	12,7%	13,1%	0,4
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	<i>9,500%</i>	<i>10,375%</i>	<i>11,250%</i>	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	6,1%	6,4%	6,5%	0,1
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,4%	0,2%	1,3%	1,1
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,5%	0,3%	1,3%	1,0
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	2,4%	1,3%	2,7%	1,4
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	18,4%	12,1%	13,3%	1,2
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	12,9%	9,9%	10,9%	1,0
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	91,0%	90,3%	100,3%	10,0
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	100,5%	104,7%	105,1%	0,4

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-4 : GUINEE-BISSAU

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX						
BANQUES (6)				30 000	3 522	2 045	24 433	489 828	32	210 601	129	502	631
S0143V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK	22/11/2006	10 000	0	0	10 000	111 902	5	53 886	11	97	108
S0172B	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de la Guinée-Bissau	-	05/06/2013	0	0	0	0	100 954	8	52 504	36	103	139
S0096T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	16/12/1998	10 000	3 522	1 845	4 633	91 881	15	61 092	15	179	194
S0128D	- Banco Da União	BDU	21/04/2005	10 000	0	200	9 800	88 498	0	25 595	12	85	97
S0243D	- Coris Bank International Sénégal, Succursale de la Guinée-Bissau	-	17/03/2021	0	0	0	0	49 587	1	2 502	28		28
S0195B	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	-	28/09/2015	0	0	0	0	47 006	3	15 022	27	38	65
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (6)			30 000	3 522	2 045	24 433	489 828	32	210 601	129	502	631

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	47 245	68 731	51 255	-25,4%
- Caisse	9 656	8 881	12 707	43,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	35 151	56 854	33 915	-40,3%
- Comptes de dépôts	938	1 494	1 608	7,6%
- Comptes de prêts	1 500	1 502	3 025	101,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-
- Créances en souffrance	28	28	28	0%
- Dépréciations	-28	28	28	0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	140 192	148 756	223 403	50,2%
Comptes ordinaires débiteurs	21 845	27 004	43 751	62,0%
Crédits à terme	108 380	115 202	172 525	49,8%
dont - Crédits à court terme	23 321	42 556	77 664	82,5%
(dont Affacturage)	0	0	254	-
- Crédits à moyen terme	43 664	70 294	91 229	29,8%
- Crédits à long terme	424	2 352	3 632	54,4%
- Crédits de location financement	0	0	0	-
Valeurs non imputées	8	1	110	10900,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	35 411	30 985	18 927	-38,9%
dont - Créances restructurées	757	1 445	410	-71,6%
- Créances douteuses et litigieuses	8 454	29 540	18 517	-37,3%
Dépréciations	25 452	24 436	11 910	-51,3%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-3	0	0	-
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-4 670	24 436	11 910	-51,3%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	138 113	153 374	193 067	25,9%
- Titres de transaction (y compris titres prêts)	0	0	0	-
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêts)	76 542	110 540	147 252	33,2%
- Titres d'investissement (y compris titres prêts)	52 208	27 095	34 193	26,2%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	0	0	-
- Comptes de liaison	329	484	388	-19,8%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	9	18	11	-38,9%
- Débiteurs divers	8 030	7 372	7 113	-3,5%
- Comptes d'attente et de régularisation	995	7 865	4 110	-47,7%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	541	541	546	0,9%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-541	541	546	0,9%
VALEURS IMMOBILISÉES	17 263	17 272	22 103	28,0%
- Prêts subordonnés	0	0	0	-
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêts)	0	0	0	-
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêts)	134	134	150	11,9%
- Dotations succursales	0	0	0	-
- Dépôts et cautionnements	57	57	61	7,0%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	17 072	17 081	21 892	28,2%
dont immobilisations encours	464	312	294	-5,8%
(incorporelles)	52	324	394	21,6%
immobilisations d'exploitation	2 860	8 332	11 385	36,6%
(incorporelles)	486	1 431	1 933	35,1%
immobilisations hors exploitation	3 971	5 807	8 539	47,0%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	585	5 618	7 309	30,1%
(incorporelles)	0	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	342 813	388 133	489 828	26,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	108 923	121 782	179 262	47,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	25 613	25 322	42 474	67,7%
- Comptes de dépôts	116	116	10 671	9099,1%
- Comptes d'emprunts	83 031	96 182	125 952	31,0%
- Autres sommes dues	163	162	165	1,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	199 320	220 457	259 480	17,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	108 611	129 647	148 619	14,6%
- Dépôts à terme reçus	36 929	37 452	38 461	2,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	32 713	37 922	45 266	19,4%
- Dépôts de garantie reçus	6 261	7 211	15 098	109,4%
- Autres dépôts	6 819	6 564	10 520	60,3%
- Bons de caisse	0	0	0	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	6 063	0	0	-
- Autres sommes dues	1 924	1 661	1 516	-8,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	7 869	13 388	8 048	-39,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	3 000	0	-100%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	0	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	0	0	1	-
- Créditeurs divers	3 399	2 614	3 557	36,1%
- Provisions	882	676	654	-3,3%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	3 588	7 098	3 836	-46,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	0	0	0	-
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	26 701	32 506	43 038	32,4%
- Provisions réglementées	0	266	107	-59,8%
- Dettes subordonnées	46	81	114	40,7%
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	0%
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Ecart de réévaluation	0	0	891	-
- Capital social	34 000	34 000	34 000	0%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	1 500	2 500	5 500	120,0%
- Réserves	2 006	2 486	3 486	40,2%
- Report a nouveau	-13 353	-11 868	-9 977	15,9%
- Résultat de l'exercice	1 822	4 361	8 237	88,9%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	342 813	388 133	489 828	26,2%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	7 685	14 566	24 990	71,6%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	12 063	20 369	35 213	72,9%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	1 714	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	11 103	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	311	122	-60,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	295 568	319 402	438 573	37,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	140 192	148 756	223 403	50,2%
a) Crédits à court terme	86 145	69 561	121 525	74,7%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	21 845	27 004	43 751	62,0%
<i>Autres crédits à court terme</i>	64 300	42 557	77 774	82,8%
b) Crédits à moyen terme	43 664	70 294	91 229	29,8%
c) Crédits à long terme	424	2 352	3 632	54,4%
d) Crédits de location financement	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	9 959	6 549	7 017	7,1%
<i>.Créances restructurées</i>	754	1 445	410	-71,6%
<i>dépréciations</i>	3	0	0	-
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	3 784	5 104	6 607	29,4%
<i>dépréciations</i>	4 670	24 436	11 910	-51,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	155 376	170 646	215 170	26,1%
a) Titres de transaction	0	0	0	-
b) Titres de placement	76 542	110 540	147 252	33,2%
c) Titres d'investissement	52 208	27 095	34 193	26,2%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	0	0	0	-
f) Immobilisations financières	134	134	150	11,9%
g) Autres immobilisations	17 129	17 138	21 953	28,1%
h) Divers	9 363	15 739	11 622	-26,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	233 890	266 351	310 566	16,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	199 320	220 457	259 480	17,7%
a) A vue	110 535	131 308	150 135	14,3%
b) A terme	88 785	89 149	109 345	22,7%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	36 929	37 452	38 461	2,7%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	32 713	37 922	45 266	19,4%
<i>autres</i>	19 143	13 775	25 618	86,0%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	26 701	32 506	43 038	32,4%
a) Capital, dotations & réserves	25 975	31 479	41 246	31,0%
b) Autres	726	1 027	1 792	74,5%
3. AUTRES RESSOURCES	7 869	13 388	8 048	-39,9%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	3 000	0	-100%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-61 678	-53 051	-128 007	-141,3%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	61 678	53 051	128 007	141,3%
1. DISPONIBILITES	-9 665	-8 899	-12 718	-42,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	71 343	61 950	140 725	127,2%
<i>emplois</i>	-37 580	-59 832	-38 537	35,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-28	-28	-28	0%
<i>ressources</i>	108 923	121 782	179 262	47,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	37 360	37 091	48 585	31,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	224	243	394	62,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	17 443	20 033	25 265	26,1%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	7 448	7 927	9 668	22,0%
+Produits sur opérations de change	10 287	6 683	11 380	70,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	504	502	1 018	102,9%
+Produits sur prestations de services financiers	779	1 293	688	-46,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	669	410	172	-58,1%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	0	0	0	-
2. CHARGES BANCAIRES	15 135	11 472	17 117	49,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	2 874	2 520	3 518	39,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	2 846	3 163	3 377	6,8%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	19	106	598	462,6%
-Charges sur fonds propres et assimilés	35	0	34	-
-Charges sur opérations de change	8 914	4 801	8 710	81,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	1	4	372,0%
-Charges sur prestations de services financiers	382	714	756	5,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	64	167	120	-28,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	22 224	25 618	31 468	22,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	272	250	862	244,8%
+Produits sur valeurs immobilisées	6	8	7	-12,5%
+Produits divers d'exploitation	266	247	855	246,2%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	5	0	-100%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	22 496	25 868	32 330	25,0%
6. FRAIS GENERAUX	15 776	17 202	21 762	26,5%
-Frais de personnel	7 106	7 589	9 415	24,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	181	481	540	12,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	8 489	9 132	11 807	29,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	2 021	1 991	2 456	23,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 022	2 009	2 456	22,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1	18	0	-100%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	4 700	6 675	8 112	21,5%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 745	1 708	-1 443	-184,5%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	23 403	16 560	22 884	38,2%
+Dotations aux provisions réglementées	1 103	905	719	-20,6%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	21 265	15 283	24 117	57,8%
-Reprises de provisions réglementées	496	474	929	96,0%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	0	-
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	1 955	4 967	9 555	92,4%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	275	0	1	-
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	275	0	1	-
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	408	606	1 319	117,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	1 822	4 361	8 237	88,9%
+Bénéfices	3 586	4 361	8 290	90,1%
-Pertres	1 764	0	53	-

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	21,4%	17,9%	8,0%	-9,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	7,1%	4,4%	3,1%	-1,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	71,9%	78,9%	62,9%	-16,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,9%	1,7%	1,6%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,4%	9,3%	9,3%	0,0
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,6%	7,7%	7,8%	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	80,1%	75,0%	77,0%	2,0
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	58,4%	25,6%	-17,8%	-43,4
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	8,2%	17,0%	26,2%	9,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,8%	13,4%	19,1%	5,7
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,5%	1,1%	1,7%	0,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	28,3	29,8	34,5	15,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	8,4	11,6	12,9	11,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	30 000	36 500	39 500	8,2%
REPARTITION DU CAPITAL	30 000	36 500	39 500	8,2%
Nationaux	5 567	5 567	5 567	0%
Etat	3 522	3 522	3 522	0%
Privés	2 045	2 045	2 045	0%
Non-nationaux	24 433	30 933	33 933	9,7%
dont UMOA	19 800	26 300	29 300	11,4%
TOTAL DU BILAN	342 813	388 133	489 828	26,2%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	42	41	32	-9
Périodiques	0	0	0	-
Permanents	42	41	32	-9
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	74	81	78	-3
EFFECTIFS	558	577	631	54
Employés	422	476	502	26
dont Etrangers	17	20	14	-6
Cadres	136	101	129	28
dont Etrangers	30	29	32	3
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	184 214	201 071	210 601	9 530
Personnes physiques	175 202	190 260	197 773	7 513
dont Etrangers	3 182	3 155	2 973	-182
Personnes morales	9 012	10 811	12 828	2 017
dont Etrangers	96	94	143	49
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	5	6	6	0

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	-1 530	-2 737	-6 052	-121,1%
Fonds propres de base T1	-4 364	-2 737	-6 052	-121,1%
Fonds propres effectifs (FPE)	-4 364	-2 737	-6 052	-121,1%
Actifs pondérés des risques (APR)	121 110	133 514	151 262	13,3%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	-1,3%	-2,0%	-4,0%	-2,0
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	6,250%	6,875%	7,500%	
- Ratio de fonds propres de base	-3,6%	-2,0%	-4,0%	-2,0
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	7,250%	7,875%	8,500%	
- Ratio moyen de solvabilité total	-3,6%	-2,0%	-4,0%	-2,0
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	9,500%	10,375%	11,250%	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	-2,1%	-1,1%	-2,0%	-0,9
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	-0,7%	-0,5%	-0,5%	0,0
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	-1,5%	0,0%	-0,2%	-
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	-233,3%	-193,5%	-199,4%	-5,9
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	-283,7%	-193,7%	-130,5%	63,2
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	-50,8%	-33,5%	-43,5%	-10,0
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	29,1%	93,7%	49,6%	-44,1
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	87,7%	126,6%	113,5%	-13,1

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-5 : MALI

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES NATIONAUX						
	BANQUES (14)			319 465	96 963	36 896	185 606	455	2 297 126	1 783	2 144	3 927
D0102P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	68 055	50 524	16 686	835	41	427 896	193	215	408
D0016W	- Banque de Développement du Mali	BDM	22/03/1988	50 000	20 457	5 374	24 169	155	225 886	282	267	549
D0043A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	50 664	23 406	0	27 258	49	583 390	199	345	544
D0090B	- Ecobank Mali	ECOBANK	11/09/1998	10 000	0	661	9 339	19	148 998	115	192	307
D0045C	- Bank Of Africa – Mali	BOA-MALI	24/12/1982	18 300	0	878	17 422	35	344 733	177	242	419
D0041Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	20 011	2 101	4 649	13 261	50	297 246		462	462
D0181A	- Coris Bank International Mali	CBI-MALI	13/12/2013	11 000	0	1 100	9 900	10	27 569	97	47	144
D0135A	- Banque Atlantique Mali		12/10/2005	22 000	0	6 062	15 938	20	104 569	158	98	256
D0147N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	15 000	0	0	15 000	14	11 528	51	107	158
D0109X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce – Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	11 000	0	0	11 000	17	35 917	93	82	175
D0089A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BICH-M	28/05/1998	15 000	0	1 470	13 530	10	0	108	19	127
D0044B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	5	13 820	21	41 553	138	30	168
D0173R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	-	05/06/2013	0	0	0	0	10	37 760	90	38	128
D0206C	- United Bank for Africa – Mali	UBA-MALI	05/03/2018	14 135	0	0	14 135	4	10 081	82	0	82
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			8 963	6 758	2 205	0	3	0	41	12	53
D0183C	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	01/12/2013	5 927	4 221	1 706	0	1	0	30	6	36
D0098K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	3 036	2 537	499	0	1	0	9	2	11
D0152T	- Société Africaine de Crédit Automobile – Allos Finance, Succursale du Mali	-	27/02/2008	0	0	0	0	1	0	2	4	6
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			328 428	103 721	39 101	185 606	458	2 297 126	1 824	2 156	3 980

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	723 217	807 581	793 803	-1,7%
- Caisse	111 116	142 978	123 847	-13,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	499 908	547 324	526 427	-3,8%
- Comptes de dépôts	52 491	79 347	83 383	5,1%
- Comptes de prêts	59 301	37 539	59 367	58,1%
- Valeurs non imputées	4	0	381	-
- Créances en souffrance	1 839	1 451	1 452	0,1%
- Dépréciations	-1 442	1 058	1 055	-0,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 821 522	3 256 723	3 840 088	17,9%
Comptes ordinaires débiteurs	278 525	317 859	384 133	20,8%
Crédits à terme	2 415 425	2 779 995	3 282 726	18,1%
dont - Crédits à court terme	568 071	1 715 665	2 168 774	26,4%
(dont Affacturage)	2 000	28 200	63 152	123,9%
- Crédits à moyen terme	546 685	924 477	968 532	4,8%
- Crédits à long terme	97 182	121 219	123 821	2,1%
- Crédits de location financement	11 240	18 634	21 600	15,9%
Valeurs non imputées	13 303	9 355	10 001	6,9%
Créances en souffrance (montant Brut)	299 336	360 214	379 962	5,5%
dont - Créances restructurées	27 986	44 787	45 732	2,1%
- Créances douteuses et litigieuses	146 575	315 427	334 230	6,0%
Dépréciations	185 068	210 701	216 734	2,9%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-325	2 710	4 364	61,0%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-99 936	207 991	212 371	2,1%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 713 353	1 917 502	2 345 047	22,3%
- Titres de transaction (y compris titres prêteurs)	8 346	27 656	29 766	7,6%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêteurs)	1 463 287	1 521 465	1 798 849	18,2%
- Titres d'investissement (y compris titres prêteurs)	102 558	233 531	269 567	15,4%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	6 162	7 349	8 359	13,7%
- Comptes de liaison	1 988	3 001	146	-95,1%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 104	635	23	-96,4%
- Débiteurs divers	54 312	55 489	63 181	13,9%
- Comptes d'attente et de régularisation	84 444	76 542	184 003	140,4%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	1 131	3 707	5 275	42,3%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-9 978	11 873	14 123	19,0%
VALEURS IMMOBILISÉES	369 283	390 450	367 924	-5,8%
- Prêts subordonnés	746	747	1 067	42,8%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêteurs)	3 015	27 551	27 361	-0,7%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêteurs)	29 213	4 572	5 528	20,9%
- Dotations succursales	5 000	5 001	5 001	0%
- Dépôts et cautionnements	2 910	2 715	2 790	2,8%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	328 399	349 865	326 177	-6,8%
dont immobilisations encours	7 722	13 403	14 124	5,4%
(incorporelles)	1 570	3 644	3 569	-2,1%
immobilisations d'exploitation	48 560	60 841	48 659	-20,0%
(incorporelles)	6 934	9 479	10 412	9,8%
immobilisations hors exploitation	35 315	72 114	33 855	-53,1%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	53 683	33 164	28 609	-13,7%
(incorporelles)	0	0	41	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	5 627 375	6 372 255	7 346 862	15,3%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 237 922	1 096 431	1 738 836	58,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	59 571	40 042	77 465	93,5%
- Comptes de dépôts	15 652	25 424	37 105	45,9%
- Comptes d'emprunts	1 160 883	1 029 867	1 620 438	57,3%
- Autres sommes dues	1 816	1 098	3 828	248,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 653 532	4 471 604	4 619 728	3,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 079 043	2 478 397	2 711 254	9,4%
- Dépôts à terme reçus	688 052	966 373	803 389	-16,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	657 683	754 405	830 130	10,0%
- Dépôts de garantie reçus	113 404	121 638	113 787	-6,5%
- Autres dépôts	8 126	22 425	23 503	4,8%
- Bons de caisse	2 891	13 196	3 027	-77,1%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	26 338	24 990	28 326	13,3%
- Autres sommes dues	77 994	90 180	106 312	17,9%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	220 311	254 384	314 787	23,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	7 600	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	0	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	74	45	2 194	4774,9%
- Créiteurs divers	44 709	46 690	60 119	28,8%
- Provisions	54 187	73 217	58 704	-19,8%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	121 341	134 431	186 170	38,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	0	-
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	515 610	549 836	673 511	22,5%
- Provisions réglementées	1 000	0	92	-
- Dettes subordonnées	11 922	12 783	12 859	0,6%
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 122	1 122	241	-78,5%
- Primes liées au capital	10 555	10 983	22 523	105,1%
- Ecart de réévaluation	35 678	35 678	35 678	0,0%
- Capital social	251 457	282 380	328 428	16,3%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	15 901	15 901	15 901	0%
- Réserves	114 437	126 306	136 221	7,9%
- Report à nouveau	23 145	11 227	17 172	53,0%
- Résultat de l'exercice	50 394	53 458	104 396	95,3%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	5 627 375	6 372 255	7 346 862	15,3%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	100 664	155 608	130 294	-16,3%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	834 261	699 943	864 592	23,5%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	5 342	533	16 093	2916,9%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	486 122	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	7 711	10 960	8 833	-19,4%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	4 904 158	5 564 675	6 553 059	17,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 821 522	3 256 723	3 840 088	17,9%
a) Crédits à court terme	2 052 147	2 042 879	2 562 908	25,5%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	278 525	317 859	384 133	20,8%
<i>Autres crédits à court terme</i>	1 773 621	1 725 020	2 178 775	26,3%
b) Crédits à moyen terme	546 685	924 477	968 532	4,8%
c) Crédits à long terme	97 182	121 219	123 821	2,1%
d) Crédits de location financement	11 240	18 634	21 600	15,9%
e) Crédits en souffrance	114 268	149 514	163 228	9,2%
<i>Créances restructurées</i>	27 661	42 077	41 369	-1,7%
<i>dépréciations</i>	325	2 710	4 364	61,0%
<i>Créances douteuses & litigieuses</i>	46 638	107 436	121 859	13,4%
<i>dépréciations</i>	99 936	207 991	212 371	2,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	2 082 636	2 307 952	2 712 971	17,5%
a) Titres de transaction	8 346	27 656	29 766	7,6%
b) Titres de placement	1 463 287	1 521 465	1 798 849	18,2%
c) Titres d'investissement	102 558	233 531	269 567	15,4%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-8 847	-8 166	-8 848	-8,4%
f) Immobilisations financières	37 974	37 870	38 957	2,9%
g) Autres immobilisations	331 309	352 579	328 967	-6,7%
h) Divers	148 010	143 016	255 712	78,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	4 389 453	5 275 824	5 608 026	6,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	3 653 532	4 471 604	4 619 728	3,3%
a) A vue	2 157 037	2 568 577	2 817 566	9,7%
b) A terme	1 496 494	1 903 027	1 802 162	-5,3%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	690 943	979 569	806 416	-17,7%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	657 683	754 405	830 130	10,0%
<i>autres</i>	147 868	169 052	165 616	-2,0%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	515 610	549 836	673 511	22,5%
a) Capital, dotations & réserves	465 888	500 254	624 641	24,9%
b) Autres	49 722	49 583	48 870	-1,4%
3. AUTRES RESSOURCES	220 311	254 384	314 787	23,7%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	0	7 600	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-514 705	-288 851	-945 033	-227,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	514 705	288 851	945 033	227,2%
1. DISPONIBILITES	-112 220	-143 613	-123 870	13,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	626 925	432 463	1 068 903	147,2%
<i>emplois</i>	-610 997	-663 968	-669 933	-0,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-1 839	-1 451	-1 452	-0,1%
<i>ressources</i>	1 237 922	1 096 431	1 738 836	58,6%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	577 791	594 928	785 312	32,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	5 030	3 586	5 680	58,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	262 164	284 652	331 091	16,3%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	88 211	104 488	109 228	4,5%
+Produits sur opérations de change	194 452	171 734	304 552	77,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	19 029	20 202	21 673	7,3%
+Produits sur prestations de services financiers	5 796	8 725	10 033	15,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3 120	2 266	4 086	80,3%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	355	725	1 031	42,3%
2. CHARGES BANCAIRES	284 589	265 642	408 225	53,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	38 710	26 845	35 597	32,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	61 808	74 454	83 092	11,6%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	1 921	2 671	3 220	20,5%
-Charges sur fonds propres et assimilés	66	455	450	-1,1%
-Charges sur opérations de change	176 130	153 185	278 329	81,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	847	432	1 103	155,5%
-Charges sur prestations de services financiers	4 315	5 036	5 143	2,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	793	2 563	1 291	-49,6%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	293 202	329 287	377 087	14,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 797	12 313	13 752	11,7%
+Produits sur valeurs immobilisées	1 193	4 318	1 996	-53,8%
+Produits divers d'exploitation	5 720	7 529	11 217	49,0%
+Production immobilisée	3 055	466	539	15,7%
-Charges sur valeurs immobilisées	172	0	0	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	302 999	341 600	390 839	14,4%
6. FRAIS GENERAUX	173 074	189 185	208 961	10,5%
-Frais de personnel	88 185	94 874	97 582	2,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	6 187	7 422	7 598	2,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	78 702	86 888	103 782	19,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	20 226	20 351	43 160	112,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	22 553	21 246	43 384	104,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	2 327	895	224	-75,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	109 698	132 065	138 718	5,0%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	56 470	78 706	35 530	-54,9%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	122 569	169 026	132 186	-21,8%
+Dotations aux provisions réglementées	0	752	589	-21,7%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	66 099	91 071	97 245	6,8%
-Reprises de provisions réglementées	0	0	0	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	356	725	1 031	42,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	53 584	54 083	104 218	92,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	8 793	7 292	10 078	38,2%
+Subventions d'exploitation	0	94	170	80,9%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	750	750	750	0%
+Récupération sur créances amorties	8 043	6 448	9 158	42,0%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	11 983	7 917	9 900	25,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	50 394	53 458	104 396	95,3%
+Bénéfices	55 177	57 481	107 624	87,2%
-Pertres	4 783	4 023	3 228	-19,8%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	10,0%	10,4%	9,4%	-1,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,0%	4,6%	4,3%	-0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	61,8%	58,5%	57,0%	-1,5
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,1%	1,8%	1,9%	0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,5%	7,1%	7,3%	0,2
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,5%	5,3%	5,4%	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,7%	63,9%	66,9%	3,0
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	51,3%	59,3%	25,4%	-33,9
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	17,2%	16,2%	27,7%	11,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	9,8%	9,7%	15,5%	5,8
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,9%	0,8%	1,4%	0,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	49,2	49,6	52,5	5,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	31,2	34,6	34,9	0,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	251 457	293 280	339 328	15,7%
REPARTITION DU CAPITAL	251 457	293 280	339 328	15,7%
Nationaux	96 062	105 684	142 822	35,1%
Etat	65 300	76 947	103 721	34,8%
Privés	30 762	28 736	39 101	36,1%
Non-nationaux	155 395	187 596	196 506	4,7%
dont UMOA	59 286	93 482	98 310	5,2%
TOTAL DU BILAN	5 627 375	6 372 255	7 346 862	15,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	472	477	458	-19
Périodiques	17	0	0	-
Permanents	455	477	458	-19
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	458	433	461	28
EFFECTIFS	3 520	3 815	3 980	165
Employés	1 683	2 073	2 156	83
dont Etrangers	12	8	5	-3
Cadres	1 837	1 742	1 824	82
dont Etrangers	43	40	41	1
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 922 550	2 191 111	2 297 126	106 015
Personnes physiques	1 717 021	1 914 986	1 976 441	61 455
dont Etrangers	8 844	9 620	9 756	136
Personnes morales	205 529	276 125	320 685	44 560
dont Etrangers	4 512	6 700	6 716	16
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	17	17	0
SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	426 807	453 745	576 286	27,0%
Fonds propres de base T1	428 199	453 745	553 727	22,0%
Fonds propres effectifs (FPE)	467 532	495 270	595 757	20,3%
Actifs pondérés des risques (APR)	3 280 584	3 491 761	4 139 371	18,5%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	13,0%	13,0%	13,9%	0,9
Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1	6,250%	6,875%	7,500%	
- Ratio de fonds propres de base	13,1%	13,0%	13,4%	0,4
Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1	7,250%	7,875%	8,500%	
- Ratio moyen de solvabilité total	14,3%	14,2%	14,4%	0,2
Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité	9,500%	10,375%	11,250%	
C. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	7,5%	7,0%	7,6%	0,6
D. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,1%	0,5%	0,2%	-0,3
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,3%	0,7%	0,1%	-0,6
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	13,5%	15,7%	14,5%	-1,2
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	29,0%	40,9%	34,7%	-6,2
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	10,5%	13,0%	10,3%	-2,7
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	75,5%	91,5%	85,5%	-6,0
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	98,7%	111,5%	105,1%	-6,4

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	426 807	453 745	576 286	27,0%
Fonds propres de base T1	428 199	453 745	553 727	22,0%
Fonds propres effectifs (FPE)	467 532	495 270	595 757	20,3%
Actifs pondérés des risques (APR)	3 280 584	3 491 761	4 139 371	18,5%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	13,0%	13,0%	13,9%	0,9
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	<i>6,250%</i>	<i>6,875%</i>	<i>7,500%</i>	
- Ratio de fonds propres de base	13,1%	13,0%	13,4%	0,4
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	<i>7,250%</i>	<i>7,875%</i>	<i>8,500%</i>	
- Ratio moyen de solvabilité total	14,3%	14,2%	14,4%	0,2
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	<i>9,500%</i>	<i>10,375%</i>	<i>11,250%</i>	
C. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	7,5%	7,0%	7,6%	0,6
D. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,1%	0,5%	0,2%	-0,3
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,3%	0,7%	0,1%	-0,6
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	13,5%	15,7%	14,5%	-1,2
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	29,0%	40,9%	34,7%	-6,2
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	10,5%	13,0%	10,3%	-2,7
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	75,5%	91,5%	85,5%	-6,0
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	98,7%	111,5%	105,1%	-6,4

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-6 : NIGER

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	TOTAL
					NATIONAUX ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX					
	BANQUES (14)			146 687	40 578	35 756	70 353	2 585 062	155	1 003 225	966	2 111
H0064B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	20 000	6 319	7 258	6 422	534 198	21	124 690	217	394
H0038Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-NIGER	22/04/1994	13 000	0	1 127	11 873	359 772	31	347 300	74	289
H0095K	- Ecobank Niger	ECOBANK	14/01/1999	10 962	0	183	10 779	326 983	0	113 737	17	217
H0040A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	27/02/1980	19 188	1 059	3 691	14 438	255 454	18	75 923	127	198
H0164K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 084	5 872	4 212	0	200 316	0	78 040	74	192
H0136E	- Banque Atlantique Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	11 620	0	2 351	9 269	174 403	19	107 885	92	162
H0110B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	16 000	0	0	16 000	175 326	23	45 339	107	174
H0174W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	-	05/06/2013	0	0	0	0	160 255	11	36 213	92	150
H0210K	- Coris Bank International, Succursale du Niger	-	18/09/2018	0	0	0	0	179 122	6	11 257	48	65
H0081V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	16 500	15 732	0	768	110 570	15	49 493	39	102
H0208H	- Banque de l'Habitat du Niger	BHN	26/07/2018	11 800	10 203	795	803	39 380	8	10 427	61	88
H0168P	- CBAO, Groupe Atijariwala bank, Succursale du Niger	-	20/03/2013	0	0	0	0	27 732	1	2 777	6	17
H0057T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	17 533	1 393	16 140	0	25 353	1	0	1	45
H0193R	- Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	-	11/06/2015	0	0	0	0	16 197	1	144	11	17
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (6)			14 625	0	14 625	0	39 591	1 466	0	82	2 184
H0205E	- AL-JZZA Transfert d'Argent International	-	13/11/2017	3 000	0	3 000	0	15 527	0	0	0	0
H0209J	- Niger Transfert d'Argent	NITA	26/07/2018	5 000	0	5 000	0	10 717	1 185	0	63	1 955
H0204D	- Bureau National d'Intermédiation Financière (BNIF AFUWA)	BNIF-AFUWA	13/11/2017	3 000	0	3 000	0	6 781	280	0	12	145
H0129X	- Société Sahélienne de Financement	SAHFI	14/06/2005	3 625	0	3 625	0	6 566	1	0	7	2
H0250J	- ZEYNA	-	02/08/2021	3 000	0	3 000	0	4 176	538	0	137	837
H0251K	- AMANA Transfert d'Argent et Finance	-	02/08/2021	3 000	0	3 000	0	2 306	156	0	0	256
	TOTAL ETABLISSEMENTS (20)			161 312	40 578	50 381	70 353	2 624 653	1 621	1 003 225	1 048	4 295

(a) : Montants en millions de FCFA

(1) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	266 121	283 679	344 824	21,6%
- Caisse	66 501	76 564	85 839	12,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	147 509	145 381	185 828	27,8%
- Comptes de dépôts	20 011	22 688	25 472	12,3%
- Comptes de prêts	31 790	38 406	46 103	20,0%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-
- Créances en souffrance	1 061	2 105	2 626	24,8%
- Dépréciations	-751	1 465	1 045	-28,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 102 899	1 241 513	1 423 016	14,6%
Comptes ordinaires débiteurs	158 835	178 265	198 697	11,5%
Crédits à terme	869 754	892 003	1 066 112	19,5%
dont - Crédits à court terme	249 844	558 470	704 216	26,1%
(dont Affacturage)	0	0	0	-
- Crédits à moyen terme	218 086	284 786	303 280	6,5%
- Crédits à long terme	42 587	48 747	58 616	20,2%
- Crédits de location financement	0	0	0	-
Valeurs non imputées	1 870	787	1 278	62,4%
Créances en souffrance (montant Brut)	171 701	268 874	260 306	-3,2%
dont - Créances restructurées	14 090	35 577	37 153	4,4%
- Créances douteuses et litigieuses	92 613	233 298	223 153	-4,3%
Dépréciations	99 260	98 417	103 377	5,0%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	0	210	277	31,9%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-53 453	98 206	103 099	5,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	520 697	620 043	723 376	16,7%
- Titres de transaction (y compris titres prêteurs)	8 175	18 406	8 156	-55,7%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêteurs)	356 737	341 966	456 737	33,6%
- Titres d'investissement (y compris titres prêteurs)	102 976	202 553	205 587	1,5%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	1 866	2 429	775	-68,1%
- Comptes de liaison	672	153	136	-10,9%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	354	250	588	135,3%
- Débiteurs divers	26 981	28 999	28 379	-2,1%
- Comptes d'attente et de régularisation	23 387	25 864	24 009	-7,2%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	1 220	999	-18,1%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-450	1 798	1 991	10,7%
VALEURS IMMOBILISÉES	117 091	115 075	139 352	21,1%
- Prêts subordonnés	774	813	852	4,8%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêteurs)	569	443	752	69,8%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêteurs)	4 219	4 455	4 598	3,2%
- Dotations succursales	3 000	0	0	-
- Dépôts et cautionnements	8 228	4 411	4 442	0,7%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	100 301	104 954	128 708	22,6%
dont immobilisations encours	2 103	2 377	2 762	16,2%
(incorporelles)	436	318	653	105,3%
immobilisations d'exploitation	29 587	23 776	26 852	12,9%
(incorporelles)	3 241	1 637	1 585	-3,2%
immobilisations hors exploitation	4 540	6 299	5 776	-8,3%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	11 111	11 149	15 775	41,5%
(incorporelles)	0	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	38	38	0%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	38	38	0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	3 000	0	566	-
TOTAL DE L'ACTIF	2 009 808	2 260 310	2 631 135	16,4%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	461 859	492 949	644 005	30,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	71 526	32 289	44 009	36,3%
- Comptes de dépôts	19 702	21 933	24 820	13,2%
- Comptes d'emprunts	370 630	438 726	574 785	31,0%
- Autres sommes dues	1	1	391	39000,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 251 471	1 458 061	1 633 700	12,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	760 847	878 812	998 281	13,6%
- Dépôts à terme reçus	200 199	254 207	254 774	0,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	205 543	223 525	243 523	8,9%
- Dépôts de garantie reçus	53 791	73 190	80 778	10,4%
- Autres dépôts	2 352	2 880	8 307	188,4%
- Bons de caisse	921	996	805	-19,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	1 225	619	581	-6,1%
- Autres sommes dues	26 592	23 832	46 651	95,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	63 292	62 198	68 736	10,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	137	2 586	1787,6%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	0	0	0	-
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	-
- Compte de liaison (Passif)	0	130	20	-84,6%
- Créditeurs divers	21 211	23 347	26 986	15,6%
- Provisions	15 501	12 613	13 067	3,6%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	26 580	25 971	26 078	0,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	0	-
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	233 187	246 851	284 694	15,3%
- Provisions réglementées	2 468	2 073	2 276	9,8%
- Dettes subordonnées	6 710	6 560	3 068	-53,2%
- Comptes bloqués d'actionnaires	922	522	522	0,0%
- Primes liées au capital	6 974	6 975	9 475	35,8%
- Ecart de réévaluation	1 119	1 119	1 119	0%
- Capital social	142 386	147 186	172 312	17,1%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	18 000	18 000	21 000	16,7%
- Réserves	48 188	56 718	61 936	9,2%
- Report à nouveau	-9 596	-14 179	-15 601	-10,0%
- Résultat de l'exercice	16 016	21 877	28 587	30,7%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	2 009 808	2 260 059	2 631 135	16,4%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	55 409	24 305	9 900	-59,3%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	275 939	457 894	462 520	1,0%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	6 684	11 517	72,3%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	877	11 317	3 445	-69,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	3 193	5 566	4 650	-16,5%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 740 687	1 975 392	2 285 745	15,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 102 899	1 241 513	1 423 016	14,6%
a) Crédits à court terme	769 785	737 522	904 191	22,6%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	158 835	178 265	198 697	11,5%
<i>Autres crédits à court terme</i>	610 950	559 257	705 494	26,1%
b) Crédits à moyen terme	218 086	284 786	303 280	6,5%
c) Crédits à long terme	42 587	48 747	58 616	20,2%
d) Crédits de location financement	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	72 441	170 458	156 929	-7,9%
<i>.Créances restructurées</i>	14 090	35 366	36 875	4,3%
<i>dépréciations</i>	0	210	277	31,9%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	39 160	135 091	120 054	-11,1%
<i>dépréciations</i>	53 453	98 206	103 099	5,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	637 788	733 879	862 728	17,6%
a) Titres de transaction	8 175	18 406	8 156	-55,7%
b) Titres de placement	356 737	341 966	456 737	33,6%
c) Titres d'investissement	102 976	202 553	205 587	1,5%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-450	-578	-992	-71,6%
f) Immobilisations financières	8 562	5 711	6 202	8,6%
g) Autres immobilisations	108 529	108 665	133 150	22,5%
h) Divers	53 259	57 155	53 888	-5,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 544 949	1 764 064	1 986 564	12,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 251 471	1 458 061	1 633 700	12,0%
a) A vue	787 439	902 644	1 044 932	15,8%
b) A terme	464 032	555 417	588 768	6,0%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	201 120	255 203	255 579	0,1%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	205 543	223 525	243 523	8,9%
<i>autres</i>	57 369	76 689	89 665	16,9%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	230 187	244 096	284 128	16,4%
a) Capital, dotations & réserves	218 968	233 822	277 143	18,5%
b) Autres	11 219	10 274	6 985	-32,0%
3. AUTRES RESSOURCES	63 292	61 907	68 736	11,0%
<i>dont Titres de transaction</i>	0	137	2 586	1787,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-195 738	-211 328	-299 181	-41,6%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	195 738	211 328	299 181	41,6%
1. DISPONIBILITES	-66 855	-74 756	-86 427	-15,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	262 593	286 084	385 608	34,8%
<i>emplois</i>	-199 266	-206 865	-258 397	-24,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-1 061	-2 105	-2 626	-25%
<i>ressources</i>	461 859	492 949	644 005	30,6%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	179 019	195 164	207 747	6,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	9 787	10 455	11 129	6,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	109 044	123 043	121 145	-1,5%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	27 181	30 721	38 764	26,2%
+Produits sur opérations de change	18 862	17 190	21 060	22,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 201	9 811	11 087	13,0%
+Produits sur prestations de services financiers	3 239	3 587	4 300	19,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 606	1 136	1 219	7,3%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	1	778	957	23,0%
2. CHARGES BANCAIRES	49 546	51 487	57 875	12,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	17 717	15 985	18 657	16,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	18 421	21 418	24 631	15,0%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	153	316	1 123	254,8%
-Charges sur fonds propres et assimilés	10	0	0	-
-Charges sur opérations de change	5 504	6 372	7 230	13,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	186	186	118	-36,6%
-Charges sur prestations de services financiers	1 488	1 534	1 872	22,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	5 875	5 675	4 244	-25,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	129 472	143 677	149 872	4,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 622	1 663	1 997	20,1%
+Produits sur valeurs immobilisées	543	9 320	953	-89,8%
+Produits divers d'exploitation	1 079	1 527	1 347	-11,8%
+Production immobilisée	0	0	20	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	9 185	323	-96,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	131 094	145 340	151 869	4,5%
6. FRAIS GENERAUX	79 172	91 863	103 159	12,3%
-Frais de personnel	32 008	38 127	40 532	6,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	5 148	4 687	6 432	37,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	42 017	49 049	56 195	14,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	8 901	8 252	10 799	30,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	8 927	9 052	11 194	23,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	26	800	395	-50,6%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	43 021	45 225	37 910	-16,2%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	24 547	22 298	18 595	-16,6%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	57 877	65 072	43 509	-33,1%
+Dotations aux provisions réglementées	125	3 389	2 409	-28,9%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	30 564	41 519	26 162	-37,0%
-Reprises de provisions réglementées	2 891	4 645	1 161	-75,0%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	1	778	957	23,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	18 475	23 705	20 272	-14,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	920	2 210	1 799	-18,6%
+Subventions d'exploitation	8	0	58	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	912	2 210	1 741	-21,2%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	3 379	4 037	-6 516	-261,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	16 016	21 878	28 587	30,7%
+Bénéfices	21 427	24 097	32 478	34,8%
-Pertes	5 411	2 219	3 891	75,3%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	14,3%	20,1%	17,1%	-3,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,6%	13,7%	11,0%	-2,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	57,8%	36,6%	39,7%	3,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,1%	1,9%	1,9%	0,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,7%	8,8%	7,5%	-1,3
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,6%	6,8%	5,6%	-1,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,0%	70,2%	76,3%	6,1
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	57,1%	48,5%	47,8%	-0,7
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	12,4%	15,2%	19,1%	3,9
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	7,0%	9,0%	10,1%	1,1
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,8%	1,0%	1,1%	0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	23,2	18,3	16,8	-8,4%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	12,6	9,0	6,2	-31,6%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	137 386	157 286	185 412	17,9%
REPARTITION DU CAPITAL	137 386	157 286	185 412	17,9%
Nationaux	71 741	61 391	93 959	53,1%
<i>Etat</i>	42 229	22 792	40 578	78,0%
<i>Privés</i>	29 512	38 599	53 381	38,3%
Non-nationaux	65 645	95 895	91 453	-4,6%
<i>dont UMOA</i>	46 857	75 957	75 290	-0,9%
TOTAL DU BILAN	2 009 808	2 260 310	2 631 135	16,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	1 075	1 449	2 315	866
Périodiques	616	2	281	279
Permanents	459	1 447	2 034	587
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	190	149	278	129
EFFECTIFS	3 416	5 007	6 137	1 130
Employés	2 444	3 905	4 797	892
<i>dont Etrangers</i>	6	18	33	15
Cadres	972	1 102	1 340	238
<i>dont Etrangers</i>	26	42	50	8
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	835 914	925 344	1 003 225	77 881
Personnes physiques	751 243	729 415	744 107	14 692
<i>dont Etrangers</i>	5 396	7 095	6 532	-563
Personnes morales	84 671	195 929	259 118	63 189
<i>dont Etrangers</i>	729	1 562	2 105	543
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	20	18	-2

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	181 073	184 851	214 251	15,9%
Fonds propres de base T1	172 036	183 902	208 567	13,4%
Fonds propres effectifs (FPE)	185 502	190 462	211 527	11,1%
Actifs pondérés des risques (APR)	1 186 226	1 310 579	1 371 017	4,6%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	15,3%	14,1%	15,6%	1,5
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	<i>6,250%</i>	<i>6,875%</i>	<i>7,500%</i>	
- Ratio de fonds propres de base	14,5%	14,0%	15,2%	1,2
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	<i>7,250%</i>	<i>7,875%</i>	<i>8,500%</i>	
- Ratio moyen de solvabilité total	15,6%	14,5%	15,4%	0,9
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	<i>9,500%</i>	<i>10,375%</i>	<i>11,250%</i>	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	10,5%	9,3%	8,8%	-0,5
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,2%	0,4%	1,8%	1,4
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,6%	0,9%	0,1%	-0,8
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	13,1%	11,9%	8,4%	-3,5
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	19,8%	25,4%	14,5%	-10,9
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	11,8%	13,0%	7,6%	-5,4
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	110,2%	108,2%	83,6%	-24,6
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	93,1%	96,6%	102,5%	5,9

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-7 : SENEGAL

IMMATRI- CULATION	DENOMINATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (***) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAL	NON- NATIONAL						
	BANQUES (27)			389 202	22 255	151 095	215 852	12 169 104	499	2 678 472	2 427	4 193	6 620
K0011B	- Société Générale Sénégal	SGSN	12/03/1965	10 000	0	3 456	6 544	1 341 114	38	278 308	540	382	922
K0012C	- CBAO, Groupe Attijawalla bank	-	30/07/1965	11 450	897	5 879	4 074	1 338 259	92	413 144	369	705	1 074
K0094R	- Ecobank Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	17 372	0	3 760	13 612	964 431	28	255 167	147	221	368
K0175E	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	-	05/06/2013	0	0	0	0	831 857	13	32 961	79	159	238
K0079A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	27 500	1 650	9 358	16 492	739 790	36	142 237	75	165	240
K0100Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	24 000	0	1 888	22 112	702 687	53	409 752	107	447	554
K0010A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 469	2 040	5 471	664 102	32	83 480	135	313	448
K0039G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	10 500	4 000	6 500	0	586 048	25	262 137	118	223	341
K0213W	- Coris Bank International – Sénégal	CBI-SENEGAL	27/02/2019	20 000	0	0	20 000	576 584	19	37 572	76	77	153
K0159M	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal	-	22/06/2010	0	0	0	0	510 593	12	45 075	31	129	160
K0137N	- Banque Atlantique Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	26 366	0	0	26 366	491 984	22	119 176	91	215	306
K0153F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA-SENEGAL	09/01/2009	15 000	0	1 216	13 784	457 045	11	322 504	103	72	175
K0169Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique	BNDE	23/08/2013	11 000	7 543	2 457	1 000	402 481	18	33 506	59	173	232
K0046R	- La Banque Agricole	LBA	15/06/1984	20 000	5 176	12 423	2 401	401 894	42	147 257	121	266	387
K0191X	- Banque de Dakar	-	18/03/2015	22 000	0	22 000	0	354 424	12	4 105	62	120	182
K0140R	- FBNBank Sénégal	-	20/10/2005	13 265	0	0	13 265	308 060	7	8 840	29	122	151
K0060E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	10 000	500	0	9 500	285 111	7	27 940	82	63	145
K0141S	- Citibank Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	15 049	0	0	15 049	279 237	1	501	0	35	35
K0189V	- BGF Bank Sénégal	-	12/12/2014	27 000	0	0	27 000	220 072	2	2 579	29	40	69
K0111K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce – Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/2003	30 500	0	27 000	3 500	208 002	15	44 380	60	114	174
K0144W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	16 000	0	14 493	1 507	157 559	2	985	30	21	51
K0236W	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	-	18/09/2020	0	0	0	0	93 376	2	915	28	12	40
K0178H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale au Sénégal	-	06/09/2013	0	0	0	0	68 629	2	822	7	22	29
K0117R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	25 000	0	24 975	25	66 141	3	1 385	16	24	40
K0156J	- Crédit International	CI	14/01/2009	12 000	0	800	11 200	58 041	2	1 450	10	39	49
K0200G	- La Banque Outarde	LBO	25/01/2017	15 200	0	12 850	2 350	56 973	2	810	16	29	45
K0221E	- Banque de Développement du Mali, Succursale du Sénégal	-	16/12/2019	0	0	0	0	7 610	1	474	7	5	12
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			22 600	0	11 750	10 850	102 388	51	241 796	49	141	190
K0029W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	11 500	0	11 500	0	55 141	2	241 764	26	36	62
K0203K	- La Financière de l'Afrique de l'Ouest	LA FINAO	16/11/2017	5 000	0	250	4 750	31 725	1	32	9	5	14
K0145X	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Sénégal	-	20/07/2006	0	0	0	0	9 827	2	0	4	9	13
K0192Y	- Wafacash West Africa	WAFACASH	20/04/2015	6 100	0	0	6 100	5 695	46	0	10	91	101
	TOTAL ETABLISSEMENTS (31)			411 802	22 255	162 845	226 702	12 271 492	550	2 920 268	2 476	4 334	6 810

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 009 675	1 459 523	1 685 736	15,5%
- Caisse	197 405	195 440	240 808	23,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	539 564	964 569	1 093 086	13,3%
- Comptes de dépôts	85 570	117 656	100 052	-15,0%
- Comptes de prêts	183 595	179 596	250 681	39,6%
- Valeurs non imputées	63	24	8	-66,7%
- Créances en souffrance	3 634	2 320	2 065	-11,0%
- Dépréciations	-157	82	964	1075,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	5 229 258	5 688 364	6 846 942	20,4%
Comptes ordinaires débiteurs	421 906	378 164	472 687	25,0%
Crédits à terme	4 536 013	5 066 264	6 160 782	21,6%
dont - Crédits à court terme	1 393 566	1 767 900	2 368 217	34,0%
(dont Affacturage)	4 306	5 575	5 268	-5,5%
- Crédits à moyen terme	2 501 390	2 799 371	3 212 355	14,8%
- Crédits à long terme	372 182	437 845	511 128	16,7%
- Crédits de location financement	43 574	61 148	69 083	13,0%
Valeurs non imputées	9 567	1 177	12 738	982,2%
Créances en souffrance (montant Brut)	791 396	739 215	694 266	-6,1%
dont - Créances restructurées	69 666	93 501	97 538	4,3%
- Créances douteuses et litigieuses	430 986	645 714	596 728	-7,6%
Dépréciations	529 624	496 456	493 532	-0,6%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-11 332	26 324	41 012	55,8%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-415 404	470 132	452 520	-3,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	2 334 067	2 622 180	3 373 993	28,7%
- Titres de transaction (y compris titres prêts)	41 868	168 774	99 317	-41,2%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêts)	1 752 561	1 795 700	2 071 475	15,4%
- Titres d'investissement (y compris titres prêts)	332 025	393 344	928 702	136,1%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	4 839	8 516	4 553	-46,5%
- Comptes de liaison	180	2 891	3 439	19,0%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	2 180	2 630	618	-76,5%
- Débiteurs divers	54 195	86 486	109 776	26,9%
- Comptes d'attente et de régularisation	165 682	172 081	165 140	-4,0%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	9 832	11 512	13 167	14,4%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-29 295	19 754	22 195	12,4%
VALEURS IMMOBILISÉES	347 728	352 722	364 822	3,4%
- Prêts subordonnés	919	1 452	1 672	15,2%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêts)	3 441	3 850	3 784	-1,7%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêts)	7 779	9 560	10 951	14,5%
- Dotations succursales	19 509	20 002	23 045	15,2%
- Dépôts et cautionnements	14 230	30 014	30 737	2,4%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	302 755	291 065	298 088	2,4%
dont immobilisations encours	21 094	23 652	26 469	11,9%
(incorporelles)	3 790	4 501	12 084	168,5%
immobilisations d'exploitation	89 936	119 450	107 463	-10,0%
(incorporelles)	12 177	14 964	15 114	1,0%
immobilisations hors exploitation	67 810	32 016	35 698	11,5%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	65 154	55 675	55 223	-0,8%
(incorporelles)	40	0	2 299	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	216	297	214	-27,9%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	1 121	3 518	3 669	4,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	123	0	-100%
TOTAL DE L'ACTIF	8 920 727	10 122 912	12 271 492	21,2%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 526 992	1 839 408	2 149 500	16,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	181 256	217 547	345 191	58,7%
- Comptes de dépôts	105 549	136 594	144 124	5,5%
- Comptes d'emprunts	1 238 734	1 473 192	1 654 272	12,3%
- Autres sommes dues	1 453	12 075	5 913	-51,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6 241 625	6 966 322	8 644 274	24,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	3 534 902	4 033 958	5 150 359	27,7%
- Dépôts à terme reçus	1 197 388	1 318 385	1 490 773	13,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 042 580	1 122 502	1 249 566	11,3%
- Dépôts de garantie reçus	331 228	336 221	568 013	68,9%
- Autres dépôts	24 698	33 814	62 822	85,8%
- Bons de caisse	23 386	21 618	5 976	-72,4%
- Comptes d'affacturage	698	391	215	-45,0%
- Emprunts à la clientèle	14 260	14 743	22 463	52,4%
- Autres sommes dues	72 486	84 690	94 087	11,1%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	352 830	433 232	475 260	9,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	20 604	15 286	15 792	3,3%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	9 600	-
- Obligations	20 599	20 599	13 733	-33,3%
- Autres dettes constituées par des titres	4 656	2 116	0	-100%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	24	60	932	1453,3%
- Compte de liaison (Passif)	317	6 384	8 669	35,8%
- Créiteurs divers	70 139	121 991	132 818	8,9%
- Provisions	57 678	57 492	67 347	17,1%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	178 813	209 304	226 369	8,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0	0	-
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	799 280	883 950	1 002 459	13,4%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Dettes subordonnées	28 990	30 436	34 964	14,9%
- Comptes bloqués d'actionnaires	196	196	18 196	9183,7%
- Primes liées au capital	33 489	33 489	33 489	0%
- Ecart de réévaluation	35	35	35	0%
- Capital social	384 302	408 302	411 802	0,9%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	38 540	37 031	43 031	16,2%
- Réserves	333 386	351 368	394 753	12,3%
- Report à nouveau	-88 565	-105 586	-87 677	17,0%
- Résultat de l'exercice	68 907	128 679	153 866	19,6%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	8 920 727	10 122 912	12 271 492	21,2%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	683 590	731 783	903 228	23,4%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 476 432	1 368 784	1 211 296	-11,5%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	214 238	99 141	137 738	38,9%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	6 346	3 759	29 042	672,6%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	14 445	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	149 589	372 184	479 822	28,9%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	14 462	7 562	7 409	-2,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	7 911 053	8 663 266	10 585 757	22,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	5 229 258	5 688 364	6 846 942	20,4%
a) Crédits à court terme	2 050 340	2 147 241	2 853 643	32,9%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	421 906	378 164	472 687	25,0%
<i>Autres crédits à court terme</i>	1 628 434	1 769 077	2 380 955	34,6%
b) Crédits à moyen terme	2 501 390	2 799 371	3 212 355	14,8%
c) Crédits à long terme	372 182	437 845	511 128	16,7%
d) Crédits de location financement	43 574	61 148	69 083	13,0%
e) Crédits en souffrance	261 772	242 759	200 734	-17,3%
<i>.Créances restructurées</i>	58 334	67 177	56 526	-15,9%
<i>dépréciations</i>	11 332	26 324	41 012	55,8%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	15 582	175 582	144 209	-17,9%
<i>dépréciations</i>	415 404	470 132	452 520	-3,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	2 681 795	2 974 902	3 738 815	25,7%
a) Titres de transaction	41 868	168 774	99 317	-41,2%
b) Titres de placement	1 752 561	1 795 700	2 071 475	15,4%
c) Titres d'investissement	332 025	393 344	928 702	136,1%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-19 463	-8 242	-9 028	-9,5%
f) Immobilisations financières	30 743	31 643	35 997	13,8%
g) Autres immobilisations	316 985	321 079	328 825	2,4%
h) Divers	227 076	272 604	283 527	4,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	7 393 735	8 283 381	10 121 993	22,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	6 266 880	6 989 037	8 667 607	24,0%
a) A vue	3 608 086	4 119 039	5 244 662	27,3%
b) A terme	2 658 795	2 869 998	3 422 945	19,3%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	1 220 774	1 340 003	1 496 749	11,7%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	1 042 580	1 122 502	1 249 566	11,3%
<i>autres</i>	395 441	407 493	676 631	66,0%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	799 280	883 827	1 002 459	13,4%
a) Capital, dotations & réserves	770 059	853 160	949 264	11,3%
b) Autres	29 221	30 667	53 195	73,5%
3. AUTRES RESSOURCES	327 575	410 517	451 927	10,1%
<i>dont Titres de transaction</i>	20 604	15 286	15 792	3,3%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-517 317	-379 885	-463 764	-22,1%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	517 317	379 885	463 764	22,1%
1. DISPONIBILITES	-199 585	-198 070	-241 426	-21,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	716 902	577 955	705 190	22,0%
<i>emplois</i>	-810 090	-1 261 453	-1 444 309	-14,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-3 634	-2 320	-2 065	11%
<i>ressources</i>	1 526 992	1 839 408	2 149 500	16,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	1 505 308	776 151	912 760	17,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	10 851	20 954	32 646	55,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	447 871	467 092	528 409	13,1%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	124 479	137 880	171 205	24,2%
+Produits sur opérations de change	877 022	92 001	110 977	20,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	13 871	21 946	26 795	22,1%
+Produits sur prestations de services financiers	26 049	28 875	34 069	18,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	7 164	9 427	10 617	12,6%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	1 998	2 024	1 958	-3,3%
2. CHARGES BANCAIRES	1 037 438	276 190	326 821	18,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	46 369	60 305	72 415	20,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	113 317	123 570	142 162	15,0%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	5 655	7 355	10 625	44,5%
-Charges sur fonds propres et assimilés	1 391	1 855	1 378	-25,7%
-Charges sur opérations de change	854 124	63 905	73 013	14,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	432	104	466	347,4%
-Charges sur prestations de services financiers	12 243	14 932	19 955	33,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	3 908	4 165	6 807	63,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	467 870	499 961	585 939	17,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	10 868	15 362	11 527	-25,0%
+Produits sur valeurs immobilisées	1 241	4 641	1 245	-73,2%
+Produits divers d'exploitation	10 214	10 356	11 119	7,4%
+Production immobilisée	31	379	0	-100%
-Charges sur valeurs immobilisées	618	14	837	5878,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	478 738	515 323	597 466	15,9%
6. FRAIS GENERAUX	287 330	290 099	316 419	9,1%
-Frais de personnel	125 918	128 703	143 589	11,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	19 716	20 173	23 120	14,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	141 695	141 223	149 710	6,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	26 005	27 322	29 955	9,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	26 125	27 322	30 159	10,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	120	0	204	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	165 403	197 902	251 092	26,9%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	81 427	47 867	65 996	37,9%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	215 235	253 081	228 822	-9,6%
+Dotations aux provisions réglementées	329	245	210	-14,3%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	134 137	205 331	162 979	-20,6%
-Reprises de provisions réglementées	0	128	57	-55,5%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	1 998	2 024	1 958	-3,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	85 974	152 059	187 054	23,0%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	2 414	5 214	6 593	26,4%
+Subventions d'exploitation	119	1 430	281	-80,3%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	2 295	3 784	6 312	66,8%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	19 481	28 594	39 781	39,1%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	68 907	128 679	153 866	19,6%
+Bénéfices	112 104	147 072	166 564	13,3%
-Pertres	43 197	18 393	12 698	-31,0%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	13,7%	12,0%	9,5%	-2,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,0%	4,3%	2,9%	-1,4
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	66,9%	67,2%	71,1%	3,9
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,1%	2,1%	2,0%	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,4%	6,8%	6,6%	-0,2
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,3%	4,7%	4,6%	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	67,0%	63,5%	59,1%	-4,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	48,6%	23,9%	26,1%	2,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	14,7%	25,7%	26,3%	0,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,6%	14,6%	15,3%	0,7
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,8%	1,3%	1,3%	0,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	44,8	45,5	46,5	2,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	25,8	31,0	36,9	18,8%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	384 302	445 333	454 833	2,1%
REPARTITION DU CAPITAL	384 302	445 333	454 833	2,1%
Nationaux	126 323	177 770	185 100	4,1%
Etat	27 293	19 062	22 255	16,8%
Privés	99 030	158 708	162 845	2,6%
Non-nationaux	257 979	267 563	269 733	0,8%
dont UMOA	91 578	124 818	127 218	1,9%
TOTAL DU BILAN	8 920 727	10 122 912	12 271 492	21,2%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	529	534	550	16
Périodiques	13	0	0	-
Permanents	516	534	550	16
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	639	655	711	56
EFFECTIFS	6 415	6 374	6 810	436
Employés	4 273	4 127	4 334	207
dont Etrangers	99	112	134	22
Cadres	2 142	2 247	2 476	229
dont Etrangers	121	140	187	47
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	2 263 371	2 711 269	2 920 268	208 999
Personnes physiques	2 039 992	2 521 553	2 708 424	186 871
dont Etrangers	51 097	121 590	57 172	-64 418
Personnes morales	223 379	189 716	211 844	22 128
dont Etrangers	1 684	904	982	78
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	31	30	30	0

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	589 870	653 405	646 308	-1,1%
Fonds propres de base T1	585 013	653 405	646 308	-1,1%
Fonds propres effectifs (FPE)	619 824	686 818	704 608	2,6%
Actifs pondérés des risques (APR)	5 159 201	5 650 898	5 542 309	-1,9%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	11,4%	11,6%	11,7%	0,1
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	6,250%	6,875%	7,500%	
- Ratio de fonds propres de base	11,3%	11,6%	11,7%	0,1
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	7,250%	7,875%	8,500%	
- Ratio moyen de solvabilité total	12,0%	12,2%	12,7%	0,5
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	9,500%	10,375%	11,250%	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	6,7%	7,5%	6,2%	-1,3
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,4%	2,3%	0,3%	-2,0
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,3%	0,4%	0,3%	-0,1
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [≤ 15%]	12,4%	10,7%	11,7%	1,0
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [≤ 100%]	29,5%	24,6%	20,0%	-4,6
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [≤ 20%]	17,0%	15,9%	15,9%	0,0
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	70,6%	73,4%	81,1%	7,7
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	104,8%	101,0%	106,8%	5,8

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-8 : TOGO

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (14)			144 377	14 858	16 054	113 465	4 396 107	269	1 358 064	2 080	1 032	3 112
T0116K	- Orabank Togo	-	08/11/2004	10 019	1 039	8 980	1	940 749	41	360 591	333	134	467
T0055T	- Ecobank Togo	ECOBANK	25/02/1988	10 000	0	1 801	8 199	626 905	38	224 891	190	74	264
T0182G	- Coris Bank International Togo	CBI-TOGO	13/12/2013	12 500	0	0	12 500	541 199	16	49 930	77	68	145
T0024K	- International Business Bank Togo	IB BANK TOGO	16/04/1974	27 000	1 080	1 620	24 300	417 635	21	76 827	157	115	272
T0009T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	0	401 130	42	218 836	232	46	278
T0160H	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo	-	30/08/2010	0	0	0	0	307 110	13	54 246	35	129	164
T0138J	- Banque Atlantique Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	10 619	0	1 477	9 142	300 083	22	93 394	150		150
T0133D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce – Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	20 940	0	0	20 940	207 229	17	28 604	91	44	135
T0167Q	- Bank Of Africa Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	15 500	0	6	15 494	196 266	14	67 926	44	113	157
T0151Y	- SUNU Bank	-	04/12/2007	11 164	437	834	9 893	190 904	28	139 228	177	28	205
T0005P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	10 000	1 909	1 336	6 755	187 768	13	31 099	122	65	187
T0187M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo	-	01/09/2014	0	0	0	0	65 222	2	422	20	21	41
T0027N	- Société InterAfricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	6 242	8 896	1	11 712	441	193	634
T0221Z	- Banque de Développement du Mali, Succursale du Togo	-	16/12/2019	0	0	0	0	5 012	1	358	11	2	13
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			26 544	1 500	7 126	17 918	341 336	2	633	32	29	61
T0165N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011	10 089	0	2 668	7 421	201 957	0	0	12	3	15
T0215S	- African Lease Togo	ALT	16/08/2019	3 500	0	3 440	60	107 604	1	633	11	24	35
T0076R	- African Guaranteed Fund pour les petites et moyennes entreprises	AGF WEST AFRICA	03/07/1995	12 955	1 500	1 018	10 437	31 775	1	0	9	2	11
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			170 921	16 358	23 180	131 383	4 737 443	271	1 358 697	2 112	1 061	3 173

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	644 676	742 118	630 715	-15,0%
- Caisse	48 519	54 215	64 780	19,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	298 829	261 068	241 639	-7,4%
- Comptes de dépôts	105 450	128 451	125 923	-2,0%
- Comptes de prêts	191 934	298 379	198 372	-33,5%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-
- Créances en souffrance	8	38	39	2,6%
- Dépréciations	-63	33	39	18,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 433 785	1 611 391	2 124 156	31,8%
Comptes ordinaires débiteurs	140 532	180 578	230 018	27,4%
Crédits à terme	1 210 855	1 364 141	1 847 595	35,4%
dont - Crédits à court terme	299 666	784 236	1 063 417	35,6%
(dont Affacturage)	996	4 876	13 454	175,9%
- Crédits à moyen terme	529 266	375 104	540 748	44,2%
- Crédits à long terme	56 264	193 230	222 011	14,9%
- Crédits de location financement	11 050	11 572	21 420	85,1%
Valeurs non imputées	4 598	3 315	350	-89,4%
Créances en souffrance (montant Brut)	255 122	202 237	181 053	-10,5%
dont - Créances restructurées	14 017	16 753	13 570	-19,0%
- Créances douteuses et litigieuses	161 866	185 484	167 483	-9,7%
Dépréciations	177 322	138 880	134 860	-2,9%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-377	670	2 255	236,6%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-123 002	138 210	132 605	-4,1%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 212 130	1 413 919	1 793 839	26,9%
- Titres de transaction (y compris titres prêts)	3 954	1 150	29 664	2479,5%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêts)	1 065 078	1 168 264	1 428 822	22,3%
- Titres d'investissement (y compris titres prêts)	74 593	178 668	241 254	35,0%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	2 310	3 310	3 430	3,6%
- Comptes de liaison	429	695	100	-85,6%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	3 359	2 837	3 625	27,8%
- Débiteurs divers	23 708	30 875	50 504	63,6%
- Comptes d'attente et de régularisation	38 720	28 511	41 062	44,0%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	2 629	3 346	7 886	135,7%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	-2 650	3 736	12 507	234,8%
VALEURS IMMOBILISÉES	162 954	182 883	188 733	3,2%
- Prêts subordonnés	259	261	497	90,6%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêts)	505	561	387	-30,9%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêts)	7 548	7 321	7 317	-0,1%
- Dotations succursales	0	424	743	75,2%
- Dépôts et cautionnements	4 429	4 400	5 450	23,9%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	150 213	169 917	174 339	2,6%
dont immobilisations encours	25 706	26 538	29 471	11,1%
(incorporelles)	2 631	2 106	1 640	-22,1%
immobilisations d'exploitation	63 995	31 722	30 162	-4,9%
(incorporelles)	5 215	3 864	3 437	-11,0%
immobilisations hors exploitation	18 103	6 843	12 770	86,6%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	27 675	18 696	13 532	-27,6%
(incorporelles)	1 856	0	0	-
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 453 545	3 950 312	4 737 443	19,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2021	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	844 742	885 463	1 136 507	28,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	95 962	121 906	126 551	3,8%
- Comptes de dépôts	96 904	92 191	93 683	1,6%
- Comptes d'emprunts	651 737	671 351	916 120	36,5%
- Autres sommes dues	138	15	153	920,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 178 489	2 599 615	3 072 057	18,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	868 949	1 140 021	1 387 098	21,7%
- Dépôts à terme reçus	780 071	903 991	1 019 913	12,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	423 022	462 726	533 717	15,3%
- Dépôts de garantie reçus	84 090	65 812	85 039	29,2%
- Autres dépôts	11 636	13 964	31 250	123,8%
- Bons de caisse	342	325	352	8,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	14	2	0	-83,1%
- Autres sommes dues	10 364	12 774	14 688	15,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	195 014	181 058	194 102	7,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	5 000	0	28 514	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	91 409	76 330	57 968	-24,1%
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	3	15	17	13,3%
- Compte de liaison (Passif)	0	11	96	772,7%
- Créiteurs divers	21 600	24 277	25 433	4,8%
- Provisions	17 348	23 086	19 811	-14,2%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	59 654	57 339	62 263	8,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32	35	37	5,7%
- Versements restant à effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant à effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus à long terme	32	35	37	5,7%
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	235 268	284 141	334 740	17,8%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Dettes subordonnées	37 047	38 306	50 129	30,9%
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-
- Primes liées au capital	10 370	10 516	10 515	0,0%
- Ecart de réévaluation	9 226	9 226	9 226	0,0%
- Capital social	145 691	163 421	170 921	4,6%
- Capital non appelé	0	0	0	-
- Dotations	10 250	13 250	13 250	0,0%
- Réserves	54 852	64 130	79 381	23,8%
- Report à nouveau	-49 386	-48 820	-37 204	23,8%
- Résultat de l'exercice	17 218	34 113	38 521	12,9%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0	0	0	-
TOTAL DU PASSIF	3 453 545	3 950 312	4 737 443	19,9%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	139 317	180 718	214 242	18,6%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	751 592	686 600	764 394	11,3%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	4 129	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	1 801	0	59 037	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	201 666	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	27 199	28 188	20 050	-28,9%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 808 869	3 208 194	4 106 729	28,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 433 785	1 611 391	2 124 156	31,8%
a) Crédits à court terme	759 404	968 129	1 293 784	33,6%
<i>dont Comptes ordinaires débiteurs</i>	140 532	180 578	230 018	27,4%
<i>Autres crédits à court terme</i>	618 872	787 551	1 063 767	35,1%
b) Crédits à moyen terme	529 266	375 104	540 748	44,2%
c) Crédits à long terme	56 264	193 230	222 011	14,9%
d) Crédits de location financement	11 050	11 572	21 420	85,1%
e) Crédits en souffrance	77 800	63 357	46 193	-27,1%
<i>.Créances restructurées</i>	13 640	16 083	11 315	-29,6%
<i>dépréciations</i>	377	670	2 255	236,6%
<i>.Créances douteuses & litigieuses</i>	38 864	47 274	34 878	-26,2%
<i>dépréciations</i>	123 002	138 210	132 605	-4,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 375 084	1 596 803	1 982 572	24,2%
a) Titres de transaction	3 954	1 150	29 664	2479,5%
b) Titres de placement	1 065 078	1 168 264	1 428 822	22,3%
c) Titres d'investissement	74 593	178 668	241 254	35,0%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-21	-390	-4 621	-1084,9%
f) Immobilisations financières	8 312	8 566	8 944	4,4%
g) Autres immobilisations	154 642	174 317	179 789	3,1%
h) Divers	68 526	66 227	98 721	49,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 608 803	3 064 849	3 600 936	17,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 269 898	2 675 945	3 130 025	17,0%
a) A vue	879 313	1 152 795	1 401 786	21,6%
b) A terme	1 390 585	1 523 150	1 728 239	13,5%
<i>dépôts à terme et bons de caisse</i>	780 413	904 316	1 020 265	12,8%
<i>comptes d'épargne à régime spécial</i>	423 022	462 726	533 717	15,3%
<i>autres</i>	187 149	156 108	174 257	11,6%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	235 268	284 141	334 740	17,8%
a) Capital, dotations & réserves	188 995	236 610	275 384	16,4%
b) Autres	46 273	47 532	59 355	24,9%
3. AUTRES RESSOURCES	103 637	104 763	136 171	30,0%
<i>dont Titres de transaction</i>	5 000	0	28 514	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-200 066	-143 345	-505 793	-252,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	200 066	143 345	505 793	252,9%
1. DISPONIBILITES	-51 878	-57 052	-68 405	-19,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	251 943	200 397	574 198	186,5%
<i>emplois</i>	-592 799	-685 066	-562 310	17,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-8	-38	-39	-3%
<i>ressources</i>	844 742	885 463	1 136 507	28,4%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS BANCAIRES	579 159	869 383	2 597 196	198,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	17 465	18 568	17 279	-6,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	132 473	143 470	164 381	14,6%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	68 661	79 793	95 299	19,4%
+Produits sur opérations de change	349 990	613 899	2 304 732	275,4%
+Produits sur opérations de hors-bilan	7 291	7 258	8 274	14,0%
+Produits sur prestations de services financiers	5 644	6 620	8 656	30,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 314	1 617	1 518	-6,1%
-Dédution des intérêts sur créances en souffrances	3 678	1 842	2 942	59,7%
2. CHARGES BANCAIRES	428 936	697 279	2 405 188	244,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	25 593	21 309	25 675	20,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	60 019	69 073	81 916	18,6%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	6 183	6 289	5 917	-5,9%
-Charges sur fonds propres et assimilés	1 330	1 416	986	-30,3%
-Charges sur opérations de change	333 032	596 754	2 287 816	283,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	260	694	530	-23,7%
-Charges sur prestations de services financiers	2 253	1 548	1 712	10,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	266	197	636	223,1%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	150 223	172 105	192 009	11,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 488	2 912	1 990	-31,7%
+Produits sur valeurs immobilisées	174	200	239	19,2%
+Produits divers d'exploitation	1 314	2 789	1 773	-36,4%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	77	21	-72,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	151 711	175 017	193 999	10,8%
6. FRAIS GENERAUX	95 341	104 436	114 567	9,7%
-Frais de personnel	38 904	44 710	48 235	7,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 319	4 926	5 287	7,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	52 118	54 800	61 045	11,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	11 426	12 663	13 484	6,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	11 593	12 736	13 529	6,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	167	73	45	-38,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	44 943	57 918	65 948	13,9%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOURVABLES	25 058	26 392	21 662	-17,9%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécouvrables	77 846	116 105	74 598	-35,7%
+Dotations aux provisions réglementées	1 576	0	0	-
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	54 080	89 713	52 903	-41,0%
-Reprises de provisions réglementées	284	0	33	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	3 678	1 842	2 942	59,7%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	23 564	33 367	47 229	41,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 049	11 492	4 515	-60,7%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	50	50	88	76,0%
+Récupération sur créances amorties	999	11 442	4 427	-61,3%
14. IMPÔT SUR LES BENEFICES	7 395	10 746	13 222	23,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	17 218	34 113	38 521	12,9%
+Bénéfices	26 673	37 181	47 801	28,6%
-Pertres	9 455	3 068	9 280	202,5%

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,8%	11,6%	8,0%	-3,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,4%	3,9%	2,2%	-1,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	69,5%	68,7%	74,5%	5,8
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,8%	2,6%	2,6%	0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,2%	6,9%	6,6%	-0,3
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	4,4%	4,3%	4,0%	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	71,2%	68,1%	66,7%	-1,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	51,5%	44,2%	31,4%	-12,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	11,5%	19,8%	20,1%	0,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	7,3%	12,0%	11,5%	-0,5
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS <i>(Résultat net / Total des actifs)</i>	0,5%	0,9%	0,8%	-0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Frais Généraux / Effectif de la banque)</i>	37,0	33,0	36,1	9,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA) <i>(Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque)</i>	17,4	18,3	20,8	13,7%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
MONTANT DU CAPITAL	145 691	173 421	180 921	4,3%
REPARTITION DU CAPITAL	145 691	173 421	180 921	4,3%
Nationaux	44 312	39 538	39 538	0,0%
<i>Etat</i>	21 766	17 993	16 358	-9,1%
<i>Privés</i>	22 546	21 545	23 180	7,6%
Non-nationaux	101 379	133 883	141 383	5,6%
<i>dont UMOA</i>	52 844	112 062	119 562	6,7%
TOTAL DU BILAN	3 453 545	3 950 312	4 737 443	19,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	261	263	271	8
Périodiques	0	43	43	0
Permanents	261	220	228	8
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	314	333	355	22
EFFECTIFS	2 578	3 167	3 173	6
Employés	1 013	1 085	1 061	-24
<i>dont Etrangers</i>	4	4	4	0
Cadres	1 565	2 082	2 112	30
<i>dont Etrangers</i>	61	56	59	3
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 169 350	1 328 610	1 358 697	30 087
Personnes physiques	1 103 690	1 238 097	1 238 527	430
<i>dont Etrangers</i>	36 244	39 612	31 371	-8 241
Personnes morales	65 660	90 513	120 169	29 656
<i>dont Etrangers</i>	890	1 414	1 238	-176
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	17	17	0

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	91 647	89 657	116 511	30,0%
Fonds propres de base T1	80 962	95 020	115 567	21,6%
Fonds propres effectifs (FPE)	123 060	128 533	164 840	28,2%
Actifs pondérés des risques (APR)	1 671 597	1 881 279	2 100 794	11,7%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	5,5%	4,8%	5,5%	0,7
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	6,250%	6,875%	7,500%	
- Ratio de fonds propres de base	4,8%	5,1%	5,5%	0,4
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	7,250%	7,875%	8,500%	
- Ratio moyen de solvabilité total	7,4%	6,8%	7,8%	1,0
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	9,500%	10,375%	11,250%	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	2,3%	2,5%	2,7%	0,2
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,5%	2,0%	0,6%	-1,4
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	0,8%	0,6%	0,4%	-0,2
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	33,5%	35,6%	32,8%	-2,8
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	136,4%	114,6%	78,7%	-35,9
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	119,8%	15,7%	23,1%	7,4
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	75,4%	87,5%	97,3%	9,8
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	108,0%	108,6%	107,8%	-0,8

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-9 : COMPAGNIES FINANCIERES

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLES	PAYS D'IMPLANTATION	RESEAUX BANCAIRES	UNITES BANCAIRES		
					FILIALES	SUCCURSALES	TOTAL
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING (15)				30	11	41
CF-C-001	- Coris Holding	-	Burkina	CORIS BANK	6	2	8
CF-C-019	- VISTA Holding	-	Burkina	-	1	0	1
CF-A-002	- Bridge Group West Africa	BGWA	Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	1	1	2
CF-A-003	- Manzi Finances	-	Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE	2	3	5
CF-A-004	- Sunu Investment Holding	SIH	Côte d'Ivoire	-	1	0	1
CF-A-012	- Mansa Financial Group	MFG	Côte d'Ivoire	-	1	0	1
CF-A-013	- Orange Abidjan Participations	OAP	Côte d'Ivoire	-	1	0	1
CF-A-016	- Standard Holdings Côte d'Ivoire	-	Côte d'Ivoire	-	1	0	1
CF-A-018	- AFG Holding	AFG	Côte d'Ivoire	-	1	0	1
CF-K-006	- Groupe BDK	-	Sénégal	(*)	2	0	2
CF-K-007	- Tamweel Africa Holding	TAH	Sénégal	BANQUE ISLAMIQUE	1	0	1
CF-T-008	- Ecobank Transnational Incorporated	ETI	Togo	ECOBANK	8	0	8
CF-T-009	- Oragroup	-	Togo	ORABANK	3	5	8
CF-T-014	- African Lease Group	ALG	Togo	-	1	0	1
CF-T-020	- IB Holding	-	Togo	-	2	0	2
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING INTERMEDIAIRES (4)				28	4	32
CF-A-010	- Atlantic Business International	ABI	Côte d'Ivoire	BANQUE ATLANTIQUE	8	1	9
CF-A-011	- BOA West Africa	BOA WA	Côte d'Ivoire	BANK OF AFRICA	7	0	7
CF-A-017	- Atijari West Africa	AWA	Côte d'Ivoire	-	6	3	9
CF-A-015	- BSIC Holding UEMOA	-	Sénégal	BSIC	7	0	7
	TOTAL COMPAGNIES FINANCIERES (19)	-	-	-	58	15	73

(*) le Groupe BDK possède deux (2) banques dans l'Union, qui évoluent sous des appellations différentes.

CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (*)

Compagnies (17)

(En millions de FCFA)

RANG	COMPAGNIES FINANCIERES	ETAT	TOTAL BILAN
1	ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED	TOGO	17 913 004
2	CORIS HOLDING	BURKINA	5 637 128
3	BOA WEST AFRICA	COTE D'IVOIRE	5 041 625
4	ORAGROUP	TOGO	4 633 387
5	ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	COTE D'IVOIRE	4 454 653
6	ATTIJARI WEST AFRICA	COTE D'IVOIRE	3 847 292
7	AFG HOLDING	COTE D'IVOIRE	2 033 647
8	BSIC HOLDING UEMOA	SENEGAL	1 741 962
9	MANZI FINANCES	COTE D'IVOIRE	1 416 738
10	VISTA HOLDING	BURKINA	1 238 310
11	BRIDGE GROUP WEST AFRICA	COTE D'IVOIRE	970 984
12	GROUPE BDK	SENEGAL	678 960
13	IB HOLDING	TOGO	451 900
14	MANSA FINANCIAL GROUP	COTE D'IVOIRE	336 055
15	SUNU INVESTMENT HOLDING	COTE D'IVOIRE	265 305
16	AFRICAN LEASE GROUP	TOGO	121 560
17	ORANGE ABIDJAN PARTICIPATIONS	COTE D'IVOIRE	116 433
TOTAL			50 898 944

(*) Données provisoires

B I L A N S		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	3 205 855	4 611 041	5 085 928	10,3%
2	PRÊTS ET CREANCES INTERBANCAIRE ET ASSIMILES	2 046 210	2 913 847	2 358 106	-19,1%
3	PRÊTS ET CREANCES A LA CLIENTELE	14 394 084	19 187 737	23 007 725	19,9%
4	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	9 528 285	13 277 574	16 265 857	22,5%
5	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	463 410	309 487	492 032	59,0%
6	ACTIFS D'IMPÔTS DIFFERES	140 947	183 755	187 593	2,1%
7	COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 451 581	1 586 001	1 736 502	9,5%
8	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	114 941	100 467	114 681	14,1%
9	AUTRES PARTICIPATIONS	50 451	97 690	70 220	-28,1%
10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	113 819	130 261	119 269	-8,4%
11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 041 265	1 188 916	1 275 243	7,3%
12	ECARTS D'ACQUISITION	70 978	174 023	185 788	6,8%
TOTAL DE L'ACTIF		32 621 826	43 760 799	50 898 944	16,3%

1	BANQUE CENTRALE, CCP	38 453	56 662	124 896	120,4%
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	5 659 685	6 622 804	8 123 916	22,7%
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	21 894 830	30 300 717	34 938 226	15,3%
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRES	136 444	115 189	138 074	19,9%
5	PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES	48 855	65 497	71 468	9,1%
6	COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	1 141 145	1 438 996	1 851 826	28,7%
7	ECARTS D'ACQUISITION	5 137	3 816	2 857	-25,1%
8	PROVISIONS	121 208	200 362	225 855	12,7%
9	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	1 084 315	1 537 766	1 543 006	0,3%
10	CAPITAUX PROPRES	2 491 754	3 418 991	3 878 820	13,4%
11	DONT CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	1 867 016	2 504 670	2 836 446	13,2%
12	CAPITAL ET PRIMES LIÉES	1 853 886	2 309 860	2 483 525	7,5%
	- CAPITAL	649 329	2 005 215	2 168 490	8,1%
13	RESERVES CONSOLIDEES	-81 509	-360 501	-176 221	-51,1%
14	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	94 638	555 311	529 141	-4,7%
15	INTERÊTS MINORITAIRES	624 738	914 321	1 042 374	14,0%
TOTAL DU PASSIF		32 621 826	43 760 800	50 898 944	16,3%

HORS BILAN CONSOLIDE					
ENGAGEMENTS DONNES		5 637 059	7 512 729	8 877 943	18,2%
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	1 935 521	2 612 727	3 002 267	14,9%
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	3 666 179	4 879 123	5 428 289	11,3%
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	35 358	20 878	447 387	2042,9%
ENGAGEMENTS RECUS		14 897 875	19 952 850	19 915 981	-0,2%
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	19 401	1 014 774	1 156 860	14,0%
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	14 874 791	18 896 215	18 717 295	-0,9%
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	3 683	41 861	41 825	-0,1%

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

	COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1 781 892	2 207 024	2 727 320	23,6%
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (-)	-690 436	-808 457	-1 037 151	28,3%
3	COMMISSIONS (PRODUITS)	526 331	663 372	866 482	30,6%
4	COMMISSIONS (CHARGES) (-)	-60 546	-98 262	-138 978	41,4%
5	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (+/-)	247 922	215 492	264 681	22,8%
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (+/-)	36 981	30 474	18 240	-40,1%
7	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES	57 452	96 291	102 720	6,7%
8	CHARGES DES AUTRES ACTIVITES (-)	-15 427	-29 232	-32 966	12,8%
9	PRODUIT NET BANCAIRE	1 884 169	2 276 702	2 770 349	21,7%
10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	6	194	151	-22,1%
11	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 051 607	1 090 656	1 186 171	8,8%
12	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	124 447	140 520	159 241	13,3%
13	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (9 + 10 - 11 - 12)	708 121	1 045 720	1 425 088	36,3%
14	COÛT DU RISQUE	418 655	263 757	293 958	11,5%
15	RESULTAT D'EXPLOITATION (13 - 14)	289 467	781 963	1 131 130	44,7%
16	QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE (+/-)	3 876	5 450	8 782	61,1%
17	GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (+/-)	-25 955	-393	-22 962	5744,3%
18	RESULTAT AVANT IMPÔT (15 + 16 + 17)	267 388	787 020	1 116 950	41,9%
19	IMPÔTS SUR LES BENEFICES	70 237	231 710	587 808	153,7%
20	RESULTAT NET (18 - 19)	197 151	555 310	529 142	-4,7%
21	INTERETS MINORITAIRES	103 796	137 741	156 150	13,4%
22	RESULTAT NET PART DU GROUPE (20 - 21)	93 355	417 570	372 992	-10,7%

STATISTIQUES REPARTITION DU CAPITAL		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1.	Part groupe	582 657	1 838 753	1 942 970	5,7%
2.	Intérêts minoritaires	21 205	410 027	471 250	14,9%
3.	TOTAL (1+2)	603 862	2 248 780	2 414 219	7,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX					
4.	Périodiques	3	19	20	5,3%
5.	Permanents	1 787	2 105	2 129	1,1%
6.	TOTAL (4+5)	1 790	2 124	2 149	1,2%
7.	NOMBRE DE DAB/GAB	3 952	4 366	4 624	5,9%
EFFECTIFS					
8.	Employés	12 311	21 773	22 529	3,5%
9.	Cadres	14 454	11 170	11 747	5,2%
10.	TOTAL (8+9)	26 765	32 943	34 276	4,0%
NOMBRE DE COMPTES BANCAIRES DE LA CLIENTELE					
11.	Personnes physiques	29 294 896	33 269 501	9 372 400	-71,8%
12.	Personnes morales	1 991 569	2 884 331	1 684 538	-41,6%
13.	TOTAL (11+12)	31 286 465	36 153 832	11 056 938	-69,4%
PERIMETRE DE CONSOLIDATION COMPTABLE					
14.	Nombre de sociétés financières	131	154	157	1,9%
14.1	dont celles intégrées globalement	120	141	146	3,5%
14.2	celles intégrées proportionnellement	0	0	0	-
14.3	celles mises en équivalence	11	13	11	-15,4%
15.	Nombre de sociétés commerciales	12	13	13	0%
15.1	dont celles intégrées globalement	8	11	11	0%
15.2	celles intégrées proportionnellement	0	0	0	-
15.3	celles mises en équivalence	4	2	2	0%
16.	TOTAL (14+15)	143	167	170	1,8%
REPARTITION DES FILIALES PAR NATURE D'ACTIVITES					
17.	Nombre de sociétés financières	130	155	158	1,9%
17.1	dont banques et assimilées	94	110	112	1,8%
17.2	compagnies d'assurances et de réassurances	4	5	5	0%
17.3	sociétés de gestion et d'intermédiation et autres intervenants sur un marché financier	21	21	21	0%
17.4	autres	11	19	20	5,3%
18.	Nombre de sociétés commerciales (biens et services)	10	12	12	0%
REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FILIALES					
19.	Nombre de sociétés financières	129	154	158	2,6%
19.1	dont celles situées dans l'UMOA	79	87	90	3,4%
19.2	celles situées hors de l'UMOA et dans la CEDEAO	5	17	18	5,9%
19.3	celles situées dans les autres zones de l'Afrique	42	47	47	0%
19.4	celles situées hors de l'Afrique	3	3	3	0%
20.	Nombre de sociétés commerciales	12	12	17	41,7%
20.1	dont celles situées dans l'UMOA	8	8	8	0%
20.2	celles situées hors de l'UMOA et dans la CEDEAO	0	0	0	-
20.3	celles situées dans les autres zones de l'Afrique	4	4	9	125,0%
20.4	celles situées hors de l'Afrique	0	0	0	-

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres CET1	1 912 453	2 367 968	1 674 314	-29,3%
Fonds propres de base T1	1 940 459	2 411 619	1 698 658	-29,6%
Fonds propres effectifs (FPE)	2 302 771	2 859 030	1 952 178	-31,7%
Actifs pondérés des risques (APR)	18 913 084	22 256 290	16 085 952	-27,8%
A. Normes de solvabilité				
- Ratio de fonds propres CET1	10,1%	10,6%	10,4%	-0,2
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio CET1</i>	<i>6,250%</i>	<i>6,875%</i>	<i>7,500%</i>	
- Ratio de fonds propres de base	10,3%	10,8%	10,6%	-0,2
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio T1</i>	<i>7,250%</i>	<i>7,875%</i>	<i>8,500%</i>	
- Ratio moyen de solvabilité total	12,2%	12,8%	12,2%	-0,6
<i>Minimum réglementaire en vigueur dans l'UMOA du ratio de solvabilité</i>	<i>9,500%</i>	<i>10,375%</i>	<i>11,250%</i>	
B. Ratio de levier				
- Ratio de levier [≥ 3%]	7,0%	6,4%	3,5%	-2,9
C. Autres normes prudentielles				
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement) - [≤ 15%]	0,1%	0,1%	0,1%	0,0
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement) - [60%]	2,2%	0,1%	0,2%	0,1
Limite sur les immobilisations hors exploitation - [< 15%]	9,9%	9,7%	13,6%	3,9
Limite sur le total des immobilisations et des participations - [< 100%]	45,2%	35,2%	52,9%	17,7
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel - [< 20%]	13,3%	12,4%	19,8%	7,4
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables [≥ 50%]	124,5%	92,0%	104,1%	12,1
Coefficient de liquidité [≥ 50%]	109,9%	109,6%	117,8%	8,2

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE III

STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44

ANNEXE III.1

III.1.1 - LISTE DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44

III.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2022
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (*)
(226 Institutions)

Annexe III.1-1

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT (**)	RANG
SENEGAL	- UNION DU CREDIT MUTUEL DU SENEGAL (SITUATION COMBINEE)	158 380	1
COTE D'IVOIRE	- BAOBAB	136 226	2
BURKINA	- FAITIERE DES CAISSES POPULAIRES DU BURKINA SITUATION COMBINEE	133 490	3
SENEGAL	- BAOBAB SA	127 991	4
COTE D'IVOIRE	- ADVANS COTE D'IVOIRE	94 561	5
COTE D'IVOIRE	- COFINA	87 021	6
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - COTONOU	69 261	7
SENEGAL	- COFINA	69 166	8
MALI	- UNION KAFO JIGINEW (SITUATION COMBINEE)	67 888	9
COTE D'IVOIRE	- UNION NATIONALE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COTE D'IVOIRE	64 579	10
COTE D'IVOIRE	- FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RETRAITE ACTIVE	64 512	11
BENIN	- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE MICRO-ENTREPRISES	56 578	12
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SOLIDARITE	51 583	13
BENIN	- FAITIERE DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU BENIN	46 207	14
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL (SITUATION COMBINEE)	43 752	15
BURKINA	- AGENCE DE CREDIT POUR L'ENTREPRISE PRIVEE DU BURKINA	42 621	16
BURKINA	- COFINA-BURKINA (*)	38 901	17
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE DES ASSEMBLEES DE DIEU	38 422	18
COTE D'IVOIRE	- CREDIT ACCESS	37 606	19
MALI	- COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE MALI	35 528	20
BURKINA	- BAOBAB BURKINA	35 191	21
MALI	- BAOBAB MALI	33 793	22
BENIN	- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EPARGNE-CREDIT A BASE COMMUNAUTAIRE BETHESDA	32 205	23
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION DAKAR	30 485	24
TOGO	- FAITIERE DES UNITES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (SITUATION COMBINEE)	29 217	25
TOGO	- COOPERATIVE MILITAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT	29 085	26
SENEGAL	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT (SITUATION COMBINEE)	28 344	27
COTE D'IVOIRE	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	27 881	28
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - PORTO NOVO	25 083	29
COTE D'IVOIRE	- FIN'ELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)	24 885	30
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE CISSIN	23 830	31
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DE L'ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION (SITUATION COMBINEE)	23 014	32
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DASSAGHO	22 690	33
BURKINA	- COOPERATIVE DIOCESAINE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE OUAGADOUGOU	21 563	34
BENIN	- RESEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGEOISES D'EPARGNE ET DE CREDIT AUTOGEREES	21 253	35
BURKINA	- CORIS MESO FINANCE (*)	21 239	36
TOGO	- WOMEN'S ACTION TO GAIN ECONOMIC SECURITY	20 895	37
COTE D'IVOIRE	- BRIDGE MICROFINANCE SA (*)	20 645	38
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE SIG-NOGHIN	20 590	39
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'AVE	20 399	40
SENEGAL	- CAURIE MICROFINANCE	20 191	41
SENEGAL	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC	19 584	42
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE SONG-TAABA	19 200	43
MALI	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	19 012	44
COTE D'IVOIRE	- GROUPE D'EPARGNE ET DE SOUTIEN EN COTE D'IVOIRE	18 844	45
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL MBOUR	18 387	46
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL MBOUR	18 287	47
BENIN	- VITAL FINANCE BENIN	18 140	48
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DAPOYA	16 809	49
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE BAMAKO	16 094	50
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE GOUNGHIN	16 068	51
SENEGAL	- CREDIT KASH	15 754	52
BURKINA	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT GALOR	13 150	53
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT MATURETE	13 092	54
BURKINA	- AMIFA SA (*)	12 694	55
BENIN	- UNION NATIONALE DES CAISSES RURALES D'EPARGNE ET DE PRÊT	12 263	56
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE YOPOUGON	11 486	57
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TIVAOUANE (*)	11 204	58
MALI	- UNION NYESIGISO (SITUATION COMBINEE)	10 851	59
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ARTISANS	10 846	60
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL YEUMBEUL	10 709	61
COTE D'IVOIRE	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES FONCTIONNAIRES DE COTE D'IVOIRE	10 389	62
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ABOISSO	10 330	63
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DAFRA	10 205	64
TOGO	- COOPERATIVE CHRETIENNE D'EPARGNE ET DE CREDIT	10 203	65
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL MALICK SY	9 951	66
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION PIKINE	9 830	67
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE EVANGELIQUE DU TOGO	9 651	68
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE MARCORY	9 608	69
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL THIES	9 602	70
MALI	- ASSOCIATION SORO YIRIWASO	9 582	71
BENIN	- ASSOCIATION DES CAISSES DE FINANCEMENT A LA BASE	9 507	72
COTE D'IVOIRE	- MUTUELLE DES AGENTS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	9 449	73
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIES	9 315	74
SENEGAL	- VISION FUND SENEGAL MICROFINANCE SA	9 227	75
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ATTECOUBE	9 191	76
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE FARAKAN	8 980	77
BENIN	- FINANCIAL DEVELOPMENT	8 907	78
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - NONSINA	8 831	79
MALI	- RESEAU DE MICRO-INSTITUTIONS DE CROISSANCE ET DE REVENUS	8 598	80
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT POUR LE SOUTIEN AUX INITIATIVES DES FEMMES POUR L'AUTOPROMOTION	8 589	81
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE COLSAMA	8 577	82
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KOUDOUGOU	8 576	83
COTE D'IVOIRE	- MUTUELLE DE CREDIT ET D'EPARGNE DES FEMMES D'ABOISSO, BONOUA ET GRAND BASSAM	8 573	84
MALI	- CREDIT KASH MALI (*)	8 541	85
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL RUFISQUE	8 485	86
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIARROYE	8 485	87

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT (**)	RANG
BURKINA	- FINANCE COMMUNAUTAIRE	8 192	88
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SAINT LOUIS	8 110	89
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GRAND YOFF	7 971	90
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SAHM	7 966	91
TOGO	- UNION DES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (SITUATION COMBINEE)	7 804	92
SENEGAL	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR	7 801	93
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL BOURGUIBA	7 746	94
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL OUAHAM	7 592	95
MALI	- UNION CAECE JIGISEME (SITUATION COMBINEE)	7 547	96
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE YAMOUSSOUKRO	7 472	97
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - ABOMEY CALAVI	7 328	98
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL ZIGUINCHOR	7 262	99
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LANDO	7 162	100
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE OUAHIGOUYA	7 153	101
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION KAOLACK	7 050	102
TOGO	- SOCIETE GENERALE DE MICRO ET MESO FINANCE	6 980	103
BURKINA	- PREMIERE AGENCE DE MICROFINANCE	6 905	104
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KAYA	6 732	105
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - PARAKOU	6 693	106
SENEGAL	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT DAKAR	6 641	107
BENIN	- ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT	6 542	108
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION SAINT LOUIS	6 522	109
BURKINA	- PAN AFRICAN MICROFINANCE BURKINA FASO	6 501	110
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE COLMA	6 489	111
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SALY	6 441	112
SENEGAL	- MECTRANS	6 437	113
NIGER	- TAANADI SA	6 412	114
SENEGAL	- INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT THIES	6 397	115
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE SIKASSO	6 183	116
BURKINA	- CAISSE DES PRODUCTEURS DU BURKINA	6 151	117
COTE D'IVOIRE	- PREMIERE AGENCE DE MICROFINANCE DE COTE D'IVOIRE	6 052	118
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DEDOUGOU	6 043	119
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE TSEVIE	5 967	120
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE NOVISSI	5 922	121
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DES CASCADES	5 883	122
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT ECHOPPE	5 835	123
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KOUPELA	5 781	124
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - BANIKOARA	5 776	125
BURKINA	- SOCIETE GROUPE D'ACCOMPAGNEMENT A L'INVESTISSEMENT ET A L'EPARGNE	5 763	126
BURKINA	- UNION REGIONALE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU NAZINON	5 744	127
TOGO	- UNION DES CAISSES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES SAVANES	5 735	128
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PIKINE	5 637	129
BENIN	- COOPERATIVE DES MEMBRES UNIS BETHEL ACTIONS	5 634	130
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ANYAMA	5 621	131
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COCODY NORD (*)	5 620	132
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DALOA	5 561	133
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DIVO	5 526	134
BENIN	- CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET DE CREDIT AUTOGEREE DE BOHICON	5 519	135
BURKINA	- COOPERATIVE DIOCESAINE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KOUDOUGOU	5 502	136
TOGO	- MUTUELLE D'APPUI ET DE SOUTIEN AUX JEUNES POUR LE DEVELOPPEMENT	5 491	137
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TAMBACOUNDA	5 481	138
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION DIOURBEL	5 476	139
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KOLDA	5 437	140
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL BIGNONA	5 421	141
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE NIABLE	5 411	142
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - KANDI	5 328	143
BENIN	- SIANSON MICROFINANCE	5 247	144
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KORHOGO	5 213	145
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION THIES	5 148	146
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - OLY	5 132	147
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SAN PEDRO	5 086	148
MALI	- ASSOCIATION CVECA ON SEGOU	5 084	149
BURKINA	- CAISSE BAITOUL MAAL	5 050	150
TOGO	- FAITIERES DES ENTITES DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES (SITUATION COMBINEE)	5 010	151
NIGER	- ACEP NIGER SA	5 008	152
MALI	- UNION KONDO JIGIMA (SITUATION COMBINEE)	4 945	153
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PLATEAU	4 908	154
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE KADIOLO	4 887	155
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL - MEC DES MAMELLES DE OUAHAM	4 845	156
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KONGOUSSI	4 836	157
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DIOULABOUGOU	4 787	158
BURKINA	- MICRIFINANCE FADIMA	4 763	159
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT ILEMA	4 756	160
MALI	- ASSOCIATION CVECA KITA BAFOLABE "SINISIGI"	4 662	161
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT FIDELITE	4 649	162
MALI	- CAECE CAISSE DE BAMAKO	4 646	163
BURKINA	- CREDIT MUTUEL BURKINA FASO	4 528	164
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KARA	4 513	165
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION ZIGUINCHOR	4 460	166
MALI	- CAISSE NYESIGISO DE KAYES (*)	4 453	167
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE TENKODOGO	4 443	168
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT LA FRUCTUEUSE	4 435	169
BENIN	- ESU OLA OTAN MICROFINANCE	4 424	170
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL RICHARDTOLL	4 398	171
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE YAKO	4 342	172
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - BOHICON	4 339	173
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SEDIOU	4 264	174
COTE D'IVOIRE	- RESEAU DES CAISSES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COTE D'IVOIRE	4 203	175
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'AGBOVILLE	4 085	176
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIES II	4 083	177

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT (**)	RANG
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DIMBOKRO	4 056	178
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE DE PENTECOTE DU TOGO	3 959	179
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - GOGOUNOU	3 947	180
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT GAITE	3 919	181
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL COLOBANE	3 915	182
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PARCELLES ASSAINIES	3 915	183
MALI	- CAISSE NYESIGISO COMMUNE VI	3 913	184
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ADZOPE	3 913	185
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE BOUAKE	3 806	186
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES TRAVAILLEURS DE LA CEB	3 806	187
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - ALLADA (*)	3 691	188
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE GAOUA	3 651	189
BENIN	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSEMBLEES DE DIEU DU BENIN (*)	3 573	190
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - MEKROU (*)	3 528	191
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION MBOUR	3 526	192
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GRAND-DAKAR ZIGUINCHOR (*)	3 512	193
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL NDIUM	3 482	194
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GUEDEAWAYE	3 469	195
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL HANN MARISTES	3 465	196
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL FATICK	3 434	197
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION TAMBACOUNDA	3 421	198
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE BOROMO	3 400	199
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DARHA (*)	3 392	200
SENEGAL	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LA ZONE DE YOFF (*)	3 377	201
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAFFRINE	3 348	202
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE ORODARA	3 342	203
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE GAGNOA	3 336	204
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAOLACK	3 334	205
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KLOTO	3 312	206
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE KOUTIALA	3 305	207
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TOUBA	3 300	208
NIGER	- CAPITAL FINANCE	3 268	209
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SINTRA	3 212	210
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE BOUGOUNI	3 211	211
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL TIVAOUANE	3 203	212
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - DJOUGOU	3 137	213
SENEGAL	- KAJAS MICROFINANCE	3 106	214
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAOLACK	3 095	215
BURKINA	- CONFEDERATION DES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 055	216
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL LOUGA	2 953	217
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SOUBRE	2 951	218
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE FADA	2 945	219
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION KOLDA	2 722	220
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DABOU	2 699	221
TOGO	- UNION RENOVEE DES CAISSES LOCALES D'EPARGNE ET DE CREDIT (SITUATION COMBINEE)	2 291	222
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DUEKOU (*)	2 264	223
COTE D'IVOIRE	- CELPAID FINANCE SA (*)	1 895	224
TOGO	- ECHANGE POUR L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DES PETITS ENTREPRENEURS AU TOGO	1 773	225
COTE D'IVOIRE	- CREDIT DU FONDS D'EPARGNE DES FEMMES	1 770	226
TOTAL		3 220 281	

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	804 027	935 777	983 306	5,1%
- Caisse	41 508	46 242	54 829	18,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	338 742	439 401	457 587	4,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	390 397	404 702	409 043	1,1%
- Comptes de prêts	27 269	39 112	55 339	41,5%
- Créances rattachées	5 986	6 205	6 399	3,1%
- Créances en souffrance	124	116	109	-6,5%
(Provisions)	1 664	150	2	-99,0%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 422 818	1 583 175	1 812 531	14,5%
- Crédits à court terme	637 342	706 427	845 306	19,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 785	3 313	1 623	-51,0%
- Crédits à moyen terme	386 238	517 324	591 488	14,3%
- Crédits à long terme	218 985	245 152	258 310	5,4%
- Créances rattachées	34 168	37 505	44 341	18,2%
- Crédits en souffrance	144 300	73 454	71 462	-2,7%
(provisions)	25 120	27 076	32 437	19,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	160 793	118 273	219 273	85,4%
- Titres de placement	8 839	13 141	17 802	35,5%
- Comptes de stocks	2 363	2 385	3 529	47,9%
- Débiteurs divers	47 823	58 283	66 510	14,1%
- Créances rattachées	32	761	1 221	60,4%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	3 283	2 755	3 870	40,5%
- Valeurs à rejeter	46	22	6	-75,0%
- Comptes d'ordre & divers	98 405	40 925	126 335	208,7%
VALEURS IMMOBILISEES	176 217	177 024	204 581	15,6%
- Immobilisations financières	48 721	63 092	72 074	14,2%
- Prêts et titres subordonnés	8 761	19 518	23 608	21,0%
- Dépôts & cautionnements	3 094	2 721	2 936	7,9%
- Immobilisations en cours	22 352	15 632	22 753	45,6%
dont Immobilisations incorporelles	4 272	5 386	4 228	-21,5%
- Immobilisations d'exploitation	96 544	90 155	101 314	12,4%
dont Immobilisations incorporelles	5 980	3 528	5 136	45,6%
- Immobilisations hors-exploitation	3 696	4 860	4 960	2,1%
dont Immobilisations incorporelles	21	4	14	252,5%
- Immo. acquises par réalisation de garantie	2 739	6 286	0	-100,0%
(. Incorporelles)	0	3	3	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	17	12	18	47,3%
- Créances rattachées	1 791	553	525	-5,0%
- Créances en souffrance	1	0	0	-
(provisions)	249	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	305	12	590	4916,3%
- Actionnaires, capital non appelé	273	2	343	16100,7%
- Actionnaires, capital appelé non versé	32	10	248	2466,5%
TOTAL DE L'ACTIF	2 564 159	2 814 261	3 220 281	14,4%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	649 016	716 999	833 556	16,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	204 330	243 440	275 171	13,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	92 285	94 542	103 273	9,2%
- Comptes d'emprunts	336 188	356 748	436 774	22,4%
- Autres sommes dues	388	541	577	6,7%
- Ressources affectées	8 805	12 494	10 534	-15,7%
- Dettes rattachées	7 021	9 234	7 228	-21,7%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 298 307	1 510 357	1 653 219	9,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	718 166	815 375	865 738	6,2%
- Dépôts à terme reçus	218 423	281 086	314 199	11,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	151 849	174 859	197 672	13,0%
- Dépôts de garantie reçus	176 522	196 917	227 872	15,7%
- Autres dépôts	23 356	24 920	30 786	23,5%
- Emprunts à la clientèle	541	531	718	35,2%
- Autres sommes dues	904	5 655	3 724	-34,1%
- Dettes rattachées	8 546	11 015	12 510	13,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	142 910	91 301	198 829	117,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créiteurs divers	42 851	56 764	71 318	25,6%
- Comptes d'ordre & divers	100 059	34 537	127 511	269,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	750	767	761	-0,8%
- Titres de participation	750	767	761	-0,8%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	473 324	494 837	533 917	7,9%
- Subventions d'investissement	4 325	3 772	3 599	-4,6%
- Fonds affectés	78 084	82 056	82 892	1,0%
- Fonds de crédits	10 482	10 286	11 030	7,2%
- Provisions pour risques & charges	15 377	15 433	20 651	33,8%
- Provisions réglementées	1 983	1 726	1 516	-12,2%
- Titres et emprunts subordonnés	62 039	78 697	77 881	-1,0%
- Dettes rattachées	1 332	1 709	2 296	34,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 814	5 099	4 788	-6,1%
- Primes liées au capital	786	1 562	884	-43,4%
- Réserves	200 983	171 857	181 647	5,7%
- Ecart de réévaluation	2 599	2 057	2 044	-0,6%
- Capital	119 830	136 680	142 968	4,6%
- Dotations	35 730	39 860	42 271	6,0%
- Report à nouveau	-71 420	-79 030	-76 514	3,2%
- Résultat de l'exercice	8 380	23 072	35 965	55,9%
TOTAL DU PASSIF	2 564 159	2 814 261	3 220 281	14,4%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	21 163	18 529	50 660	173,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	25 515	60 451	52 288	-13,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	236	3 438	-1 232	-135,8%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	95	101	6,0%

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 700 449	1 884 411	2 214 671	17,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 341 977	1 548 437	1 750 225	13,0%
a) Crédits à court terme	615 935	712 495	833 252	16,9%
b) Crédits à moyen terme	368 673	517 324	588 112	13,7%
c) Crédits à long terme	217 377	245 152	258 084	5,3%
d) Opérations de crédit-bail	13	12	18	47,3%
e) Crédits en souffrance	139 979	73 454	70 758	-3,7%
. Crédits immobilisés	103 612	29 550	21 947	-25,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	21 996	26 079	27 363	4,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	10 497	12 448	11 953	-4,0%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	3 875	5 378	9 495	76,6%
	24 014	27 076	32 437	19,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	358 472	335 974	464 446	38,2%
a) Titres de placement	7 267	13 141	17 802	35,5%
b) Immobilisations financières	45 331	63 092	71 301	13,0%
c) Autres immobilisations	120 818	113 367	129 882	14,6%
d) Divers	185 056	146 374	245 462	67,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 858 611	2 106 484	2 370 643	12,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 247 697	1 499 342	1 627 724	8,6%
a) A vue	695 835	821 030	864 918	5,3%
b) A terme	551 862	678 313	762 806	12,5%
dépôts à terme et bons de caisse	214 703	281 086	310 602	10,5%
comptes d'épargne à régime spécial	150 585	174 859	196 900	12,6%
autres	186 574	222 368	255 304	14,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	440 020	477 684	503 666	5,4%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	288 372	299 090	326 392	9,1%
	4 092	5 388	7 846	45,6%
b) Autres	151 648	178 594	177 274	-0,7%
3. AUTRES RESSOURCES	170 894	129 458	239 253	84,8%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	158 162	222 073	155 971	-29,8%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	305 875	343 829	388 052	12,9%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	30 205	33 946	34 457	1,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	270 024	303 213	340 515	12,3%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	2 197	2 736	1 474	-46,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	368	188	144	-23,7%
+Produits sur opérations de change	56	225	29	-87,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	868	968	1 430	47,8%
+Produits sur prestations de services financiers	1 356	1 530	1 872	22,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	800	1 023	8 132	695,1%
2. CHARGES FINANCIERS	58 411	69 640	69 323	-0,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	37 123	42 941	40 272	-6,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	18 762	24 012	26 885	12,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 059	945	635	-32,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	107	26	23	-12,0%
-Charges sur opérations de change	13	151	110	-27,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	176	75	103	38,0%
-Charges sur prestations de services financiers	863	1 212	1 010	-16,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	309	278	286	2,9%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	247 464	274 189	318 729	16,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	26 279	36 156	25 222	-30,2%
+Produits sur immobilisations financières	942	1 049	953	-9,2%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	27 487	37 694	26 786	-28,9%
-Charges sur immobilisations financières	8	2	1	-64,1%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	2 558	2 658	3 158	18,8%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	273 743	310 345	343 951	10,8%
6. FRAIS GENERAUX	206 728	226 037	248 249	9,8%
-Frais de personnel	99 109	105 857	120 039	13,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	9 759	8 292	8 648	4,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	97 860	111 888	119 562	6,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	16 370	19 793	18 692	-5,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	17 041	19 965	18 884	-5,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	671	171	192	12,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	50 645	64 515	77 010	19,4%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	50 599	48 743	50 266	3,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	143 761	125 776	133 027	5,8%
+Reprises de provisions	93 162	77 033	82 761	7,4%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	45	15 772	26 744	69,6%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	10 675	9 289	12 435	33,9%
+Subventions d'exploitation	2 565	3 197	2 290	-28,4%
+Récupérations sur créances amorties	6 982	7 955	11 018	38,5%
+Produits exceptionnels	7 535	7 507	3 818	-49,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	1 239	41	1 749	4192,3%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	654	2 489	2 385	-4,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 862	2 702	854	-68,4%
-Charges exceptionnelles	5 129	4 219	3 201	-24,1%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-372	123	774	528,1%
+Profits sur exercices antérieurs	2 903	3 106	2 967	-4,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	3 275	2 983	2 194	-26,5%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 387	2 112	3 988	88,8%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	7 962	23 072	35 964	55,9%
+Bénéfices	31 325	45 381	62 436	37,6%
-Pertes	23 290	22 309	26 472	18,7%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	12,0%	6,4%	5,8%	-0,6
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	10,4%	4,7%	4,0%	-0,7
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	14,6%	26,9%	31,4%	4,5
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	30,7%	28,6%	26,6%	-2,0
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	14,9%	14,8%	14,1%	-0,7
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	7,1%	6,8%	6,8%	0
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	0,0%	3,2%	5,0%	1,8
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,0%	0,6%	0,8%	0,2
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	80,3%	88,5%	91,0%	2,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	0,0%	4,0%	6,3%	2,3
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	83,5%	82,4%	77,9%	-4,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	14,8%	14,1%	14,3%	0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	30,4%	32,1%	29,2%	-2,9

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	389 183	447 619	437 792	-2,2%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	1 770 811	2 116 811	2 302 507	8,8%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	19,6%	15,5%	15,8%	0,3
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	100,8%	100,2%	99,9%	-0,3
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	115,7%	133,0%	132,4%	-0,6
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	7,0%	5,7%	6,2%	0,5
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	8,6%	4,5%	6,7%	2,2
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	100,0%	107,1%	103,9%	-3,2
Ratio liquidité ($\geq 80\%$)	100,0%	107,1%	103,9%	-3,2
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0,2%	0,3%	1,9%	1,6
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	4,2%	9,9%	11,2%	1,3

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE III.2-1 : BENIN

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
FAITIERS ET CAISSES UNITAIRES (13)				
24 juin 2005	- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE MICRO-ENTREPRISES	PADME	-	56 578
19 mai 1999	- FAITIERS DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU BENIN	FECECAM	FECECAM	46 207
ND	- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EPARGNE-CREDIT A BASE COMMUNAUTAIRE BETHESDA	PEBCo BETHESDA	-	32 205
25 juin 2001	- RESEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGEOISES D'EPARGNE ET DE CREDIT AUTOGEREES	RENACA	-	21 253
4 février 2008	- VITAL FINANCE BENIN	VITAL FINANCE	-	18 140
18 novembre 2013	- UNION NATIONALE DES CAISSES RURALES D'EPARGNE ET DE PRÊT	UNACREP	-	12 263
ND	- ASSOCIATION DES CAISSES DE FINANCEMENT A LA BASE	ACFB	-	9 507
8 mai 2014	- FINANCIAL DEVELOPMENT	FINADEV	-	8 907
18 novembre 2013	- ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT	ALIDE	-	6 542
ND	- COOPERATIVE DES MEMBRES UNIS BETHEL ACTIONS	COMUBA	-	5 634
ND	- SIAN'SON MICROFINANCE	SIANSON	-	5 247
ND	- ESU OLA OTAN MICROFINANCE	ESU OLA OTAN	-	4 424
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSEMBLEES DE DIEU DU BENIN (*)	COOPEC AD	-	3 573
CAISSES DE BASE AFFILIEES (14)				
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – COTONOU	CLCAM-COTONOU	FECECAM	65 485
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – PORTO NOVO	CLCAM-PORTONOVO	FECECAM	25 083
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – NONSINA	CLCAM-NONSINA	FECECAM	8 831
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – ABOMEY CALAVI	CLCAM-ABOMEYCALAVI	FECECAM	7 328
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – PARAKOU	CLCAM-PARAKOU	FECECAM	6 693
ND	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – BANIKOARA	CLCAM-BANIKOARA	FECECAM	5 776
ND	- CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET DE CREDIT AUTOGEREE DE BOHICON	CAVECA BOHICON	FECECAM	5 519
ND	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – KANDI	CLCAM-KANDI	FECECAM	5 328
ND	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – OLY	CLCAM-OLY	FECECAM	5 132
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – BOHICON	CLCAM-BOHICON	FECECAM	4 339
ND	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – GOGOUNOU	CLCAM-GOGOUNOU	FECECAM	3 947
ND	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – ALLADA (*)	CLCAM-ALLADA	FECECAM	3 691
ND	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – MEKROU (*)	CLCAM-MEKROU	FECECAM	3 528
8 août 2014	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – DJOUGOU	CLCAM-DJOUGOU	FECECAM	3 137
TOTAL			1	388 073

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nouvel entrant dans la liste

ND : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	46 277	61 060	72 332	18,5%
- Caisse	1 853	2 957	5 453	84,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	15 487	21 557	22 654	5,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	26 015	34 041	40 230	18,2%
- Comptes de prêts	2 480	1 970	3 437	74,5%
- Créances rattachées	422	493	540	9,5%
- Créances en souffrance	20	43	18	-58,8%
(Provisions)	1 640	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	125 093	152 914	183 945	20,3%
- Crédits à court terme	99 359	122 827	147 842	20,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	0	1	-
- Crédits à moyen terme	7 817	9 580	12 139	26,7%
- Crédits à long terme	11 093	12 751	15 139	18,7%
- Créances rattachées	3 275	4 087	5 063	23,9%
- Crédits en souffrance	3 548	3 668	3 761	2,5%
(provisions)	2 443	-700	-63	91,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	80 616	8 312	90 518	989,0%
- Titres de placement	1 616	1 046	2 046	95,6%
- Comptes de stocks	1 075	1 066	1 084	1,7%
- Débiteurs divers	1 895	1 338	2 329	74,1%
- Créances rattachées	4	60	128	112,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	19	19	6	-67,6%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	76 006	4 783	84 924	1675,7%
VALEURS IMMOBILISEES	32 466	36 563	41 279	12,9%
- Immobilisations financières	8 657	11 040	13 538	22,6%
- Prêts et titres subordonnés	0	9 316	11 816	26,8%
- Dépôts & cautionnements	219	304	227	-25,4%
- Immobilisations en cours	5 073	5 905	8 425	42,7%
dont Immobilisations incorporelles	542	448	504	12,5%
- Immobilisations d'exploitation	17 601	18 566	18 480	-0,5%
dont Immobilisations incorporelles	191	310	310	0,0%
- Immobilisations hors-exploitation	498	545	237	-56,5%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie (. Incorporelles)	177	416	0	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	418	203	365	80,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	284 452	258 849	388 073	49,9%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	46 460	60 951	96 980	59,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 811	1 503	1 765	17,5%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	11 976	15 213	20 783	36,6%
- Comptes d'emprunts	30 081	40 444	69 768	72,5%
- Autres sommes dues	0	0	0	-
- Ressources affectées	1 900	3 009	3 494	16,1%
- Dettes rattachées	692	782	1 169	49,5%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	84 978	103 053	118 825	15,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	40 985	49 542	56 932	14,9%
- Dépôts à terme reçus	11 473	15 336	17 835	16,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	8 665	10 347	11 808	14,1%
- Dépôts de garantie reçus	23 005	26 783	31 215	16,5%
- Autres dépôts	394	462	521	12,7%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	104	110	27	-75,1%
- Dettes rattachées	353	473	487	3,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	80 316	9 218	90 049	876,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créiteurs divers	3 261	3 721	3 782	1,6%
- Comptes d'ordre & divers	77 055	5 497	86 268	1469,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	72 697	85 628	82 219	-4,0%
- Subventions d'investissement	1 671	1 497	1 637	9,4%
- Fonds affectés	10 666	12 180	10 501	-13,8%
- Fonds de crédits	1 149	1 149	1 149	-0,1%
- Provisions pour risques & charges	702	936	2 544	171,8%
- Provisions réglementées	70	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	9 982	14 449	5 672	-60,7%
- Dettes rattachées	198	239	229	-4,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	175	149	167	12,0%
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	14 817	15 860	16 298	2,8%
- Ecart de réévaluation	816	816	816	-
- Capital	7 452	8 338	9 816	17,7%
- Dotations	3 620	4 015	4 055	1,0%
- Report à nouveau	18 335	21 303	24 053	12,9%
- Résultat de l'exercice	3 043	4 697	5 282	12,5%
TOTAL DU PASSIF	284 452	258 849	388 073	49,9%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 872	238	384	61,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	11 872	13 680	6 842	-50,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	238 410	198 138	367 957	85,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	121 837	148 845	211 552	42,1%
a) Crédits à court terme	99 377	122 846	165 757	34,9%
b) Crédits à moyen terme	7 817	9 580	21 152	120,8%
c) Crédits à long terme	11 093	12 751	17 756	39,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	6	-
e) Crédits en souffrance	3 548	3 668	6 881	87,6%
. Crédits immobilisés	185	206	1 438	596,4%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 497	1 232	2 703	119,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 161	1 055	1 415	34,1%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	705	1 175	1 326	12,9%
	2 443	-700	121	117,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	116 573	49 293	156 404	217,3%
a) Titres de placement	1 616	1 046	2 046	95,6%
b) Immobilisations financières	8 657	11 040	19 657	78,1%
c) Autres immobilisations	23 391	25 321	31 217	23,3%
d) Divers	82 909	11 886	103 484	770,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	238 684	198 681	388 560	95,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	84 625	102 580	166 254	62,1%
a) A vue	41 088	49 652	77 624	56,3%
b) A terme	43 537	52 928	88 630	67,5%
dépôts à terme et bons de caisse	11 473	15 336	26 518	72,9%
comptes d'épargne à régime spécial	8 665	10 347	26 737	158,4%
autres	23 399	27 245	35 374	29,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	71 798	84 453	114 999	36,2%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	47 443	54 362	79 874	46,9%
	521	804	1 849	130,0%
b) Autres	24 354	30 091	35 125	16,7%
3. AUTRES RESSOURCES	82 261	11 647	107 307	821,3%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	274	543	20 604	3696,6%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	28 168	33 698	39 252	16,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 942	2 639	2 872	8,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	26 119	30 873	35 790	15,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	90	110	87	-21,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	3	2	3	19,6%
+Produits sur opérations de change	3	3	4	33,4%
+Produits sur opérations de hors-bilan	2	50	308	519,4%
+Produits sur prestations de services financiers	8	20	186	812,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	0	1	3	332,4%
2. CHARGES FINANCIERS	3 525	4 896	6 452	31,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 467	3 527	4 809	36,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	960	1 307	1 488	13,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	58	0	4	2071,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	1	0	-100,0%
-Charges sur opérations de change	0	6	20	245,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	1	20	3627,8%
-Charges sur prestations de services financiers	32	48	105	115,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	7	7	6	-12,3%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	24 642	28 802	32 801	13,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 335	2 861	2 799	-2,2%
+Produits sur immobilisations financières	391	429	604	40,9%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 348	2 829	2 655	-6,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	400	442	449	1,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	26 978	31 663	35 600	12,4%
6. FRAIS GENERAUX	20 280	23 778	26 850	12,9%
-Frais de personnel	10 389	11 443	13 153	14,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	432	600	725	20,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	9 460	11 735	12 971	10,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	2 188	2 405	2 568	6,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 351	2 490	2 569	3,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	163	85	1	-99,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	4 510	5 479	6 182	12,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	3 205	2 247	2 684	19,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	7 729	7 707	8 723	13,2%
+Reprises de provisions	4 524	5 460	6 040	10,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	1 304	3 232	3 498	8,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 635	1 553	1 700	9,4%
+Subventions d'exploitation	210	262	362	38,3%
+Récupérations sur créances amorties	1 163	1 311	1 511	15,2%
+Produits exceptionnels	1 482	756	496	-34,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	12	0	8	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	115	686	568	-17,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	502	6	25	361,6%
-Charges exceptionnelles	615	84	83	-1,4%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	191	44	93	112,4%
+Profits sur exercices antérieurs	758	408	641	57,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	566	364	548	50,3%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	88	132	9	-93,2%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	3 043	4 697	5 282	12,5%
+Bénéfices	3 925	5 550	7 194	29,6%
-Pertes	882	853	1 912	124,2%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,8%	2,0%	3,3%	1,3
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,9%	2,5%	3,3%	0,8
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	40,8%	-23,6%	1,7%	25,3
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	27,8%	26,1%	24,9%	-1,2
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,7%	16,0%	15,0%	-1,0
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,5%	7,7%	7,4%	-0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	1,8%	3,8%	4,3%	0,5
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	22,8%	0,0%	0,9%	0,9
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	95,1%	98,7%	98,7%	0,0
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	4,0%	8,4%	7,9%	-0,5
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	82,3%	82,6%	81,9%	-0,7
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	16,3%	15,7%	15,3%	-0,4
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	785,7%	0,9%	18,1%	17,2

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	76 174	53 176	54 696	2,9%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	268 625	135 643	167 215	23,3%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	23,2%	15,9%	23,5%	7,6
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	101,8%	97,6%	98,3%	0,7
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	179,6%	300,8%	280,8%	-20,0
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	4,0%	5,7%	5,9%	0,2
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	1,8%	0,6%	0,8%	0,2
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	104,0%	86,6%	97,3%	10,7
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0,1%	0,5%	0,6%	0,1
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	4,1%	10,2%	1,5%	-8,7

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2-2 : BURKINA

DATE D'AGREMENT	FAITIERES ET CAISSES UNITAIRES (20)	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
19 juin 2013	- FAITIERE DES CAISSES POPULAIRES DU BURKINA SITUATION COMBINEE		FCPB	FCPB	130 434
27 juin 2012	- AGENCE DE CREDIT POUR L'ENTREPRISE PRIVEE DU BURKINA		ACEP BURKINA	-	42 621
ND	- COFINA-BURKINA (*)		COFINA	-	38 901
ND	- BAOBAB BURKINA		BAOBAB	-	35 191
17 décembre 2007	- COOPERATIVE DIOCESAINE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE OUAGADOUGOU		CODEC – OUAGA	-	21 563
ND	- CORIS MESO FINANCE (*)		CMF	-	21 239
12 mai 1998	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT GALOR		COOPEC GALOR	-	13 150
ND	- AMIFA SA (*)		AMIFA	-	12 694
14 octobre 2009	- FINANCE COMMUNAUTAIRE		FINACOM	-	8 192
4 avril 2006	- PREMIERE AGENCE DE MICROFINANCE		PAMF	-	6 905
ND	- PAN AFRICAN MICROFINANCE BURKINA FASO		PMBF	-	6 501
14 novembre 2008	- CAISSE DES PRODUCTEURS DU BURKINA		CPB	-	6 151
17 décembre 2010	- SOCIETE GROUPE D'ACCOMPAGNEMENT A L'INVESTISSEMENT ET A L'EPARGNE		GRAINE	-	5 763
17 décembre 2007	- UNION REGIONALE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU NAZINON		URCNAZINON	-	5 744
ND	- COOPERATIVE DIOCESAINE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KOUDOUGOU		CODEC KOUDOUGOU	-	5 502
ND	- CAISSE BAITOUL MAAL		CBM	-	5 050
ND	- MICRIFINANCE FADIMA		MIFA	-	4 763
ND	- CREDIT MUTUEL BURKINA FASO		CMBF	-	4 528
ND	- CONFEDERATION DES INSTITUTIONS FINANCIERES		CIF	-	3 055
ND	- MUTUELLE D'EPARGNE, DE CREDIT ET DE PREVOYANCE LAFI SIRA KIEGO		MECP LSK	-	-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (25)					
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE CISSIN		CP CISSIN	FCPB	23 830
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE DASSAGHO		CP DASSAGHO	FCPB	22 690
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE SIG-NOGHIN		CP SIGNOGHIN	FCPB	20 590
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE SONG-TAABA		CP SONGTAABA	FCPB	19 200
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE DAPOYA		CP DAPOYA	FCPB	16 809
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE GOUNGHIN		CP GOUNGHIN	FCPB	16 068
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE DAFRA		CP DAFRA	FCPB	10 205
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE FARAKAN		CP FARAKAN	FCPB	8 980
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE COLSAMA		CP COLSAMA	FCPB	8 577
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE KOUDOUGOU		CP KOUDOUGOU	FCPB	8 576
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE OUAHIGOUYA		CP OUAHIGOUYA	FCPB	7 153
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE KAYA		CP KAYA	FCPB	6 732
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE COLMA		CP COLMA	FCPB	6 489
ND	- CAISSE POPULAIRE DE DEDOUGOU		CP DEDOUGOU	FCPB	6 043
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DES CASCADES		CP CASCADES	FCPB	5 883
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE KOUPELA		CP KOUPELA	FCPB	5 781
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE KONGOUSSI		CP KONGOUSSI	FCPB	4 836
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE TENKODOGO		CP TENKODOGO	FCPB	4 443
9 juin 2011	- CAISSE POPULAIRE DE YAKO		CP YAKO	FCPB	4 342
7 octobre 2011	- CAISSE POPULAIRE DE GAOUA		CP GAOUA	FCPB	3 651
ND	- CAISSE POPULAIRE DE BOROMO		CP BOROMO	FCPB	3 400
ND	- CAISSE POPULAIRE DE ORODARA		CP ORODARA	FCPB	3 342
ND	- CAISSE POPULAIRE DE FADA		CP FADA	FCPB	2 945

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	246 326	276 326	272 108	-1,5%
- Caisse	8 587	9 991	11 907	19,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	106 704	140 621	132 314	-5,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	129 251	124 532	125 322	0,6%
- Comptes de prêts	747	2	1 802	75542,1%
- Créances rattachées	1 038	1 180	762	-35,4%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	175 693	236 432	284 302	20,2%
- Crédits à court terme	86 129	122 213	140 440	14,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	9	0	-99,9%
- Crédits à moyen terme	40 070	55 192	78 277	41,8%
- Crédits à long terme	41 152	49 075	50 794	3,5%
- Créances rattachées	3 081	3 772	5 812	54,1%
- Crédits en souffrance	5 261	6 171	8 979	45,5%
(provisions)	1 431	826	102	-87,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	16 637	19 857	17 928	-9,7%
- Titres de placement	0	0	0	-
- Comptes de stocks	273	286	457	60,1%
- Débiteurs divers	6 177	9 772	5 809	-40,6%
- Créances rattachées	0	10	0	-100,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	2 932	1 530	2 993	95,6%
- Valeurs à rejeter	42	15	8	-48,0%
- Comptes d'ordre & divers	7 213	8 244	8 662	5,1%
VALEURS IMMOBILISEES	22 288	23 150	26 771	15,6%
- Immobilisations financières	7 737	8 179	9 791	19,7%
- Prêts et titres subordonnés	250	250	339	35,6%
- Dépôts & cautionnements	283	133	168	26,7%
- Immobilisations en cours	1 604	1 002	2 151	114,7%
dont Immobilisations incorporelles	652	75	76	0,6%
- Immobilisations d'exploitation	11 980	12 793	13 819	8,0%
dont Immobilisations incorporelles	436	473	483	2,1%
- Immobilisations hors-exploitation	372	885	805	-9,1%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	0	0	-
(. Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	13	12	12	-
- Créances rattachées	297	147	25	-82,9%
- Créances en souffrance	1	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	10	12	458	3795,1%
- Actionnaires, capital non appelé	2	2	343	16100,7%
- Actionnaires, capital appelé non versé	9	10	116	1099,6%
TOTAL DE L'ACTIF	460 954	555 776	601 567	8,2%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	129 894	138 899	139 731	0,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	95 878	104 748	98 860	-5,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	3 679	219	5 239	2290,5%
- Comptes d'emprunts	29 323	31 573	34 893	10,5%
- Autres sommes dues	0	262	122	-53,4%
- Ressources affectées	12	24	70	196,6%
- Dettes rattachées	1 002	2 074	547	-73,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	233 260	296 590	325 807	9,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	177 317	204 665	204 993	0,2%
- Dépôts à terme reçus	26 719	56 122	74 870	33,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	15 718	16 872	20 686	22,6%
- Dépôts de garantie reçus	12 476	16 099	21 249	32,0%
- Autres dépôts	39	1 211	1 854	53,1%
- Emprunts à la clientèle	399	397	422	6,4%
- Autres sommes dues	0	108	308	186,0%
- Dettes rattachées	593	1 117	1 423	27,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	16 842	23 857	22 579	-5,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	11 129	14 851	13 446	-9,5%
- Comptes d'ordre & divers	5 713	9 006	9 133	1,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	80 958	96 430	113 450	17,6%
- Subventions d'investissement	317	342	271	-21,0%
- Fonds affectés	13 089	14 259	14 262	0,0%
- Fonds de crédits	1 314	1 273	1 321	3,7%
- Provisions pour risques & charges	928	969	757	-22,0%
- Provisions réglementées	1	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	4 379	5 450	14 122	159,1%
- Dettes rattachées	7	80	204	155,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
- Primes liées au capital	86	86	0	-100,0%
- Réserves	51 603	56 510	58 390	3,3%
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-
- Capital	10 368	13 423	14 637	9,0%
- Dotations	2 653	2 694	2 692	-0,1%
- Report à nouveau	-6 793	-6 715	-3 235	51,8%
- Résultat de l'exercice	3 005	8 057	10 031	24,5%
TOTAL DU PASSIF	460 954	555 776	601 567	8,2%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	13 403	6 883	7 284	5,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	11 005	15 028	17 853	18,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	4 463	43	-99,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	6	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	213 305	280 605	294 465	4,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	173 392	234 202	262 191	12,0%
a) Crédits à court terme	87 391	123 752	135 484	9,5%
b) Crédits à moyen terme	39 764	55 192	72 038	30,5%
c) Crédits à long terme	41 152	49 075	48 325	-1,5%
d) Opérations de crédit-bail	13	12	12	-
e) Crédits en souffrance	5 071	6 171	6 331	2,6%
. Crédits immobilisés	1 553	1 536	1 931	25,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 797	1 754	2 257	28,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 096	1 424	1 470	3,3%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	625	1 457	673	-53,8%
	1 431	826	2 049	148,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	39 913	46 403	32 274	-30,4%
a) Titres de placement	0	0	0	-
b) Immobilisations financières	7 718	8 179	4 331	-47,0%
c) Autres immobilisations	14 158	14 812	15 138	2,2%
d) Divers	18 037	23 412	12 806	-45,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	328 591	418 939	386 011	-7,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	229 489	295 473	291 668	-1,3%
a) A vue	175 188	204 773	199 395	-2,6%
b) A terme	54 301	90 700	92 273	1,7%
dépôts à terme et bons de caisse	26 208	56 122	66 325	18,2%
comptes d'épargne à régime spécial	15 645	16 872	5 995	-64,5%
autres	12 449	17 706	19 954	12,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	79 790	95 370	81 022	-15,0%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	60 691	74 045	66 123	-10,7%
	788	1 026	778	-24,2%
b) Autres	19 099	21 324	14 899	-30,1%
3. AUTRES RESSOURCES	19 312	28 097	13 321	-52,6%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	115 286	138 334	91 546	-33,8%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	40 555	50 034	57 939	15,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	10 000	11 949	11 188	-6,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	29 543	36 791	45 534	23,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	53	130	33	-74,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	153	98	77	-21,3%
+Produits sur opérations de change	1	164	0	-99,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	596	625	751	20,1%
+Produits sur prestations de services financiers	166	231	324	40,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	43	46	32	-29,0%
2. CHARGES FINANCIERS	9 052	12 195	11 116	-8,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 184	8 340	6 455	-22,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 569	3 540	4 239	19,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	40	108	233	116,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	102	21	18	-15,9%
-Charges sur opérations de change	0	0	0	228,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	27	35	49	40,2%
-Charges sur prestations de services financiers	123	150	113	-25,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	7	1	9	1270,3%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	31 502	37 839	46 823	23,7%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	5 489	6 977	7 430	6,5%
+Produits sur immobilisations financières	323	231	32	-86,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	5 784	7 401	8 015	8,3%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	796	634	727	14,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	36 992	44 816	54 253	21,1%
6. FRAIS GENERAUX	26 491	31 623	35 540	12,4%
-Frais de personnel	11 892	13 383	15 107	12,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 183	1 425	1 335	-6,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	13 416	16 814	19 098	13,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	2 642	4 005	3 112	-22,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 746	4 070	3 258	-19,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	104	65	146	124,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	7 859	9 189	15 601	69,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	5 329	1 730	5 633	225,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	10 795	10 744	11 720	9,1%
+Reprises de provisions	5 467	9 013	6 087	-32,5%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	2 530	7 458	9 967	33,6%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 045	1 599	1 075	-32,7%
+Subventions d'exploitation	274	415	287	-30,9%
+Récupérations sur créances amorties	584	831	797	-4,0%
+Produits exceptionnels	848	1 354	844	-37,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	1	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	71	0	116	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	98	64	-34,7%
-Charges exceptionnelles	589	902	673	-25,4%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-66	47	145	209,9%
+Profits sur exercices antérieurs	101	163	197	21,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	168	116	52	-55,1%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	505	1 047	1 157	10,6%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	3 005	8 057	10 031	24,5%
+Bénéfices	5 821	9 008	11 532	28,0%
-Pertes	2 816	951	1 501	57,8%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	3,7%	3,0%	3,2%	0,2
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,9%	2,6%	2,4%	-0,2
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	22,0%	11,8%	24,4%	12,6
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	28,4%	25,2%	22,1%	-3,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	15,4%	13,6%	12,8%	-0,8
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,9%	5,8%	5,4%	-0,4
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	3,1%	7,7%	8,8%	1,1
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	30,8%	0,0%	1,7%	1,7
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	96,5%	99,9%	108,6%	8,7
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	5,3%	12,7%	14,9%	2,2
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	84,1%	83,6%	75,9%	-7,7
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	9,8%	10,0%	10,7%	0,7
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	2971,9%	0,0%	44,8%	44,8

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	61 446	82 993	88 359	6,5%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	287 015	385 319	388 092	0,7%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	17,9%	16,1%	18,4%	2,3
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	94,1%	97,0%	98,2%	1,2
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	163,1%	217,6%	211,7%	-5,9
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	13,0%	5,4%	5,4%	0,0
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	11,3%	4,8%	8,4%	3,6
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	88,6%	102,3%	107,2%	4,9
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0,0%	0,1%	10,0%	9,9
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	5,0%	5,6%	6,0%	0,4

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
FAITIERS ET CAISSES UNITAIRES (17)				
18 janvier 2010	- BAOBAB	BAOBAB CI	-	133 660
11 février 2014	- ADVANS COTE D'IVOIRE	ADVANS CI	-	94 561
11 mars 2014	- COFINA	COFINA	-	87 021
3 août 1998	- UNION NATIONALE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COTE D'IVOIRE	UNACOOPEC-CI	UNACOOPEC	64 579
3 novembre 2011	- FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RETRAITE ACTIVE	FIDRA	-	64 512
ND	- CREDIT ACCESS	CREDIT ACCESS	-	37 606
ND	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	AMIFA	-	27 881
ND	- FINELLE LA FINANCE POUR ELLE	FINELLE	-	24 885
ND	- BRIDGE MICROFINANCE SA (*)	BRIDGE MICROFINANCE	-	20 645
3 juin 1998	- GROUPE D'EPARGNE ET DE SOUTIEN EN COTE D'IVOIRE	GES-CI	-	18 844
ND	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES FONCTIONNAIRES DE COTE D'IVOIRE	MUCREF CI	-	10 389
26 août 2009	- MUTUELLE DES AGENTS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	MA2E	-	9 449
ND	- MUTUELLE DE CREDIT ET D'EPARGNE DES FEMMES D'ABOISSO, BONOUA ET GRAND BASSAM	REMUCI / MUCREFAB	-	8 573
11 février 2014	- PREMIERE AGENCE DE MICROFINANCE DE COTE D'IVOIRE	PAMF-CI	-	6 052
8 juin 1999	- RESEAU DES CAISSES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COTE D'IVOIRE	RCMEC-CI	-	4 203
ND	- CELPAID FINANCE SA (*)	CELPaid	-	1 895
ND	- CREDIT DU FONDS D'EPARGNE DES FEMMES	CREDIT FEF	-	1 770
CAISSES DE BASE AFFILIEES (22)				
4 août 1998	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SELMER	COOPEC SELMER	UNACOOPEC	11 486
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ABOISSO	COOPEC ABOISSO	UNACOOPEC	10 330
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE MARCORY	COOPEC MARCORY	UNACOOPEC	9 608
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ATTECOUBE	COOPEC ATTECOUBE	UNACOOPEC	9 191
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE YAMOUSSOUKRO	COOPEC YAMOUSSOUKRO	UNACOOPEC	7 472
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ANYAMA	COOPEC ANYAMA	UNACOOPEC	5 621
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COCODY NORD (*)	COOPEC COCODY	UNACOOPEC	5 620
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DALOA	COOPEC DALOA	UNACOOPEC	5 561
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DIVO	COOPEC DIVO	UNACOOPEC	5 526
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE NIABLE	COOPEC NIABLE	UNACOOPEC	5 411
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KORHOGO	COOPEC KORHOGO	UNACOOPEC	5 213
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SAN PEDRO	COOPEC SANPEDRO	UNACOOPEC	5 086
4 août 1998	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DILOUBOUGOU	COOPEC DILOUBOUGOU	UNACOOPEC	4 787
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'AGBOVILLE	COOPEC AGBOVILLE	UNACOOPEC	4 085
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DIMBOKRO	COOPEC DIMBOKRO	UNACOOPEC	4 056
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ADZOPE	COOPEC ADZOPE	UNACOOPEC	3 913
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE BOUAKE	COOPEC BOUAKE	UNACOOPEC	3 806
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE GAGNOA	COOPEC GAGNOA	UNACOOPEC	3 336
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SINTRA	COOPEC SINTRA	UNACOOPEC	3 212
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SOUBRE	COOPEC SOUBRE	UNACOOPEC	2 951
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DABOU	COOPEC DABOU	UNACOOPEC	2 699
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE DUEKOUÉ (*)	COOPEC DUEKOUÉ	UNACOOPEC	2 264

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	145 832	173 568	178 724	3,0%
- Caisse	8 961	13 054	12 914	-1,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	53 844	67 807	71 299	5,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	61 269	76 127	78 478	3,1%
- Comptes de prêts	20 444	15 099	14 439	-4,4%
- Créances rattachées	1 312	1 440	1 588	10,3%
- Créances en souffrance	1	41	6	-86,1%
(Provisions)	0	-35	0	100,0%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	351 607	415 465	465 902	12,1%
- Crédits à court terme	117 243	135 709	175 458	29,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 028	369	362	-1,9%
- Crédits à moyen terme	142 425	193 366	210 445	8,8%
- Crédits à long terme	39 044	49 453	41 501	-16,1%
- Créances rattachées	6 798	7 871	9 947	26,4%
- Crédits en souffrance	45 069	28 698	28 191	-1,8%
(provisions)	11 434	15 309	23 195	51,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	37 198	41 762	60 439	44,7%
- Titres de placement	5 003	10 358	13 343	28,8%
- Comptes de stocks	358	345	1 156	234,7%
- Débiteurs divers	24 206	21 938	35 846	63,4%
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	17	756	304	-59,8%
- Valeurs à rejeter	2	7	-2	-134,6%
- Comptes d'ordre & divers	7 612	8 358	9 793	17,2%
VALEURS IMMOBILISEES	38 749	27 225	35 261	29,5%
- Immobilisations financières	4 215	2 340	1 832	-21,7%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	75	-
- Dépôts & cautionnements	1 066	1 020	1 184	16,1%
- Immobilisations en cours	7 236	2 552	3 983	56,1%
dont Immobilisations incorporelles	395	396	190	-51,9%
- Immobilisations d'exploitation	26 231	21 312	28 219	32,4%
dont Immobilisations incorporelles	942	1 105	1 984	79,5%
- Immobilisations hors-exploitation	0	1	43	8102,2%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	0	0	-
(. Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	573 386	658 020	740 326	12,5%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	168 860	165 621	193 732	17,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	13 069	14 126	21 528	52,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	30 291	37 446	31 092	-17,0%
- Comptes d'emprunts	123 495	112 075	139 158	24,2%
- Autres sommes dues	0	0	0	100,0%
- Ressources affectées	115	129	97	-24,2%
- Dettes rattachées	1 891	1 845	1 856	0,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	339 266	418 398	451 235	7,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	175 869	220 836	224 567	1,7%
- Dépôts à terme reçus	66 042	77 414	86 766	12,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	47 438	56 184	63 008	12,1%
- Dépôts de garantie reçus	43 074	52 639	62 648	19,0%
- Autres dépôts	4 383	3 966	8 086	103,9%
- Emprunts à la clientèle	12	119	120	0,7%
- Autres sommes dues	574	4 712	2 781	-41,0%
- Dettes rattachées	1 873	2 529	3 258	28,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	17 568	25 649	50 461	96,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créiteurs divers	13 484	20 429	34 794	70,3%
- Comptes d'ordre & divers	4 084	5 220	15 667	200,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	47 691	48 351	44 898	-7,1%
- Subventions d'investissement	713	427	429	0,3%
- Fonds affectés	3 980	4 203	4 441	5,6%
- Fonds de crédits	0	92	92	-
- Provisions pour risques & charges	4 250	4 962	7 366	48,5%
- Provisions réglementées	1 902	1 726	1 383	-19,9%
- Titres et emprunts subordonnés	23 031	22 320	21 576	-3,3%
- Dettes rattachées	424	801	814	1,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
- Primes liées au capital	0	592	0	-100,0%
- Réserves	8 831	10 013	11 705	16,9%
- Ecart de réévaluation	274	274	274	-
- Capital	34 766	40 239	41 595	3,4%
- Dotations	19 019	21 962	24 324	10,8%
- Report à nouveau	-49 962	-57 094	-70 156	-22,9%
- Résultat de l'exercice	463	-2 167	1 057	148,8%
TOTAL DU PASSIF	573 386	658 020	740 326	12,5%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	1 379	204	-85,2%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	587	587	-
AUTRES ENGAGEMENTS	236	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	428 858	485 875	505 974	4,1%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	344 826	408 351	410 313	0,5%
a) Crédits à court terme	118 289	136 833	150 588	10,1%
b) Crédits à moyen terme	142 425	193 366	197 579	2,2%
c) Crédits à long terme	39 044	49 453	39 412	-20,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	45 069	28 698	22 734	-20,8%
. Crédits immobilisés	35 351	15 499	9 911	-36,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	5 855	9 566	8 213	-14,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	2 757	3 342	1 366	-59,1%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	1 105	290	3 244	1018,1%
	11 434	15 309	14 726	-3,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	84 033	77 525	95 661	23,4%
a) Titres de placement	5 003	10 358	13 343	28,8%
b) Immobilisations financières	4 215	2 340	1 173	-49,9%
c) Autres immobilisations	34 533	24 885	28 341	13,9%
d) Divers	40 281	39 941	52 805	32,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	406 416	494 243	475 531	-3,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	337 393	415 869	376 649	-9,4%
a) A vue	176 443	225 548	167 502	-25,7%
b) A terme	160 950	190 321	209 147	9,9%
dépôts à terme et bons de caisse	66 042	77 414	86 257	11,4%
comptes d'épargne à régime spécial	47 438	56 184	55 598	-1,0%
autres	47 469	56 724	67 292	18,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	43 017	42 589	41 724	-2,0%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	13 117	13 546	15 711	16,0%
	1 157	1 540	2 010	30,5%
b) Autres	29 899	29 043	26 013	-10,4%
3. AUTRES RESSOURCES	26 006	35 786	57 158	59,7%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-22 442	8 368	-30 443	-463,8%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	78 314	96 094	109 271	13,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 291	4 334	4 810	11,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	72 779	88 908	102 505	15,3%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 016	1 335	665	-50,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1	1	1	-8,3%
+Produits sur opérations de change	0	0	0	10,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	4	10	171,3%
+Produits sur prestations de services financiers	945	1 066	714	-33,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	281	446	565	26,7%
2. CHARGES FINANCIERS	17 146	19 185	21 054	9,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 736	9 604	10 152	5,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	7 693	8 481	10 012	18,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	51	122	108	-11,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-100,0%
-Charges sur opérations de change	0	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-66,7%
-Charges sur prestations de services financiers	479	720	522	-27,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	187	257	259	0,9%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	61 169	76 909	88 217	14,7%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 168	11 087	9 973	-10,1%
+Produits sur immobilisations financières	116	96	33	-66,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	9 538	11 688	10 764	-7,9%
-Charges sur immobilisations financières	8	2	1	-63,8%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	592	739	879	19,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	70 337	87 996	98 190	11,6%
6. FRAIS GENERAUX	56 280	65 638	70 933	8,1%
-Frais de personnel	23 112	26 194	29 417	12,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 730	2 253	2 255	0,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	31 439	37 190	39 262	5,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	4 403	4 928	5 446	10,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 671	4 928	5 446	10,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	268	0	0	-99,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	9 654	17 429	21 810	25,1%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	12 746	23 435	23 886	1,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	62 971	47 964	53 322	11,2%
+Reprises de provisions	50 224	24 529	29 436	20,0%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-3 093	-6 006	-2 076	65,4%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	3 623	4 336	2 991	-31,0%
+Subventions d'exploitation	1 223	1 520	808	-46,8%
+Récupérations sur créances amorties	1 605	1 516	3 774	148,9%
+Produits exceptionnels	1 711	2 270	479	-78,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	241	361	49,5%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	65	0	0	-
-Charges exceptionnelles	851	728	1 710	134,8%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-40	-497	143	128,7%
+Profits sur exercices antérieurs	445	592	373	-36,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	485	1 089	231	-78,8%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	26	0	0	-
14. RESULTAT (11+12+13-14)	463	-2 167	1 057	148,8%
+Bénéfices	8 419	11 509	14 874	29,2%
-Pertes	7 956	13 675	13 817	1,0%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,9%	10,4%	8,8%	-1,6
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	13,1%	7,0%	5,5%	-1,5
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	20,2%	34,8%	39,3%	4,5
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	40,9%	33,8%	33,1%	-0,7
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,3%	16,1%	15,6%	-0,5
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,7%	6,4%	6,5%	0,1
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-6,5%	-12,4%	-4,6%	7,8
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	-12,3%	0,0%	-0,3%	-0,3
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	63,7%	79,4%	82,1%	2,7
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-3,4%	-5,5%	-1,7%	3,8
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	92,0%	85,3%	80,4%	-4,9
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	17,6%	17,4%	18,0%	0,6
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	512,8%	0,0%	23,8%	23,8

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	18 912	38 852	11 184	-71,2%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	281 533	480 641	492 368	2,4%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	6,0%	6,0%	2,0%	-4,0
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	105,4%	96,8%	104,7%	7,9
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	100,9%	99,7%	93,6%	-6,1
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	14,1%	8,1%	31,6%	23,5
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	50,0%	13,9%	49,3%	35,4
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	97,5%	101,1%	95,4%	-5,7
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0,2%	0,2%	0,3%	0,1
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	10,4%	4,9%	0,2%	-4,7

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2-4 : GUINEE-BISSAU

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN
FAITIERS ET CAISSES UNITAIRES (0)				
	NEANT	-	-	-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT	-	-	-
	TOTAL	-	-	-

ANNEXE III.2-5 : MALI

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
FAITIERS ET CAISSES UNITAIRES (12)				
20 mai 2010	- UNION KAFO JIGINEW (SITUATION COMBINEE)	UNION KAFO JIGINEW	KAFO JIGINEW	67 886
ND	- COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE MALI	COFINA	-	35 528
15 août 2013	- BAOBAB MALI	BAOBAB	-	33 793
ND	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	AMIFA	-	19 012
7 octobre 1997	- UNION NYESIGISO (SITUATION COMBINEE)	UNION NYESIGISO	NYESIGISO	10 851
9 septembre 2000	- ASSOCIATION SORO YIRIWASO	SORO YIRIWASO	-	9 582
2002	- RESEAU DE MICRO-INSTITUTIONS DE CROISSANCE ET DE REVENUS	RMCR	-	8 598
ND	- CREDIT KASH MALI (*)	CREDITKASH MALI	-	8 541
15 novembre 2004	- UNION CAECE JIGISEME (SITUATION COMBINEE)	UNION CAECE JIGISEME	CAECE	7 547
ND	- ASSOCIATION CVECA ON SEGOU	CVECA ON SEGOU	-	5 084
1991	- UNION KONDO JIGIMA (SITUATION COMBINEE)	KONDO JIGIMA	-	4 945
ND	- ASSOCIATION CVECA KITA BAFOULABE "SINISIGI"	SINISIGI	-	4 662
CAISSES DE BASE AFFILIEES (8)				
5 août 2004	- KAFO JIGINEW CAISSE DE BAMAKO	KAFO JIGINEW BAMAKO	KAFO JIGINEW	16 094
3 décembre 2009	- KAFO JIGINEW CAISSE DE SIKASSO	KAFO JIGINEW SIKASSO	KAFO JIGINEW	6 183
ND	- KAFO JIGINEW CAISSE DE KADIOLO	KAFO JIGINEW KADIOLO	KAFO JIGINEW	4 887
12 août 1997	- CAECE CAISSE DE BAMAKO	CAECE BAMAKO	CAECE	4 646
ND	- CAISSE NYESIGISO DE KAYES (*)	CAISSE NYESIGISO DE KAYES	NYESIGISO	4 453
ND	- CAISSE NYESIGISO COMMUNE VI	CAISSE COMMUNE VI	NYESIGISO	3 913
ND	- KAFO JIGINEW CAISSE DE KOUTIALA	KAFO JIGINEW KOUTIALA	KAFO JIGINEW	3 305
ND	- KAFO JIGINEW CAISSE DE BOUGOUNI	KAFO JIGINEW BOUGOUNI	KAFO JIGINEW	3 211
	TOTAL	20	3	262 721

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nouvel entrant dans la liste

ND : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	41 291	40 616	36 203	-10,9%
- Caisse	4 845	4 376	5 389	23,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	25 450	24 504	17 836	-27,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	9 496	7 423	7 180	-3,3%
- Comptes de prêts	1 324	4 114	5 525	34,3%
- Créances rattachées	170	204	274	34,6%
- Créances en souffrance	6	-4	0	100,0%
(Provisions)	0	184	0	-100,0%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	146 386	172 839	192 504	11,4%
- Crédits à court terme	83 419	106 127	117 584	10,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	42	1	4	375,4%
- Crédits à moyen terme	38 745	44 113	48 409	9,7%
- Crédits à long terme	10 880	10 930	14 195	29,9%
- Créances rattachées	7 663	7 896	7 796	-1,3%
- Crédits en souffrance	5 635	3 772	4 515	19,7%
(provisions)	2 441	1 936	1 780	-8,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 435	9 247	12 427	34,4%
- Titres de placement	0	0	0	-
- Comptes de stocks	287	334	410	23,0%
- Débiteurs divers	1 785	3 569	4 355	22,0%
- Créances rattachées	0	627	983	56,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	0	-
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	1 363	4 718	6 679	41,6%
VALEURS IMMOBILISEES	20 842	20 604	21 499	4,3%
- Immobilisations financières	7 818	8 185	8 860	8,2%
- Prêts et titres subordonnés	2 789	2 777	2 867	3,3%
- Dépôts & cautionnements	144	114	129	12,3%
- Immobilisations en cours	1 116	200	671	235,7%
dont Immobilisations incorporelles	5	132	140	5,8%
- Immobilisations d'exploitation	10 802	10 663	9 979	-6,4%
dont Immobilisations incorporelles	466	503	449	-10,8%
- Immobilisations hors-exploitation	939	1 441	1 859	29,0%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	638	2 509	0	-100,0%
(. Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	22	0	2	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	87	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	87	-
TOTAL DE L'ACTIF	211 953	243 306	262 721	8,0%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	54 411	53 007	62 712	18,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	3 738	4 633	7 488	61,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	10 306	14 110	15 204	7,8%
- Comptes d'emprunts	39 011	32 912	39 048	18,6%
- Autres sommes dues	0	0	5	-
- Ressources affectées	263	395	25	-93,6%
- Dettes rattachées	1 093	956	941	-1,5%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	110 166	135 381	138 160	2,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	54 972	65 802	65 643	-0,2%
- Dépôts à terme reçus	31 182	42 374	43 211	2,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 310	1 656	2 221	34,2%
- Dépôts de garantie reçus	20 199	23 404	24 890	6,3%
- Autres dépôts	1 649	1 156	1 144	-1,0%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	0	13	11	-17,7%
- Dettes rattachées	855	976	1 040	6,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	7 968	8 027	8 418	4,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créiteurs divers	5 619	5 130	5 361	4,5%
- Comptes d'ordre & divers	2 349	2 896	3 056	5,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	17	11	-37,9%
- Titres de participation	0	17	11	-37,9%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	39 407	46 875	53 421	14,0%
- Subventions d'investissement	875	765	684	-10,6%
- Fonds affectés	2 671	2 866	2 832	-1,2%
- Fonds de crédits	1 134	1 241	1 768	42,5%
- Provisions pour risques & charges	3 556	2 383	2 867	20,3%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	9 752	13 928	11 513	-17,3%
- Dettes rattachées	359	393	394	0,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	126	126	123	-1,8%
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	17 988	20 021	21 010	4,9%
- Ecart de réévaluation	853	841	828	-1,5%
- Capital	19 104	19 622	19 921	1,5%
- Dotations	3 226	3 224	3 207	-0,5%
- Report à nouveau	-17 915	-20 610	-13 938	32,4%
- Résultat de l'exercice	-2 321	2 075	2 211	6,5%
TOTAL DU PASSIF	211 953	243 306	262 721	8,0%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 590	500	500	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	3 271	4 483	4 480	-0,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	-1 038	-1 291	-24,4%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	149 995	202 822	49 039	-75,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	121 930	164 943	39 279	-76,2%
a) Crédits à court terme	72 884	106 128	21 812	-79,4%
b) Crédits à moyen terme	33 712	44 113	10 351	-76,5%
c) Crédits à long terme	10 625	10 930	1 980	-81,9%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	4 709	3 772	5 136	36,2%
. <i>Crédits immobilisés</i>	1 493	1 187	1 184	-0,2%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	1 326	1 154	1 212	5,0%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	1 406	1 002	731	-27,1%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>	484	428	2 009	369,5%
(provisions)	2 022	1 936	6 338	227,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	28 065	37 879	9 759	-74,2%
a) Titres de placement	0	0	0	-
b) Immobilisations financières	6 967	8 185	556	-93,2%
c) Autres immobilisations	11 038	12 419	3 549	-71,4%
d) Divers	10 060	17 275	5 655	-67,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	141 812	191 255	57 896	-69,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	102 070	134 405	58 614	-56,4%
a) A vue	52 376	65 815	46 298	-29,7%
b) A terme	49 695	68 590	12 316	-82,0%
dépôts à terme et bons de caisse	29 680	42 374	855	-98,0%
comptes d'épargne à régime spécial	1 310	1 656	7 201	335,0%
autres	18 704	24 560	4 260	-82,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	27 588	44 099	-6 911	-115,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	13 585	24 458	-9 488	-138,8%
dont 15% du résultat (si positif)	173	141	39	-72,3%
b) Autres	14 003	19 641	2 577	-86,9%
3. AUTRES RESSOURCES	12 153	12 752	6 193	-51,4%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-8 184	-11 567	8 857	176,6%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	32 009	35 886	38 839	8,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 030	1 334	1 365	2,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	29 787	34 283	37 116	8,3%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	96	168	261	55,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	4	5	3	-44,8%
+Produits sur opérations de change	52	58	24	-58,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	21	11	6	-48,4%
+Produits sur prestations de services financiers	15	23	49	116,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	4	5	16	206,2%
2. CHARGES FINANCIERS	6 226	6 948	6 856	-1,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 237	4 315	3 899	-9,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 903	2 434	2 826	16,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	18	14	11	-21,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-
-Charges sur opérations de change	13	140	87	-37,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	50	35	27	-23,3%
-Charges sur prestations de services financiers	6	10	6	-40,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0	-
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	25 783	28 939	31 983	10,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	729	879	641	-27,0%
+Produits sur immobilisations financières	35	100	39	-61,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 154	1 220	1 047	-14,2%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	407	380	400	5,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	26 512	29 817	32 625	9,4%
6. FRAIS GENERAUX	22 518	23 265	25 211	8,4%
-Frais de personnel	10 073	11 312	12 817	13,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 956	677	572	-15,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	10 489	11 277	11 822	4,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	2 042	2 495	2 281	-8,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 042	2 495	2 283	-8,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1	0	2	295,6%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	1 952	4 057	5 133	26,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	5 765	3 802	3 787	-0,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	12 230	10 235	8 999	-12,1%
+Reprises de provisions	6 464	6 433	5 212	-19,0%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-3 813	255	1 346	427,9%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 726	2 060	1 246	-39,5%
+Subventions d'exploitation	377	270	255	-5,6%
+Récupérations sur créances amorties	788	863	1 061	23,0%
+Produits exceptionnels	1 405	1 841	702	-61,8%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	565	627	11,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	479	0	0	-
-Charges exceptionnelles	365	348	146	-58,2%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-39	183	600	227,9%
+Profits sur exercices antérieurs	839	579	936	61,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	878	396	336	-15,3%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	195	423	980	131,8%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	-2 321	2 075	2 211	6,5%
+Bénéfices	1 410	3 787	4 937	30,4%
-Pertes	3 657	1 711	2 726	59,3%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	5,4%	3,4%	25,2%	21,8
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,9%	2,3%	13,1%	10,8
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	30,0%	33,9%	55,2%	21,3
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	31,0%	26,0%	23,5%	-2,5
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,2%	14,1%	13,6%	-0,5
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	7,3%	6,9%	6,9%	0,0
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-9,7%	0,5%	2,5%	2,0
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	-0,1%	0,0%	0,5%	0,5
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	79,0%	88,7%	94,6%	5,9
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-11,2%	0,7%	3,3%	2,6
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	87,3%	80,4%	78,8%	-1,6
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	18,1%	17,5%	17,7%	0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	0,6%	0,0%	11,6%	11,6

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	11 067	48 795	52 820	8,2%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	39 192	187 432	185 664	-0,9%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	26,5%	21,0%	23,7%	2,7
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	93,4%	99,7%	98,6%	-1,1
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	150,6%	183,0%	164,2%	-18,8
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	8,9%	4,4%	4,5%	0,1
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	2,6%	3,9%	9,1%	5,2
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	98,7%	148,2%	144,9%	-3,3
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	1,1%	1,7%	0,4%	-1,3
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	12,3%	9,4%	8,8%	-0,6

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2-6 : NIGER

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
FAITIERS ET CAISSES UNITAIRES (4)				
27 mars 2012	- TAANADI SA	TAANADI	-	6 412
23 janvier 2013	- ACEP NIGER SA	ACEP	-	5 008
ND	- CAPITAL FINANCE	CAPITAL FINANCE	-	3 268
ND	- ASUSU	ASUSU	-	ND
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT			
	TOTAL	4	-	14 688

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nouvel entrant dans la liste

ND : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 657	1 293	1 297	0,3%
- Caisse	204	157	319	103,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 653	797	605	-24,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	800	340	340	-
- Comptes de prêts	0	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	33	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	7 773	8 368	7 444	-11,0%
- Crédits à court terme	5 058	5 216	4 253	-18,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	32	10	0	-99,9%
- Crédits à moyen terme	476	857	891	3,9%
- Crédits à long terme	465	565	577	2,0%
- Créances rattachées	421	428	426	-0,4%
- Crédits en souffrance	1 321	1 291	1 298	0,6%
(provisions)	1 711	1 822	0	-100,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	719	3 629	3 544	-2,3%
- Titres de placement	0	0	0	-
- Comptes de stocks	15	12	15	28,9%
- Débiteurs divers	556	3 465	3 469	0,1%
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	0	-
- Valeurs à rejeter	2	0	0	-100,0%
- Comptes d'ordre & divers	147	152	60	-60,7%
VALEURS IMMOBILISEES	1 929	2 497	2 402	-3,8%
- Immobilisations financières	0	0	0	-
- Prêts et titres subordonnés	0	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	3	196	196	0,2%
- Immobilisations en cours	42	8	8	-
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immobilisations d'exploitation	1 647	1 633	1 559	-4,6%
dont Immobilisations incorporelles	682	365	355	-2,9%
- Immobilisations hors-exploitation	238	660	639	-3,1%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	38	0	0	-
(. Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	14 078	15 787	14 688	-7,0%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	6 160	5 905	2 902	-50,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	39	409	326	-20,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	49	0	0	-
- Comptes d'emprunts	5 708	5 135	2 531	-50,7%
- Autres sommes dues	0	0	0	-
- Ressources affectées	0	0	0	-
- Dettes rattachées	364	361	45	-87,4%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	5 803	8 725	8 839	1,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 410	2 369	2 332	-1,5%
- Dépôts à terme reçus	1 812	4 828	5 012	3,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	299	312	333	6,8%
- Dépôts de garantie reçus	960	902	889	-1,4%
- Autres dépôts	176	166	133	-20,1%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	26	26	26	-
- Dettes rattachées	119	121	113	-6,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	957	1 341	2 017	50,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créiteurs divers	258	892	804	-9,9%
- Comptes d'ordre & divers	699	449	1 214	170,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	1 158	-185	930	603,7%
- Subventions d'investissement	17	112	18	-84,3%
- Fonds affectés	378	379	10	-97,3%
- Fonds de crédits	172	0	0	-
- Provisions pour risques & charges	60	423	48	-88,7%
- Provisions réglementées	11	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	643	200	811	305,6%
- Dettes rattachées	0	0	0	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	748	804	391	-51,4%
- Ecart de réévaluation	400	0	0	-
- Capital	492	892	920	3,1%
- Dotations	0	0	0	-
- Report à nouveau	167	-1 904	-524	72,5%
- Résultat de l'exercice	-1 931	-1 090	-744	31,8%
TOTAL DU PASSIF	14 078	15 787	14 688	-7,0%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	3 889	3 315	-14,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	463	24 458	18 831	-23,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	10 416	14 490	113 849	685,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	7 352	7 940	94 286	1087,5%
a) Crédits à court terme	5 090	5 227	49 668	850,3%
b) Crédits à moyen terme	476	857	37 043	4222,2%
c) Crédits à long terme	465	565	6 173	991,8%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	1 321	1 291	1 401	8,6%
. Crédits immobilisés	46	1	254	2149,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	418	445	754	69,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	797	783	332	-57,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	60	61	61	0,3%
	1 711	1 822	1 382	-24,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 064	6 550	19 563	198,7%
a) Titres de placement	0	0	0	-
b) Immobilisations financières	0	0	5 037	-
c) Autres immobilisations	1 929	2 497	7 822	213,2%
d) Divers	1 135	4 053	6 704	65,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	8 282	10 243	94 147	819,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	5 684	8 604	66 782	676,2%
a) A vue	2 437	2 395	32 244	1246,0%
b) A terme	3 247	6 208	34 538	456,3%
dépôts à terme et bons de caisse	1 812	4 828	20 447	323,5%
comptes d'épargne à régime spécial	299	312	197	-36,8%
autres	1 136	1 069	13 894	1200,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 098	-607	21 595	3656,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	-524	-1 298	12 244	1043,3%
	21	0	0	-
b) Autres	1 622	691	9 350	1253,5%
3. AUTRES RESSOURCES	1 500	2 246	5 771	157,0%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-2 134	-4 247	-19 701	-363,9%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	1 939	2 160	1 287	-40,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	29	14	-51,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 540	1 608	1 175	-26,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	366	508	90	-82,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-
+Produits sur opérations de change	0	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	16	11	5	-56,4%
+Produits sur prestations de services financiers	2	1	1	-
+Autres produits d'exploitation bancaire	12	3	2	-27,0%
2. CHARGES FINANCIERS	690	920	783	-14,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	482	411	267	-35,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	124	425	414	-2,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-
-Charges sur opérations de change	0	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	85	84	103	22,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0	-
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	1 248	1 240	504	-59,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	35	27	-1	-105,5%
+Produits sur immobilisations financières	0	0	0	-
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	53	61	10	-82,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	2	0	-100,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	1 283	1 267	502	-60,4%
6. FRAIS GENERAUX	1 562	1 581	1 461	-7,6%
-Frais de personnel	780	764	625	-18,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	71	75	260	247,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	711	742	576	-22,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	132	171	81	-52,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	132	171	81	-52,6%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	0	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	-411	-484	-1 040	-114,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	1 587	197	290	47,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	2 101	477	453	-5,0%
+Reprises de provisions	514	280	163	-41,7%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-1 998	-681	-1 330	-95,3%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	86	-372	607	263,0%
+Subventions d'exploitation	60	18	46	158,6%
+Récupérations sur créances amorties	27	42	24	-43,2%
+Produits exceptionnels	17	79	69	-12,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	1	41	461	1032,1%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	364	16	-95,6%
-Charges exceptionnelles	19	188	-23	-112,0%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	-16	0	100,0%
+Profits sur exercices antérieurs	0	0	0	-
-Pertes sur exercices antérieurs	0	16	0	-100,0%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	18	21	21	0,0%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	-1 931	-1 090	-744	31,7%
+Bénéfices	140	0	0	-
-Pertes	2 071	1 090	744	-31,7%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	33,5%	31,9%	2,9%	-29,0
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	18,0%	16,3%	1,5%	-14,8
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	56,4%	58,5%	49,7%	-8,8
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	61,0%	39,7%	39,6%	-0,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	21,2%	24,5%	21,0%	-3,5
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	10,6%	9,6%	8,9%	-0,7
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-172,5%	369,0%	-143,0%	-512,0
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	-277,5%	0,0%	-9,1%	-9,1
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	45,0%	71,9%	47,5%	-24,4
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-99,0%	-30,1%	-100,7%	-70,6
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	125,1%	127,5%	290,1%	162,6
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	20,4%	27,7%	19,3%	-8,4
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	507,9%	0,0%	8,6%	8,6

(*) : Données provisoires

Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	25 368	693	700	1,0%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	117 394	14 128	12 220	-13,5%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	19,6%	4,4%	4,7%	0,3
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	93,4%	102,4%	95,6%	-6,8
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	257,7%	160,8%	201,8%	41,0
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	0,6%	9,9%	10,3%	0,4
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	0,9%	8,1%	10,9%	2,8
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	111,5%	37,1%	37,3%	0,2
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0,7%	0,1%	0,1%	0
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	0,0%	108,9%	0,0%	-108,9

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2-7 : SENEGAL

LISTE DES SFD AGREES, VISES PAR L'ARTICLE 44 DE LA LOI – SITUATION AU 31 DECEMBRE 2022

SENEGAL

Annexe III 2-7 a

DATE D'AGREMENT	FAITIERES ET CAISSES UNITAIRES (14)	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
ND	- UNION DU CREDIT MUTUEL DU SENEGAL (SITUATION COMBINEE)		UCCMS	FCCMS	158 379
2 novembre 2007	- BAOBAB SA		BAOBAB	-	127 991
11 mars 2014	- COFINA		COFINA	-	69 166
8 mars 1999	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL (SITUATION COMBINEE)		UM-PAMECAS	UM PAMECAS	43 752
31 janvier 2006	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT (SITUATION COMBINEE)		U-IMCEC	U IMCEC	28 344
24 février 2009	- UNION DES MUTUELLES DE L'ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION (SITUATION COMBINEE)		UM-ACEP	UM ACEP	23 014
30 décembre 2010	- CAURIE MICROFINANCE		CAURIEMF	-	20 191
22 août 2001	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC		MECAP	-	19 584
ND	- CREDIT KASH		CREDITKASH	-	15 754
ND	- VISION FUND SÉNÉGAL MICROFINANCE SA		VFM	-	9 227
31 janvier 2006	- MECTRANS		MECTRANS	-	6 437
ND	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LA ZONE DE YOUFF (*)		MECZY	-	3 377
ND	- KAJAS MICROFINANCE		KAJAS	-	3 106
ND	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA (*)		AMIIFA	-	-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (52)					
26 mai 2008	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION DAKAR		ACEP DAKAR	ACEP	30 485
2 avril 2009	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL MBOUR		UM PAMECAS MBOUR	UM PAMECAS	18 387
10 mai 1999	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL MBOUR		CMS MBOUR	FCCMS	18 287
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TIVAOUANE (*)		CMS TIVAOUANE	FCCMS	11 204
1 octobre 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL YEUMBEUL		CMS YEUMBEUL	FCCMS	10 709
21 juin 2000	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL MALICK SY		CMS MALICK SY	FCCMS	9 951
1 octobre 2004	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION PIKINE		ACEP PIKINE	ACEP	9 830
2 avril 2009	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL THIES		UM PAMECAS THIES	UM PAMECAS	9 602
27 janvier 1994	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIES		CMS THIES	FCCMS	9 315
26 janvier 1999	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL RUFISQUE		CMS RUFISQUE	FCCMS	8 485
1 octobre 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIAROYE		CMS THIAROYE	FCCMS	8 485
15 janvier 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SAINT LOUIS		CMS SAINT LOUIS	FCCMS	8 110
31 août 2007	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GRAND YOUFF		CMS GRAND YOUFF	FCCMS	7 971
18 février 2008	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SAHM		CMS SAHM	FCCMS	7 966
9 février 2001	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR		U-IMCEC MBOUR	U IMCEC	7 801
1 octobre 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL BOURGUIBA		CMS BOURGUIBA	FCCMS	7 746
1 octobre 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL OUAKAM		CMS OUAKAM	FCCMS	7 592
1 octobre 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL ZIGUINCHOR		CMS ZIGUINCHOR	FCCMS	7 262
27 janvier 1994	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION KAOLACK		ACEP KAOLACK	ACEP	7 050
28 novembre 2005	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT DAKAR		U-IMCEC DAKAR	U IMCEC	6 641
26 mai 2008	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION SAINT LOUIS		ACEP SAINT LOUIS	ACEP	6 522
18 février 2008	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SALLY		CMS SALLY	FCCMS	6 441
28 novembre 2005	- INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT THIES		IMCEC THIES	U IMCEC	6 397
27 janvier 1999	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PIKINE		CMS PIKINE	FCCMS	5 637
9 juillet 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TAMBACOUNDA		CMS TAMBACOUNDA	FCCMS	5 481
26 mai 2008	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION DIOURBEL		ACEP DIOURBEL	ACEP	5 476
10 mai 1996	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KOLDA		CMS KOLDA	FCCMS	5 437
2 février 1999	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL BIGNONA		CMS BIGNONA	FCCMS	5 421
26 mai 2008	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION THIES		ACEP THIES	ACEP	5 148
7 février 2008	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PLATEAU		CMS PLATEAU	FCCMS	4 908
12 novembre 1998	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL – MEC DES MAMELLES D		UM PAMECAS OUAKAM	UM PAMECAS	4 845
ND	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION ZIGUINCHOR		ACEP ZIGUINCHOR	ACEP	4 460
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL RICHARDTOLL		CMS RICHARDTOLL	FCCMS	4 398
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SEDHIOU		CMS SEDHIOU	FCCMS	4 264

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIES II	CMS THIES II	UM PAMECAS	4 083
21 juin 2000	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL COLOBANE	CMS COLOBANE	FCCMS	3 915
19 octobre 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PARCELLES ASSAINIES	CMS PARCELLES ASSAINIES	FCCMS	3 915
ND	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION MBOUR	ACEP MBOUR	ACEP	3 526
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GRAND-DAKAR ZIGUINCHOR (*)	CMS GRAND-DAKAR ZIGUINCHOR	FCCMS	3 512
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL NDIUM	CMS NDIUM	FCCMS	3 482
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GUEDIAWAYE	CMS GUEDIAWAYE	FCCMS	3 469
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL HANN MARISTES	CMS HANN MARISTES	FCCMS	3 465
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL FATICK	CMS FATICK	FCCMS	3 434
ND	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION TAMBACOUNDA	ACEP TAMBACOUNDA	ACEP	3 421
27 janvier 1994	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DARHA (*)	CMS DARHA	FCCMS	3 392
27 janvier 1994	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAFFRINE	CMS KAFFRINE	FCCMS	3 348
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAOLACK	CMS KAOLACK-LATMINGUE	FCCMS	3 334
15 avril 2004	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TOUBA	CMS TOUBA	FCCMS	3 300
27 janvier 1994	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL TIVAOUANE	UM PAMECAS TIVAOUANE	UM PAMECAS	3 203
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAOLACK	CMS KAOLACK-LATMINGUE	FCCMS	3 095
ND	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL LOUGA	CMS LOUGA	FCCMS	2 953
ND	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION KOLDA	ACEP KOLDA	ACEP	2 722
TOTAL				877 604

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nouvel entrant dans la liste

ND : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	206 966	278 044	314 514	13,1%
- Caisse	11 078	10 073	12 782	26,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	115 073	162 529	186 488	14,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	78 704	89 475	91 723	2,5%
- Comptes de prêts	423	14 010	21 092	50,5%
- Créances rattachées	1 688	1 956	2 431	24,2%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	482 770	433 635	480 713	10,9%
- Crédits à court terme	195 713	150 424	178 050	18,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	682	777	135	-82,7%
- Crédits à moyen terme	114 004	158 587	176 733	11,4%
- Crédits à long terme	92 816	94 497	103 041	9,0%
- Créances rattachées	10 545	10 260	11 071	7,9%
- Crédits en souffrance	69 011	19 089	11 683	-38,8%
(provisions)	4 249	5 799	5 808	0,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	15 175	27 680	26 502	-4,3%
- Titres de placement	4	0	0	-
- Comptes de stocks	183	141	188	32,8%
- Débiteurs divers	10 072	14 875	11 606	-22,0%
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	187	9	87	822,3%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	4 730	12 654	14 621	15,5%
VALEURS IMMOBILISEES	42 578	48 368	55 830	15,4%
- Immobilisations financières	14 553	27 436	31 600	15,2%
- Prêts et titres subordonnés	5 218	6 688	8 031	20,1%
- Dépôts & cautionnements	1 165	752	810	7,8%
- Immobilisations en cours	4 853	3 513	5 125	45,9%
dont Immobilisations incorporelles	1 918	2 685	2 564	-4,5%
- Immobilisations d'exploitation	19 967	15 893	17 530	10,3%
dont Immobilisations incorporelles	2 765	345	1 153	233,8%
- Immobilisations hors-exploitation	1 046	769	759	-1,4%
dont Immobilisations incorporelles	21	0	10	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	1 287	2 697	0	-100,0%
(. Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	993	6	6	4,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	272	0	45	-
- Actionnaires, capital non appelé	272	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	45	-
TOTAL DE L'ACTIF	747 761	787 726	877 604	11,4%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	196 514	263 022	300 304	14,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	79 298	111 235	133 814	20,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	11 998	17 251	21 005	21,8%
- Comptes d'emprunts	97 611	123 503	136 615	10,6%
- Autres sommes dues	368	279	450	61,3%
- Ressources affectées	5 766	7 928	6 215	-21,6%
- Dettes rattachées	1 473	2 825	2 205	-21,9%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	352 244	343 184	379 515	10,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	153 146	141 381	163 422	15,6%
- Dépôts à terme reçus	66 929	69 556	69 966	0,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	68 493	77 780	85 771	10,3%
- Dépôts de garantie reçus	42 986	32 775	37 228	13,6%
- Autres dépôts	16 420	17 476	18 479	5,7%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	0	-12,5%
- Dettes rattachées	4 270	4 216	4 649	10,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	14 106	16 941	18 864	11,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	7 054	9 338	10 136	8,5%
- Comptes d'ordre & divers	7 052	7 603	8 727	14,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	750	750	750	-
- Titres de participation	750	750	750	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	184 147	163 829	178 171	8,8%
- Subventions d'investissement	490	435	382	-12,1%
- Fonds affectés	41 569	41 966	44 949	7,1%
- Fonds de crédits	767	588	790	34,4%
- Provisions pour risques & charges	3 357	2 972	3 820	28,5%
- Provisions réglementées	0	0	97	-
- Titres et emprunts subordonnés	13 404	21 587	23 321	8,0%
- Dettes rattachées	337	197	653	232,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 369	2 891	2 687	-7,0%
- Primes liées au capital	700	700	700	-
- Réserves	86 872	46 615	48 859	4,8%
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-
- Capital	34 351	39 784	40 773	2,5%
- Dotations	5 889	5 810	5 803	-0,1%
- Report à nouveau	-9 885	-6 328	-6 142	2,9%
- Résultat de l'exercice	4 928	6 612	11 479	73,6%
TOTAL DU PASSIF	747 761	787 726	877 604	11,4%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 289	5 641	38 907	589,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	-1 558	2 072	2 072	-
AUTRES ENGAGEMENTS	0	12	12	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	95	95	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	542 211	511 638	555 130	8,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	472 412	423 384	447 609	5,7%
a) Crédits à court terme	196 581	151 211	184 836	22,2%
b) Crédits à moyen terme	114 004	158 587	173 154	9,2%
c) Crédits à long terme	92 816	94 497	76 376	-19,2%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	69 011	19 089	13 243	-30,6%
. Crédits immobilisés	61 242	9 388	4 943	-47,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	5 264	5 230	3 116	-40,4%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	2 078	3 543	4 306	21,5%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	427	929	878	-5,4%
	4 249	5 799	6 753	16,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	69 799	88 254	107 521	21,8%
a) Titres de placement	4	0	0	-
b) Immobilisations financières	14 553	27 436	31 401	14,5%
c) Autres immobilisations	27 031	20 926	26 011	24,3%
d) Divers	28 210	39 892	50 109	25,6%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	552 448	527 530	537 829	2,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	347 974	338 968	338 944	0,0%
a) A vue	153 146	141 381	150 071	6,1%
b) A terme	194 828	197 587	188 873	-4,4%
dépôts à terme et bons de caisse	66 929	69 556	79 730	14,6%
comptes d'épargne à régime spécial	68 493	77 780	55 792	-28,3%
autres	59 406	50 252	53 351	6,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	180 181	160 660	166 036	3,3%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	123 951	96 084	95 698	-0,4%
dont 15% du résultat (si positif)	1 076	1 241	2 049	65,1%
b) Autres	56 231	64 576	70 338	8,9%
3. AUTRES RESSOURCES	24 293	27 901	32 849	17,7%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	10 238	15 892	-17 301	-208,9%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	96 334	92 643	103 285	11,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 467	7 075	7 859	11,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	88 625	84 493	87 170	3,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	508	417	230	-44,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	201	57	35	-38,9%
+Produits sur opérations de change	0	0	0	-39,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	221	252	293	16,2%
+Produits sur prestations de services financiers	43	35	432	1133,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	269	315	7 268	2207,4%
2. CHARGES FINANCIERS	16 597	19 609	17 037	-13,1%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	10 655	13 857	11 764	-15,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	4 754	4 881	4 883	0,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	890	698	271	-61,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	4	1	5	492,2%
-Charges sur opérations de change	0	6	2	-62,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	99	3	7	93,5%
-Charges sur prestations de services financiers	86	150	95	-37,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	108	13	11	-13,3%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	79 737	73 034	86 249	18,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	8 383	14 049	4 091	-70,9%
+Produits sur immobilisations financières	6	82	175	114,2%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	8 167	13 912	3 653	-73,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	4	-2	235	11467,4%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	88 121	87 082	90 339	3,7%
6. FRAIS GENERAUX	62 003	59 597	65 117	9,3%
-Frais de personnel	31 231	28 998	33 528	15,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 196	3 060	3 298	7,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	26 576	27 539	28 291	2,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	3 541	4 301	3 533	-17,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	3 623	4 301	3 533	-17,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	82	0	0	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	22 577	23 184	21 690	-6,4%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	17 754	15 964	12 152	-23,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	36 555	38 420	39 610	3,1%
+Reprises de provisions	18 800	22 456	27 459	22,3%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	4 822	7 220	9 538	32,1%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 388	-435	3 721	956,0%
+Subventions d'exploitation	129	407	251	-38,2%
+Récupérations sur créances amorties	2 084	2 412	2 951	22,4%
+Produits exceptionnels	1 206	736	762	3,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	1 226	0	1 279	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	155	994	712	-28,3%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	799	1 356	740	-45,5%
-Charges exceptionnelles	2 302	1 640	71	-95,7%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-99	189	-160	-184,4%
+Profits sur exercices antérieurs	253	706	413	-41,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	352	517	572	10,6%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	1 430	362	1 621	347,8%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	4 682	6 613	11 479	73,6%
+Bénéfices	8 977	10 203	16 764	64,3%
-Pertes	4 295	3 590	5 285	47,2%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,4%	5,8%	4,4%	-1,4
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	14,6%	4,5%	3,0%	-1,5
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	5,8%	23,3%	33,8%	10,5
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	25,2%	28,8%	26,7%	-2,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	13,2%	14,4%	14,0%	-0,4
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,6%	6,8%	7,1%	0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	2,6%	4,4%	5,4%	1,0
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	18,4%	0,0%	1,1%	1,1
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	89,8%	89,4%	88,2%	-1,2
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	4,5%	6,6%	8,6%	2,0
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	77,8%	81,6%	75,5%	-6,1
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	15,7%	13,3%	13,1%	-0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	780,6%	0,0%	33,2%	33,2

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	153 548	170 918	169 922	-0,6%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	570 579	673 482	773 917	14,9%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	26,0%	20,2%	18,2%	-2,0
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	105,4%	105,5%	98,2%	-7,3
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	86,2%	131,3%	130,6%	-0,7
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	6,6%	5,8%	6,2%	0,4
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	3,2%	3,5%	4,7%	1,2
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	103,4%	124,5%	110,3%	-14,2
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0%	0%	0%	0
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	2,1%	13,3%	20,1%	6,8

(*) : Données provisoires

ANNEXE III.2-8 : TOGO

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (*) (a)
FATIERES ET CAISSES UNITAIRES (24)				
23 avril 2001	- COOPERATIVE DEPARNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE DES ASSEMBLEES DE DIEU	COOPEC AD	-	38 422
26 novembre 1997	- FATIERE DES UNITES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (SITUATION COMBINEE)	FUCEC	FUCEC	29 217
ND	- COOPERATIVE MILITAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT	COMEC	-	29 085
19 septembre 2014	- WOMEN'S ACTION TO GAIN ECONOMIC SECURITY	WAGES	-	20 895
26 novembre 1997	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ARTISANS	CECA	-	10 846
13 février 2006	- COOPERATIVE CHRETIENNE D'EPARGNE ET DE CREDIT	COCEC	-	10 203
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT POUR LE SOUTIEN AUX INITIATIVES DES FEMMES POUR L'AUTOPROMOTION	COOPECSIFA	-	8 589
2 mars 2001	- UNION DES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (SITUATION COMBINEE)	UMECTO	-	7 804
ND	- SOCIETE GENERALE DE MICRO ET MESO FINANCE	SOGEMEF	-	6 980
ND	- UNION DES CAISSES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES SAVANES	U-CMECS	-	5 735
ND	- MUTUELLE D'APPUI ET DE SOUTIEN AUX JEUNES POUR LE DEVELOPPEMENT	ASJD	-	5 491
26 décembre 2008	- FATIERES DES ENTITES DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES (SITUATION COMBINEE)	FECECAV	-	5 010
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT ILEMA	COOPEC ILEMA	-	4 756
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT FIDELITE	COOPEC FIDELITE	-	4 649
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE DE PENTECOTE DU TOGO	COOPEC LA FRUCTUEUSE	-	4 435
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES TRAVAILLEURS DE LA CEB	COECEP	-	3 959
ND	- UNION RENOVEE DES CAISSES LOCALES D'EPARGNE ET DE CREDIT (SITUATION COMBINEE)	CECEB	-	3 806
7 avril 2004	- ECHANGE POUR L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DES PETITS ENTREPRENEURS AU TOGO	URCLEC	-	2 291
8 septembre 2010	- MILLENIUM MICROFINANCE (*)	ECHOPPE TOGO	-	1 773
ND	- MUTUELLE AKWABA (*)	MILLENIUM MICROFINANCE	-	-
ND	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT POUR LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE (*)	MUTUELLE AKWABA	-	-
ND	- MUTUELLE DES GROUPEMENTS PRODUCTEURS DE CAFÉ CACAO DEKAWOWO (*)	MECPIP	-	-
ND	- MUTUELLE UNIVERSITAIRE DU TOGO (*)	MGPCC DEKAWOWO	-	-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (11)		MUTO	-	-
23 avril 2001	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SOLIDARITE	COOPEC SOLIDARITE	FUCEC	51 583
28 novembre 2000	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'AVE	COOPEC AVE	FUCEC	20 399
26 décembre 2008	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT MATURE	COOPEC MATURE	FUCEC	13 092
23 avril 2001	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE EVANGELIQUE DU TOGO	COOPEC ELO	FUCEC	9 651
18 avril 2000	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'ANDO	COOPEC L'ANDO	FUCEC	7 162
18 avril 2000	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE TSEVIE	COOPEC TSEVIE	FUCEC	5 967
23 avril 2001	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE NOVISSI	COOPEC NOVISSI	FUCEC	5 922
ND	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT ECHOPPE	COOPEC ECHOPPE	FUCEC	5 835
22 août 2000	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KARA	COOPEC KARA	FUCEC	4 513
22 août 2000	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT GAITE	COOPEC GAITE	FUCEC	3 919
19 mai 2011	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KLOTO	COOPEC KLOTO	FUCEC	3 312
	TOTAL	35	1	335 303

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nouvel entrant dans la liste

ND : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	113 678	104 870	108 129	3,1%
- Caisse	5 980	5 635	6 064	7,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	19 285	21 587	26 391	22,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	85 107	72 764	65 771	-9,6%
- Comptes de prêts	1 851	3 916	9 045	131,0%
- Créances rattachées	1 356	933	772	-17,2%
- Créances en souffrance	98	36	85	136,5%
(Provisions)	24	2	2	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	133 498	163 523	197 721	20,9%
- Crédits à court terme	50 421	63 910	81 680	27,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	2 147	1 122	-47,7%
- Crédits à moyen terme	42 701	55 629	64 594	16,1%
- Crédits à long terme	23 535	27 880	33 064	18,6%
- Créances rattachées	2 385	3 192	4 226	32,4%
- Crédits en souffrance	14 455	10 765	13 035	21,1%
(provisions)	1 410	2 084	1 615	-22,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	7 012	7 786	7 915	1,7%
- Titres de placement	2 216	1 736	2 413	39,0%
- Comptes de stocks	172	201	218	8,2%
- Débiteurs divers	3 132	3 327	3 097	-6,9%
- Créances rattachées	28	64	111	72,4%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	129	441	481	9,1%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	1 335	2 017	1 596	-20,9%
VALEURS IMMOBILISEES	17 365	18 617	21 538	15,7%
- Immobilisations financières	5 740	5 912	6 453	9,1%
- Prêts et titres subordonnés	504	488	480	-1,5%
- Dépôts & cautionnements	214	202	222	9,8%
- Immobilisations en cours	2 428	2 453	2 390	-2,6%
dont Immobilisations incorporelles	760	1 649	754	-54,3%
- Immobilisations d'exploitation	8 317	9 295	11 728	26,2%
dont Immobilisations incorporelles	497	426	403	-5,4%
- Immobilisations hors-exploitation	601	558	618	10,7%
dont Immobilisations incorporelles	0	4	4	7,4%
- Immo. acquises par réalisation de garantie	599	664	0	-100,0%
(. Incorporelles)	0	3	3	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	4	0	0	-
- Créances rattachées	61	198	128	-35,4%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	249	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	23	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	23	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	271 576	294 797	335 303	13,7%

B I L A N S (Suite)	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	46 718	29 595	37 196	25,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	10 498	6 787	11 390	67,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	23 986	10 302	9 949	-3,4%
- Comptes d'emprunts	10 957	11 106	14 761	32,9%
- Autres sommes dues	20	0	0	-
- Ressources affectées	750	1 010	632	-37,4%
- Dettes rattachées	507	391	464	18,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	172 590	205 026	230 838	12,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	113 467	130 780	147 848	13,1%
- Dépôts à terme reçus	14 266	15 456	16 538	7,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	9 925	11 710	13 845	18,2%
- Dépôts de garantie reçus	33 823	44 314	49 753	12,3%
- Autres dépôts	295	483	569	17,7%
- Emprunts à la clientèle	130	15	175	1071,2%
- Autres sommes dues	200	685	569	-16,9%
- Dettes rattachées	483	1 583	1 540	-2,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	5 152	6 268	6 441	2,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	2 046	2 402	2 995	24,7%
- Comptes d'ordre & divers	3 106	3 865	3 446	-10,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	47 116	53 908	60 828	12,8%
- Subventions d'investissement	242	193	179	-7,5%
- Fonds affectés	5 732	6 203	5 897	-4,9%
- Fonds de crédits	5 946	5 943	5 911	-0,5%
- Provisions pour risques & charges	2 523	2 787	3 248	16,5%
- Provisions réglementées	0	0	37	-
- Titres et emprunts subordonnés	847	762	866	13,7%
- Dettes rattachées	7	0	2	4620,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 144	1 933	1 810	-6,4%
- Primes liées au capital	0	184	184	-
- Réserves	20 124	22 033	24 993	13,4%
- Ecart de réévaluation	256	126	126	-
- Capital	13 296	14 382	15 307	6,4%
- Dotations	1 323	2 155	2 190	1,6%
- Report à nouveau	-5 368	-7 682	-6 572	14,5%
- Résultat de l'exercice	1 044	4 887	6 648	36,1%
TOTAL DU PASSIF	271 576	294 797	335 303	13,7%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	8	0	65	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	462	142	1 623	1044,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	1	0	4	1333,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	117 254	190 842	328 258	72,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	100 229	160 772	284 996	77,3%
a) Crédits à court terme	36 322	66 498	125 108	88,1%
b) Crédits à moyen terme	30 474	55 629	76 795	38,0%
c) Crédits à long terme	22 181	27 880	68 061	144,1%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	11 251	10 765	15 032	39,6%
. Crédits immobilisés	3 741	1 731	2 286	32,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	5 839	6 697	9 108	36,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 203	1 298	2 334	79,8%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	468 722	1 039 2 084	1 303 1 067	25,5% -48,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	17 025	30 070	43 263	43,9%
a) Titres de placement	644	1 736	2 413	39,0%
b) Immobilisations financières	3 219	5 912	9 146	54,7%
c) Autres immobilisations	8 737	12 507	17 804	42,3%
d) Divers	4 425	9 915	13 900	40,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	182 378	265 593	430 668	62,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	140 462	203 443	328 812	61,6%
a) A vue	95 158	131 465	191 784	45,9%
b) A terme	45 304	71 978	137 029	90,4%
dépôts à terme et bons de caisse	12 559	15 456	30 469	97,1%
comptes d'épargne à régime spécial	8 734	11 710	45 380	287,5%
autres	24 011	44 812	61 180	36,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	36 548	51 120	85 201	66,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	30 108 356	37 892 636	66 230 1 121	74,8% 76,3%
b) Autres	6 440	13 228	18 972	43,4%
3. AUTRES RESSOURCES	5 369	11 029	16 655	51,0%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	65 125	74 750	102 410	37,0%

RESULTATS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
1. PRODUITS FINANCIERS	28 557	33 314	38 178	14,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 473	6 587	6 349	-3,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	21 631	26 257	31 225	18,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	68	68	109	59,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	5	25	25	1,1%
+Produits sur opérations de change	0	0	0	-98%
+Produits sur opérations de hors-bilan	13	15	58	287,8%
+Produits sur prestations de services financiers	176	154	165	7,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	190	207	246	18,7%
2. CHARGES FINANCIERS	5 175	5 886	6 026	2,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 362	2 887	2 926	1,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 758	2 944	3 023	2,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	4	8	105,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1	3	1	-77,2%
-Charges sur opérations de change	0	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	53	48	67	40,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0	122,4%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	23 382	27 427	32 152	17,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	138	276	290	5,1%
+Produits sur immobilisations financières	70	111	70	-37,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	443	583	640	9,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-100,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	361	464	467	0,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	23 520	27 703	32 442	17,1%
6. FRAIS GENERAUX	17 593	20 555	23 137	12,6%
-Frais de personnel	11 632	13 762	15 392	11,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	191	202	203	0,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	5 770	6 591	7 542	14,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 423	1 488	1 671	12,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 476	1 509	1 714	13,6%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	53	21	43	104,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	4 504	5 661	7 634	34,9%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	4 212	1 368	1 834	34,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	11 380	10 230	10 198	-0,3%
+Reprises de provisions	7 168	8 862	8 364	-5,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	292	4 293	5 800	35,1%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 172	547	1 096	100,4%
+Subventions d'exploitation	294	306	281	-8,2%
+Récupérations sur créances amorties	732	980	899	-8,2%
+Produits exceptionnels	865	471	465	-1,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	314	3	0	-100,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	17	878	8	-99,1%
-Charges exceptionnelles	388	329	541	64,3%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-320	174	-48	-127,5%
+Profits sur exercices antérieurs	507	658	407	-38,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	827	484	455	-5,9%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	124	128	200	56,9%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	1 021	4 887	6 648	36,1%
+Bénéfices	2 634	5 324	7 135	34,0%
-Pertes	1 613	437	486	11,2%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	11,9%	7,9%	5,6%	-2,3
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	11,2%	6,7%	5,3%	-1,4
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	6,0%	16,2%	6,6%	-9,6
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	27,2%	23,8%	21,2%	-2,6
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	13,7%	13,4%	12,0%	-1,4
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,9%	8,6%	8,0%	-0,6
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	0,6%	8,0%	9,5%	1,5
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	4,4%	0,0%	1,7%	1,7
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	83,8%	91,7%	97,0%	5,3
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	1,0%	12,3%	14,6%	2,3
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	75,2%	74,9%	72,0%	-2,9
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	12,4%	13,0%	13,1%	0,1
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	1683,4%	0,0%	30,0%	30,0

(*) : Données provisoires
Montants en millions de FCFA

SITUATION PRUDENTIELLE	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022 (*)	VARIATION 2022-2021
Fonds propres (Montants en millions de FCFA)	42 669	52 190	60 111	15,2%
Risques portés (Montants en millions de FCFA)	206 473	240 165	283 032	17,8%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	17,7%	17,9%	18,5%	0,6
Ratio de limitation des risques ($\leq 200\%$)	97,8%	99,9%	101,2%	1,3
Ratio de couverture ($\geq 100\%$)	87,7%	94,0%	92,8%	-1,2
Ratio de crédits aux dirigeants ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	5,4%	5,2%	4,4%	-0,8
Ratio de limitation sur une seule signature ($\leq 10\%$ Fonds Propres)	24,4%	4,6%	5,3%	0,7
Ratio liquidité ($\geq 100\%$)	99,9%	90,8%	92,5%	1,7
Ratio de limitation des autres activités ($\leq 5\%$)	0,6%	0,6%	0,5%	-0,1
Ratio de titres de participation ($\leq 25\%$ Fonds Propres)	8,8%	8,1%	6,4%	-1,7

(*) : Données provisoires

ANNEXE IV

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES

ANNEXE IV.1

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DES EME AGREES

ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES AU 31 DECEMBRE 2022

PAYS	EME	DATE D'AGREMENT	NUMERO D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL (EN MILLIONS DE FCFA)	ENCOURS DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS DE FCFA)	DÉPÔTS À VUE + PLACEMENTS LIÉS À LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS DE FCFA)
Bénin						
	MTN Mobile Money Bénin SA	10 novembre 2016	EME.BJ.01/01/2016	900	79 014	79 366
	Moov Money Bénin	4 novembre 2021	EME.BJ.01/6/2021	706	22 100	22 100
	International Digital Money	19 juillet 2022	EME.BJ.01/8/2022	736	-	-
Burkina						
	Orange Money Burkina Faso	8 février 2016	EME.BF.01/1/2016	1 210	165 279	165 947
Côte d'Ivoire						
	Moov Money Côte d'Ivoire	23 juillet 2019	EME.CI.01/3/2019	300	28 620	28 624
	Orange Money Côte d'Ivoire	1 décembre 2016	EME.CI.007/2015	33 800	179 000	146 000
	MTN Mobile Financial Services Côte d'Ivoire	28 juillet 2016	EME.CI.009/2016	486	102 125	84 117
	Africa Digital Finance	10 novembre 2020	EME.CI.01/5/2020	4	13	-
	Compagnie Financière de Paiements	23 juillet 2019	EME.CI.01/2/2019	1 104	-	-
	Small World Financial Services Africa	5 août 2020	EME.CI.01/4/2020	300	299	-
Guinée-Bissau						
Mali						
	Orange Finances Mobiles Mali	1 février 2016	EME.ML.008/2015	300	108 700	108 700
Niger						
	Airtel Money Niger	6 juillet 2022	EME.NE.01/9/2022	1 310		
Sénégal						
	Orange Finance Mobiles Sénégal	23 décembre 2015	EME.SN.006/2015	12 000	74 000	56 308
	Mobile Cash	2 décembre 2014	EME.SN.005/2014	2 503	4 759	4 835
	WAVE Digital Finance	14 avril 2022	EME.SN.01/7/2022	5 400	124 557	127 098
Togo						
UMOA	-	-	-	61 059	888 467	823 096

INDICATEURS DE VOLUMETRIE ET DE DISTRIBUTION DES EME AGREES AU 31 DECEMBRE 2022

PAYS	EME	NBRE DE COMPTE OUVERTS	NOMBRE DE COMPTES ACTIFS	NOMBRE DE COMPTES INACTIFS	NBRE DE TRANSACTIONS EFFECTUEES	VALEUR DES TRANSACTIONS EFFECTUEES (EN MILLION DE F.CFA)	NOMBRE TOTAL DE POINTS DE SERVICES (*)	NOMBRE DE POINTS DE SERVICE ACTIFS
Bénin								
	MTN Mobile Money Bénin SA	13 478 939	6 246 522	7 232 417	1 240 441 542	7 168 241	128 932	101 285
	Moov Money Bénin	10 334 836	2 098 881	8 235 955	265 446 923	913 232	144 723	91 781
	International Digital Money	-	-	-	-	-	-	-
Burkina								
	Orange Money Burkina Faso	10 441 890	5 189 050	5 252 840	1 222 233 666	12 520 695	55 611	51 266
Côte d'Ivoire								
	Moov Money Côte d'Ivoire	2 352 659	440 872	1 911 787	103 197 174	1 121 961	106 950	47 268
	Orange Money Côte d'Ivoire	15 085 966	4 868 984	10 216 982	453 835 591	11 316 150	61 570	48 366
	MTN Mobile Financial Services Côte d'Ivoire	20 047 509	10 025 511	10 021 998	454 172 666	10 541 036	218 888	218 888
	Africa Digital Finance	198 170	549	197 621	1 594	24	164	1
	Compagnie Financière de Paiements	-	-	-	-	-	-	-
	Small World Financial Services Africa	5 671	50	5 621	150	3	293	5
Guinée-Bissau								
Mali								
	Orange Finances Mobiles Mali	10 995 527	4 924 730	6 070 797	721 736 523	11 833 208	91 087	63 321
Niger								
	Airtel Money Niger	5 881 301	333 036	5 548 265	10 667 029	56 955	42 533	18 600
Sénégal								
	Orange Finance Mobiles Sénégal	7 059 729	4 099 239	2 960 490	543 280 480	7 680 052	99 067	38 102
	Mobile Cash	6 331 139	815 933	5 515 206	11 497 846	110 736	39 313	15 938
	WAVE Digital Finance	15 855 757	7 486 168	8 369 589	352 358 591	6 534 061	12 553	12 504
Togo								
TOTAL	-	118 069 093	46 529 525	71 539 568	5 378 869 775	69 796 353	1 001 684	707 325

INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS PAR TELEPHONE MOBILE AU 31 DECEMBRE 2022

(En millions de FCFA)

PAYS	EME	RECHARGEMENT TELEPHONIQUE	RECHARGEMENT CASH	RETRAIT CASH	TRANSFERT PERSONNE A PERSONNE	PAIEMENT DE FACTURES	TRANSACTIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	TRANSACTIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	PAIEMENT MARCHAND	PAIEMENT SALAIRES	TRANSACTIONS ENTRE ENTREPRISES	TRANSFERTS A PARTIR DE COMPTES BANCAIRES PARTICULIERS	TRANSFERTS INTRA-UEMOA	TOTAL
Benin	MTN Mobile Money Bénin SA	240 951	2 319 106	1 976 338	1 679 830	40 414	98	-	694 678	63 446	-	54 205	99 174	7 168 241
	Moov Money Bénin	41 580	294 596	313 622	78 403	10 744	418	-	71 138	14 140	-	5 576	83 015	913 232
	International Digital Money	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina	Orange Money Burkina Faso	239 827	3 832 805	4 023 020	3 082 821	154 768	19 066	-	138 597	38 859	17 276	44 407	929 248	12 520 695
Côte d'Ivoire	Moov Money Côte d'Ivoire	11 456	638 342	301 595	42 214	57 290	1 230	-	23 939	6 180	-	-	39 715	1 121 961
	Orange Money Côte d'Ivoire	263 295	4 571 361	3 366 969	1 716 597	261 002	-	-	152 094	7 700	-	70 714	906 819	11 316 190
	MTN Mobile Financial Services Côte	102 159	2 939 200	1 985 157	432 942	40 005	6 770	25 894	4 808 808	128 013	-	1 663	70 426	10 541 036
	Africa Digital Finance	14	3	5	1	0	-	-	-	0	-	-	-	24
	Compagnie Financière de Paiements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Small World Financial Services Africa	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Guinée-Bissau														
Mali	Orange Finances Mobiles Mali	930 896	4 411 808	4 087 638	1 943 192	136 429	-	10 394	178 194	124 627	-	110 030	-	11 833 208
Niger	Airtel Money Niger	2 118	18 762	3 971	1 234	5 302	-	-	7 771	1 181	-	15 131	1 484	56 955
Sénégal	Orange Finance Mobiles Sénégal	343 626	2 543 484	2 242 363	1 604 262	147 420	-	-	346 907	147 420	-	63 364	241 204	7 680 052
	Mobile Cash	28 240	45 213	24 813	6 889	1 326	-	-	2 423	1 852	-	-	-	110 736
	WAVE Digital Finance	307 134	1 384 947	1 506 256	2 079 485	-	82 416	137	172 218	36 426	-	28 618	37 420	6 534 061
Togo														
TOTAL	-	2 511 297	22 999 629	19 831 349	13 467 852	854 700	109 996	36 425	6 596 767	568 846	17 276	393 707	2 408 506	69 796 353

ANNEXE IV.2

SITUATION D'ENSEMBLE DE L'UMOA

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2020	2021	2022	VARIATION (2022-2021)	
				(VALEUR)	(%)

INDICATEURS DE VOLUMETRIE

- Nombre de comptes de monnaie électronique	74 573 261	78 568 620	118 069 093	39 500 473	50,3%
- Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	31 228 843	32 503 475	46 529 525	14 026 050	43,2%
- Nombre de comptes inactifs (aucune transaction au cours des 90 derniers jours)	43 344 418	46 065 145	71 539 568	25 474 423	55,3%
- Nombre de transactions	3 368 390 898	3 953 857 100	5 378 869 775	1 425 012 675	36,0%
- Valeurs des transactions (en millions de FCFA)	28 916 925	44 260 671	69 796 353	25 535 682	57,7%

INDICATEURS DE DISTRIBUTION

- Nombre de GAB (a)	78	78	75	-3	-3,8%
- Nombre de TPE (b)	210	12	12	0	0,0%
- Nombre de Sous-Distributeurs (c)	373 622	579 416	855 297	275 881	47,6%
- Nombre d'agents distributeurs (d)	319 287	208 284	146 312	-61 972	-29,8%
- Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	693 197	787 778	1 001 684	213 906	27,2%
- Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	463 301	555 591	707 325	151 735	27,3%

INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONE MOBILE

- Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	499 527	1 763 340	2 511 297	747 956	42,4%
(Volume)	1 115 946 171	1 828 796 252	2 205 278 109	376 481 857	20,6%
- Rechargement cash (en millions de FCFA)	10 614 509	15 712 876	22 999 629	7 286 753	46,4%
(Volume)	667 846 830	811 188 813	1 007 864 548	196 675 735	24,2%
- Retraits cash (en millions de FCFA)	8 828 697	12 581 858	19 831 349	7 249 491	57,6%
(Volume)	566 425 248	660 650 082	903 365 363	242 715 281	36,7%
- Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	5 662 138	6 857 740	13 467 852	6 610 112	96,4%
(Volume)	313 010 360	361 895 622	715 487 090	353 591 468	97,7%
- Paiements de factures (en millions de FCFA)	148 648	565 726	854 700	288 974	51,1%
(Volume)	34 360 307	102 724 925	151 196 326	48 471 401	47,2%
- Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	492 975	182 468	109 998	-72 470	-39,7%
(Volume)	105 678 719	22 245 982	14 320 624	-7 925 358	-35,6%
- Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	36 396	23 903	36 425	12 522	52,4%
(Volume)	5 491 797	267 069	343 503	76 434	28,6%
- Paiement marchand (en millions de FCFA)	3 964	3 737 235	6 596 767	2 859 532	76,5%
(Volume)	154 979	103 059 139	295 002 270	191 943 131	186,2%
- Paiement de salaires (en millions de FCFA)	417 449	398 296	568 846	170 550	42,8%
(Volume)	52 485 390	21 165 855	35 787 079	14 621 224	69,1%
- Transactions (émission et réception entre entreprises, sociétés ou organismes non étatiques) (en millions de FCFA)	413 295	36 126	17 276	-18 850	-52,2%
(Volume)	474 278 360	539 123	308 324	-230 799	-42,8%
- Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	215 420	245 191	393 707	148 516	60,6%
(Volume)	2 644 719	3 453 040	5 588 300	2 135 260	61,8%
- Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	1 583 907	2 155 911	2 408 506	252 595	11,7%
(Volume)	30 068 016	37 871 198	44 328 239	6 457 041	17,1%

SITUATION PRUDENTIELLE

Ratio de couverture (>= 3%)	23,8%	7,5%	4,7%	-	-2,8
Ratio d'équivalence (>= 100%)	82,8%	98,5%	92,6%	-	-5,9
Ratio de placement (<=25%)	16,9%	46,7%	26,6%	-	-20,1

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
OCTOBRE 2023



Commission Bancaire de l'UMOA
Secrétariat Général
Boulevard Botreau Roussel
(rue privée CRRAE-UMOA)
01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 27 20 25 57 57
Fax : (225) 27 20 22 45 52
Site web : www.bceao.int
Email : courrier.z02sgcb@bceao.int